

Un mois avant les élections

LE VICE-PREMIER MINISTRE
JAPONAIS
QUITTE LE GOUVERNEMENT

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 Da ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Danemark,
12 kr. ; Espagne, 20 pes. ; France, 20 fr. ; Grèce,
18 dr. ; Irlande, 45 rs. ; Italie, 200 l. ; Japon, 125 y. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.S. ; Thaïlande, 10 ba. ; Turquie,
10 m. ; Royaume-Uni, 10 p. ; Yémen, 10 r. ;
Zimbabwe, 10 r. ; Zambie, 10 kw. ;
Tarif des abonnements page 33

3, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CROIX ROUGE
C.C.P. 4387-23 Paris
Tél. Paris 6 630372
Tél. : 246-72-23

M. Giscard d'Estaing veut « décriper » le débat sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel en saisissant le Conseil constitutionnel

La raison et la passion

Le Parlement français ratifiera-t-il l'accord des Neuf sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage direct ? Nul ne peut faire encore de pronostics, mais le mécanisme qui doit conduire à une décision vient d'être enclenché par M. Giscard d'Estaing. S'il est vrai que l'« important projet de loi » sur lequel il entend consulter le Conseil constitutionnel a bien trait à ce sujet.

Dans chacun des pays membres de la Communauté européenne, des procédures sont en cours d'élaboration pour aboutir aux ratifications parlementaires de l'« acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct » solennellement signé à la fin de septembre, à Bruxelles, par les neuf ministres des affaires étrangères. Ce n'est qu'au bout de plusieurs mois de palabres, portant notamment sur la répartition des sièges dans la future Assemblée, qu'on réussira à aboutir à ce résultat. Mais il est évident qu'il ne mettrait pas fin, au contraire, à la querelle entre partisans et adversaires de ce renforcement de l'Assemblée de Strasbourg.

La France est partie en flèche — comme du temps de la CED — dans cette querelle, les communistes et les points avancés de l'U.D.R. formant les bataillons de choc des adversaires des élections européennes. M. Giscard d'Estaing a si bien senti le danger qu'il s'est toujours efforcé de ne pas présenter comme une « grande affaire » ce « passage à l'acte » d'un engagement pris sur les « Pétites fontaines » de l'Europe communautaire.

Malgré une attitude rassurante du gouvernement britannique, le parti travailliste a regagné lui aussi le 29 septembre dernier, lors de son congrès à Blackpool, contre la participation de la Grande-Bretagne à l'élection du Parlement européen au suffrage universel en 1978, et a purement et simplement rejeté l'idée à une forte majorité.

Les arguments déployés à Blackpool par les adversaires ont été empreints d'une vive passion : selon certains, les « travaillistes » seraient « assésés » dans l'« enclos » communautaire européen, alors que d'autres voyaient déjà se profiler un puissant super-Etat réactionnaire, où d'astucieux avocats italiens chercheraient à accaparer le pétrole et le poisson de la mer du Nord !

Au niveau des partis, le plus étrange des balais autour du futur Parlement européen est encore celui qui réunit les communistes italiens et français. Les premiers ne refusent pas le « supranationalisme », et considèrent l'élection directe de l'Assemblée des Neuf comme un premier pas vers la démocratisation de l'Europe communautaire. Les communistes français sont, eux, très réticents, et à cette idée de transférer des pouvoirs nationaux à un organe chimérique leur apparaît comme un recul du contrôle démocratique.

Des divergences si ostensibles montrent bien que chacun a sa vérité dans cette affaire, et que la passion plus encore que la raison domine le débat. Edouard-Clément, le plus éminent des intellectuels en France et en Grande-Bretagne, a résumé les esprits : « Il faut rappeler tout de même que les décisions d'aujourd'hui ont été prises il y a bien longtemps. L'une quand les Parlements nationaux ont ratifié le traité de Rome et son article 138, prévoyant l'élection de l'Assemblée au suffrage universel direct ; l'autre, en 1970, lorsque les pays membres se sont mis d'accord pour doter la Communauté de « ressources propres ». Celles-ci, échappant au contrôle des Parlements nationaux, devaient forcément tomber sous celui de l'Assemblée européenne.

Le tout est de savoir si l'élaboration par les partis politiques européens de « plates-formes » électorales communes ouvrirait ou non une chance réelle d'arracher l'Europe au monde des technocrates pour la rapprocher des peuples.

M. Giscard d'Estaing, devait recevoir, vendredi après-midi 5 novembre, M. Roger Frey — pour l'informer de sa décision de consulter le Conseil constitutionnel sur la constitutionnalité d'un important texte de loi —.

Il semble bien que le chef de l'Etat souhaite recueillir un avis de conformité à la Constitution d'un projet de loi qui viserait à la ratification de l'acte signé le 20 septembre à Bruxelles par les représentants des Neuf et portant élection des représentants de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct.

La querelle relative à l'élection du Parlement européen au suffrage universel qui oppose, d'une part, les socialistes aux communistes, et, d'autre part, les gauchistes aux républicains indépendants et aux centristes, envenime depuis des années la vie politique française. Le débat, particulièrement vif au bout de 1976 après la publication du fameux rapport Tindemans, préconisant un mode d'élection qui donnerait à l'Assemblée européenne « une autorité politique nouvelle », a été relancé, une nouvelle fois après la signature, le 20 septembre, par les neuf ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, de l'acte « portant élection des représentants de l'Assemblée au suffrage universel direct ».

Depuis lors, bien des porte-parole du pouvoir se sont dépensés en France pour restituer l'opinion, et M. Raymond Barre s'y était lui-même employé le 5 octobre, lorsqu'il avait déclaré devant l'Assemblée nationale : « Certains craignent que ce changement ne conduise à une sorte de coup de force, la nouvelle Assemblée européenne s'arrogeant des prérogatives inadmissibles. C'est douter de son respect à l'égard des traités. C'est sans nul doute méconnaître la vigilance des Parlements nationaux à l'égard de tout empiètement sur les attributions qu'ils ont le pouvoir d'exercer. C'est en tout cas se tromper sur la résolution du gouvernement français, qui fait honneur de diriger, de maintenir les distinctions qui s'imposent

AU JOUR LE JOUR

Quand on conspire...

En soixante-dix minutes, M. Giscard d'Estaing et M. Chirac ont eu le temps d'échanger bien des paroles. On n'a aucune indication ni sur leur teneur ni sur leur ton. Mais enfin la longueur du dialogue laisse supposer qu'il a eu moins l'air d'une prise de bec que d'une discussion serrée.

Cela laisse supposer que M. Chirac, sur qui planait le soupçon d'être « étonné » par son compatriote, a réussi — non sans mal — à convaincre M. Giscard d'Estaing de la pureté de ses intentions... A moins, ce qui serait assez dans le style de l'un et de l'autre, qu'il ne s'agit d'un complot d'« entente » contre lui-même.

ROBERT ESCARPIT.

Enfants d'aujourd'hui

III. — La fin des petits rois

par CATHERINE ARDITTI

« Mondes intérieurs » des enfants qu'on aperçoit à travers ce qu'ils disent, ce qu'ils vivent ; comportements nouveaux face aux institutions : école, ville, etc. (voir « le Monde » des 4 et 5 novembre). Après ces notations « impressionnistes », les spécialistes se voient les « enfants d'aujourd'hui ».

Troubles du sommeil, de l'appétit, du langage, du comportement, anxiété, difficultés scolaires, maux de tête, mal au ventre, fatigue, pleurs... Fréquemment, les médecins sont consultés sur ces symptômes qui apparaissent chez les enfants, quel que soit leur milieu social. Pourtant, tous les spécialistes s'accordent à reconnaître que des progrès non négligeables ont été faits. Les enfants, dans leur grande majorité, sont bien nour-

ris, bien habillés, bien chauffés et ils sont en meilleure santé qu'il y a quinze ou vingt ans. Même le « sentiment » de l'enfant a considérablement évolué. Au Moyen Age, note Philippe Ariès, « les enfants étaient confondus avec les adultes dès l'âge de sept ans » et la société « n'avait pas l'idée de l'éducation. Aujourd'hui notre société dépend, et sait qu'elle dépend, du succès de son système d'éducation ». Des sciences nouvelles, comme la psychanalyse, la pédiatrie, la psychologie se consacrent aux problèmes de l'enfance (...). Notre monde est obsédé par les problèmes physiques, moraux, sexuels de l'enfance (...).

Pourtant, l'enfant ne va pas bien. Les spécialistes le disent car ses milieux et ses rythmes de vie quotidiens sont de moins en moins adaptés à ses besoins. A partir de six ans — et même avant pour le plus grand nombre — la vie de l'enfant se passe essentiellement à l'école et dans la famille. Si le métier de parent ne s'apprend guère avant qu'on l'exerce, on espère généralement que l'école — institution spécialisée qui a en charge quelque deux millions d'enfants au total — remplisse correctement sa mission d'éducation au sens le plus large. D'autant plus que beaucoup d'enfants y passent une dizaine d'heures chaque jour, cantine et étude comprises.

Le « malmenage scolaire »

En fait, l'école, dans des locaux souvent peu accueillants, privative de ce qui relève de l'instruction proprement dite et néglige les autres besoins de l'enfant, victime du « malmenage scolaire », selon l'expression du professeur Robert Debré. Celui-ci insiste sur la négligence des grands principes physiologiques chez l'enfant d'âge scolaire. Le premier besoin est celui d'« alternances bien réglées » qui doivent composer la vie de l'enfant : veille-sommeil, appétit-satiété, immobilité-agitation, travail-loisirs, attention-réverie, lumière-pénombre, grand air-goût du nid. L'immobilité en classe est, par

exemple, selon le professeur Debré « une éducation à la volonté ». En ce sens il n'est pas favorable à ce qu'on « laisse les enfants faire ce qu'ils veulent. Mais, ajoutet-il, il ne faut pas que cela dure longtemps et en sortant de classe, il faut laisser les enfants crier, se battre, jouer, que tous les muscles soient en jeu. L'activité de jeu est capitale aussi parce qu'elle permet « la construction des rêves et des fantasmes ». D'autre part, « au respect des rythmes dans la vie de l'enfant, il faut ajouter le goût du rythme par des marches, des danses et des chants rythmés ».

(Lire la suite page 14.)

AU MUSÉE DE BORDEAUX

Titien et ses radios

Titien n'était pas autrefois le peintre favori des Français, et il ne l'est pas tellement devenu. Au début du dix-septième siècle, on ne le connaissait pratiquement pas. Pour découvrir, non sans une sorte d'éblouissement, le « coloris » vénitien auquel, à la différence de son collègue Jacques Blanchard, il ne reste d'ailleurs pas fidèle. Les tableaux de Louis XIV qui ont été réunis dans l'« Hommage à Titien » du Louvre sont arrivés tard et grâce à l'accident heureux que fut la liquidation par Cromwell de la collection de Charles-I^{er}.

A part ce groupe, les Titien des musées français se comptent sur les doigts d'une main, et ce sont tous des dérivations ou des copies : le « Saint-Etienne » de Lille a définitivement été rendu à un imitateur espagnol ; le « Granville » de Besançon, grande figure assez noble, n'est pas d'attribution sûre, le « Gentilhomme » d'Alaccio, encore moins. Il y a enfin les tableaux du musée de Bordeaux, qui donnent lieu en ce moment à une présentation intéressante, les radiographies établies par le laboratoire du Louvre invitant à reprendre la discussion.

La réforme de la construction compromise par l'hostilité des H.L.M.

Le projet de loi réformant le financement de la construction sera débattu en séance publique au Sénat le 18 novembre. Au moment même où M. Fourcade et Barrot ripandaient, jeudi, en commission aux questions des sénateurs, l'Union des organismes d'H.L.M. prononçait, en congrès extraordinaire, un « non, mais... » à l'encontre de la réforme, qui ne lui paraît, en son état actuel, ni sociale ni efficace, mais de nature, en revanche, à aggraver la crise de l'industrie du bâtiment.

L'Union est soutenue dans son hostilité au texte actuel par le Comité pour une politique sociale de l'habitat, qui regroupe les trois grands syndicats, les mouvements familiaux et de locataires, les promoteurs, l'Association des maires de France...

L'amour déçu secrète l'amertume. C'est un peu ce qui arrive présentement aux dirigeants des organismes d'H.L.M., qui avaient cru retrouver dans le « rapport Barre » de l'an passé, puis dans le projet de réforme préparé par M. Galley et Barrot, les lignes maîtresses de leur Livre blanc de 1975. Aujourd'hui que le texte gouvernemental est paru et que les tableaux de financement ou de calcul de la nouvelle aide personnelle au logement (A.P.L.) se présentent, ils ont le sentiment d'avoir été — peu ou prou — menés en bateau.

D'où leur réaction très vive de jeudi, dont on aurait tort de minimiser les conséquences. Ou bien, devant ce raidissement, la réforme ne sera pas votée, une majorité de parlementaires suivant l'Union, traditionnellement bien vue au Sénat comme à l'Assemblée, et M. Fourcade, successeur de M. Galley, refusant les amendements substantiels qui lui seront proposés.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 36.)

UN ENTRETIEN AVEC M. DEMIREL

Le chef du gouvernement turc se déclare optimiste sur l'avenir des relations de son pays avec les Etats-Unis.

(Lire page 2.)

SEUIL

Parole de bandits

Daniel Auroousseau
Marie Laborde

Braquages... Otages...
Tatouages... Prison...
Cavale... Sexe... Poésie...
Diams... Perversion...
Anti-gang...
Shit... Yoyo...
Tout y est.

Collection Cambray
Illustration Claude De laune
240 pages

DIPLOMATIE

Les raisons pour lesquelles les États-Unis ont soutenu la Turquie sont toujours valables

NOUS DÉCLARE M. DEMIREL

De notre envoyé spécial

Ankara. — Au lendemain de l'élection de M. Carter et alors que son ministre des affaires étrangères se trouve en visite officielle en France (voir ci-dessous), M. Demirel, le chef du gouvernement turc, tient à faire état de ses bonnes dispositions envers ses alliés. Nous recevons à Ankara, jeudi 4 novembre, il nous a précisé qu'il ne connaît pas le président élu des États-Unis, mais qu'il ne s'en inquiète pas.

« Notre alliance avec Washington, dit-il, n'est pas éphémère. Elle n'est pas établie entre des gouvernements ou des individus : ceux-ci peuvent passer, l'alliance restera. Les États-Unis ont soutenu la Turquie pendant trente ans sans jamais faiblir. La dispute que nous avons à cause de l'embargo sur les livraisons d'armes américaines à la Turquie n'affecte pas nos relations (1). Or les raisons pour lesquelles les États-Unis ont soutenu la Turquie pendant trente ans sont toujours valables.

« Pensez-vous que l'accord américano-turc du 26 mars 1976 (2) sera enfin ratifié et que l'embargo sera levé ?

— Je ne sais pas. Mais il m'est difficile d'imaginer pourquoi et comment le Congrès américain pousse à l'embargo dans une impasse. L'accord est ratifié et profite aux deux parties.

« Quant à l'embargo, il est partiellement levé. Au début, nous ne pouvions acheter aucune arme aux États-Unis, même avec notre argent, même en payant « cash ». Aujourd'hui, nous achetons presque ce que nous voulons — notamment des avions Phantom — et deux crédits nous ont été accordés, pour un total de 260 millions de dollars, jusqu'à l'été prochain. Nous ne sommes donc pas là où nous étions lorsque l'embargo a été imposé. »

« La France — et M. Giscard d'Estaing personnellement — a souvent été accusée en Turquie de prendre position unilatéralement en faveur de la Grèce, notamment dans le conflit chypriote. Qu'en pensez-vous ?

— Il y a eu des déclarations malheureuses, mais je ne veux pas en conclure que M. Giscard d'Estaing serait un président pro-grec, je ne le pense pas. Pourquoi serait-il hostile à la Turquie ? Je me suis entretenu deux fois avec lui, ainsi qu'avec M. Sauvagnargues. Actuellement, notre ministre des Affaires étrangères en France est très ouvert à la Turquie et à tous les problèmes. Nous n'avons pas de dispute avec la France.

« La Turquie envisage-t-elle de faire des concessions territoriales à Chypre de réduire la zone occupée par ses troupes ?

— On me demande toujours cela, mais ce n'est pas là le point.

(1) Après le coup d'État pro-grec à Chypre et le débarquement turc dans l'île (juillet 1974), les États-Unis, sous la pression du Congrès, avaient suspendu les envois d'armes à la Turquie. Les autorités turques avaient pris des mesures de représailles contre les bases américaines en Turquie.

(2) Cet accord prévoit la remise en activité, sous contrôle turc, des bases américaines en Turquie et l'accord à Ankara d'un crédit de 1 milliard de dollars en quatre ans. Pour le moment, les bases ne sont pas à proprement parler fermées, mais leur activité reste suspendue.

DANS « L'UNITÉ »

M. Mitterrand s'intéresse à l'évolution d'Israël et s'inquiète de la répression en Tchécoslovaquie

Dans l'Unité, M. Mitterrand tire quelques conclusions du voyage qu'il vient de faire en Israël. Il écrit :

« La politique d'Israël a-t-elle changé depuis mon dernier voyage dans ce pays, il y a plus de quatre ans ? Fort peu, si l'on se fie au langage des dirigeants. Les arguments de Rabin et de ses ministres pour justifier leur refus de reconnaître l'O.L.P. et d'admettre la création d'un État indépendant palestinien, État-lampon entre Israël et la Jordanie, ressemblent point pour point à ceux que j'entendais dans la bouche de Golda Meïr. Mais nos objections étaient reçues avec plus d'attention qu'autrefois et sans que j'ai mis en doute l'amiétié qui les inspirait.

« Je n'ai rien dissimulé de ma pensée, notamment sur le sujet controversé du fait palestinien. Les réactions courtoises de mes interlocuteurs m'ont convaincu que quelque chose avait changé dans l'opinion israélienne. Non que j'influe de cette attitude, mais une maturation se produit qui serait peut-être imprudent de hâter.

Dans la même chronique, M. Mitterrand évoque le sort de M. Huel, historien tchécoslovaque, condamné en 1973 à six ans et demi de prison pour avoir

Quant aux litiges qui l'opposent à la Grèce en mer Égée, M. Demirel estime que les conversations ouvertes récemment à Paris et à Paris offrent de bons espoirs.

« Le problème est de trouver des solutions défendables devant l'opinion publique et acceptable par elle, dit-il. La rencontre « au sommet » de Bruxelles (entre M. Carmanalis et M. Demirel, en décembre 1974) a été un bon point de départ. Cependant, la Grèce ne voulait pas entendre parler d'une discussion sur la mer Égée, considérée comme une mer grecque. Aujourd'hui, nous négocions pour savoir comment partager le plateau continental. Le temps passé depuis n'a pas été perdu. »

MICHEL TATU.

LA VISITE DE M. CAGLAYANGIL A PARIS

La France ne peut se désintéresser des différends en Méditerranée orientale

estime M. de Guiringaud

M. Caglayangil, ministre des affaires étrangères de Turquie, arrivé jeudi 4 novembre à Paris, devait être reçu ce vendredi par M. Giscard d'Estaing. M. Barre, premier ministre, et poursuivra des entretiens avec ses collègues français. M. de Guiringaud, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, se verra par le président de la République (qui n'a pas comme règle de recevoir tous les ministres des affaires étrangères) témoignent d'une amélioration des relations franco-turques, qui s'étaient détériorées depuis la crise chypriote de 1974 et le débarquement turc dans l'île.

M. Caglayangil a eu jeudi avec M. de Guiringaud un tête-à-tête qui a porté sur Chypre et la tension entre la Turquie et la Grèce. Ensuite, des entretiens élargis ont porté sur les relations Est-Ouest, les relations turco-américaines, l'association entre la Turquie et le Marché commun (qui ne fonctionne pas à la satisfaction d'Ankara), les relations commerciales franco-turques (déséquilibrées au profit de la France) et les relations culturelles.

Recevant le ministre turc à

M. Théophile Obenga, ministre des affaires étrangères de la République populaire du Congo, a remis, mercredi 3 novembre, à M. Valéry Giscard d'Estaing, un message personnel du commandant Marien Ngouabi, chef de l'État du Congo.

Au cours de l'entretien qui a suivi, le président et le ministre du Congo ont évoqué la coopération entre les deux pays. Il existe encore de grandes possibilités pour cette coopération, a souligné M. Obenga en sortant de l'Élysée, d'où la nécessité de la relancer et de faire de temps en temps le point au niveau le plus élevé. Le ministre des affaires étrangères du Congo a précisé alors qu'il croyait possible de rencontrer des deux chefs d'État « d'ici un à deux ans ».

M. Obenga a, d'autre part, indiqué que le Congo pourrait assister à la quatrième conférence franco-africaine, qui doit se tenir en avril prochain à Dakar.

« Puisse la méditerranéenne, membre de la Communauté et de l'Alliance atlantique, la France ne peut se désintéresser des différends et des risques de conflit qui compromettent la sécurité en Méditerranée orientale. Lorsque par surcroît, ces difficultés affectent des États qui sont ses amis, ses associés, ses alliés, comment pourrait-elle rester inactive ? »

« Qu'il s'agisse d'encontrer la recherche de solutions aux différends qui ont été évoqués, ont été de sérieuses difficultés entre la Grèce et la Turquie, qu'il s'agisse d'aider les deux communautés de la République de Chypre à mettre enfin un terme à la situation pénible où elles se trouvent depuis plus de deux ans et d'ouvrir la voie à une cohabitation pacifique, l'attitude de la France, est favorable à la négociation, pourvu que celle-ci s'inspire du respect du droit et de la justice, des intérêts et des aspirations légitimes de chacun. »

« Nous espérons que les négociations intercommunautaires finiront par s'ouvrir vraiment, nous avions tenté d'y aider en suggérant une base et une méthode de discussion. Il me paraît évident que, cet été encore, ont été de sérieuses difficultés entre la Grèce et la Turquie, qu'il s'agisse d'aider les deux communautés de la République de Chypre à mettre enfin un terme à la situation pénible où elles se trouvent depuis plus de deux ans et d'ouvrir la voie à une cohabitation pacifique, l'attitude de la France, est favorable à la négociation, pourvu que celle-ci s'inspire du respect du droit et de la justice, des intérêts et des aspirations légitimes de chacun. »

« Quant à la question de Chypre, nous avons toujours déclaré que nous sommes en faveur de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'île. Un État fédéral prévoyant la participation, sur le même pied d'égalité, des deux communautés à l'administration, et au sein duquel les deux communautés ethniques vivraient en paix dans leur propre région, constituerait une base solide pour arriver à une solution durable de ce problème. Enfin, nous estimons que c'est seulement par des entretiens intercommunautaires que l'on pourrait parvenir à un règlement acceptable pour tous. »

La mer Égée

M. Caglayangil a répondu : « Nous avons une série de problèmes avec notre voisin de la mer Égée, et il n'y a pas de raisons pour qu'ils ne puissent être résolus, car il y a eu des négociations avec la volonté d'aboutir. Nous désirons très sincèrement que la mer Égée devienne une mer de paix rapprochant la Turquie et la Grèce, au lieu de les séparer.

« Quant à la question de Chypre, nous avons toujours déclaré que nous sommes en faveur de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'île. Un État fédéral prévoyant la participation, sur le même pied d'égalité, des deux communautés à l'administration, et au sein duquel les deux communautés ethniques vivraient en paix dans leur propre région, constituerait une base solide pour arriver à une solution durable de ce problème. Enfin, nous estimons que c'est seulement par des entretiens intercommunautaires que l'on pourrait parvenir à un règlement acceptable pour tous. »

EUROPE

Hongrie

LA PRESSE CÉLÈBRE L'ÉCRASEMENT DE LA « TENTATIVE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE » D'OCTOBRE 1956

(De notre correspondant en Europe centrale.)

Vienne. — La presse hongroise, qui avait passé sous silence, le 23 octobre, le violent échauffement du défilé de la révolte de 1956, a célébré, le jeudi 4 novembre, dans plusieurs éditoriaux, le dénouement politique qui fut alors donné aux événements. Selon l'usage, ce n'est pas à proprement parler l'intervention soviétique qui a été ainsi commémorée, mais la formation, le 4 novembre 1956, du gouvernement révolutionnaire des travailleurs et des paysans.

« La tâche des nouveaux dirigeants, écrit le Nepszabadsag, l'organe central du parti communiste, fut en premier lieu d'annuler la « tentative contre-révolutionnaire » de rétablir l'ordre légal du pays et de reprendre la construction du socialisme. (...) La politique qui fut suivie par la suite se caractérise par un éloignement résolu et sans équivoque des erreurs sociales et dogmatiques de l'ancienne politique de culte de la personnalité et par une séparation des dirigeants qui portaient la responsabilité des graves violations de la légalité socialiste et des méthodes qui coupaient le parti des masses. Au cours des deux dernières années, nous avons créé un ordre institutionnel tel qu'il exclut une fois pour toutes la répétition des fautes antérieures. »

Après cette réputation du dogmatisme, le Nepszabadsag se retourne contre le « révisionnisme de droite », qui s'élève à la trahison de classe et à « finit par collaborer avec les forces hostiles au pouvoir des travailleurs ». Quant à l'intervention des armées soviétiques, elle est qualifiée d'« assistance internationaliste » et d'« aide désintéressée » grâce auxquelles les « difficultés » furent surmontées le plus rapidement possible. — M.L.

République d'Irlande

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La coalition gouvernementale renonce à présenter un candidat contre M. Patrick Hillery

De notre correspondant

Dublin. — Comme on s'y attendait, les deux partis qui participent à la coalition gouvernementale Fine Gael (centriste) et le Labour Party (socialiste) ont, mercredi 3 novembre, leur intention de ne pas présenter de candidat à la présidence. Il est donc certain que M. Patrick Hillery, candidat du parti d'opposition Fianna Fail, qui mène la coalition, succédera à M. Cearbhall Ó Dálaigh comme sixième président de la République d'Irlande. M. Hillery, vice-président de la commission européenne, a annoncé à Bruxelles qu'il était « fier d'accepter la nomination de son parti ».

La décision du gouvernement, bien qu'elle soit en quelque sorte une victoire pour le parti de l'opposition Fianna Fail, pose en même temps quelques problèmes pour celui-ci.

Le parti de l'opposition s'était efforcé de trouver un candidat qui serait presque assuré de la victoire. Mais, en l'absence de M. Hillery, l'effort de tirer le maximum d'avantage de l'embarras dans lequel se trouve le gouvernement à la suite de la démission de M. Ó Dálaigh, des membres du parti avaient insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'une élection présidentielle, déclarant

Pologne

Les autorités continuent de harceler les membres du comité d'aide aux travailleurs

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les autorités polonaises paraissent vouloir briser le mouvement de la Diète que le Conseil d'État avait en septembre recommandé aux organes de l'ordre public de « briser avec indulgence » les actions des manifestations de juin « faisant partie de la classe ouvrière et jouissant jusqu'à d'une bonne réputation ». Le même soupçon ne semble pas devoir s'appliquer aux membres du comité de la répression.

Deux membres du comité d'aide aux travailleurs victimes, M. Mirosław Chojek et Antoni Maciejewski, ont été, en effet, congédiés sans délai de leur emploi. L'un a l'intention de se rendre à l'université de Varsovie, le second de sa chaire d'histoire à l'université de la capitale.

Dans un communiqué, le comité rejette le reproche qui lui serait fait d'être une association illégale. Ses animateurs avaient déposé en septembre une demande d'enregistrement auprès des instances compétentes, qui leur avaient opposé un refus. Le comité fait valoir que ses objectifs et ses modalités d'action sont absolument publics et qu'il perdrait toute raison d'être « lorsque les syndicats et les organisations d'aide officielle rempliraient leur devoir, lorsque les poursuites cesseraient et lorsque les travailleurs licenciés pourraient retrouver leur emploi aux conditions antérieures ». Les personnes, ajoute le comité, qui se sont rendues coupables d'infractions à la loi et de services contre les travailleurs, devraient être sanctionnées. Selon le procureur général, soixante-dix-huit personnes seraient actuellement emprisonnées pour des activités « criminelles ».

M.L.

Grande-Bretagne

LE GOUVERNEMENT CALLAGHAN SUBIT UN GRAVE REVERS ÉLECTORAL

(Suite de la première page.)

Le résultat est que la majorité de plus de 15 000 voix, qu'avait obtenue M. Stonehouse, il y a deux ans, s'est transformée en une majorité conservatrice de 4 379 voix. Le déplacement, qui atteint 25,5 % des suffrages, est le plus fort qui ait été enregistré depuis quarante ans. Un autre aspect remarquable de ce scrutin est que le candidat du front national (hostile à l'immigration des gens de couleur) est arrivé en troisième place. Mme Thatcher n'a naturellement pas perdu de temps pour réclamer des élections générales, qui, sur la base des résultats de jeudi, ne manqueraient pas de balayer le Labour.

La situation du gouvernement est devenue encore plus précaire à la Chambre des communes. Le Labour dispose désormais de 212 députés, contre 232 des conservateurs qui ont rompu avec l'organisation officielle du parti. D'autre part, deux représentants de l'Ulster ont également voté jusqu'ici pour le gouvernement. De leur côté, les conservateurs sont maintenant au nombre de 278. Les libéraux comptent 13 membres, les nationalistes écossais 11, ceux du Pays de Galles, 3, tandis que le total des unionistes de l'Ulster s'élève à 10.

Si l'ensemble de l'opposition était en mesure de combiner ses forces, la chute du gouvernement Callaghan serait inévitable. Jusqu'à présent, cependant, une telle alliance n'a jamais pu être mise sur pied. Après leur piètre performance aux élections de cette semaine, il est certain, aussi, que les libéraux auront moins envie que jamais de faire tomber le gouvernement Callaghan, ce qui les obligerait à affronter une élection générale.

Mais le coup porté au Labour n'est pas dangereux seulement sur le plan national. Dans les milieux politiques, on redoute que cette défaite électorale n'affecte le prestige du gouvernement Callaghan à l'étranger et qu'elle ne stimule peut-être une nouvelle vague de spéculation contre la livre sterling.

JEAN WETZ.

Italie

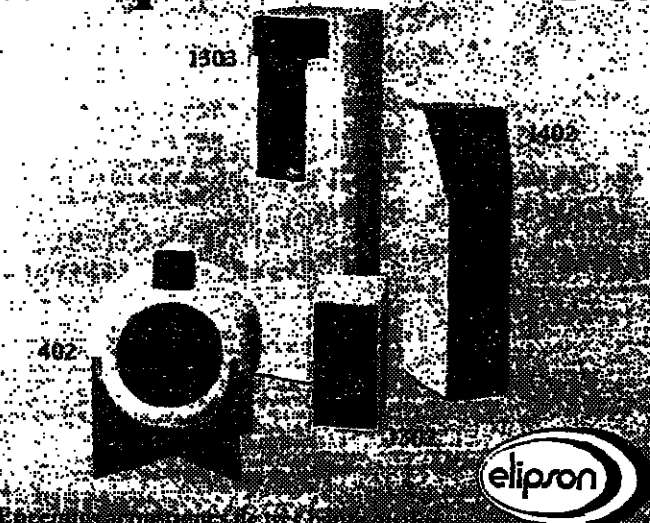
TROIS DÉPUTÉS EN PRISON...

(De notre correspondant.)

Rome. — Pour la première fois en Italie, une femme vient d'être émise en jugement pour une formation politique. Il s'agit de Mme Adelaide Aglietta, trente-deux ans, une Turquoise, mère de deux enfants, qui se présente, il est vrai, qu'elle déteste le parti radical (libéral) de M. Marco Pannella. Aux dernières élections législatives, trois cent quatre-vingt-deux mille électeurs avaient donné leurs voix à ce mouvement, qui s'est spécialisé dans la défense des « droits civils ».

Pour être minuscule (quatre élus), le parti radical n'est pas moins combattiviste, comme il l'a prouvé jeudi 4 novembre, aussitôt après son congrès de Naples : trois députés se sont rendus à Florence, où ils ont occupé une cellule de la prison des Murate. Au directeur un peu surpris, les honorables parlementaires ont fait savoir qu'ils ne s'en faisaient qu'une compagnie d'un des détenus, le docteur Giorgio Conzani, arrêté pour avoir tenté de fuir le pays.

La caution des professionnels.



صكا من الامل

EUROPE

Portugal

M. Antonio Barreto remplace M. Lopes Cardoso comme ministre de l'agriculture

De notre correspondant

Lisbonne. — Le premier ministre portugais, M. Mario Soares, a désigné le successeur de M. Lopes Cardoso au ministère de l'Agriculture. Il s'agit de M. Antonio Barreto, qui cumule ses nouvelles fonctions avec celles de ministre du Commerce et du Tourisme, poste qu'il occupait dans l'ancien gouvernement depuis sa constitution en juillet dernier.

M. Lopes Cardoso a, de son côté, rendu public le texte de sa lettre de démission adressée au « premier ministre et camarade secrétaire général du P.S. ». Il y justifie son attitude par le « manque de clarification » de la ligne politique du P.S. dans certains domaines comme celui de la réforme agraire. « Certes, le congrès a approuvé une motion de confiance générale, ratifiant la politique poursuivie par le régime agraire », précise M. Lopes Cardoso. Mais aucune décision n'a été prise pour concrétiser cette décision : « Comment, quand et dans quelle direction devrions-nous poursuivre cette réforme ? », demande l'ancien ministre. Bien que M. Soares assure que ses divergences avec M. Soares portent plutôt sur la « technique », il admet qu'il ne peut pas ne pas avoir de retentissement au niveau du gouvernement, alors que, dans les circonstances actuelles, celui-ci « doit être homogène pour être opérationnel ».

De son côté, M. Antonio Reis, député socialiste et représentant de la gauche du parti, a déclaré : « Le groupe parlementaire du P.S. défend avec intransigeance la politique des expropriations. M. Reis faisait ainsi référence aux quelque 500 000 hectares de terres qui, aux termes de la loi, restent à exproprier. Il insistait sur le fait que l'expropriation est la seule solution pour la démission du ministre de l'Agriculture. Il devait, cependant, regretter cette « erreur » dont la « droite réactionnaire tire profit ».

JOSÉ REBELO.

[M. Antonio Barreto est né à Porto en 1912. Inscrit au P.S., il a été secrétaire de l'Union des étudiants de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'université de Coimbra. Il préparait, au moment du 25 avril 1974, un doctorat de troisième cycle à l'Institut national agronomique de Portugal. Ses études ont été interrompues par les aspects ruraux des pays sous-développés. Expert aux Nations Unies, il a visité, en mission d'études, plusieurs pays de l'Amérique latine. Le nouveau ministre de l'Agriculture a adhéré au P.S. au mois de septembre 1974. Député à l'Assemblée constituante, puis à l'Assemblée législative, il a été secrétaire d'Etat au Commerce extérieur dans le gouvernement présidé par l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Soares. M. Soares s'est vu confier la charge de former le premier gouvernement constitutionnel, en juillet dernier. M. Barreto a été nommé ministre du Commerce et du Tourisme.]

Espagne

La composition du Conseil d'économie nationale sera modifiée

Madrid (A.F.P.). — Le conseil des ministres espagnol, réuni en séance extraordinaire, le jeudi 4 novembre, sous la présidence de M. Adolfo Suarez, a décidé de déposer prochainement devant les Cortes un projet de loi modifiant la composition du Conseil d'économie nationale.

Le texte gouvernemental, précise-t-on de source officielle, proposera l'intégration au sein du Conseil d'économie nationale des organisations syndicales, des associations professionnelles, des associations de consommateurs.

Le Conseil d'économie nationale a été créé le 4 juin 1940. C'est un organe consultatif chargé d'étudier les affaires importantes qui affectent l'économie. Il est composé d'anciens ministres de l'économie ainsi que de spécialistes des affaires économiques désignés par le gouvernement. Son président est nommé pour six ans par le chef de l'Etat sur proposition du Conseil du royaume.

Le projet de réforme syndicale

D'autre part, le bulletin des Cortes publie jeudi le projet gouvernemental de réforme syndicale, qui va être soumis prochainement au Parlement. Les associations professionnelles qu'ils désignent pour la défense de leurs intérêts.

Ces organisations, précise le projet de loi, devront être reconnues par le gouvernement, jouir d'une complète autonomie et de la protection légale à la condition qu'elles « ne soient pas contraires à la discipline d'un parti politique ».

Avant d'être légalisées, indique en outre le texte, les associations devront soumettre leurs statuts à un organisme spécial, leurs demandes de légalisation « ne pourront pas être repoussées, affirmes enfin le projet, sauf en cas d'infraction à la loi ». Les militaires et les fonctionnaires civils de

l'armée ne bénéficieront pas de cette loi.

Les trois principaux syndicats (Ugta, Uil, Uil) ont, cependant, exprimé leur désaccord avec le projet de loi. Ils ont déclaré qu'ils ne se sentaient pas concernés par la réforme.

Le projet de loi, précise-t-on de source officielle, sera soumis au Parlement en décembre.

Le texte stipule dans son article premier que « les travailleurs et les chefs d'entreprises pourront constituer, à l'échelon régional ou national, des associations professionnelles qu'ils désignent pour la défense de leurs intérêts ».

Ces organisations, précise le projet de loi, devront être reconnues par le gouvernement, jouir d'une complète autonomie et de la protection légale à la condition qu'elles « ne soient pas contraires à la discipline d'un parti politique ».

Avant d'être légalisées, indique en outre le texte, les associations devront soumettre leurs statuts à un organisme spécial, leurs demandes de légalisation « ne pourront pas être repoussées, affirmes enfin le projet, sauf en cas d'infraction à la loi ». Les militaires et les fonctionnaires civils de

l'armée ne bénéficieront pas de cette loi.

Les trois principaux syndicats (Ugta, Uil, Uil) ont, cependant, exprimé leur désaccord avec le projet de loi. Ils ont déclaré qu'ils ne se sentaient pas concernés par la réforme.

Le projet de loi, précise-t-on de source officielle, sera soumis au Parlement en décembre.

Le texte stipule dans son article premier que « les travailleurs et les chefs d'entreprises pourront constituer, à l'échelon régional ou national, des associations professionnelles qu'ils désignent pour la défense de leurs intérêts ».

Les entretiens Fahimi-Gromyko à Sofia

L'U.R.S.S. ET L'EGYPTE SOUHAITENT LA « REPRISE IMMEDIATE » DE LA CONFERENCE DE GENÈVE

Le Caire. — Le communiqué commun publié à l'issue des entretiens qui viennent de se dérouler à Sofia entre MM. Fahimi et Gromyko, respectivement ministres des Affaires étrangères d'Egypte et d'Union soviétique, souligne « la nécessité d'une reprise immédiate de la conférence de Genève sur le Proche-Orient et de la poursuite des échanges de vues entre les deux pays ».

M. Fahimi s'est en outre félicité de la « franchise » et de l'« amitié » qui ont été empreintes de ces conversations avec M. Gromyko, et il a exprimé le vœu de voir « les efforts actuels (de l'Egypte) aboutir à des résultats dans un avenir proche ».

En clair, Le Caire souhaite faire entrer de nouveau Moscou dans son jeu. Le mot « amitié » a été réutilisé dans le langage diplomatique égyptien à l'égard de l'Union soviétique, et qui plus est, dans la bouche du chef de file des « arabistes » du Caire. On fait ressortir ici qu'« une période en direction du Kremlin aurait été tentée même si M. Ford et Kissinger étaient restés au pouvoir, car un règlement d'ensemble au Proche-Orient ne peut se concevoir sans l'aval soviétique ».

Quel sera le prix exigé par Moscou ? se demande-t-on au Caire. Vivement de la vallée du Nil par M. Sadate et Fahimi. L'Union soviétique a, jusqu'ici, observé une attitude très réservée devant les nouvelles avancées du Caire. « Évidemment, la reprise immédiate » de la conférence de Genève n'est pas une concession faite à l'Egypte, puisqu'il s'agit d'une constante de la politique soviétique au Proche-Orient depuis plus de quarante ans.

Dans le même temps, Le Caire essaie de maintenir ses bonnes relations avec les Américains. M. Achraf Ghorbal, ambassadeur d'Egypte à Washington, vient de déclarer que son pays « poursuivrait ses efforts pour une coopération sincère avec les Etats-Unis ». Le diplomate a aussi fait valoir que M. Carter avait exprimé à plusieurs reprises son attachement à la résolution 242 des Nations unies « comme base d'une solution au Proche-Orient ».

J.-P. P.-H.

PROCHE-ORIENT

Liban

Le président Sarkis a nommé un officier libanais à la tête de la force arabe de dissuasion

De notre correspondant

Beyrouth. — Un officier libanais, le colonel Ahmed El Hajj, a été nommé par le président Sarkis commandant de la force de dissuasion arabe. L'arrivée de celui-ci au Liban, qui devait avoir lieu ce vendredi 5 novembre, a été retardée jusqu'à samedi ou lundi.

Le colonel El Hajj, qui est musulman et « centriste », a participé à toutes les négociations avec les Palestiniens depuis 1968. L'O.L.P. a cependant protesté contre la nomination d'un officier libanais à la tête de la force arabe, soutenant que cela était contraire aux accords de Riyad, et a demandé la convocation de la commission quadripartite (Arabie Saoudite, Koweït, Egypte, Syrie) chargée de contrôler l'application de ces accords. Le colonel El Hajj sera assisté d'un officier syrien, le général Ali El Chaser, ainsi que de plusieurs officiers libanais.

L'ajournement de l'entrée en action de la force de dissuasion arabe est motivé par la volonté du président Sarkis de déployer celle-ci sans heurts. Des problèmes se posent encore, surtout du côté de la droite chrétienne, bien que celle-ci ait pris la décision de principe d'accepter les troupes arabes sur son territoire.

Dans une première phase, la force d'intervention arabe ouvrirait le tronçon Aley-

Beyrouth-aéroport de la route de Damas, sans pour autant que l'aéroport lui-même soit remis en fonctionnement. Il aurait été décidé de ne le rouvrir que lorsque les conditions de sécurité seront assurées à cent pour cent.

La force arabe procéderait ensuite à l'ouverture de la route Beyrouth-Tripoli. Dans les zones déjà sous contrôle de l'armée syrienne (Bekeas, Akkar, ainsi qu'une partie de la montagne et du Sud, soit les deux tiers du pays), on se contenterait d'envoyer quelques contingents arabes symboliques pour les adjoindre aux troupes syriennes, lesquelles auront entre-temps coiffé le casque blanc de la Ligue arabe.

Après des tiraillements et des ajustements, le plan de paix va pouvoir être mis en œuvre. Les belligérants n'ont pas d'autre choix : la Syrie est partie prenante aux accords de Riyad, les Palestiniens recherchent désespérément un répit, la droite chrétienne est soumise aux pressions de Damas et la gauche ne peut se démarquer de ses alliés palestiniens.

Il y a néanmoins des accès de fièvre intermittents sur les lignes de front à Beyrouth. La nuit de jeudi à vendredi a été marquée par des bombardements aveugles de quartier à quartier entre les secteurs conservateur chrétien et palestinien-progrès.

LUCIEN GEORGE.

SELON UN DIRIGEANT PHALANGISTE

« Les Syriens ne voulaient à aucun prix écraser la résistance palestinienne »

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — De la capitale, il ne fallait guère pas plus de soixante-dix minutes pour atteindre Jezzine, principale agglomération de la montagne au sud du pays. Aujourd'hui, en partant du secteur chrétien de la capitale, on ne compte pas moins de quatre heures pour y accéder, après avoir évité les diverses lignes de front encore infranchissables, et contourné les tranchées tenues par le camp adverse.

Dans le Metn, aux abords de villages totalement détruits, plusieurs points ont été dynamités pour retarder la progression des troupes syriennes. Plus loin, le passage incessant des blindés a achevé de défoncer la chaussée. Dans les derniers kilomètres, il faut franchir un col situé à 1 500 mètres d'altitude, et emprunter un chemin en lacets accroché à flanc de montagne.

C'est à Jezzine que les troupes syriennes ont lancé, en juin dernier, leur première offensive en direction de Salda, principal port de cette partie du Liban contrôlée entièrement jusqu'ici par les milices progressistes et les mouvements palestiniens. Au cours de l'été, les unités syriennes s'étaient repliées sur Jezzine, avant de progresser une nouvelle fois vers Salda, à partir du 12 octobre.

La région de Jezzine est une des enclaves de population chrétienne dans le sud du Liban, à majorité musulmane. Jusqu'à la deuxième offensive syrienne, cette grosse bourgade et les villages voisins avaient presque ignoré la guerre. Les Kataïba (phalangistes) s'étaient montrés relativement discrets, et leurs adversaires également, si bien que, par une sorte d'accord tacite, aucun affrontement n'avait eu lieu dans ce secteur. C'est seulement dans la deuxième phase de l'offensive syrienne que les forces libanaises ont participé à la « libération » de la région.

Des paysans peu belliqueux

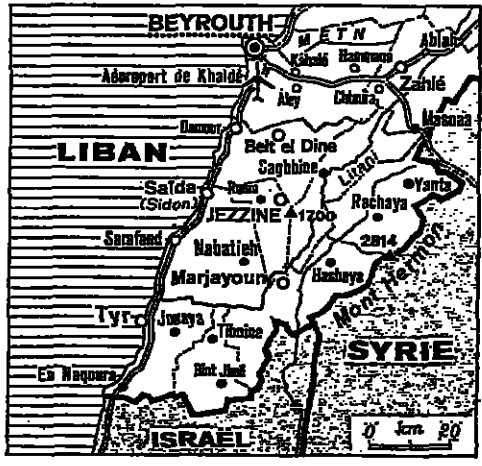
Il est vrai que les paysans chrétiens de la circonscription ne se montrent guère belliqueux. A les entendre, leur principal souci est d'augmenter d'ordre économique. Ils ont pu continuer de cultiver le tabac, seule ressource de ces

lopins de terre étagés en terrasses étroites sur les pentes d'une montagne qui descend par paliers vers la mer. Mais il y a près de deux ans qu'ils ne peuvent vendre leurs récoltes. Les rangées de feuilles de tabac séchées s'entassent dans les maisons. Est-il nécessaire qu'ils « chassent les étrangers » (les Palestiniens), comme le prétendent les miliciens ? Les montagnards paraissent beaucoup moins agressifs que leurs compatriotes de Beyrouth. Dans ces villages, souvent de population mixte, où le minaret voisine avec le clocher de l'église, on reconnaît n'avoir pas trop souffert du passage des Palestiniens, qui ne se sont aventurés dans la montagne

de se déplacer en armes hors des positions qui leur ont été affectées. Des officiers ralliés aux Forces libanaises affirment que des « incidents » se sont récemment produits avec les Syriens.

A quelques kilomètres de Jezzine, un pont marque la limite des positions syriennes. Les blindés et les pièces d'artillerie n'ont pas bougé de cette ligne depuis des mois.

Les premiers villages de la zone nouvellement contrôlée par les Forces libanaises, le long de la frontière israélienne, ne sont éloignés que d'une quinzaine de kilomètres. Un responsable local d'une milice de la droite précise que, de cet endroit, ses hommes, aidés par des militaires « loyales », ont tenté de faire la jonction avec la



que pour occuper les positions laissées par les soldats syriens, lors de leur repli temporaire. On ne parle guère d'exactions, on ne parle que d'occupation. Les « fedayin » et les « gauchistes » ont parfois employé la manière forte pour découvrir les armes que pouvaient détenir les habitants.

La population s'est étonnée de la facilité avec laquelle les Syriens ont repoussé les Palestiniens jusqu'au port de Salda, avant le dernier cessez-le-feu. « Cela s'est passé tel comme dans la montagne au-dessus de Beyrouth », nous déclare un chef de section kataïba. Les Palestiniens ont décroché presque sans combattre, au fur et à mesure que les Syriens avançaient. C'était comme si les Palestiniens avaient été les Syriens s'arrêtaient au-dessus de Salda.

Il ajoute en nous faisant visiter le village de Leba, situé à moins de 7 kilomètres de Salda : « On se demande vraiment pourquoi les Syriens se sont arrêtés là, bien avant le cessez-le-feu, alors que la ville était à leur merci ». Ces déclarations rejoignent celles d'un dirigeant phalangiste, qui estime que « les Syriens ne voulaient à aucun prix écraser la résistance palestinienne », mais seulement la « maîtriser ». On retrouve fréquemment cette opinion dans les milieux de la droite libanaise, où s'exprime la crainte de voir « l'unité syrienne » venir un jour, peut-être prochain, au secours des Palestiniens.

La méfiance des Syriens

Dans la région de Jezzine, comme ailleurs, les miliciens des Forces libanaises se sentent frustrés d'une victoire sur les Palestiniens. Ici — il s'agit d'une exception — les miliciens syriens ont accepté de coordonner leurs mouvements avec les milices des Forces libanaises. Mais celles-ci ont été tenues à l'écart du front principal. La méfiance des Syriens est telle qu'ils interdisent pratiquement aux miliciens de la droite

nouvelle « armée de libération du Sud ». Mais il ajoute que l'attitude de l'armée syrienne dans cette région a empêché l'opération. Avec une source irakienne, un milicien déclare : « Les Syriens montent une garde vigilante. Personne ne peut rejoindre Marjayoun et les villages chrétiens de la frontière. Si nous voulons y aller, passons par Rafia » (1).

FRANÇOIS CORNU.

(1) Premier port israélien au-delà de la frontière.

Iran

LE GOUVERNEMENT EST REMANIÉ

Téhéran (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Six nouveaux ministres ont été nommés à la suite d'un remaniement ministériel, annoncé jeudi 4 novembre à Téhéran de source officielle. Les nouveaux titulaires sont : Education : M. Manouchehr Ganji, ancien doyen de la Faculté de droit de Téhéran ; Information et Tourisme : M. Karim Pasha Bahdori, ancien chef de cabinet de l'impératrice Farah ; Intérieur : M. Amir Ghassem Mohi, précédemment ministre du Travail ; Justice : M. Gholam Reza Kianpour, ancien ministre de l'Information et du Tourisme ; Transports : M. Ebrahim Farahkhatkan, qui était gouverneur général de la province de Lorestan.

Quatre ministres quittent le cabinet : M. Djavad Amouzegar, au la semaine dernière secrétaire général du Parti unique du renouveau, qui était ministre de l'Intérieur ; M. Chahrestani, qui était ministre des Transports ; M. Ahmadi, qui était ministre de la Justice ; et M. Reza Vafaei, dont le ministère de la Réforme agraire et des coopératives a été rattaché au ministère de l'Agriculture.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● Mme ISABEL PERON A ETE ACQUITTÉE, le jeudi 4 novembre, par la cour de Buenos Aires, de l'un des chefs d'accusation qui pesaient sur elle : celui d'avoir, à des fins personnelles, détourné une somme importante d'une institution charitable, à l'époque où elle était encore présidente de la République argentine.

Mme Peron, qui avait déjà, du temps de son mandat, été acquittée une première fois pour cette affaire, devra cependant répondre d'autres accusations de malversation. (Reuter.)

Autriche

● LE JEUNE POLONAIS Andrej Jaroslaw Karasinski, qui est détourné, jeudi 4 novembre, vers l'aéroport, de l'avion de la compagnie LOT Copenhague-Varsovie, s'est rendu des l'atterrissage, à 13 h 47, à la police autrichienne. Karasinski, qui est âgé de vingt ans, a expliqué qu'il avait agi ainsi pour ne pas rentrer dans son pays, où il est considéré comme détenu. Il a été remis à la justice autrichienne sous l'inculpation de piraterie aérienne. Il risque de un à dix ans de prison. (Corresp.)

Etats-Unis

● M. PIETRO LICATA, un des dirigeants de la Mafia à New York, a été assassiné jeudi 4 novembre dans le quartier de Queens (New-York). La police estime qu'il pourrait s'agir du début d'une lutte pour la succession de M. Carlo Gambino, chef de la mafia américaine, qui a succombé à une crise cardiaque le 15 octobre dernier (Le Monde du 15 octobre). — (Reuter.)

Île Maurice

● LES ÉLECTIONS LEGISLATIVES auront lieu le 20 décembre, a annoncé, jeudi 4 novembre, Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre. Rien que les élections générales aient lieu en principe tous les cinq ans, il s'agit de la première consultation depuis l'accession de l'île à l'indépendance, en 1968. Le Parlement a été dissous le 21 octobre (Le Monde du 21 octobre). Des 1968, le premier ministre avait décidé de prolonger la législature jusqu'en 1976. — (A.F.P.)

R. D. A.

● UN ÉCRIVAIN CONTESTAIRE, M. Reiner Kunze, quarante-trois ans, a été exclu de l'Union des écrivains de la R.D.A., après avoir écrit, le 4 novembre à Francfort, l'exclusion a été prononcée le 29 octobre par l'union régionale d'Erfurt, en raison du secrétaire général national de l'organisation, M. Gerhard Hemminger. Le raison de cette mesure disciplinaire semble être la publication en R.F.A. du dernier livre de M. Reiner Kunze, les Belles Années, roman critique sur l'évolution de la société est-allemande.

Togo

● LA CONFÉRENCE DES PAYS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS D'AFRIQUE DE L'OUEST (C.E.D.E.A.O.) s'est ouverte jeudi 4 novembre, à Lomé. Lors de la séance d'ouverture, le président togolais, le général Eyadéma, a proposé la conclusion entre les quinze États membres de cette organisation d'un « traité de non-recours à la force ».

Iran

● LES SEPT MILLE CHASSEURS ET RECRUTEURS DES ANCIENS MANDIRIENS ont repris le travail, jeudi 4 novembre, après une grève d'une semaine qui a provoqué des embouteillages monstres et entraîné des bagarres avec la police. Les grévistes réclamaient des augmentations de salaires et des primes sèches ; ils exigeaient également que la compagnie des autobus, administrée par le conseil municipal, négocie avec des représentants des syndicats libéraux. Le conseil a refusé, et les négociations ont été conduites par les syndicats officiels.

● Les obsèques de Julio Just, vice-président du gouvernement républicain espagnol, ont eu lieu, jeudi 4 novembre, à Port-Vendres, dans la plus stricte intimité. Selon le vœu du défunt, il repose dans le petit cimetière de la ville catalane où il fut contraint de se réfugier devant l'avance franquiste.

économie en liberté

le capitalisme mondial

CHARLES - ALBERT MICHALET

l'au-delà des multinationales

puf

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE TRES RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
57, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XI • Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

plus
les hommes
sont grands
plus CAPEL
les aime

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

non ! 145 kilos
ne font pas peur
à CAPEL

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

"Le fourreur le plus jeune
de la rue Saint Honoré"

ALEXANDRE
376, rue St Honoré Paris 1^{er}
tél. : 260.03.78 / 04.44
nettoyage - garde-transformation

ASIE

Malaisie

CHASSE AUX SORCIÈRES A KUALA-LUMPUR
Six personnalités, dont deux vice-ministres
sont arrêtées
pour avoir été « influencées par le communisme »

De notre correspondant

Bangkok. — Deux membres du gouvernement malaisien et trois personnalités de l'opposition ont été arrêtés mercredi 3 novembre. Il s'agit de deux vice-ministres, MM. Abdullah Ahmad, chargé des questions scientifiques, de la technologie et de l'environnement, et Abdullah Majid (responsable du travail et de la main-d'œuvre), du président du parti socialiste populaire et de deux membres du parti d'action démocratique dont un député. Un représentant du M.C.A. (Association des Chinois de Malaisie), parti membre de la coalition au pouvoir, a, lui aussi, été incarcéré.

Ces six personnes sont les victimes d'une sorte de « chasse aux sorcières » anticomuniste, récemment annoncée par le conseil suprême de l'UMNO, le principal parti malais, qui dirige la coalition gouvernementale (le Monde du 2 novembre). Ce conseil a décidé de « purger » la majorité comme l'opposition des « personnes influencées par le communisme ». Il y a quelques semaines, l'ancien directeur du principal groupe de presse du pays, le New Straits Times Group, arrêté pour « communisme », avait affirmé à la télévision qu'il coopérerait avec des personnes pro-communistes infiltrées jusque dans les plus hautes sphères politiques. Les deux vice-ministres arrêtés avaient pourtant donné des preuves de loyauté et avaient été personnellement choisis par l'ancien premier ministre, M. Abdul Razak, qui s'était entouré d'une nouvelle équipe de jeunes politiciens et de technocrates peu appréciés par la vieille garde de l'UMNO. Son vivant, M. Abdullah Ahmad, qui avait aidé M. Razak dans sa lutte contre deux ministres en chef (chefs-ministres)

d'Etat de la Fédération, soutenus par les milieux conservateurs, était jusqu'à présent membre du conseil suprême de l'UMNO. M. Abdullah Majid faisait partie du comité d'information qui dirigeait la guerre psychologique anticomuniste.

Ce virage à droite de la vie politique malaisienne intervient après deux importants échecs du premier ministre, M. Hussein Onn, qui ont entraîné un retour en force de la vieille garde conservatrice islamique malaise. En octobre, l'ancien ministre en chef du Selangor, M. Harun Idris, exilé du parti pour corruption à l'initiative du premier ministre et dont le procès est en cours, a été réintégré au sein de l'UMNO. D'autre part, le candidat du premier ministre avait été battu par un des traditionalistes malais le plus intransigent, M. Sayed Jaafar Albar. Ce politicien, que l'on avait oublié ces dernières années, avait suggéré, en 1965, d'employer l'armée pour éviter la sécession de Singapour, devenue depuis lors une république indépendante.

La détérioration de la situation, due à une recrudescence des activités communistes et à une conjoncture économique moins favorable que ces dernières années, inquiète de nombreux dirigeants. Mais il demeure paradoxal que le gouvernement qui a réussi à rassembler dans la coalition qui le soutient la quasi-totalité des formations politiques, doit non seulement faire face à des divisions entre les divers partis du Front national, mais aussi à des rivalités de plus en plus aiguës au sein même de l'UMNO.

PATRICE DE BEER.

Japon

Un mois avant les élections

M. Fukuda, vice-premier ministre
quitte le gouvernement

De notre correspondant

Tokyo. — M. Fukuda, vice-premier ministre et directeur de l'Agence de planification, a présenté vendredi 5 novembre sa démission du gouvernement à M. Miki, premier ministre, quelques heures seulement après la fin de la session parlementaire extraordinaire.

Principal adversaire du premier ministre, M. Fukuda, qui a été désigné le 20 octobre comme candidat à la succession de M. Miki par le conseil pour l'unité du parti (Kyokokyo), qui réunit les deux tiers des membres du parti libéral-démocrate (P.L.D.), entend se désolidariser du chef du gouvernement un mois avant les élections du 5 décembre.

M. Fukuda a expliqué, en ces termes, sa décision : « Je quitte le gouvernement, comme c'est naturel, parce que je suis en désaccord avec M. Miki. » Interrogé sur les conséquences de cette décision à la veille des élections générales, il a répondu : « Certes, ce n'est pas une bonne chose pour le P.L.D. Nous devons être unis. » L'ancien vice-premier ministre s'est, en revanche, félicité de la création, le 25 octobre, par le Kyotokyo de sa propre « machine » électorale, parallèle à celle officielle du P.L.D., dont M. Miki a la direction. Ce « quartier général » des adversaires de M. Miki devra coordonner les campagnes des membres du Kyotokyo. Les secrétaires généraux des organisations régionales du P.L.D. ont, dans une vingtaine de préfectures, annoncé qu'ils refusaient d'organiser la campagne de leur parti sous la bannière de M. Miki et qu'ils se ralliaient au Kyotokyo.

M. Miki aurait souhaité dissoudre la Diète, ce qui lui aurait donné un certain avantage sur ses adversaires. L'opposition de la majorité des membres du cabinet, qui doivent signer le décret de dissolution, l'en a empêché. Le mandat des parlementaires (quatre ans) ira donc jusqu'à son terme — le 9 décembre — pour la première fois dans l'histoire parlementaire du Japon d'après guerre. La campagne électorale s'ouvrira le 15 novembre.

La session de la Diète s'est achevée par le vote, obtenu grâce à la majorité dont dispose le P.L.D., de plusieurs lois prévoyant notamment des augmentations des tarifs du téléphone, et aussi des chemins de fer nationaux (50,3 % d'augmentation dans ce dernier cas).

En revanche, M. Miki n'a pas tenu sa promesse de réviser dans le cadre de la session parlementaire le nom de tous les députés et des personnalités gouvernementales impliqués dans l'affaire des « pots-de-vin » versés par Lockheed. La commission spéciale de la Diète chargée de l'enquête n'a rendu public que cinq noms (dont celui de M. Tanaka, ancien premier ministre). Treize autres personnes auraient touché des « pots-de-vin ».

Les trois principales personnalités politiques directement impliquées dans l'affaire Lockheed (M. Tanaka et MM. Hashimoto et Sato, tous deux anciens ministres des transports) comptent se représenter aux élections en tant qu'indépendants. M. Tanaka a déjà pratiquement commencé sa campagne à Niigata, dont il est originaire, et tout donne à penser qu'il sera élu.

PHILIPPE PONS.

Portrait

Un puissant chef de faction

Agé de soixante et onze ans, M. Takeo Fukuda, bureaucrate devenu homme politique, dirige la plus importante faction du P.L.D. depuis la chute de l'ancien premier ministre, M. Tanaka, dont il fut le rival lors des élections pour la présidence du parti en 1972.

Entré au ministère des finances en 1925, il gravit les échelons de la hiérarchie et fut notamment directeur du budget. Il commença sa carrière politique comme membre de l'entourage de l'ancien premier ministre, M. Kishi, et se vit confier à plusieurs reprises des portefeuilles dans les cabinets successifs de M. Sato, dont il passa pour le dauphin. Élu député à huit reprises, M. Fukuda occupa aussi d'importantes fonctions dans l'appa-

reil du P.L.D. (il fut secrétaire général et président du département des affaires politiques).

Vice-premier ministre de M. Miki, il a été l'artisan du plan de lutte contre l'inflation, et est apparu comme le véritable maître de l'économie japonaise au cours de ces deux dernières années. M. Fukuda est resté fidèle au premier ministre jusqu'à l'été dernier. Il n'a pas participé à la première offensive lancée en mai contre le premier ministre par M. Shibusawa, vice-président du P.L.D. Après l'arrestation de M. Tanaka, en juillet, jugeant que la perspective des élections générales s'est décidée à rejouer le camp des adversaires de M. Miki, auquel il entend succéder.

P. P.

A quoi peut-on comparer une 604 de série?

Voici le prix clés en main d'une 604 SL V6 de série: 46.000 F. Et voici la liste des principaux équipements compris dans ce prix: direction assistée (sans l'être trop) - glaces teintées - pare-brise feuilleté haute sécurité - lunette arrière chauffante - vitres latérales électriques (4 commandes à l'avant et 2 commandes à l'arrière) - puissant essuie-glace à double balayage.

Citons aussi pour mémoire: une climatisation renouvelant l'air

de l'habitacle toutes les trente secondes, quatre projecteurs à fonction spécialisée, des feux de signalisation à retour latéral, pour être vu de toutes les directions.

Avec la 604 SL V6, les meilleures berlines européennes deviennent abordables.

A certaines autres grandes voitures si on leur ajoute certaines options.

PEUGEOT

Peugeot 604 SL V6. Une grande voiture.

Prix "clés en main" au 12.7.76: 46.000 F.

Peugeot fait confiance à Esso

(Publicité)

Le Maoïsme
Actualité du maoïsme en Chine et en France

MEETING - DÉBATS
Expositions, huit forums

Samedi 6 novembre, 14 h.
Salle de la Mutualité

A l'initiative de l'UCFML et de la collection YENAN

LISEZ
« Le Monde des philatélistes »
En vente dans les kiosques

LES PIÈDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
81 rue St-Lazare
53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles sport de grand confort, toutes les pointures et six largeurs, du 35 au 48.

Catalogue gratuit: SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6^e.

actuellement, la
quinzaine
du manteau!

les boutiques Griffsolde
Griffsolde désigne les grands du prêt-à-porter.

BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagry/Nation

BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

ouvert le lundi après-midi.

صكراش الامل

AFRIQUE

AMÉRIQUES

La négociation de Genève sur la Rhodésie

Nationalistes noirs et délégués de Salisbury s'accordent pour rejeter la proposition britannique sur la date de l'indépendance

Une conférence - au sommet - des gouvernements voisins de la Rhodésie - Tanzanie, Mozambique, Angola, Zambie et Botswana - doit se tenir, samedi 6 et dimanche 7 novembre, à Dar-Es-Salaam. Quatre chefs d'Etat et un représentant personnel du président du Botswana - actuellement hospitalisé - examineront la situation en Afrique australe après les récentes incursions rhodésiennes en territoire mozambicain. Pour sa part, M. John Belinhard, délégué américain à la conférence de l'UNESCO de Nairobi, s'entretiendra vendredi et samedi, à Lusaka et à Dar-Es-Salaam, avec les présidents Kamunda et Nyerere. L'agence officielle de Maputo a annoncé, jeudi, que des troupes de Salisbury avaient attaqué la veille la ville-frontière de Machipanda, dans la province de Manica. A Genève, l'évêque Muzorewa, chef de l'une des délégations à la conférence, a préconisé, jeudi 4 novembre, l'élection au suffrage universel du chef du gouvernement de transition.

De notre envoyé spécial

Genève. — Avec l'ouverture, dans la salle du Palais des Nations, de la troisième session plénière, ce vendredi 5 novembre, la conférence sur la Rhodésie devrait enfin sortir de l'enlèvement. Paradoxalement, alors que M. Smith, chef de la délégation britannique, a réaffirmé sa position, la réunion du gouvernement rhodésien, à n'a jamais paru si proche, soit du « déblocage », soit de la rupture totale.

Après deux heures de discussions, jeudi, et pour la première fois depuis bientôt deux semaines, nationalistes noirs et Rhodésiens blancs sont tombés d'accord pour rejeter la proposition britannique de proclamation de l'indépendance du Zimbabwe le 1^{er} mars 1978. Toutefois, ils se sont immédiatement opposés à propos de la date qu'ils suggèrent au président de la conférence, M. Ivor Richard. Tandis que les nationalistes noirs refusent tout délai qui exagérerait une année, se conformant en cela, semble-t-il, aux exigences des guerilleros sur le terrain, les Rhodésiens blancs s'en tiennent, pour leur part, à un délai de vingt-quatre mois.

M. Mugabe, qui apparaît de plus en plus comme le porte-parole de l'ensemble des délégués noirs à Genève, menace de quitter la conférence si satisfac-

tion ne lui est pas rapidement donnée sur la date de l'indépendance.

A l'ONU

LA COMMISSION SOCIALE CONDAMNE LA COLLABORATION DE « TOUS LES ETATS ET INTERETS ECONOMIQUES » AVEC PRETORIA

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — La commission sociale, humanitaire et culturelle de l'Assemblée des Nations unies a adopté jeudi 4 novembre, par 27 voix contre 12 et 31 abstentions, une résolution qui condamne la collaboration de « tous les Etats et intérêts économiques étrangers avec les régimes racistes de l'Afrique australe, et particulièrement dans les domaines économique, militaire et nucléaire ». La résolution cite à cet égard la France, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, Israël et le Japon. Ces pays ont voté contre la résolution ainsi que les Etats non mentionnés de l'Europe des Neuf.

L'U.R.S.S. et les pays communistes d'Europe se sont abstenus.

M. CUBILLO ANNONCE A ALGER QUE LES PARTISANS DE L'AUTODÉTERMINATION DES CANARIENS SONT PASSÉS A L'ETAPE DE LA « PROPAGANDE ARMÉE ».

(De notre correspondant.)

Alger. — Dans un communiqué publié à Alger le mardi 2 novembre, M. Antonio Cubillo, secrétaire général du M.P.A.I.C. (Mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien), a annoncé que son organisation est passée à « la deuxième étape de la lutte, celle de propagande armée qui précède la véritable lutte armée ».

Le texte précise que pour la première fois « deux groupes de choc » ont utilisé des bombes à retardement qui ont explosé dans la soirée du 1^{er} novembre, la première au commissariat central de la place de la Fata à Las Palmas, et la seconde aux Galeries Precados, qui appartiennent à la veuve du général Franco.

Selon M. Cubillo, « des groupes d'action » ont mené jusqu'à une action de propagande en distribuant des tracts, en peignant des slogans sur les murs et en organisant ou en causant diverses manifestations d'ordre revendicatif ou politique.

C'est symboliquement, a-t-il également précisé, qu'ils ont choisi la date du 1^{er} novembre pour rendre hommage au vingt-deuxième anniversaire du soulèvement de l'Algérie, « dont la lutte armée a ouvert la voie à la libération du continent africain ».

P. R.

(Une agence de presse espagnole, citée par l'agence France-Presse, a annoncé, le mardi 2 novembre, que trois personnes avaient été légèrement blessées par l'explosion d'un cocktail Molotov jeté lundi contre les vitrines des Galeries Precados, à Las Palmas.)

RECHIGATIF. — Dans l'article de Philippe Desreumaux commentant les événements du Burundi (le Monde du 4 novembre), nous avons écrit que le coup d'Etat qui avait entraîné la déposition de Ntare V avait eu lieu le 28 septembre 1965. Il s'agissait du 28 novembre. D'autre part, le nom du premier ministre assassiné en janvier 1965 n'est pas Pierre Ngendandumwe, mais Pierre Ngendandumwe.

Canada

Le parti libéral québécois souhaite que les prérogatives des provinces soient renforcées

De notre correspondant

Montréal. — Dans son programme électoral, publié au début de la semaine dernière, le parti libéral du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, précise ses positions sur le problème constitutionnel, thème central de sa campagne.

M. Bourassa avait, au cours de l'été 1973, annoncé son ambition d'obtenir pour sa province la « souveraineté culturelle » au sein du fédéralisme canadien. Un tel projet n'était réalisable qu'une fois la Constitution canadienne « rapatriée » et amendée. Mais le premier ministre en était resté, sur ce sujet, à quelques idées générales.

Cette fois, les choses sont claires, même si l'expression « souveraineté culturelle » a été abandonnée au profit de « primauté culturelle ». L'administration de M. Bourassa cherchera à obtenir la reconnaissance dans la Constitution de la « primauté législative » de la province en matière d'art, de lettres, de patrimoine culturel. Cela signifie que, dans ces domaines, une loi adoptée par le Parlement du Québec aura une force juridique supérieure à celle d'un texte fédéral. De même, le Québec pourrait, éventuellement, se soustraire à un projet fédéral en matière culturelle qui viserait toutes les provinces.

Il s'agit également d'obtenir la reconnaissance constitutionnelle de la « primauté » de la province en ce qui concerne les systèmes de communication internes, en particulier pour la télévision par câble. Pour ce qui est de l'intégration et du placement des immigrants, leur sélection resterait du ressort fédéral, mais la province aurait, sur ce point, voix au chapitre.

Dans un paragraphe intitulé de façon abusive « Le renforcement du régime fédéral », le parti libéral québécois propose en réalité de restreindre les pouvoirs du gouvernement fédéral, notamment en ce qui concerne les grands projets d'intérêt national.

Il souhaite que la Cour suprême du Canada devienne l'arbitre de la Constitution, mais que les provinces aient la responsabilité de désigner ses juges.

Sur le plan de la procédure, le parti majoritaire au Québec recommande l'institution d'une conférence annuelle des ministres provinciaux qui déciderait, le cas échéant, des amendements à la Constitution. L'adoption d'amendements nécessiterait l'accord du Sénat et des communes, ainsi que d'une majorité des provinces dont nécessairement le Québec — qui s'assurerait ainsi un droit de veto.

Ces propositions auraient sûrement un grand effet sur le fonctionnement du système fédéral canadien si elles venaient à être adoptées.

Les libéraux du Québec n'oublient pas pour autant le problème linguistique. Il est devenu, en quelques jours, le vrai thème de la campagne. Dans son programme, le parti de M. Bourassa réaffirme, à ce sujet, son soutien à la loi fédérale sur les langues officielles et demande que celle-ci soit inscrite dans la Constitution.

Les intentions de M. Bourassa laissent dans le vague ce que peut être l'avenir de la loi 22. Celle-ci fait, entre autres, obligation aux jeunes immigrants de prouver « une connaissance suffisante » de l'anglais pour s'inscrire dans des écoles anglophones. La francité étant la langue officielle, aucun test de connaissance n'est imposé à l'entrée des écoles francophones. La communauté anglophone du Québec et les immigrants de fraîche date voudraient voir ce texte supprimé. C'est aussi ce que souhaitent plusieurs candidats libéraux célèbres qui mettent M. Bourassa dans une situation difficile. En effet, plusieurs ex-ministres fédéraux, dont un anglophone, ont abandonné Ottawa pour venir prêter main-forte au parti libéral provincial. Certains d'entre eux se sont déclarés opposés à la politique linguistique actuellement suivie par l'administration Bourassa.

ALAIN MARIE CARRON.

Après 40 ans de socialisme

Olof Palme

Le rendez-vous suédois



collection "Les grands Leaders" dirigée par Claude Glayman

STOCK



Toute de charme et de gentillesse, elle sourit. A vous, et à déjà plus de la moitié du globe.

Menue et gracieuse dans son sarong kebaya, chaleureuse, souriante, si douce et si gentille, vous la rencontrerez à 8.000 m d'altitude, au-dessus de 3 continents, dans le cadre exceptionnel et confortable de nos 747B, 707 ou 737. Elle s'occupera de vous comme elle seule sait le faire. Cette hôtesse, notre hôtesse, c'est le cœur de Singapore Airlines.



Pour tous renseignements, adressez-vous à votre agent de voyages ou à SIA, 35 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. TEL : 261.53.69.

L'ÉLECTION DE M. CARTER

Dans sa première conférence de presse de président élu M. Carter s'engage à consolider les relations des États-Unis avec leurs alliés

Washington. — Le centre du pouvoir s'est déplacé discrètement jeudi soir 4 novembre de la capitale à la gare désaffectée de Plains (Géorgie), où le président élu tenait sa première conférence de presse radiotélévisée.

Dans ce cadre insolite, mais devenu familier aux journalistes, M. Carter a informé les alliés et les adversaires potentiels des États-Unis de la continuité de la politique étrangère américaine.

« Nous continuerons à travailler pour la paix », a-t-il dit. Il s'est à nouveau engagé à consolider les relations des États-Unis avec leurs alliés et à tenir compte de l'opinion et du Congrès dans l'élaboration de la politique américaine. Mais, devant M. Carter, le secrétaire d'État, M. Kissinger, dans un message adressé à tous les postes diplomatiques, rappelait que pendant la période de transition (1), « la responsabilité des relations étrangères des États-Unis incomberait au président Ford et à lui-même ». Il ajoutait que « les amis des États-Unis devraient continuer de croire à leur détermination d'honorer leurs engagements. Aucune nation ne devrait commettre l'erreur de penser que le moment est venu de mettre cette détermination à l'épreuve ».

La politique étrangère n'est pas pour le moment la préoccupation prioritaire de M. Carter. Il a laissé entendre qu'après une session de travail avec les spécialistes en la matière, y compris les experts du gouvernement en place, il serait mieux en mesure de se prononcer avec précision sur la continuité de la diplomatie américaine. Au sujet de la Yougoslavie, tout en répétant que l'invasion de ce pays par l'Union soviétique, anéantirait la politique de détente, il est néanmoins resté ferme dans son refus

De notre correspondant

d'envoyer des troupes américaines dans cette éventualité selon lui très improbable. Le président élu a été également très circospect et prudent, notamment en ce qui concerne la menace de hausse du prix du pétrole.

Un ton « présidentiel »

Dans l'ensemble, le président a fait bonne figure lors de cette première rencontre officielle avec les journalistes, auxquels il a annoncé qu'il tiendrait au moins deux conférences de presse par mois. Il n'éleva aucune question, qu'il n'était pas en mesure de répondre de manière satisfaisante. Mais surtout, dans ses réponses, il parut sérieux, réfléchi. Son ton était « présidentiel ». Il donna très bien l'impression de sa maîtrise et de sa responsabilité.

Le président élu n'est pas de cet avis et n'éprouve aucune inhibition. Il a souligné qu'avec trois cents voix au sein du collège électoral et une majorité de suffrages populaires d'environ deux millions, il avait accompli une performance aussi bonne, sinon meilleure, que beaucoup d'autres présidents. C'est une référence à Kennedy, qui une référence à Nixon en 1969 d'une centaine de milliers de voix seulement. D'autre part, il a souligné que, dans sept États où il a été battu, il avait obtenu 49 % des suffrages, sans ajouter toutefois que dans l'Iowa, l'Ohio, le Maine et l'Oregon, la candidature du libéral indépendant MacCarthey l'avait privé des 1 ou 2 points de

pourcentage qui auraient assuré son succès.

En définitive, M. Carter estime que sa victoire sans constituer un raz de marée, est d'une ampleur suffisante pour alimenter l'avant et lui permettre de devenir un président « actif ». Il va étudier sérieusement la masse de documents et d'informations qui lui ont été communiqués et fera connaître prochainement ses objectifs prioritaires. Il a seulement indiqué qu'une réduction des impôts, nécessaire à l'économie continuait de stagner en janvier.

Quant au choix des membres de son gouvernement, il ne pense pas pouvoir annoncer leurs noms avant la mi-décembre et seulement après une étude « très attentive, très lente et très méthodique ». En attendant, il se fixe comme tâche principale avant l'inauguration du 20 janvier, l'examen des modifications à apporter au budget que le président Ford adressera au Congrès, le 17 janvier, trois jours avant la passionnante séance des pouvoirs présidentiels.

Les premières réactions dans les couloirs du Capitole sont favorables, et les observateurs prévoient une période de « lune de miel » entre le nouveau président et la majorité démocrate du Congrès. Néanmoins, après des années d'une présidence forte, et même autoritaire, avec pour conséquences le Vietnam et Watergate, il faut s'attendre que le Congrès ne se laisse pas imposer une politique à laquelle il n'aura pas été associé. Le « législatif » tendra à affirmer son autorité face à l'exécutif.

HENRI PIERRE.

● M. Carter a finalement obtenu les vingt-cinq mandats de l'État de l'Ohio, ce qui porte à 297 le nombre des voix des grands électeurs en sa faveur. Le scrutin a été très serré dans l'Ohio, où M. Carter a obtenu 2 000 033 voix et M. Ford 1 992 460 voix. En revanche, M. Ford semble l'avoir emporté dans l'Oregon, mais les résultats définitifs ne sont pas encore connus pour cet État.

Le dossier économique : un bilan contrasté

Réduire le chômage sans altérer l'inflation, telle sera la tâche complexe et délicate du nouveau président des États-Unis. Au cours de sa campagne électorale, M. Carter, qui a bénéficié des votes des Américains les plus désemparés, s'est surtout engagé à créer davantage d'emplois. Traditionnellement aussi, le parti démocrate est considéré comme interventionniste et dépensier, ce qui a d'ailleurs entraîné une baisse immédiate du dollar sur les places financières internationales et un recul des valeurs à Wall Street.

D'une façon générale, les milieux d'affaires américains, qui auraient préféré une victoire de M. Ford, ont accueilli avec prudence le succès de M. Carter, tout en estimant que cette victoire aura peu de conséquences à court terme sur la conjoncture. Le bilan est actuellement contrasté. A en croire les dernières statistiques — toujours sujettes à caution, en raison des variations fréquentes et souvent fortes auxquelles elles sont soumises, — l'indicateur global, qui est censé préfigurer l'évolution économique du pays, a fléchi de 0,7 % en septembre, après avoir reculé du même montant en août (initialement, la baisse de ce mois avait même été estimée à 1,5 %).

Le recul, deux mois de suite, de cet indicateur traduit le ralentissement de l'économie américaine, qu'avait mis en relief d'autres résultats : stagnation de la production industrielle, baisse des commandes de biens durables. Le produit national brut n'a augmenté en rythme annuel que de 4 % au troisième trimestre, contre 4,5 % au deuxième et 9,2 % au premier. Le chômage se maintient à un niveau élevé, frappant 7,8 % de la population active en septembre. Autre point noir : le déficit commercial a atteint, pour les neuf premiers mois de cette année, 5,4 milliards de dollars, ce qui suscite des réflexes protectionnistes dans l'industrie américaine.

Toutefois, des éléments positifs apparaissent : l'activité de la construction semble reprendre, et les commandes de machines-outils ont augmenté de 13 % en septembre. Enfin, et surtout, l'inflation a été nettement réduite, les prix à la consommation ont baissé de 0,4 % en septembre, ce qui correspondait à une hausse de 5,5 % sur un an. L'économie américaine semble, en fait, connaître une pause dans son rythme de progression, liée à un certain ralentissement de la reconstitution des stocks.

La dépendance énergétique

Face à cette situation, les nouveaux responsables économiques devraient être amenés à faire preuve de modération. Ils pourraient, en principe, user séparément ou simultanément des deux armes de la fiscalité et du crédit. Mais la réduction des impôts, évoquée par M. Carter, doit être conciliée avec la volonté qu'il a aussi affichée de revenir à l'équilibre budgétaire. La réforme fiscale est pour plus tard. Dans le domaine du crédit, une certaine orthodoxie a des chances, du moins à court terme, d'être conservée, en raison notamment du maintien à son poste du président du Système de réserve fédérale, M. Arthur Burns. Enfin, le prochain budget ayant été préparé par les spécialistes républicains, la marge de manœuvre du nouveau président apparaît étroite.

Dans le domaine énergétique, les États-Unis sont de plus en plus dépendants de l'étranger. La production pétrolière américaine est retombée en 1976 à son plus bas niveau depuis dix ans (8 millions de barils par jour), et l'opposition est vive de la part de nombreuses organisations et groupes de pression contre l'usage nucléaire, ce qui en ralentit le développement. Aucune amélioration de la production pétrolière ne peut être espérée avant l'arrivée, début 1978, du pétrole d'Alaska, qui devrait accroître les ressources américaines de 1,2 million de barils par jour à cette époque (2 millions dans les années 1980).

Au cours du premier semestre 1976, les importations ont représenté près de 40 % de la consommation américaine de pétrole à 220,3 % de leur demande totale d'énergie. L'Arabie Saoudite a désormais remplacé le Canada et le Venezuela comme premier fournisseur pétrolier sur le marché américain et la part des fournisseurs arabes est passée en deux ans de 11 à 18 %.

L'économie américaine devient donc, comme les Européens et les Japonais, à la merci d'une nouvelle hausse des prix du pétrole. Or celle-ci risque d'être d'autant plus forte que la baisse du dollar pourrait inciter les pays membres de l'OPEP à accroître le prix du pétrole brut de quelques points en plus de l'augmentation prévue pour le 1^{er} janvier 1977 (10 ou 15 %, dit-on), soit même à prévoir pour l'avenir un système d'indexation.

Cette dépendance vis-à-vis des pays arabes a été jugée « scandaleuse » par M. Carter. Tout en se déclarant hostile au démantèlement des compagnies pétrolières — étudié depuis deux ans par le Sénat —, le nouveau président a affirmé qu'il mettrait fin à la pratique actuelle qui consistait à laisser « le sort des consommateurs entre les mains des grandes sociétés pétrolières et du cartel de l'OPEP ».

Favorable à la fusion des vingt agences fédérales pour l'énergie afin de doter le pays d'« un programme équilibré et complet de production et de conservation de l'énergie », M. Carter veut encourager les économies et les énergies de

substitution (solaire et charbon). Pour enclencher le développement des centrales nucléaires, il pourrait cependant être amené à réviser sa position devant les nécessités de réduire la dépendance américaine. Les électeurs de six des sept États de l'Union qui, en marge de l'élection présidentielle, votaient par référendum sur le développement nucléaire ont d'ailleurs rejeté à la majorité l'idée de restrictions futures à la construction de centrales atomiques.

MICHEL BOYER.

LES REVENUS DU PRÉSIDENT SORTANT ET DE SON SUCCESSOR

M. Jimmy Carter recevra, en tant que président, un salaire de 200 000 dollars (environ un million de francs) par an et cinquante mille dollars pour frais de représentation. Ces sommes sont soumises à l'impôt. L'an dernier, M. Carter avait déclaré au fisc un revenu de 136 826 dollars dont la plus grande partie (119 244 dollars) provenait de son exploitation agricole de Plains (Géorgie).

M. Carter, qui a souvent fusillé les nombreux échappatoires (« loopholes ») qui permettent en toute légalité au contribuable américain de réduire le montant de ses impôts, a usé lui-même des possibilités offertes par la loi dans ce domaine. Il n'a finalement payé que 17 484 dollars (au lieu de 58 494 dollars selon le barème habituel) en faisant valoir les sommes qu'il avait investies pour améliorer son exploitation. M. Carter ayant, comme de nombreux Américains, anticipé ses versements et ayant dépassé cette somme, s'est vu rendre 7 089 dollars par le fisc.

M. Jody Powell, porte-parole de M. Carter, a d'autre part annoncé jeudi 4 novembre, que le président élu n'achèterait pas de résidence secondaire et continuerait à utiliser sa maison de Plains comme « villégiature de travail ».

M. Gerald Ford touchera, après son départ de la Maison Blanche, une pension annuelle de 90 000 dollars ainsi que 96 000 dollars supplémentaires destinés à payer ses frais de secrétariat. L'allocation annuelle versée à M. Ford tient compte de son ancienneté de membre du Congrès (vingt-cinq années) ainsi que de ses deux années passées sous les drapeaux, dans la marine.

D. Dh.

Les réactions

M. BARRE : je souhaite que les États-Unis gardent un rôle de responsabilité dans les affaires mondiales.

Interrogé jeudi 4 novembre au micro de Radio-Monte-Carlo sur les conséquences de l'élection de M. Carter, le président des États-Unis, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré :

« Je crois et je souhaite que la nouvelle administration maintienne aux États-Unis un rôle de responsabilité dans les affaires mondiales (...). De surcroît, j'espère que les relations entre les États-Unis et la France demeureront des relations dominées par un esprit d'amitié et de coopération mutuelle (...). Les relations que la France a eues avec les États-Unis sous l'administration du président Ford ont été des relations franches et amicales. Le voyage du président de la République au moment du bicentenaire des États-Unis a été une expression très évidente de la cordialité et de la chaleur de ces relations. C'est la loi de la démocratie que les hommes changent. Nous pouvons donc saluer le président élu et qu'il reste beaucoup de nous sur les questions importantes, je pense que le « non »

M. MARCHAIS : le « non » à Ford traduit une certaine lassitude du peuple américain

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., interrogé au micro de France-Inter, jeudi 4 novembre, sur le résultat des élections présidentielles américaines, a déclaré :

« Les Américains, en toute indépendance, se sont donnés le président qu'ils ont sans doute jugé le plus à même de conduire les affaires de leur pays. C'est leur affaire. A mon avis, dans le résultat de ces élections, sans aucun doute ont pesé la guerre du Vietnam, l'intervention américaine au Chili, plus généralement l'intervention brutale des Américains dans les affaires intérieures des peuples, le scandale de Watergate, le scandale Lockheed. C'est un pays où les scandales sont nombreux et se multiplient, comme chez nous d'ailleurs. De même ont sans doute pesé le chômage (aux environs de huit millions de chômeurs) et une inflation importante. Par conséquent, je pense que le peuple américain, dans son vote (je ne dirai pas qu'il s'est prononcé clairement pour le changement parce qu'effectivement, sur un certain nombre de questions, les programmes des deux candidats sont très proches l'un de l'autre et qu'il reste beaucoup de nous sur les questions importantes), je pense que le « non »

● Le pape Paul VI a adressé à M. Carter ses « cordiales félicitations », ajoutant : « Nous demandons au Seigneur de vous donner la sagesse et l'énergie qui vous permettront de conduire le cher peuple américain sur la voie du progrès authentique, de la paix véritable et du sens de la fraternité avec la liberté et la justice pour tous. »

LES JOURNÉES SONT PEUT-ÊTRE TRISTES...

mais les nuits sont gaies. Gault et Millau vous offrent rendez-vous avec les étoiles du dimanche de la nuit et les vieux regards. Et ils vous disent un bien sucré quand tout est fermé. Ne ratez pas Le Nouveau Guide Gault-Millau de novembre. En vente chez tous les marchands de journaux.

Un événement dans le monde du salon cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le siège cuir. Visitez-les en toute liberté CUIR CENTER. Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.

CUIR CENTER

SEUL A PARIS: 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f. Copacabana Sully

Un salon cuir « texas » 5 places. Prix d'ouverture 3950 f. quantité limitée. le samedi 6 places 5200 f. le dimanche 6 places 5700 f.

de 6.000 à 9.000 f. Atlanta Bahia Amboise

de 9.000 à 11.000 f. Chamonix Chambord

de 11.000 à 15.000 f. Bulmori California Miami

de 15.000 à 20.000 f. Checcary London Philadelphie

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur du style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir. Grandes facilités de paiement. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

CUIR CENTER

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Ouvert : lundi de 10 h à 19 h - mardi de 10 h à 19 h - mercredi de 10 h à 19 h - jeudi de 10 h à 19 h - vendredi de 10 h à 19 h - samedi de 10 h à 19 h - dimanche de 10 h à 19 h
Tél. 373.36.13 / 37.64.33.69 - Parking dans l'immeuble
Métro : Nation - Métro : Alexandre Dumas - Philippe Auguste

LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX

صلى الله عليه وسلم

A LA PRÉSIDENTIE DES ÉTATS-UNIS

La coalition du temps de Roosevelt s'est reformée à New-York

De notre correspondant

New-York. — La double victoire de M. Carter et M. Moynihan est une bonne nouvelle pour la ville de New-York d'abord parce que M. Carter n'a pas fait mystère de son intention d'utiliser les moyens du gouvernement fédéral pour élargir la municipalité de la plus grande ville du pays, dont les finances sont toujours chancelantes. Ensuite parce qu'elle disposera en la personne de M. Moynihan d'un tribun éloquent au Capitole. M. Carter doit peut-être son élection à la ville de New-York : si les 41 voix de l'Etat de New-York lui permettent de franchir en vainqueur la ligne d'arrivée le 2 novembre, c'est au vote des cinq boroughs (quartiers) de New-York, 600 000 voix — qu'il doit la majorité de 270 000 suffrages qu'il a recueillies dans l'ensemble de l'Etat.

A New-York mieux qu'ailleurs, M. Carter a réussi à rassembler l'ancienne coalition rooseveltienne (Noirs, « cols bleus », petits employés, juifs, catholiques et juifs) et à réconcilier entre elles les factions querelleuses du parti démocrate. Ce sont les divisions internes de ce parti qui, d'ailleurs, l'ont mené à la défaite dans le New-Jersey et dans le Connecticut, où normalement M. Carter aurait dû l'emporter comme à New-York et en Pennsylvanie, et pour les mêmes raisons.

Jamais, en tout cas depuis les meilleurs jours du « new deal », le parti démocrate n'a été aussi réunissant à New-York. L'ère Rockefeller est close. Les démocrates disposent à l'Assemblée législative de l'Etat de 90 sièges contre 60 aux républicains. Le gouverneur est des leurs, et ils ont un ami à la Maison Blanche.

Selon un sondage de la C.B.S., c'est le pardon qu'il accorda à

M. Nixon et le choix d'un collègue de droite, M. Dole, qui coûtèrent le plus de voix à M. Ford à New-York, où 90 % des Noirs, 82 % des Portoricains, 71 % des juifs et 53 % des catholiques accordèrent leurs suffrages à M. Carter.

Dans six Etats (Ohio, Montana, Colorado, Oregon, Arizona, Washington) les électeurs se sont prononcés contre la construction de centrales nucléaires ; dans deux Etats (Maine et Michigan) les électeurs, soucieux de la protection de leur environnement, ont voté en faveur du « recyclage » obligatoire des bouteilles de boissons et des bidons de conserve. Dans deux autres Etats (Colorado et Oregon), ils se sont prononcés contre, à une écrasante majorité, les électeurs du Massachusetts ont rejeté un projet visant à interdire la possession de revolvers d'une longueur inférieure à 16 pouces. La réglementation du port d'armes reste très impopulaire aux Etats-Unis.

Les habitants de l'Alaska ont choisi Willow comme nouvelle capitale. Ceux du New-Jersey se sont prononcés pour l'ouverture d'un casino à Atlantic-City.

A New-York, les électeurs se sont déclarés favorables à l'organisation par les églises, de soirées de jeux de hasard, dont les bénéfices seraient consacrés à des œuvres charitables. Les électeurs de Californie ont voté contre les courses de lévriers et contre le projet parrainé par M. César Chavez, le défenseur des ouvriers agricoles, qui aurait mis ces derniers à l'abri de l'emprise du syndicat tyrannique et douteux des « teamsters » (camionneurs).

LOUIS WIZNITZER.

Espoirs et doutes

des pays en voie de développement

Les pays du tiers-monde ne sont pas les derniers à s'interroger sur les changements qu'entraînera dans la politique extérieure américaine la victoire de M. Jimmy Carter. Cette-ci aura-t-elle des conséquences sur l'évolution des négociations difficiles et multiples qui se poursuivent depuis deux ans environ entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement pour l'instauration d'un ordre économique plus équitable ? Les négociateurs du tiers-monde paraissent partagés, depuis plusieurs semaines, entre l'espoir, l'incertitude et le doute.

L'incertitude, parce que M. Carter n'a jamais précisé ce que serait sa position dans les grandes négociations auxquelles participent actuellement les Etats-Unis. Sa campagne a d'ailleurs démontré que son expérience internationale était mince et sa connaissance des pays du tiers-monde limitée.

M. Carter, pourtant, jouit indiscutablement d'une cote de faveur dans la plupart des pays en voie de développement. Il a dit, au cours de sa campagne, que le tiers-monde était victime d'injustices qu'il faut redresser. Il paraît aux dirigeants du tiers-monde plus proche d'eux que ses prédécesseurs. Ses origines sont modestes, et il a connu dans sa jeunesse, en Georgie, les difficultés d'une population dont le niveau de vie était beaucoup moins élevé que dans le reste des Etats-Unis. Il est aussi l'ami des minorités, particulièrement des Noirs, et il a clairement affirmé que le temps de la discrimination raciale était révolu. Enfin, il apparaît comme le champion d'un moralisme qui a une résonance certaine parmi les pays en voie de développement, révoltés contre les mensonges, tricheries et pressions dont certains ont été ou estiment avoir été les victimes durant l'ère « rooseveltienne ». Ils voudraient croire que les Etats-Unis s'inspireront à nouveau de valeurs — l'honnêteté, la générosité — sans lesquelles un ordre mondial plus juste ne saurait être fondé.

En choisissant pour vice-président M. Mondale, qui apparaît, bien au-delà des frontières de son pays, comme un grand défenseur des humbles, et particulièrement des Noirs, M. Carter a convaincu certains responsables du tiers-monde qu'on pouvait attendre de lui plus de compréhension envers les pays

en développement. Ce qui permettrait de faire progresser enfin concrètement les négociations entre pays riches et pays pauvres, dans l'impasse aujourd'hui à Paris, les principaux pays industrialisés — et surtout leur chef de file, les Etats-Unis — se refusant à prendre les engagements qu'attendent le tiers-monde sur l'indexation du prix des matières premières ou la réduction de l'endettement des pays en voie de développement.

Mais M. Carter peut-il renfermer les principes du libéralisme économique et aller à l'encontre d'intérêts américains tout-puissants dont la politique étrangère des Etats-Unis a toujours assuré la défense rigoureuse ? Peut-il s'opposer à ceux qui se refusent à partager les pouvoirs de décision économiques et financiers dont ils disposent, au sein notamment des multinationales ? Plusieurs membres des délégations des dix-neuf pays en voie de développement, qui participent au dialogue Nord-Sud de Paris, en doutent, même s'ils pensent que M. Carter prêterait une oreille plus favorable que l'administration républicaine aux appels répétés de M. McNamara pour une aide largement accrue aux pays en voie de développement. M. Carter, comme ses prédécesseurs, leur paraît convaincu que les Etats-Unis, en raison de leurs énormes ressources et de leurs aptitudes de leurs citoyens, ont vocation à guider le monde, et donc pratiquement à rester les maîtres du jeu.

Partagés ainsi entre le doute et l'espoir, les Dix-Neuf vont se trouver très prochainement dans une situation délicate. Normalement, la dialogue Nord-Sud doit se terminer au niveau ministériel à la mi-décembre, après qu'une dernière session en commissions (fin novembre) leur aura permis de mettre au point les recommandations ou décisions que les ministres n'auront plus qu'à ratifier. Mais, précisément, le représentant du Pérou vient de faire savoir que les Dix-Neuf reconsidéreraient l'opportunité de la prochaine rencontre ministérielle à vingt-sept, si les travaux de ces commissions continuaient d'être bloqués par l'attitude des pays industrialisés. De toute façon, nous a précisé G. Guerrero, coprésident de la Conférence de Paris, le dialogue Nord-Sud ne se poursuivra pas au-delà de décembre. Si les pays industrialisés, a-t-il ajouté, ne manifestaient pas de volonté politique avant cette échéance, pourquoi voulez-vous qu'ils la manifestent davantage après ?

Ce raisonnement ne tient plus dès lors que les chances d'une attitude plus favorable des Etats-Unis à l'égard du tiers-monde ne peuvent être exclues dans un proche avenir. Comment les pays en développement pourraient-ils envisager aujourd'hui une rupture du dialogue Nord-Sud, avant d'avoir laissé le temps au nouveau président de confirmer par des actes ses bonnes intentions ? Les Dix-Neuf risquent donc de s'offrir bientôt le choix entre deux solutions. Ou bien ajourner le dialogue Nord-Sud, avec l'espoir que l'administration démocrate permettra assez vite de le reprendre dans de meilleures conditions ; ou bien clore ce dialogue en décembre, au cours de la conférence ministérielle prévue, en acceptant sans drama que les résultats en soient très limités et en reportant leurs espoirs et leurs efforts sur les négociations qui vont s'engager ce mois-ci à Genève et qui doivent se poursuivre en 1977, en conformité avec les recommandations que la quatrième CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) a adoptées en mai dernier à Nairobi.

JEAN SCHWOBEL.

du Liberté à l'Etoile, il faut 7 minutes.

(7 mn de RER. Le temps que vous prenez habituellement pour faire le plein)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 774.59.75

sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.



RESIDENCE

BEAU MENIL ASNIERES

308, avenue d'Argenteuil

VASTES APPARTEMENTS

Studios et 4 pièces, parkings souterrains

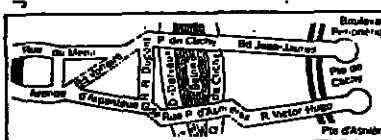
De 2 900 F à 3 400 F le m²

PRIX FERMES ET DEFINITIFS

à la réservation

LIVRAISONS IMMEDIATES

renseignements Bureau de vente Appartement témoin, SUR PLACE du lundi au vendredi de 13 h 30 à 19 heures samedi et dimanche de 14 h 30 à 18 heures TEL : 790.28.98



du Liberté à l'Opéra, il faut 12 minutes.

(12 mn de RER, c'est beaucoup moins que votre périple quotidien)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 774.59.75

sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

comprendre la Grande-Bretagne d'aujourd'hui



un volume cartonné 17,5 x 23 cm, 600 pages.

L'ENCYCLOPEDIE DE LA CIVILISATION BRITANNIQUE est l'ouvrage clé pour recenser les données, pénétrer les rouages de la vie économique, sociale et politique, saisir les mentalités, les attitudes et les comportements, c'est-à-dire pour connaître et comprendre la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

Un ouvrage indispensable aux étudiants et aux enseignants — du secondaire au supérieur — mais aussi aux journalistes, hommes d'affaires, politiques et à tous ceux qui s'intéressent à l'actualité.

ENCYCLOPEDIE DE LA CIVILISATION BRITANNIQUE
LAROUSSE CHEZ TOUTES LES LIBRAIRES

Centre **USTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques Humaines

PREPARATIONS ANNUELLES
JANVIER 1977 à JUIN 1977

Examen d'entrée à :

SC PO

• Entrée en 1^{re} année
• Soutien en cours d'AP
• Procédure admission
en 2^e année
• Préparation par correspondance
**TAUX CONFIRMES DE RÉUSSITE
DEPUIS 23 ANS**

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 23, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 550.93.91

(Publicité)

Découvrez le ski nordique.

Le ski de fond fait chaque année de nouveaux adeptes. Praticable par tous, quels que soient l'âge et l'expérience du candidat, il n'est pas dangereux.

Pourquoi ne pas aller le pratiquer dans les pays du Nord, là où il est né : en Norvège, en Suède ou en Finlande ; dans des paysages merveilleux aux nombreuses pistes balisées. Un exemple de prix : 8 jours à Lillehammer (Norvège) en demi-pension, hors saison, pour 1 895 F équipement compris. Autres possibilités : des raids pour sportifs avec logement en huttes et bagages sur traîneaux à chiens et des randonnées en Laponie.

Renseignements et documentation contre envoi du bon ci-dessous à : Scandicours, 122, Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. 720.38.05. Licence 58 A. ou : Voyages Bennett, 5, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 742.91.89. Licence 9 A.

ou votre agence de voyages. Bon pour une documentation « Ski Nordique » à envoyer à : M.

I.T.S. a une bonne raison de soigner votre séjour en Tunisie cet hiver: vous voir revenir l'été prochain.

Pour être certains que vous passerez des vacances idéales, nous avons veillé à soigner le moindre détail dans les hôtels de notre brochure, situés au bord de merveilleuses plages sablonneuses, dissimulées dans des cadres de verdure, et alliant harmonieusement l'architecture locale au confort moderne.

Pour faciliter votre voyage, nous vous proposons au départ de Paris, et des principales villes de province, des vols réguliers, le jour de votre choix, pour le prix d'un séjour en groupe, avec un accueil personnalisé. I.T.S. met même à votre disposition, jour et nuit, des bureaux d'accueil avec ses hôtes, dans tous les aéroports tunisiens ainsi qu'à votre hôtel.



Si vous souhaitez en savoir plus sur le service I.T.S. consultez votre agent de voyages habituel.

En collaboration avec l'Office du Tourisme Tunisien



Demandez notre documentation gratuite à : International Travel Service, 28 rue de Valenciennes, 75009 Paris. Tél. 747.25.70 ou 747.44.40

POLITIQUE

Le Sénat complète la législation sur les sociétés en participation

Le Sénat a adopté le 4 novembre, en seconde lecture, et après lui avoir apporté de nouvelles modifications, le projet de loi concernant le droit des sociétés. Ce texte, voté en première lecture par l'Assemblée nationale le 22 novembre 1975, et par le Sénat le 10 mai 1976, est resté plus de deux ans dans les « tiroirs » de la commission des lois du Palais-Bourbon. A l'issue du débat de jeudi au Palais du Luxembourg, le gouvernement en a demandé le renvoi devant une commission mixte paritaire. Ce projet, a indiqué le rapporteur, M. DAILLY (Gauche-dém.), a pour objet la remise à jour de tout le droit du code civil relatif aux sociétés, en particulier en vue de soumettre celles-ci à un système d'immatriculation conforme aux normes européennes.

Par vote d'amendements, l'Assemblée nationale avait notam-

ment regroupé les dispositions applicables à toutes les sociétés, et celles ne concernant que les sociétés civiles.

Les sénateurs ont retenu la plupart de ces amendements. Ils ont aussi adopté plusieurs amendements nouveaux proposés par leur rapporteur et par le garde des sceaux, M. OLIVIER GUICHARD. La plus importante des modifications concerne l'introduction d'un nouveau chapitre sur les sociétés en participation.

Lors de l'examen du projet de loi en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, M. Jean Foyer, rapporteur de la commission des lois, avait proposé l'adoption de dispositions tendant à instituer une société sans personnalité morale et d'opérer d'immatriculation. Combattu par le gouvernement, cette proposition avait été écartée en raison des risques qu'une telle société aurait comporté pour des tiers.

Or, souligne M. DAILLY, ce type de société non immatriculée et dépourvue de la personnalité morale existe : c'est la société en participation régie par la loi du 24 juillet 1966, et dont la principale caractéristique est de n'exister qu'entre les parties et de ne pas se révéler aux tiers. La législation de 1966, toutefois, est insuffisante, estime le rapporteur. Sur sa proposition et avec l'accord du gouvernement, le Sénat a donc intégré au code civil les dispositions de la loi de 1966, et les a complétées. Prenant en compte la prudence des maîtres en l'indivision des biens qui sont à la disposition d'une société en participation — les sénateurs ont voulu créer une synthèse entre la société en participation, la société d'indivision et la société de fait. Le texte voté pose les principes d'une telle société : elle n'existe que dans les rapports entre associés, ne se révèle pas aux tiers, ne bénéficie pas de la personnalité morale, n'a pas à être immatriculée et peut être prouvée par tous les moyens, ne qu'il entraîne la dispense d'un écrit. La société n'ayant pas de capital social, chaque associé reste propriétaire des biens qu'il met à sa disposition, à moins qu'il ne soit convenu que certains biens sont indivis.

Sur l'initiative du garde des sceaux, le texte précise que la nouvelle législation sera applicable à toutes les sociétés, immatriculées ou non, deux ans après son entrée en vigueur. Le Sénat a adopté, à la fin de sa séance, la proposition de loi complétant les dispositions transitoires de la loi du 3 janvier 1973 sur la filiation. Cette proposition ne vise qu'à préciser des points mineurs, a affirmé le rapporteur, M. GEOFFROY, parti socialiste.

ALAIN GUICHARD.

(Publié)
CERCLE GASTON CREMIEUX
13, rue du Cambodge, 75003
Au cinéma LE MARAIS, 20, rue du Temple, projection du film de Robert Zuber :
Réfugié provenant d'Allemagne, après d'origine polonaise produit par l'Institut National de l'Audiocinéma
le dimanche 7 novembre
à 19 heures
La projection sera suivie d'un débat avec le réalisateur.
Participation aux frais.

Le catalogue Cadeaux
THIEBAUT
est
plein
d'idées
Cueille rose
pour cueillir les roses à distance
sans se piquer : F. 106
(contre remb. F. 120)
CADEAUX ORIGINAUX POUR
LE JARDIN - LA MAISON
CATALOGUE GRACIEUX
sur simple demande à :
THIEBAUT
30, place de la Madeleine, Paris-8
ouv. ts les Jrs 9-19 h. ss interrupt.
073-25-42

M. Christian Bonnet trace un sombre

Qu'est-ce qui va bien dans l'agriculture française de 1976 ? A entendre les rapporteurs des commissions, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, le sentiment domine que tout va plutôt de travers.

A l'analyse, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, ne dit pas autre chose. Son budget ? Il est bridé par les contraintes du financement des charges sociales, de la contribution au Fonds européen de garantie, de la bonification des

Jeu après-midi 4 novembre, l'Assemblée nationale commence, sous la présidence de M. DUCOLX (P.C.), vice-président, l'examen des crédits du ministère de l'Agriculture.

M. TISSANDIER (R.I.), rapporteur spécial de la commission des finances (dépendances ordinaires), estime, à propos de l'enseignement agricole privé, que « les dotations prévues ne permettent pas un fonctionnement normal des établissements », il se félicite, en conclusion, de la réforme des conditions d'attribution des subventions pour calamités agricoles.

M. FRANCOIS (P.C.), rapporteur spécial (dépendances en capital) déclare : « Contrairement à une légende toujours vivace dans l'opinion publique, la grande majorité des agriculteurs ne dispose pas d'une épargne démesurée, mais est au contraire lourdement endettée. Le recours systématique et nécessaire aux capitaux extérieurs fait que la branche agricole vient en seconde position pour le taux d'endettement après la sidérurgie. Ce recours extraordinaire à l'emprunt entraîne de graves distorsions sociales. »

M. BERTRAND DENIS (R.I.), rapporteur pour avis de la commission de la production, est partagé entre deux sentiments : « Une certaine dégradation de la répartition de choix critiques, tel que le sacrifice des dépenses de l'enseignement technique agricole, et une certaine satisfaction devant l'affirmation, dans un contexte budgétaire difficile, d'orientations porteuses d'avenir, telle que la priorité confirmée de la recherche, la mise en œuvre d'une politique plus dynamique de la qualité ou le renforcement des capacités d'exportation du secteur agro-alimentaire. »

Pour M. HUGUET (P.S.), rapporteur pour avis, l'agriculture est encore handicapée par l'insuffisance de ses structures, qui entraîne un manque de compétitivité. A son avis, la crise résulte

● L'examen du budget du tourisme à l'Assemblée nationale, initialement fixé au jeudi 4 novembre, a été reporté au lundi matin 8 novembre.

de la baisse de rentabilité de l'exploitation agricole : elle est corrigée par des mesures conjoncturelles mais elle ne peut être surmontée que si l'on s'attaque aux racines du mal en faisant l'effort de réexaminer l'ensemble de la politique de modernisation.

M. ROSSI (R.I.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole), insiste sur « la situation critique dans laquelle se trouve l'enseignement privé ».

M. PIERRE JOXE (P.S.), rapporteur spécial, dénonce notamment la volonté de réduire peu à peu le rôle de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), seul organisme qui avait la possibilité d'intervenir activement sur les marchés et de protéger les intérêts des petits et moyens agriculteurs.

Pour M. HAUSHEER (rép.), rapporteur pour avis (organisation des marchés agricoles), « les transferts en faveur de l'agriculture touchent désormais un plafond qu'il sera difficile de dépasser, sous peine de provoquer une réaction de refus de la part du corps social ».

M. BONNET, ministre de l'Agriculture, présente ensuite son budget aux députés. Il évoque les difficultés rencontrées en 1976 par les agriculteurs, puis il passe en revue les grandes masses de crédits de son budget pour 1977, dont le montant s'élève à 40 milliards 355 millions (le Monde du 22 octobre).

M. Bonnet reconnaît que « les actions d'aménagement foncier et d'électrification rurale se sont trouvées temporairement pénalisées ». Il ajoute : « Il convient de noter toutefois que si le montant des crédits d'investissement paraissent régresser de 2,2 à 2 milliards, ce recul apparent doit être nuancé par plusieurs remarques. » Parmi celles-ci, le ministre souligne que « dans le collectif de fin d'année figurera une somme de 100 millions, affectée, conformément à la conférence annuelle, aux investissements et qui viendra s'ajouter en fait aux crédits de 1977 ». Il annonce que « à la suite de la sécheresse de 1976, un grand programme hydraulique et d'ad-

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE

taux d'intérêt pour les investissements, des crédits des organismes d'intervention. Quand les rigueurs de la lutte contre l'inflation s'en mêlent, il ne peut faire autrement que de « tailler clair » dans les crédits d'aménagements fonciers et d'équipements.

Le contexte ? En France, c'est avant tout la lutte contre l'inflation. Dans la Communauté européenne, ce sont la tourmente monétaire et les perspectives d'élargissement de la C.E.E. Sur la scène mondiale, ce sont les négociations commerciales

Quant au marché commun agricole, dont la France a besoin, « il est aujourd'hui à la porte de l'abandon ».

M. PONS (U.D.R.), rapporteur spécial pour le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA), estime que ce dernier se présente comme « un simple budget de reconduction ». Il précise que la commission des finances a formulé plusieurs vœux à l'adresse du gouvernement.

M. BIZET (app. U.D.R.), rapporteur pour avis, indique que la commission de la production préconise la poursuite active de l'harmonisation des régimes sociaux, s'agissant en particulier du relèvement des redevances agricoles.

M. BRIANT (rép.), rapporteur pour avis, relève « la croissance désinvolte » du BAPSA « au mépris des contraintes budgétaires et des autres besoins du secteur agricole, dont il absorbe allégrement près de la moitié des crédits ». « Ce budget anémique et boiteux, ajoute-t-il, comporte cependant deux éléments nouveaux : l'unicité d'assiette des cotisations et la création d'une prestation nouvelle ».

A propos de l'endettement des exploitants agricoles, le ministre estime qu'une réflexion doit être engagée sur la structure et le niveau de cet endettement, trop souvent excessif par insuffisance d'auto-financement. Il note : « Notre action doit tendre à une meilleure utilisation de ce levier privilégié que constituent les bonifications d'intérêt, pour renforcer la compétitivité des agriculteurs français aussi bien par rapport au secteur économique d'importation et d'exportation que par rapport à leurs concurrents étrangers, notre pays étant devenu le deuxième exportateur mondial de produits agricoles ».

M. Bonnet conclut : « L'agriculture française joue, après une longue éclipse dans son économie, un rôle fondamental en assurant, même dans une année marquée par une calamité exceptionnelle, la sécurité de ses approvisionnements et en participant à l'équilibre de la balance extérieure. Les exploitants agricoles du sol sont les agents les plus actifs de la politique d'aménagement du territoire. »

duction d'eau sera proposé par la délégation française à ses partenaires européens. En ce qui concerne la lutte contre l'inflation, il estime que « nul n'a plus d'intérêt que les agriculteurs à ce que celle-ci soit cassée » et que le budget qu'il présente aux députés « est une pièce maîtresse de cette lutte anti-inflationniste ». Il conclut que parce que l'évolution des dépenses publiques à tout à la fois valeur d'entraînement et d'équipement, « il convient de maintenir une dynamique économique ». M. Bonnet ajoute : « On a beaucoup parlé des échecs du Marché commun, on n'a pas assez dit qu'il est menacé aussi par ses succès, d'où un afflux de candidats potentiels émanant précisément des pays qui s'adonnent, dans des conditions de moindre coût, à des productions appelées à faire d'une communauté à laquelle ils seraient intégrés une zone largement et structurellement excédentaire. La production espagnole, par exemple, ne repré-

Voici comment bénéficier de

10% D'ESCOMPTE
sur tous vos achats* jusqu'au 4 décembre :
demandez notre carte avant le 21 novembre.

Galeries Lafayette

COMPTE PERMANENT

1 2 3 4 5 6

MR MME DUPONT JEAN
50, RUE MALART
75007 PARIS

Elle est gratuite.

*Pour un total de 500 f minimum et dès acceptation du dossier. Exemple : un bureau en pin naturel : 580 f. Escompte 10% : 58 f. Net à payer : 522 f.

Galeries Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

سكنا من الامل

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

tableau de la situation agricole

internationales. Il n'y a rien là qui soit très favorable à l'agriculture française.

Les perspectives ? Faire la part juste entre les trois types d'exploitations, engager une réflexion sur les charges sociales, les bonifications d'intérêt, la fiscalité agricole, favoriser l'installation des jeunes, développer les exportations. Autrement dit, poursuivre les actions engagées depuis plusieurs années passées.

Après un tel tableau, l'ambition fait contraste : « Aucun Français aujourd'hui n'a le droit d'ignorer le rôle fondamental

que joue l'agriculture dans une économie moderne, et au-delà même pour l'équilibre du monde. Faire de la France une puissance alimentaire mondiale au moment où les difficultés écrasent la paysannerie paraît pour le moins paradoxal, quand de surcroît les moyens financiers sont chichement comptés. M. Hugnet, notamment, député socialiste du Pas-de-Calais, l'a noté : « Ce projet de budget se présente comme la forme en creux de ce qu'il faudrait faire. »

ALAIN GIRAUD.

Dans la discussion générale, M. GUERMEUR (U.D.R., Finistère) évoque « les contraintes budgétaires générales et les alarmes que suscite la dégradation persistante du système monétaire et financier ». Il évoque l'Europe agricole. « Il faut, estime-t-il, en revenir à la philosophie originelle du marché commun, en s'éloignant de l'esprit de libre échange. » Il faut, ajoute-t-il, choisir entre une agriculture de subsistance éternellement assistée et une économie agricole de productivité, les transferts de revenus ne jouant qu'un rôle de simples correctifs. Pour terminer, il indique que son groupe votera la loi.

M. RIGOUT (P.C., Haute-Vienne) annonce, au contraire, que son groupe émettra un vote négatif. Le député ajoute : « L'essentiel pour l'exploitation familiale, c'est en premier lieu le foncier qui constitue l'outil de travail, c'est ensuite l'équipement, c'est-à-dire la capacité de s'adapter aux techniques modernes. Ce sont enfin et surtout des conditions évolutives en fonction des prix de production. Or sur ces trois plans, le budget porte la marque de l'abandon et du recul. » M. FOURQUET (P.S., Vienne) indique qu'il est partisan d'une certaine stabilisation des marchés agricoles, mais met en garde le gouvernement contre « le danger qui est grand de voir cette stabilisation conduire à une agriculture assistée ». Il convient selon lui « d'intervenir en dernier ressort, seulement, et pour assurer un prix minimum ». M. FOURQUET ajoute : « On ne peut plus continuer à produire uniquement pour augmenter la montagne de poudre de lait ou les stocks de viande que l'on doit brûler sur le marché mondial. »

Pour M. DUBOIS (P.S., Landes), « ce budget est un budget d'abandon car au moment où le gouvernement fonde avec raison les plus grands espoirs sur le développement de nos exportations agricoles, la faiblesse des crédits compromet ses espérances et condamne nos exploitations familiales à une lente disparition ». Il critique ensuite une politique qui, selon les années, voit les revenus de 30 à 50 % des agriculteurs être inférieurs au SMIC et qui assure la domination sur notre agriculture des groupes de l'industrie agro-alimentaire.

« Vu les circonstances, déclare

agriculture « prisonnière de conditions qui lui sont épouées ». M. RICHARD (app. U.D.R., Loire-Atlantique) juge peu encourageantes les perspectives offertes par une Europe « verte » dont l'élargissement ébranle inquiète les agriculteurs.

« En matière d'équipement, affirme M. MAURICE LÉGEN-DRÉ (P.S., Eure-et-Loire), votre budget est véritablement catastrophique, le gouvernement se déchargeant de ses responsabilités sur les collectivités locales. »

M. BOUDON (N., Maine-et-Loire) et MORELON (R.I., Puy-de-Dôme) regrettent l'abandon de la « masse » opérée sur les crédits de remboursement.

M. MAISONNAIS (P.C., Isère) estime « erronée l'idée que les dépenses sociales pour les agriculteurs coûtent cher à la collectivité et deviennent insupportables, à moins de vouloir dresser les travailleurs les uns contre les autres ». Pour M. RAYNAL (U.D.R., Cantal), le gouvernement doit considérer comme prioritaires l'installation des jeunes et l'amélioration de la situation des femmes en milieu rural.

« Les orages éclatent vite dans votre loi », déclare M. AUBERT (P.S., Aude), et votre budget n'est pas ce qui se fait de mieux comme paratonnerre ! »

M. BEULIER (réf., Haute-Vienne) décrit la situation de la France comme « une catastrophe ». M. DARNIS (U.D.R., Vendée) réclame un effort supplémentaire de l'État en faveur de l'enseignement agricole privé. M. CAPEVILLE (P.S., Aude) estime que les conseillers agricoles polyvalents sont les meilleurs défenseurs des agriculteurs.

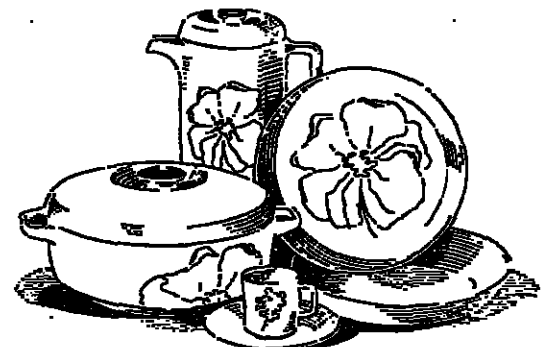
M. RUFFE (P.C., Lot-et-Garonne) évoque les calamités agricoles et réclame une loi qui accorde une rapide et substantielle indemnisation.

Pour M. BASTIDE (P.S., Gard), le libéralisme économique a été l'heure du socialisme démocratique est venue. M. CÉSAR (app. U.D.R., Gironde) interroge le ministre sur les crédits d'équipement qu'il juge insuffisants.

Opinion partagée par M. CATTIN-BAZIN (R.I., Isère).

M. PIGNON (P.S., Pas-de-Calais) attire l'attention du gouvernement sur les difficultés des éleveurs. M. GIRARD (app. U.D.R., Loiret) sur l'effort à mener pour l'hydraulique. Pour

Porcelaine du Martroy



Décor inaltérables spécial lave vaisselle.

Les décors de la Porcelaine du Martroy sont en vente chez :

- | | |
|---|--|
| B.H.V.
55, rue de la Verrerie,
75004 Paris | Siegel
38, rue de Paradis,
75010 Paris |
| Espace Cardin
25, boulevard St-Honoré,
75008 Paris | Maison Laurent
11, boulevard Voltaire,
75011 Paris |
| Au Coiffeur de Thiers
55, rue de la Harpe,
75003 Paris | Venerie de la Bastille
82, rue de la Roquette,
75011 Paris |
| Pavillon d'Antin
25, boulevard Haussmann,
75008 Paris | Hency
120, faubourg St-Antoine,
75012 Paris |
| Bagatelles
81, rue de Dunkerque,
75009 Paris | Barbotine
48, rue de Wattignies,
75012 Paris |
| Cristallerie de Paris
1, rue de Paradis,
75010 Paris | Au Père Fragile
50, rue du commerce,
75012 Paris |
| Limoges - Unic
1, rue de Paradis,
75010 Paris | Picassy
41, boulevard Barbès,
75014 Paris |
| Lumioristal
22 bis, rue de Paradis,
75010 Paris | Printemps Nation
21-25, cours de Vincennes,
75020 Paris |
| Madronet Contemporain
17 bis, rue de Paradis,
75010 Paris | ... et dans les meilleurs
magasins de province. |

Porcelaine du Martroy

Pour les collaborateurs d'une compagnie aérienne, connaître aussi une langue étrangère ne gâche rien.

 M. Paul Bédier travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le portugais ne gâche rien.	 M. Louis Kozlovski travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le polonais ne gâche rien.	 M. Dr. René Kottel travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le russe ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.
 M. Peter Frey travaille à la Promotion des ventes. A son avis, connaître aussi le suisse ne gâche rien.	 M. D. P. Naguib travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le turc ne gâche rien.	 M. André Dreyer travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le danois ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.
 M. Yuzuru Yoshino travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le japonais ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.	 M. Rüdiger Böhler travaille au Service des entrées des visiteurs. A son avis, connaître aussi le norvégien ne gâche rien.

Rien qu'en Suisse (donc sans tenir compte des 84 destinations Suisses sur quatre continents), Suisse par 43 langues. Et ne sont pas comprises dans ce total les quatre langues nationales suisses (allemand, français, italien, romanche) ni notre langue de relation, l'anglais.

Nous ne prétendons pas, naturellement, que nous disposons d'un bureau spécial, avec 43 interprètes. Mais les faits sont là : nous avons à Suisse, parmi beaucoup d'autres, 238 collaborateurs (ci-dessus les photos de 30 d'entre eux) qui parlent, au total, 43 langues. Pensez-y si vous venez

en Suisse ou si vous passez par la Suisse avec Suisseair, on sait, au guichet Suisseair, avec qui vous pourriez, au besoin, vous exprimer dans votre langue.

Nous tenons à en informer tous ceux qui ne comprennent ni l'allemand, ni le français, ni l'italien, ni le romanche, ni l'anglais.

Les Informer ? Excellente idée, mais en quelle langue ?



POLITIQUE

L'ÉLECTION DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT

Libres opinions

Faut-il réviser la Constitution ?

par FRANÇOIS LUCHAIRE (*)

L'ÉLECTION de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct soulève dans notre pays bien des oppositions : celles-ci, trop souvent, mélangent les motivations juridiques et les craintes politiques ; les secondes relèvent de la conscience de chacun et sont donc profondément respectables ; les premières, au contraire, manquent de fondement.

La question est la suivante : faut-il réviser la Constitution pour permettre l'élection directe de l'Assemblée européenne ? Qu'il soit permis à un juriste de répondre non pour les raisons suivantes :

I) CETTE ÉLECTION EST-ELLE UNE ATTEINTE À LA SOUVERAINETÉ FRANÇAISE ?

Certainement pas. D'abord le nouveau mode électoral n'entraîne aucun transfert de pouvoir de la France à la Communauté ; l'Assemblée contrôle les organes communautaires et non le gouvernement français. Certes, les traités instituant les Communautés européennes ont limité la souveraineté française, mais il n'est plus temps de s'en plaindre car, comme l'a jugé le Conseil constitutionnel, le 19 juin 1970, « ces traités ont été régulièrement ratifiés et publiés et sont dès lors entrés dans le champ d'application de l'article 55 de la Constitution » qui proclame la supériorité des traités sur la loi.

La Constitution interdit-elle d'ailleurs de limiter la souveraineté française ? Certainement pas. Relisons les textes : Par le préambule de la Constitution de 1958, « le peuple français proclame solennellement son attachement aux principes de la souveraineté nationale... tels qu'ils sont... complétés par le préambule de la Constitution de 1946 » ; or le préambule de cette dernière déclare que, « sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix » ; enfin le traité de Rome dans son préambule affirme que « l'union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » servira à affirmer, « par la constitution de cet ensemble de ressources, les sauvegardes de la paix et de la liberté ».

II) CETTE ÉLECTION EST-ELLE CONTRAIRE À LA CONSTITUTION ?

Non, elle l'est parfaitement conforme ; le traité de Rome prévoit cette élection directe et fait même obligation à la Communauté de recommander aux États membres les dispositions nécessaires à cet effet : « L'Assemblée (dit l'article 138) élaborera des projets... le Conseil arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres. » Cette recommandation est donc l'application du traité de Rome, et la loi qui l'approuvera trouvera son fondement dans l'article 55 de la Constitution établissant la supériorité du traité sur la loi.

III) LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL S'EST-IL DÉJÀ PRONONCÉ ?

Oui, sur une affaire absolument analogue dans sa décision du 19 juin 1970 : il a d'abord constaté que « la nécessité d'une révision préalable à l'approbation d'un engagement international était subordonnée à une décision » de sa part (art. 54 de la Constitution) ; seul, il peut donc proclamer la nécessité d'une pareille révision.

Il avait été saisi lorsque la Communauté est passée du financement par des contributions nationales à un financement par des ressources directement prélevées (notamment les droits de douane) ; or ce passage est prévu par le traité de Rome à peu près dans les mêmes termes que le passage de l'élection de l'Assemblée européenne d'un mode indirect à un mode direct ; l'article 201 du traité prévoit, en effet, que la Commission présente des propositions au Conseil et que « le Conseil pourra, après avoir consulté l'Assemblée sur ces propositions, arrêter les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres, conformément à leurs dispositions constitutionnelles ».

Or le Conseil constitutionnel a estimé que, puisque ce passage était prévu par le traité de Rome, la recommandation du Conseil n'était qu'une « mesure d'application » des « traités régulièrement ratifiés et publiés » et donc supérieur à la loi ; il en a conclu que cette recommandation (adoptée par l'unanimité du Conseil), d'une part, était un engagement international et, d'autre part, n'avait rien de contraire à la Constitution.

On peut donc penser que son jugement sera le même vis à vis de la recommandation (également adoptée à l'unanimité) relative à l'élection du Parlement européen, et cela d'autant plus que cette recommandation était pour le Conseil une obligation, alors que celles relatives aux ressources de la Communauté étaient qu'une possibilité ; on ajoutera encore que celle-ci réalisait un transfert d'une ressource des États à la Communauté, alors que celle-ci ne s'accompagne d'aucun transfert de compétences.

IV) EXISTE-T-IL D'AUTRES OBSTACLES CONSTITUTIONNELS ?

Nullement. La Constitution, dit-on, ne prévoit des élections directes que pour le chef de l'État et l'Assemblée nationale ; serait-il pour autant inconstitutionnel d'en ajouter d'autres ? Aux conseils régionaux, par exemple ? Personne ne le soutient. D'ailleurs aucune disposition constitutionnelle n'impose l'élection « directe » (les articles 64 et 72 parlent simplement d'assemblées ou de conseils élus) des conseils généraux.

V) LE TRAITE DE ROME A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE PEUPLE FRANÇAIS LORS DU REFERENDUM DU 23 AVRIL 1972.

Il est évident que l'approbation du traité d'adhésion de trois nouveaux membres aux traités instituant des communautés impliquait l'approbation de ces mêmes traités ; d'ailleurs, le préambule du traité d'adhésion soulignait la volonté d'établir « une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » et de « poursuivre les objectifs des traités instituant les communautés » ; l'élection directe du Parlement européen est un des objectifs du traité (art. 138) ; la loi qui approuverait cette élection ne ferait donc que respecter la volonté populaire.

VI) LES CRAINTES SUSCITÉES PAR L'ÉLECTION DIRECTE DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE SONT DONC D'ORDRE POLITIQUE.

Crainte de voir le Parlement européen s'élever en Assemblée constituante ou de voir cette Assemblée tirer de l'élection directe une autorité nouvelle pour sortir illégalement des limites de ses attributions et critiquer le gouvernement français.

Il est évident que le juriste en tant que tel ne peut pénétrer sur le terrain des cauchemars ou des rêves ; chacun a parfaitement le droit de tout craindre comme de tout espérer d'une assemblée.

Mais pour répondre à la question posée, il suffit de constater que l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage direct est prévue par les traités communautaires, que la Constitution fait de ces traités régulièrement ratifiés et publiés le fondement légitime d'une loi se proposant de les appliquer, que telle a été sur ce dernier point la décision du Conseil constitutionnel en 1970, et qu'au surplus le référendum de 1972 a ajouté un fondement populaire à un traité dont l'un des objectifs — l'élection directe de l'Assemblée européenne — correspond aux exigences de la démocratie.

(*) Ancien membre du Conseil constitutionnel.

M. GUÉNA RAPPELLE L'HOSTILITÉ DE L'U.D.R. À TOUT « GLISSEMENT VERS LA SUPRANATIONALITÉ »

À l'issue de la réunion du bureau exécutif de l'U.D.R. jeudi 4 novembre, M. Yves Guéna, secrétaire général du mouvement gaulliste, a déclaré :

« L'U.D.R. est hostile à tout risque de glissement vers l'intégration européenne et la supranationalité ». Le secrétaire général a indiqué que M. Christian de la Malbe avait présenté une communication sur le traité du 22 juillet 1975 qui modifie certaines dispositions du traité de Rome et confère des attributions budgétaires nouvelles à l'Assemblée européenne. Le texte que le gouvernement se propose de présenter à ce sujet au Parlement est de portée « limitée », a reconnu M. Guéna, mais « il prend une signification lorsqu'il est placé dans un ensemble ». Le mouvement gaulliste doit voter sur ce point, a-t-il dit, tout en restant favorable, « conformément à la tradition gaulliste », à un renforcement de la construction européenne « pourvu qu'il n'y ait pas de confédération d'États souverains ».

LES ACCORDS SUR L'ÉLECTION ET LES POUVOIRS DU PARLEMENT DES « NEUF »

Trois textes sont mis en cause dans les polémiques actuelles sur l'Assemblée ou le Parlement de l'Europe des Neuf (bien que la première appellation seule figure dans le traité de Rome, la seconde est désormais admise par tous les États membres).

1° L'ACCORD SUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT. Cet accord résulte d'une « décision » unanime du Conseil des Neuf du 28 septembre dernier, en application de l'article 138 du traité de Rome du 25 mars 1957. L'accord fixe les modalités de l'élection, mais non sa date. Les Neuf sont cependant convenus que les élections devraient avoir lieu en mai-juin 1978. La ratification de l'accord du 28 septembre n'est pas juridiquement nécessaire puisqu'il ne s'agit pas d'un nouveau traité, mais les neuf gouvernements s'engagent à le soumettre à leur Parlement respectif. Le vote d'une loi est d'ailleurs nécessaire pour organiser le scrutin dans chaque pays.

2° LE TRAITE DU 22 JUILLET 1975 SUR LES POUVOIRS BUDGÉTAIRES DU PARLEMENT EUROPÉEN. Ce traité est un amendement du traité de Rome. Il doit donc être soumis à ratification parlementaire. Ce traité est en fait un simple complément du traité du 22 avril 1970 et était prévu par celui-ci. Il officialise le pouvoir du Parlement européen de rejeter globalement le budget de la Communauté et il met en corrélation le budgetaire entre le Parlement européen et le Conseil des Neuf. Le conseil des ministres a adopté, le 27 octobre dernier, le projet de loi de ratification.

3° LE TRAITE DU 23 AVRIL 1970 PAR LEQUEL L'U.D.R. A ÉTÉ REPRÉSENTÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN. Seul ce traité, qui amende le traité de Rome, constituait une novation pour les institutions communautaires en établissant un contrôle du Parlement européen sur les « ressources propres » de la Communauté (droits de douane, prélèvements agricoles, fraction de la TVA...). En fait, il ne s'applique qu'aux dépenses « non obligatoires » et n'affecte qu'une part réduite du budget communautaire. Il a été ratifié le 23 juin 1970 par 429 voix contre 24. — M. D.

Le président de la République veut « décriper » le débat

(Suite de la première page.)

Tous les gaullistes ne sont pas aussi catégoriques ni aussi fondeurs, ni aussi pugnaces que l'ancien premier ministre du général de Gaulle, mais bon nombre d'entre eux n'en demeurent pas moins hostiles à tout ce qui pourrait aller dans le sens de la construction d'une « Europe supranationale ». Le 11 octobre, M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, se montrait pour le moins réservé lorsqu'il faisait remarquer : « Il ne faut pas se laisser dans une telle opération tenter de faire passer la tête baissée. » La Lettre de la Nation, bulletin de l'U.D.R., usait de termes imagés mais beaucoup plus vifs, le 26 octobre : « Pour nous, nous ne sommes pas prêts à nous embarquer dans ces affaires d'institutions européennes où la France et l'Europe ont tout à perdre... À force de manipuler sur par un cercle d'élite, cette épaisse couche de chocolat, il n'y a plus de tablette du tout. L'indépendance nationale, en gros, tout le monde est pour, mais elle se croque au détail. »

Jeudi 4 novembre, enfin, le bureau exécutif de l'U.D.R. remettait à nouveau sur le tapis cette épineuse affaire et, évoquant le traité du 22 juillet 1975, qui avait conféré des attributions budgétaires nouvelles à l'Assemblée européenne, réitérait ses réserves contre « tout risque de glissement vers l'intégration politique de l'Europe ».

Redoutant de nouvelles et graves difficultés au sein d'une « majorité » dont la solidité est déjà mise à rude épreuve depuis le départ de M. Chirac, et voulant éviter un déchirement du pays comparable à celui que la France a connu du début de l'automne 1952 jusqu'à la fin d'août 1954 avec l'affaire de la Communauté européenne de dé-

fense (C.E.D.), M. Giscard d'Estaing souhaite vider l'abcès et trancher le débat constamment relancé par M. Debré. D'où la saisine du Conseil constitutionnel qu'il a fait annoncer jeudi en fin de matinée et qui est fondée sur l'article 54 de la Constitution : « Si le Conseil constitutionnel, saisi par le président de la République, par le premier ministre ou par le président de l'une ou l'autre Assemblée, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de la ratifier ou de l'approuver ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution. »

En choisissant une telle procédure, le chef de l'État peut espérer imposer définitivement le silence à ceux qui protestent et rendent pénible l'adhésion à un ardoise dont l'autorité souveraine est clairement proclamée par l'article 52 de la Constitution : « Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles. » Il n'est resté pas moins que le Conseil, dont les avis doivent être motivés, est appelé à se prononcer sur la constitutionnalité d'un projet de loi de ratification (et non d'un traité de loi, comme l'a dit par erreur, jeudi, l'un des adjoints du porte-parole de l'Élysée), qui est non seulement « important », mais « essentiel » ; les juristes sont fort loin d'être d'accord sur la conformité à la constitution du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, et le président du Conseil constitutionnel est personnellement placé devant une option difficile et même douloureuse.

M. Roger Frey est en effet l'un

des plus anciens « barons » du gaullisme, et il ne peut oublier la grave question posée dans les colonnes du Monde, le 10 février dernier, par un autre « baron », M. Gaston Palewski, qui fut son prédécesseur à la présidence du Conseil constitutionnel : « L'élection d'un Parlement européen au suffrage universel ne menace-t-elle pas de soumettre la France à la loi de la majorité, alors que nous avons été jusqu'ici les seuls à défendre l'inspiration européenne à l'indépendance, condition nécessaire de l'équilibre diplomatique, c'est-à-dire de la paix ? »

M. Giscard d'Estaing peut néanmoins espérer obtenir le « feu vert » pour un projet auquel il s'est maintes fois déclaré fort attaché. A supposer que soit acquiescé la déclaration de conformité, deux possibilités seraient offertes au président de la République. Il pourrait, conformément à ce que M. Barre avait annoncé, le 5 octobre, se borner à soumettre au Parlement, au cours de sa prochaine session de printemps, le projet de loi portant ratification de l'acte signé à Bruxelles le 20 septembre. Dans cette hypothèse, il lui faudrait compter avec l'hostilité de l'U.D.R. ou du moins d'une partie de l'U.D.R., et avec celle du parti communiste (M. Marchais a encore affirmé jeudi que l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel serait un « mauvais coup contre la France »), et il ne serait nullement assuré d'un vote favorable des socialistes.

Le P.S. n'a rien contre le projet, et M. Mitterrand l'avait confirmé une fois encore le 13 mars : « Nous pensons qu'il n'est pas d'institution plénière qui ne soit l'expression de la volonté populaire et sur laquelle nous ne saurions exercer le contrôle populaire », mais il en reste à l'exigence qu'il avait formulée dès décembre 1973, lors de son congrès de Bagnoles : l'élection des représentants de la France au Parlement européen doit se dérouler selon le système de la représentation proportionnelle. Pour vaincre les socialistes, il faudrait donc leur concevoir un mode de scrutin dont l'U.D.R. n'a jamais voulu et ne veut toujours pas entendre parler.

La seconde possibilité serait de mettre en application l'article II de la Constitution, qui dispose : « Le président de la République, sur proposition du gouvernement et après avis du Conseil d'État, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, comportant approbation d'un accord de communauté ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. »

Cette procédure ne semble pas être écartée a priori par M. Marchais, qui déclare jeudi : « À partir du moment où la majorité des Français, par la voie du suffrage universel, a décidé, nous sommes respectueux de la volonté de la majorité. » Mais elle heurterait néanmoins à la double opposition du P.C.P. et du P.S. Ces deux formations ont maintes fois dénoncé par avance l'organisation d'une consultation qui aurait la tonalité d'une « opération de politique intérieure ». Il est d'autre part évident qu'un référendum relancerait le débat de fond à travers tous les partis et contribuerait à envenimer la situation, alors qu'en saisissant le Conseil constitutionnel M. Giscard d'Estaing a au contraire pour objectif de la « décriper ». Qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre des procédures, la conjonction de l'opposition et d'une bonne partie de la majorité pourrait faire échouer ce projet.

RAYMOND BARRILLON.

LA DÉCLARATION FAITE À L'ÉLYSÉE

M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, a déclaré jeudi 4 novembre, que M. Giscard d'Estaing recevrait, vendredi après-midi 5 novembre, M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, « pour l'informer de sa décision de consulter le Conseil constitutionnel sur la constitutionnalité d'un important texte de loi ». « La lettre de M. Giscard d'Estaing saisissant le Conseil constitutionnel sera rendue publique à l'issue de l'entretien du président avec M. Roger Frey », a ajouté M. Bassi.

LES MEMBRES DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La composition du Conseil constitutionnel est la suivante : Membres nommés par le président de la République : MM. Roger Frey, président, François Goguel, Jean Santeny ; Membres nommés par le président du Sénat : MM. Paul Coste-Floret, Gaston Monnerville, Georges-Léon Dubois ; Membres nommés par le président de l'Assemblée nationale : MM. Henry Rey, René Brouillet, Pierre Chatelet.

M. Georges Marchais : un mauvais coup contre la France

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, était l'invité jeudi 4 novembre de l'émission « 13-14 » sur les ondes de France-Inter. Il a évoqué les sujets suivants :

● LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE. — « Nous sommes profondément convaincus que la proposition visant à l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel, a pour objectif de soumettre à ce Parlement des droits supplémentaires au détriment des droits qui reviennent à l'Assemblée nationale. (...) Si, demain, le peuple français décide d'être le Parlement européen au suffrage universel, nous participerons aux élections, nous aurons des candidats et nos candidats se batront. Mais nous dirons, dès maintenant : si malheureusement il en était ainsi, ce serait, à nouveau, un mauvais coup contre la France. Rappelons-nous. Le Marché commun, nous avons été les seuls à le créer, et nous sommes restés, au sein du monde, pour les ouvriers, pour les paysans. Résultat : tout le monde constate que le Marché commun nous a permis de développer, en raison de la combativité. Néanmoins, il existe. Alors, nous disons : il faut lutter dans le Marché commun pour essayer de le transformer et de le modifier. Nous, à partir du moment où la majorité des Français, par la voie du suffrage universel, a décidé, nous sommes respectueux de la volonté de la majorité. »

● L'ÉVOLUTION DU PROGRAMME COMMUN. — « L'unité de la gauche se renforce. (...) Nous avons un bon programme, un programme que, d'ailleurs, nous allons encore perfectionner, mettre au point en fonction des exigences de la situation en temps voulu. (...) Dans sa structure générale, le programme commun garde toute sa valeur (...), il est intangible. Seul se mise en œuvre est de nature à apporter une solution à la crise de la société. Cela étant dit, nous serons bien obligés de tenir compte de la conjoncture, c'est-à-dire de ce qu'est la situation économique et sociale réelle au moment où nous affronterons les élections législatives. C'est pourquoi il y aura la nécessité, pour nous, de mettre au point le programme commun en tenant compte de cette situation. »

● HONGRIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE. — A une question sur ce que serait l'attitude du P.C. au cas où se reproduirait une insurrection comparable à celle qui a eu lieu il y a vingt ans en Hongrie, M. Marchais a répondu que

**EN ITALIE
5ème SALON
NATIONAL
D'ANTIQUITES**

MILAN - PALAZZO REALE
20 Novembre - 8 Décembre 1976
l'exposition la plus prestigieuse des richesses d'art antique italiennes

promue par la Répartition Culture et Spectacle de la Municipalité de Milan, en accord avec la Fédération Italienne des Marchands d'Art et le Syndicat Provincial des Marchands d'Art Ancien de Milan, organisée par l'Ente Manifestazioni Commercio e Turismo S.p.A., sous le haut patronage du Président de la République Italienne.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

سكنا من الامل

POLITIQUE

M. Barre : la doctrine de M. Giscard d'Estaing doit inspirer tous ceux qui sont attachés aux institutions de la V^e République

Le silence de M. Jacques Chirac à l'issue de sa rencontre avec le président de la République (« Nous sommes convenus avec M. Giscard d'Estaing qu'il n'y aurait pas de commentaire sur notre entretien »), a seulement dit l'ancien premier ministre) a contrasté, jeudi 4 novembre, avec la proximité de M. Raymond Barre après le déjeuner offert par le chef de l'Etat aux membres du gouvernement se réclamant de la « majorité présidentielle ».

Le premier ministre a en effet confirmé, par ses déclarations, qu'il entendait prendre la tête de la campagne lancée par M. Giscard d'Estaing en réponse aux initiatives de M. Chirac. C'est donc le gouvernement tout entier qui va se trouver mobilisé — au-delà de

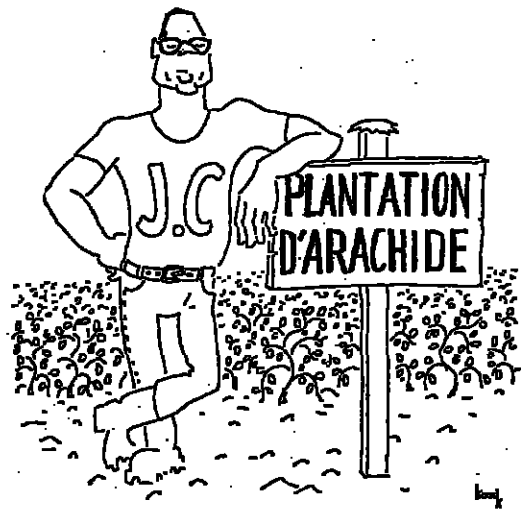
la lutte contre l'inflation présentée il y a quelques semaines comme la priorité des priorités — pour répandre la « doctrine » présidentielle.

Bien entendu, M. Barre en appelle à « tous ceux qui sont attachés aux institutions de la V^e République ». Bien entendu, il s'adresse, par-delà les « militants », les « appareils » et les « partis », aux Français « qui soutiennent l'action du président de la République ». Bien entendu, il feint de voir dans les commémorations sur les dissensions entre M. Giscard d'Estaing et Chirac, « une certaine agitation d'un certain milieu ». Tout cela est de bonne guerre, même si la réalité est autre.

La réalité, c'est que les « militants », les « appareils » et les « partis » sur lesquels s'appuient les prosélytes de la « majorité présidentielle », sont ceux des républicains indépendants et des clubs Perspective et Réalités, dont M. Giscard d'Estaing vient de recevoir les dirigeants.

La réalité, c'est que, quoi qu'il en dise, le premier ministre prend bel et bien part à cette « agitation » qu'il dénonce. La réalité, c'est aussi la sèche réponse de M. Barre à un journaliste qui le mettait en opposition avec son prédécesseur : « Pour le moment, il y a un nouveau premier ministre ». Ce nouveau premier ministre a épousé sans équivoque la querelle du président de la République avec M. Chirac.

THOMAS FERENCZI.



(Dessin de KOWE.)

A l'issue du déjeuner qui réunissait, jeudi 4 novembre, à l'Elysée les ministres et secrétaires d'Etat porteurs de l'étiquette « majorité présidentielle » (1), M. Raymond Barre a déclaré : « Nous comptons déployer nos efforts pour que la doctrine exprimée par le président de la République dans Démocratie française puisse servir non seulement l'action du gouvernement, mais aussi l'action de tous ceux qui dans le pays sont attachés aux institutions de la V^e République et à une société de liberté et de progrès ».

« Peut-être, a-t-il ajouté en réponse à une question, n'avons-nous ni militants, ni appareils, ni parti, mais il y a les Français qui soutiennent l'action du président de la République. Pourquoi toujours oublier les Français ? »

Comme un journaliste lui faisait remarquer : « Cela veut dire que les ministres au lieu de ne faire que de la gestion font aussi de la politique », le premier ministre a répondu avec emportement : « Depuis quand les ministres ne font-ils que de la gestion ? Ce n'est pas une question pertinente ». Et comme on lui rappelait que cela avait été dit par un ancien premier ministre (M. Chirac), M. Barre a dit : « Pour le moment, il y a un nouveau premier ministre ».

« Une certaine agitation d'un certain milieu »

D'autre part, interrogé jeudi 4 novembre au micro de Radio-Montecarlo, M. Barre a notamment déclaré : « J'ai tous les moyens que doit avoir un premier ministre pour exercer ses fonctions. Je ne vois pas en quoi la liberté de décision et la liberté d'action que je dois avoir comme premier ministre sont de quelque façon limitées. J'ai dit et je le répète que dans la V^e République il ne faut pas y avoir de dichotomie, c'est-à-dire que le premier ministre est nommé par le président de la République et qu'il conduit la politique du gouvernement en fonction des orientations définies par le président de la République. La confiance entre le président de la République et le premier ministre est donc un élément essentiel du fonctionnement des institutions. Je n'ai pas le sentiment que le président de la République me ménage sa confiance, de sorte que j'ai pas non plus le sentiment que je sois dépourvu de loyauté à son égard ».

A propos de M. Chirac, M. Barre a souligné : « M. Jacques Chirac est une personnalité indiscutablement importante du monde politique français et de la formation politique à laquelle il appartient, l'U.D.R. Il souhaite conduire son action en vue du succès de la majorité présidentielle, je ne peux que m'en réjouir. Et je ne vois pas pourquoi il y aurait un intérêt quelconque à opposer l'un des responsables d'une formation politique de la majorité au premier ministre ou à plus forte raison, au président de la République. (...) J'ai été pendant huit mois le ministre de M. Jacques Chirac, je ne pense pas avoir eu, pendant cette période, de mauvais rapports avec lui, très loin de là, et je n'ai jamais à aucun moment, ni quand je suis devenu premier ministre, eu le sentiment qu'il était décidé à gêner l'action du président de la République, ni celle du gouvernement et de son ancien ministre devenu son successeur. Je vous le dis, tout cela me paraît relever de ce que j'appelle d'un mot que l'on considère comme l'un de nos termes favoris : « une certaine agitation d'un certain milieu ». Je ne peux pas prendre la moindre part à cette agitation ».

Enfin, le premier ministre a indiqué : « Je n'ai pas l'intention de me mettre en campagne électorale, parce que nous n'y sommes pas. Il y a des élections municipales au mois de mars prochain, elles se dérouleront. Et puis il y a les élections législatives. La majorité, je l'espère, gagnera ces élections, et l'une des raisons pour lesquelles elle les gagnera, c'est qu'elle saura se montrer ferme, unie, courageuse, et qu'elle aura soutenu l'action du gouvernement. (...) Je suis décidé à me rendre en province chaque fois que cela sera utile. Mais je ne vais pas en province pour, comme on le dit, « me faire connaître » ».

● M. Raymond Barre a reçu vendredi matin 5 novembre, à l'occasion d'un petit déjeuner, les présidents des trois groupes parlementaires de la majorité à l'Assemblée nationale, M. Labbé (U.D.R.), Chiraud (R.I.) et Lejeune (réf.), en présence de M. Mouton, ministre chargé des relations avec le Parlement, et Rufenacht, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

● M. Roberi Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a reproché au pouvoir de n'avoir pas pris les Français par des actes d'avoir « remplacé la vérité par des gadgets ». Venu apporter son soutien à M. Giscard, candidat du M.R.G. à l'élection législative partielle dans la dixième circonscription du Rhône, jeudi 4 novembre, M. Fabre a déclaré ne voir dans la rencontre entre M. Giscard d'Estaing et Chirac que la nécessité pour les deux hommes de « mettre les contenus au vésitaire », après qu'ils se furent aperçus de leur communauté d'intérêts actuels.

● La commission des lois de l'Assemblée nationale a répondu, jeudi 4 novembre, sur le rapport de son président, M. Jean Foyer (U.D.R.), suppléant M. Linnouy (U.D.R.), la proposition de réintégration de M. Jacques Soustelle (réf.) tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les activités de la délégitimation en France de P.O.L.F. (Organisation de libération de la Palestine).

M. PONIATOWSKI : M. Giscard d'Estaing se heurte à une conjonction d'oppositions.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a évoqué, jeudi 4 novembre à Metz, les déclarations récentes sur un éventuel « complot » contre le chef de l'Etat. Il a déclaré : « Le problème est compliqué. Il est difficile de porter directement de complot. (...) En revanche, je constate des conjonctions d'attitudes de droite comme de gauche contre le président de la République. Celui-ci conduit une action de transformation face à laquelle il y a deux attitudes : l'une de refus et de critiques, qui est celle de l'opposition, l'autre, d'immobilisme, qui est celle des conservateurs. (...) L'action que conduit M. Giscard d'Estaing rencontre un certain nombre de conjonctions d'oppositions qu'il est difficile de l'opposition ou de la droite, on peut appeler cela un complot ou une conjonction. Mais la vraie nature de la chose, c'est la résistance au travail, à la volonté de transformation et d'adaptation de la société française ».

mac orley

Votre costume en pure laine peignée, 3 pièces : 649 F.

80, RUE SAINT LAZARE au N°107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

A LILLE

Selon un sondage de la SOFRES la liste d'union de la gauche doit l'emporter

De notre correspondant

Lille. — « Alors qu'aux yeux des observateurs politiques le scrutin municipal de la capitale du Nord promet d'être le plus disputé de France, il n'en est pas ainsi aux yeux des Lillois : 56 % d'entre eux estiment que M. Mauroy sera très maître de la ville, 11 % seulement jugent probable le succès de M. Ségard. Et même parmi les électeurs du secrétaire d'Etat, le plus grand nombre (37 % contre 25 %) votent en faveur de M. Mauroy le vainqueur du scrutin de mars 1977 ».

Tel est le commentaire de la SOFRES sur le sondage qu'elle a réalisé à Lille entre le 22 et le 29 septembre sur un échantillon représentatif de l'électorat lillois. A la question : « Supposez que le premier tour des élections ait lieu dimanche prochain, quelle liste choisiriez-vous ? Liste d'union de la gauche (P.S., radicaux de gauche, P.C.) conduite par M. Pierre Mauroy ou liste de la majorité présidentielle conduite par M. Norbert Ségard ? », M. Mauroy obtient 56 % des suffrages, contre 47 % à M. Ségard.

En remettant ce document à la presse, jeudi 4 novembre, M. Mauroy a déclaré : « Ces chiffres traduisent la réalité lilloise, ce qui explique le calme olympien que je garde devant la campagne menée à l'extérieur par M. Ségard. Le secrétaire d'Etat, par son seul argument qui est une discrimination à l'égard des communistes, pratique un racisme politique détestable. Le vrai débat démocratique doit s'installer autour de la table du conseil municipal avec les représentants de toutes les tendances de l'électorat lillois. Mais des listes bloquées pour les villes de plus de trente mille habitants s'y opposent à l'Assemblée nationale. La proportionnelle serait appliquée, et M. Ségard pourrait être au conseil municipal de Lille dans la minorité avec tous les autres ».

GEORGES SUEUR.

A Marseille

M. Marcel Pujol (app. U.D.R.) conduira les listes de la majorité

De notre correspondant régional

Marseille. — Les responsables de l'association Majorité-Marseille-Avenir ont annoncé, jeudi 4 novembre, que la majorité serait conduite dans cette ville lors des

prochaines élections municipales par M. Marcel Pujol, député (app. U.D.R.) des Bouches-du-Rhône, élu en mars 1973 comme suppléant évincé de M. Joseph Comiti et entré à l'Assemblée nationale la même année lorsque celui-ci avait été appelé au gouvernement comme ministre chargé des relations avec le Parlement. M. Pujol sera personnellement candidat dans le premier secteur (1^{er} et 4^e arrondissements) qui correspond en partie à la première circonscription dans laquelle M. Comiti l'a emporté en 1968 et 1973. Trois autres formations : le parti radical, le Mouvement démocratique socialiste de France (M.D.S.F.) et le Parti des forces nouvelles ont, d'autre part, adhéré à l'association Majorité-Marseille-Avenir, qui avait été créée le 15 février 1976 par les représentants de l'U.D.R., des R.I. et du Centre des démocrates sociaux.

L'accord sur la personne de M. Pujol est intervenu après une longue négociation. Pour affirmer M. Gaston Defferre, maire de Marseille depuis vingt-trois ans, certains responsables locaux auraient souhaité bénéficier du renfort d'une personnalité de notoriété nationale. Le nom de M. André Turcat, premier pilote de Concorde, né à Marseille, avait été cité. La candidature d'une personnalité locale, n'appartenant à aucun parti, notamment celle du doyen de la faculté des sciences d'Aix-Marseille, avait été aussi envisagée. M. Joseph Comiti avait fait connaître son désir de se tenir à l'écart des municipales et M. Jean Chénini, adjoint au maire de Marseille et membre du secrétariat national du Centre des démocrates sociaux, ayant également renoncé, la meilleure candidature devenait, en définitive, celle de M. Marcel Pujol.

Des listes « Marseille-Avenir » seront présentées dans chacun des huit secteurs de la ville, mais leur composition n'est pas définitivement fixée. Des arbitrages seront nécessaires dans les premier et quatrième secteurs, considérés comme les plus favorables à la majorité.

Les raisons pour lesquelles M. Joseph Comiti a renoncé à se présenter sont à la fois « professionnelles et politiques ». L'ancien ministre a repris depuis plusieurs mois ses fonctions de chef de service de chirurgie générale à l'hôpital de la Conception, et il ne cache pas que son principal objectif est constitué par les élections législatives de 1978.

G. P.

● A Tourencoy (Nord), le maire sortant, M. René Lecoq (U.D.R.), ne se représentera pas aux élections municipales de mars 1977. C'est M. Henri Biary, député U.D.R., qui sera la tête de liste de la majorité. — (Corresp.)

● A Villeneuve-d'Ascq (Nord), le maire sortant, M. Jean Desmarest, sénateur (C.N.L.), ne se représentera pas. Une liste d'union, qui ne prendra pas l'étiquette de « majorité présidentielle », sera conduite par M. André Vandermarlière, actuel adjoint au maire. — (Corresp.)

● Les jeunes démocrates sociaux de Paris ont annoncé le jeudi 4 novembre leur intention de soutenir M. Albert Brimo candidat centriste à l'élection législative partielle de Paris contre M. Jean Tiberi (U.D.R.). Le bureau politique du C.D.S. avait confirmé quelques heures auparavant son soutien à M. Tiberi et constaté que M. Brimo « par son comportement » s'était « exclu de lui-même » du C.D.S. M. Marcel Quereuil, suppléant de M. Brimo, avait, de son côté, été exclu de la Fédération nationale des républicains indépendants qui confirmerait elle aussi son appui au candidat U.D.R.

A TOUS CEUX QUI NE VEULENT PAS COPIER AU-DESSUS DE LEURS MOYENS FAXIL de Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 202, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85



VIVEZ CHEZ VOUS COMME A L'HOTEL

Bien plus qu'un très bel appartement, la Résidence-Club de Neuilly offre une certaine façon de vivre. Les services qu'elle offre sont adaptés aux besoins de notre époque : personnel d'accueil pour la réception, service de repas dans la salle à manger ou dans votre appartement, standard téléphonique pour prendre les communications, service d'assistance médicale avec infirmières et bien d'autres commodités appréciables comme celle de recevoir vos amis dans une petite salle à manger avec le concours du traiteur de la Résidence.

Dans les années à venir, cette formule de Résidence-Club se généralisera car tous ceux qui, les premiers auront connu la satisfaction d'y vivre, en seront les meilleurs propagandistes. Ce sera donc un placement sûr.

RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule - 92200 Neuilly

UN PERSONNEL STYLÉ. A VOTRE SERVICE TOUTE L'ANNÉE.

Envoyer votre carte de visite à Monsieur Daniel FEAU 132, Boulevard Haussmann 75008 Paris. Tél. : 522.13.89

D.FEAU appartements

Réalisation SOFAP et SOGEPROM.



POLITIQUE

L'AFFAIRE DASSAULT

CORRESPONDANCE

Mandat parlementaire et responsabilités industrielles

Un haut fonctionnaire, juriste, qui nous demande de ne révéler ni son nom ni sa qualité, nous a adressé la lettre suivante :

L'incompatibilité morale du mandat parlementaire de M. Marcel Dassault avec ses activités privées ne paraît pas exister sur le plan juridique. En effet, l'article LO 146 du code électoral (dans la rédaction résultant de la loi organique du 24 janvier 1972) édicte l'incompatibilité du mandat parlementaire avec certaines fonctions de direction dans les sociétés « dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte de l'Etat ou d'un Etat étranger » (les mots « Etat étranger » ont été introduits par le Sénat à la suite d'un amendement du sénateur socialiste Le Bellegou). Or telle est bien l'activité principale des sociétés possédées par Marcel Dassault.

Il est vrai que Marcel Dassault n'occupe officiellement aucune des fonctions de direction énumérées par le 1^{er} alinéa de l'article LO 146. D'après le Who's Who (édition 1975-1976), il n'est officiellement que « directeur technique » de la société Avions Marcel Dassault. Mais il s'agit là d'un artifice pour éluder l'application de la loi. Marcel Dassault affirme publiquement qu'il dirige et possède, seul, ses différentes affaires. Dès lors, il tombe sous le coup des dispositions du dernier alinéa de l'article LO 146 qui est formel : « Les dispositions sur l'incompatibilité sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction de l'une des sociétés ci-dessus visées. » L'incompatibilité est donc flagrante.

Le service des gardes-côtes américains a retenu l'offre de Dassault-Breguet pour moderniser sa flotte d'avions

An terme d'une compétition qui a opposé, durant plusieurs mois, sept constructeurs d'avions (le Monde du 21 juillet), le service des gardes-côtes américains a retenu l'offre du groupe privé Dassault-Breguet de remplacer ses avions Albacore, de surveillance maritime à moyenne distance, par des bi-réacteurs dérivés de l'avion d'affaires Falcon-20. Le marché est de quarante et un avions au total. L'appareil, dénommé Falcon 20-G, était en concurrence avec cinq modèles américains et avec un avion ouest-allemand.

Lors d'un premier examen technique, les gardes-côtes américains ont estimé que le Falcon 20-G correspondait aux spécifications exigées. Cet avion doit recevoir deux réacteurs américains Garrett ATF-3 qui lui donnent, à consommation égale, une vitesse accrue de 10 % et un rayon d'action amélioré de 225 kilomètres par rapport aux performances de la version actuelle Falcon-20. Cette semaine, les gardes-côtes américains ont, en outre, abouti à la conclusion d'un accord financier, que les soumissions du groupe Dassault-Breguet étaient les moins élevées.

Selon des informations de source américaine, le Falcon 20-G représente un programme de 222 millions de dollars (environ 1140 millions de francs), alors que les propositions américaines et ouest-allemandes se répartissaient entre 264 et 282 millions de dollars selon les avions.

Pour que ce contrat soit définitivement conclu, il faudra néan-

moins attendre quatre-vingt-dix jours, le temps que se donne, légalement, l'administration pour autoriser ou dénoncer, éventuellement, l'achat aux Etats-Unis de matériels de conception non américaine. En effet, le Buy America Act contraint un client, aux Etats-Unis, à donner la priorité aux conditions financières techniques égales — à l'achat d'un produit américain. Le fait que le Falcon 20-G ne soit pas une production entièrement américaine pourrait jouer en défaveur du choix de cet avion par le service des gardes-côtes.

On fait toutefois remarquer, dans les milieux industriels français, que le Falcon 20-G sera assemblé dans des usines que possède, à Little Rock (Arkansas), la société Falcon Jet Corporation, une entreprise de droit américain au capital de 10 131 000 dollars (environ 50 millions de francs) partagée à égalité par la compagnie aérienne Pan American et Dassault-Breguet. D'autre part, des équipements américains — l'électronique de bord de Collins et les réacteurs de Garrett — entrent pour 36,4 % dans la composition de l'avion.

An début du mois d'octobre, le groupe Dassault-Breguet avait vendu trois cent soixante-dix exemplaires de Falcon-20 (dont deux cent quatre-vingt-huit aux Etats-Unis) et cent sept bi-réacteurs d'affaires, plus légers, Falcon-10 (dont quatre-vingt-dix aux Etats-Unis). Il attendait la décision des gardes-côtes américains pour Noël ou le début du mois de janvier 1977.

POINT DE VUE

Une situation inacceptable

par BERNARD WAQUET (*)

A U moment où se discute à l'Assemblée nationale le budget de la défense pour 1977, tandis que, dans la presse, s'étale un scandale concernant un constructeur privé qui propose lui-même au gouvernement de la nationaliser, et alors qu'au même moment le secteur nationalisé de notre industrie aéronautique se trouve dans de graves difficultés, le pays ne saurait se satisfaire de vagues explications techniques sur les erreurs qui ont conduit à la situation actuelle ni de promesses qu'il s'agit de résoudre.

Une explication claire doit être donnée à l'opinion publique, qui désire comprendre comment l'industrie nationalisée est quasiment en faillite tandis que le groupe privé Dassault réalise des bénéfices considérables avec une apparente facilité. Il serait malhonnête de laisser croire que la nationalisation conduit fatalement une entreprise à la déconfiture ; la S.N.C.F., l'E.D.F., quand le gouvernement ne leur joue pas un mauvais tour, contribuent à l'expansion économique et à la prospérité du pays.

Le personnel de la Société nationale industrielle aéronautique, la SNIAS, est dans son ensemble aussi compétent et méritant que celui de Dassault et il ne faut pas qu'il fasse les frais d'une opération politique malhonnête de l'Etat-U.D.R. qui ressemble fort à un complot visant à déconsidérer le programme de nationalisations de l'opposition : « La preuve qu'il ne faut pas nationaliser Dassault, c'est que la SNIAS perd de l'argent alors que Dassault en gagne... »

Il est bon de rappeler publiquement que, depuis 1947, date où notre industrie aéronautique a été nationalisée, Dassault n'a eu qu'un seul patron, M. Marcel Dassault, et que ce patron, à la fois député et bailleur de fond du gaullisme, s'est comporté, au cours des quinze dernières années, sous l'humble étiquette de « conseiller technique » de sa société, non seulement comme le patron « de fait » de son entreprise, mais aussi comme le véritable « ministre de l'air ». A la fois juge et partie, législateur et client de l'Etat, il s'est peu à peu imposé comme fournisseur exclusif des armées en avions de combat.

Un accord secret

Il faut rendre à M. Marcel Dassault cette justice qu'il n'a pas, tellement caché son jeu, puisqu'il a vendu à près de cinq cent mille exemplaires une petite autobiographie assez révélatrice, encore qu'il ait passé sous silence les erreurs magistrales qu'il aurait pu tenir son image de marque de génie industriel au fil infatigable : il n'y a pas si longtemps qu'il annonçait une production de mille cinq cents Mercure, avion dont la production s'est limitée à dix exemplaires ; pour le Mystère 20, dont il tire tant de gloire, l'Etat lui a fait un peu violence pour qu'il accepte de le proposer à la Pan Am et l'Etat lui a fait violence pour qu'il accepte de le proposer à la Pan Am et l'Etat lui a fait violence pour qu'il accepte de le proposer à la Pan Am.

Peu de gens se souviennent que la disparition du bureau d'études « avions militaires » de la SNIAS (anciennement Sud-Aviation) a résulté d'un accord secret Dassault-Hérel, accord qui prévoyait d'ailleurs que, pour le Mystère 20, la société nationale et la société privée étaient des partenaires égaux, alors que, dès le premier contrat, la société nationale a été ravalée au rang de sous-traitant et que, à la suite d'un contrat léonin, le sous-traitant a perdu de l'argent à produire des cellules dans son usine de Saint-Nazaire. Voilà d'autres faits authentiques.

On n'a pas le droit d'imputer à la SNIAS les erreurs apparentes dont l'Etat porte lui-même la responsabilité, par exemple :
— La non-exploitation du succès initial de la Caravelle ;
— L'échec commercial d'un transport supersonique, Concorde, dont la qualité technique est évidente et reconnue par tous ;
— L'échec technique et commercial du Concorde ;
— Le lancement trop tardif de l'Albatros.

Pour des raisons de prestige national dont l'Etat est seul comptable, on a voulu lancer Concorde à tout prix et l'Etat s'est un peu menti à lui-même dans des conditions qui seront éclaircies un jour.
Il ne faut pas venir nous raconter maintenant que l'échec commercial de Concorde résulte de quelques manœuvres d'Américains, d'Anglais, de Chinois peut-être. M. Marcel Dassault, en privé, ne cache pas son scepticisme sur l'avenir de Concorde, mais il n'a pas cru bon de tirer la sonnette d'alarme. Il a laissé son ami M. Jean-Jacques Servan-Schreiber jouer le mauvais rôle de Cassandre.

On a joué, sans se soucier des lois de l'économie libérale, dont on se dit partisan, le sort d'une entreprise nationale majeure, alors que, dans le même temps, on mettait sans compter les deniers de l'Etat au service d'un constructeur privé s'enrichissant, grâce aux ventes à l'étranger, au point qu'il a la défense nationale, d'avions sur lesquels il n'avait pratiquement pris aucun risque.

Voilà ce qui, année après année, nous a conduit à la situation actuelle. Cela est inacceptable, et le pays doit être informé.

Il ne faut pas non plus passer sous silence le fait que les sociétés nationales ont toujours été corvées par le gouvernement comme un centre d'accueil pour des amis ou des protégés du régime. Tout le monde le sait. Quand on embauche un tourneur ou un ingénieur d'études, on s'inquiète de sa compétence, de sa conscience professionnelle, quand on embauche un dirigeant, on se soucie, à la SNIAS, surtout de sa docilité et de ses relations politiques. Il n'est pas exclu dans ces conditions que des états-majors pléthoriques, et quelquefois mécréants, portent la responsabilité de la déconfiture de la SNIAS, mais le gouvernement ne saurait s'en inquiéter s'il veut prouver que la nationalisation est une solution fumeuse.

(*) Ancien conseiller technique de la Société des avions Marcel Dassault, longtemps chargé, avec M. Serge Dassault, le fils du constructeur, de l'exportation des avions militaires et civils (Mystère et Falcon-20).

Je crois que la gauche a raison de vouloir nationaliser Dassault et de prétendre que cette nationalisation n'engendrera aucune catastrophe, dans la mesure où elle gardera le pouvoir.

On ne doit pas dissimuler le fait que, pour redresser la situation de la SNIAS, on devra prendre des mesures draconiennes comme l'élimination des parasites ; c'est à ce prix que l'on obtiendra un effort unanime du personnel.

Quand on entend M. Cavalié, secrétaire d'Etat aux transports et, à ce titre, coauteur avec le ministre de la défense de notre industrie aéronautique, affirmer avec assurance que nous ne risquons pas d'être roulés par Douglas MacDonnell pour le Mercure 200, comme nous fûmes roulés par Douglas pour la Caravelle, on se demande si M. Cavalié se souvient des propos ironiques de M. Marcel Dassault, à l'époque, qui affirmait que jamais Douglas ne ferait d'effort pour vendre un avion sorti des cartons d'un constructeur étranger.

Quand on nous affirme que la SNIAS est le partenaire principal du programme Mercure, avec une charge de 40 % contre 5 % à Dassault, on nous trompe ; il est bien connu que ce n'est pas la fabrication mais la vente qui permet de dégager une marge bénéficiaire. Il est choquant que la SNIAS se retrouve pour le Mercure sous-traitant de Dassault comme pour les Mirage et Mystère, surtout depuis que la loyauté commerciale de Dassault est quelque peu mise en doute depuis un certain « infarctus du cerveau » d'un conseiller fiscal de deuxième plan.

Les malheurs de notre industrie aéronautique sont en grande partie imputables aux manœuvres de M. Marcel Dassault qu'une propagande abusive veut présenter comme un génial inventeur et un patron paternel.

M. Hérel : il n'y a jamais eu d'accord secret entre Dassault et Sud-Aviation

Président-directeur général de la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est, devenue, par fusion avec la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Ouest, la Société nationale Sud-Aviation de 1946 à 1962, M. Georges Hérel, dont le nom est cité dans le point de vue de M. Bernard Waquet, nous a fait la réponse suivante :

« Les liaisons entre l'état-major de l'Armée de l'air et M. Marcel Dassault étaient assez étroites pour qu'il n'y ait jamais eu d'accord secret entre la société privée et Sud-Aviation sur le sort des bureaux d'études de la société nationale. J'ai simplement constaté que nous pouvions gagner de l'argent en construisant des avions militaires, dont j'ai créé la division de production en 1946 ; avec la fabrication d'engins télé-guidés, les avions à Concorde et avec la réalisation d'avions civils à Toulouse. C'est le ministre de l'air qui a distribué les commandes militaires à M. Marcel Dassault, qui ne pouvait pas, du reste, étendre ses activités dans le domaine civil. Pendant treize années, Sud-Aviation a gagné de

Si, parce qu'il est député, si, parce qu'il a signé un engagement sur l'honneur de ne pas entreprendre la loi sur les incompatibilités parlementaires, si, parce que le Conseil constitutionnel lui aurait éventuellement donné raison, M. Marcel Dassault est une fois de plus déclaré intouchable, craignons que dans le pays un sentiment de révolte ne se développe.

Dans l'intérêt général, il faut nationaliser Dassault et tout de suite. La solution est d'ailleurs très simple : en effet, on constate la sous-capitalisation de la SNIAS dont le capital est de 487 millions de francs, il suffit de faire une loi de nationalisation qui prévoit l'absorption de Dassault par la SNIAS ; on créera ainsi une société au capital de 990 millions de francs qui prendra la quatrième place au plan mondial et croîtra sous l'égide de la SNIAS le constructeur du célèbre F-16, vainqueur du « contrat du siècle ».

Cette opération ne coûtera presque rien à l'Etat, puisque, par une petite augmentation de capital de la SNIAS avant l'absorption, l'Etat pourra disposer de plus de la moitié du capital final. Quant à M. Marcel Dassault, il n'aura pas même le droit de veto et par conséquent, il aura intérêt à ce que la nouvelle SNIAS soit prospère, s'il ne veut pas ruiner les efforts de toute sa vie.

L'opération ci-dessus n'infléchira pas la confiscation de la Générale Immobilière Marcel Dassault d'il était démontré, comme le bruit en a couru, que cette entreprise a permis des manœuvres frauduleuses à une vaste échelle. Cette opération devrait être approuvée immédiatement par Marcel Dassault, d'autant plus que rien n'interdirait à la SNIAS de le nommer conseiller technique, comme il en a exprimé le vœu.

Rien ne dit que la majorité accepte ma proposition, car elle permettrait à la gauche de marquer un point de façon spectaculaire, mais dans une démocratie pluraliste, on ne peut pas faire plaisir toujours aux mêmes.

l'argent dans la construction civile.

Interrogé sur l'accord entre les deux sociétés pour la fabrication d'avions d'affaires Mystère 20, M. Hérel, dont M. Dassault dit, dans l'hebdomadaire *Jours de France* du 1^{er} novembre, qu'il a été « l'un des meilleurs présidents de société nationale », nous a déclaré :

« La construction de ce petit avion devait se faire à égalité de responsabilités entre Sud-Aviation et la société Marcel Dassault. M. Dassault avait même accepté de verser à Sud-Aviation une redevance supplémentaire symbolique que nous pouvions gagner de l'argent en construisant des avions militaires, dont j'ai créé la division de production en 1946 ; avec la fabrication d'engins télé-guidés, les avions à Concorde et avec la réalisation d'avions civils à Toulouse. C'est le ministre de l'air qui a distribué les commandes militaires à M. Marcel Dassault, qui ne pouvait pas, du reste, étendre ses activités dans le domaine civil. Pendant treize années, Sud-Aviation a gagné de

lettre ouverte à roche-bobois

Messieurs,
Votre catalogue 1977 vient de paraître. C'est certainement un événement dans le monde du mobilier. J'espère découvrir des idées nouvelles et y trouver des exemples et des conseils de décoration. J'ai bien noté qu'il ne paraît pas dans les magasins ROCHÉ-BOBOIS. Cependant, je souhaite que vous ne le fassiez parvenir (à 7 francs en timbres ou en chèque postal ou bancaire) que vous ne rembourserez en cas d'achat.

nom :
adresse :
ville :



VIEN DE PARAÎTRE LE CATALOGUE ROCHÉ-BOBOIS

Le catalogue R-B 77 (148 pages couleurs - 416 photos couleurs - 2979 articles référencés - 144 croquis) est le reflet le plus actuel de tout ce qui concerne les meubles, les sièges et leur environnement.

Demande à adresser à ROCHÉ-BOBOIS B.P. 275-08 75424 PARIS CEDEX 08. Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

L'Asie du Sud-Est via Bangkok.

Air France va de Paris à Bangkok et revient de Bangkok à Paris avec la fréquence la plus forte et la plus régulière.

Et met à profit, par le jeu de ses correspondances, le rôle de plaque tournante de Bangkok dans le sud-est asiatique.

● Bangkok : direct et quotidien.

En exclusivité, Air France assure un vol quotidien vers Bangkok, avec un retour sur Paris chaque soir également.

● De Bangkok : les grandes places économiques.

De Bangkok, les hommes d'affaires disposent de

nombreuses correspondances avec Singapour, Hong Kong, Manille, Djakarta, Kuala Lumpur...

● A bord : la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers à découvrir de nouveaux marchés en Asie, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

سكيا من الامل

DELINQUANCE ET «MASS MEDIA» AU CONGRÈS DE CRIMINOLOGIE

«Les témoins ne sont pas les coupables»

Caen. — Les «mass media» ont-ils une influence sur la criminalité? Le problème n'est pas nouveau. Il a été depuis longtemps étudié, jamais véritablement tranché. Après la première journée du seizième congrès français de criminologie, qui a lieu à Caen du 4 au 6 novembre sur ce thème, les conclusions des rapporteurs et les débats qui ont suivi n'ont guère apporté de lumière sur cette question, tant controversée.

L'opinion publique est en général acquiescente à l'idée que la violence transmise par les moyens d'information ou de distraction engendre la violence. Cette idée reçue ne date pas d'aujourd'hui puisque, comme l'a souligné le docteur Yves Roumajon, président de l'Association française de criminologie, en 1881, le café-concert et la presse sont déjà accusés d'avoir une influence pernicieuse sur la population ouvrière et d'être de véritables écoles de délinquance et de mauvais goût.

Quelles conséquences peuvent avoir sur l'individu les récits flatteurs des aventures de grands gangsters, les films de violence, les informations alarmistes ou à caractère sensationnel, la dramatisation de certains événements, ou simplement le fait dans toute sa sécheresse? Permettent-ils de décharger l'agressivité tout en satisfaisant le besoin de rêve ou de grandeur de l'individu, ou sont-ils à l'origine de vocations criminelles?

Les deux thèses ont été longuement développées, mais aucun élément déterminant n'a pu permettre d'accréditer véritablement le bien-fondé de l'une ou de l'autre. Le législateur a cependant choisi depuis longtemps. La loi du 29 juillet 1951 et celle qui ont suivi prévoient en effet un important dispositif juridique pour lutter contre l'influence des mass media sur la criminalité. Selon M. Claude Godeat, sous-directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, représentant le garde des sceaux, il faut éviter «toute illusion sur l'efficacité réelle, à long terme, de nouvelles interdictions qui seraient édictées. La voie à suivre n'est pas celle des interdictions», a ajouté le magistrat. L'artiste et le journaliste sont des

De notre envoyé spécial

témoins. Jusqu'à preuve du contraire, les témoins ne sont pas les coupables. Pour le professeur David Victoroff, professeur de psychologie sociale à l'université de Caen, si «la diffusion de la violence ne crée par la délinquance, on peut se demander si une telle diffusion n'engendre pas des effets moins directs, plus diffus et peut-être plus insidieux aussi. Cela ne produit-il pas chez l'homme du vingtième siècle une sorte d'acoutumance aux comportements brutaux et par là même un émoussement de la sensibilité à l'égard de la souffrance d'autrui?»

Les enfants bien élevés et les héros agressifs

À travers un exposé bien argumenté consacré essentiellement à la télévision, M. Yves Chirrol, responsable au service statistique et d'information du Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée, a démontré que personne ne peut avoir recours à la caution scientifique pour prouver les effets des mass media sur la criminalité, la presque totalité des expériences tendant à prouver le contraire.

Parlant du fait que les criminologues ne citent jamais les mass media dans leur énumération des causes de la délinquance, que la corrélation entre ces deux éléments est un lieu commun, une idée reçue, et un cheval de bataille des «croisés de la morale», M. Chirrol, citant Olivier Burguère, (1) déclare : «Tout se passe si beaucoup de nos contemporains ne pouvaient parler des mass media qu'en termes de censure. Les téléspectateurs se demandent d'abord non pas si les émissions leur plaisent, mais si elles sont bonnes pour les autres», puis, analysant les mécanismes des effets de la violence dans les moyens d'information, il réfute point par point, à partir d'exemples et d'expérimentations, la thèse de la corrélation. Aucune étude n'a pu prouver, ajoute M. Chirrol, que les délinquants s'identifient plus aux héros malfaisants qu'aux héros bien élevés, les enfants bien élevés s'identifient aussi avec les héros agressifs. Après l'exposé de Jean-Marie

Pontaut, de l'hebdomadaire *Le Point*, les débats à propos de la presse écrite ont été précédés du rapport d'un étudiant de l'université de Paris-II sur *L'information*, rapport dont la présentation a été couronnée par le président du congrès, car il n'était pas prévu au programme. Il visait à montrer l'originalité de ce quotidien, qui consacre 10,2 % de sa surface rédactionnelle à des rubriques d'intérêt criminologique.

Au cours des discussions qui ont suivi, la presse écrite a souvent fait figure d'accusée, rendue coupable de déformation, de partialité, de racolage. Les congressistes ont fait le procès des grands journaux d'information, responsables pour certains de la création de modes dangereuses, telles que la drogue. La presse dite «à scandale» ou celle qui consacre une large partie de ses colonnes aux faits divers n'a pas été épargnée. Ne méritaient-elles pas qu'on leur adresse un peu à elles? Un débat mille fois recommencé sur lequel plane l'éternel problème de la déontologie. Ne convenait-il pas également de s'interroger sur la nature de la presse, comme l'a fait dans son rapport M. Yves Chirrol : «L'effort des mass media est une quête de l'universel; s'adresser à tout ou à peu; cette dernière explique le choix des thèmes factuels d'intérêt général, d'une symbolique correspondante, d'un style de lisibilité maximale, de la standardisation et du conservatisme».

MICHEL BOLE-RICHARD.

(1) M. Olivier Burguère est un sociologue spécialisé dans les comportements de masse. En novembre 1969, en compagnie de M. André Burguère, après d'âpres discussions, il avait animé une série d'émissions sur les sciences de l'homme à France-Culture.

SUICIDES DE DÉTENUÉS

Un détenu âgé de vingt-deux ans, M. Francis Danmont, a été trouvé pendu, mercredi 3 novembre, peu avant minuit, dans sa cellule de la maison centrale de Loos, nous indique notre correspondant. Il s'était pendu à un tuyau de chauffage à l'aide de la ceinture de son pyjama. Erreur le 7 janvier 1974 à la maison centrale de Saint-Martin-de-Ré, il avait été transféré à Loos, le 24 août dernier, pour suivre un stage de formation professionnelle de serrurerie, faisant l'objet de huit condamnations, essentiellement pour vols. Il devait être libéré en 1980.

Un autre détenu, M. Lucien Morinet, vingt-deux ans, est mort, le 18 octobre, à l'hôpital des prisons de Fresnes, des suites des brûlures qu'il s'était occasionnées le 1^{er} octobre précédent en mettant le feu à son matelas et à ses vêtements, à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Emprisonné depuis le 29 février 1975 sur décision d'un juge d'instruction de Nanterre, pour vols qualifiés et tentatives d'homicides volontaires, M. Morinet a laissé une lettre dans laquelle il annonçait son intention de se suicider.

Trente-six détenus se sont suicidés dans les prisons françaises depuis le début de l'année. En 1975, on en comptait quarante-quatre à la même époque.

M. AMBROISE MONOD EST CONDAMNÉ POUR UNE CARICATURE INJURIEUSE ENVERS L'ARMÉE

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris s'est prononcée, jeudi 4 novembre, sur le cas de M. Ambroise Monod, poursuivi pour injures envers l'armée à propos d'un tract intitulé «Campagne contre la justice militaire», dont il s'est reconnu responsable et qui fut diffusé à Paris en juin 1975. Le tribunal a relaxé le prévenu pour le texte même du tract, car il s'agit, remarque le jugement, d'allusions critiques à des faits déterminés, qui ne sont pas «constitutions du délit d'injure». En revanche, M. Monod est condamné à 1 000 francs d'amende pour une caricature représentant, au verso du tract, un officier des troupes de sapeurs-pompiers, avec cette légende : «Les tares de la justice plus les tares de l'armée, ça fait beaucoup».

APRÈS DEUX SEMAINES DE GRÈVE DE LA FAIM

Les cinq détenus corses incarcérés à Lyon sont hospitalisés

Les cinq autonomistes corses encore détenus à la prison Saint-Paul de Lyon pour leur participation présumée au plasticage, le 7 septembre dernier, d'un Boeing-707 d'Air France sur l'aérodrome d'Alajaccio, ont été conduits, jeudi 4 novembre, au service des urgences de l'hôpital Edouard-Herriot. Selon le docteur David, chargé d'une expertise par le juge d'instruction, leur état de santé, dû à la grève de la faim qu'ils observent depuis le 21 octobre, est incompatible avec leur maintien en détention. Le magistrat, M. Gilbert Thiney, a signé, le 4 novembre, les cinq ordonnances de mise en liberté, mais le parquet ayant interjeté appel, la chambre d'accusation devra statuer dans un délai de trente jours. Un autre détenu, M. Ange-Marie Renucci, avait été libéré pour raisons de santé le 3 novembre.

Le 2 novembre, quatre des détenus — MM. Toussaint Pantaloni, Dominique Capretti, Dominique Alfonsi et Toussaint Armani — avaient adressé au directeur de la prison Saint-Paul une lettre dans laquelle ils écrivaient : «Nous savons que nous sommes incarcérés uniquement parce que nous sommes autonomistes. C'est pour cela que nous sommes prêts à

mettre notre vie en jeu. Nous avons décidé de nous laisser mourir dans notre cellule.» Refusant désormais tout contact avec l'extérieur et toute absorption d'eau, ils concluaient : «Que chacun prenne ses responsabilités, nous, nous prenons les nôtres.»

Les derniers jours ont, d'autre part, été marqués par plusieurs attentats en Corse. A Pietranera, près de Bastia, une charge a explosé, au cours de la nuit du 3 au 4 novembre, devant le garage particulier d'un rapatrié d'Afrique du Nord, M. Pierre Jarzac, qui avait déjà été visé par deux attentats, les 28 septembre et 3 octobre, dans sa propriété de Vascovato. La nuit précédente, près de Carubcia, à 40 kilomètres au nord d'Alajaccio, une décharge de plastic avait détruit un pont situé sur l'itinéraire du prochain Tour de Corse automobile.

Un comité «Corse-France libre» a revendiqué l'attentat, protestant contre l'interdiction de participer à la compétition faite à un coureur, M. Infantes, dont le père, négociant en vins à Borgo, est impliqué dans une importante affaire de fraude découverte en février 1974.

Une déclaration d'un des inculpés

M. Ange-Marie Renucci, qui a regagné la Corse, nous a déclaré, ce vendredi 5 novembre : «Il n'est pas possible que des hommes épris de justice et de liberté acceptent qu'on nous traite de cette façon, quel que soit notre engagement politique. Dans une conférence de presse, le 21 octobre, nous demandions la désignation d'une mission parlementaire, ou d'un rassemblement d'hommes de bonne volonté, qui irait enquêter en Corse, pas même sur le plan du débat politique, mais simplement pour se rendre compte des méthodes adoptées à notre égard. Mais, comme on entravait autour de nous un «ghetto de l'information», notre démarche n'a eu aucun écho.

«De la même manière, après la manifestation du 7 septembre, on aurait dû, en vertu de l'article 314 du code pénal, arrêter tous les responsables du Comité anti-répression, organisateur du mouvement, y compris les membres de la C.F.P.T., du CID-UNATI et du parti socialiste (qui en font aussi partie), mais on a eu peur des répercussions sur le plan national.

«C'est pour faire écarter ce «ghetto», a ajouté M. Renucci, que nous avons entrepris une grève de la faim. Aujourd'hui, il est de notoriété publique que nous n'avons aucun lien avec l'affaire du Boeing. Le coup de fillet ne visait qu'à démanteler notre mouvement. Nous avons des preuves matérielles que cette affaire ne fut qu'une provocation, et nous rendrons ces preuves publiques dans quelques jours.»

Les nouveaux appartements de Parly 2

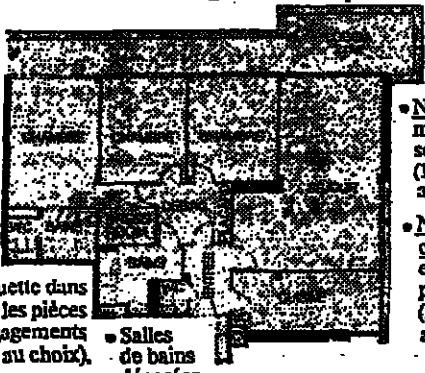
CHRISTIAN CHASSIN

Les appartements 1976

avec encore plus de confort, plus de choix, plus d'agrément.

5 PIÈCES 97 M² + 21 M² DE BALCON ET LOGGIA

• Nouveau séjour et toujours une double exposition.



• Moquette dans toutes les pièces et les dégagements (6 coloris au choix).

• Salles de bains décorées.

• Nouveaux papiers peints dans les chambres et les dégagements.

• Cuisine entièrement équipée (grand évier inox, four encastré, grand réfrigérateur, lave-vaisselle, hotte aspirante).

• Nouveaux coloris pour les éléments de rangement dans les cuisines (3 teintes au choix).

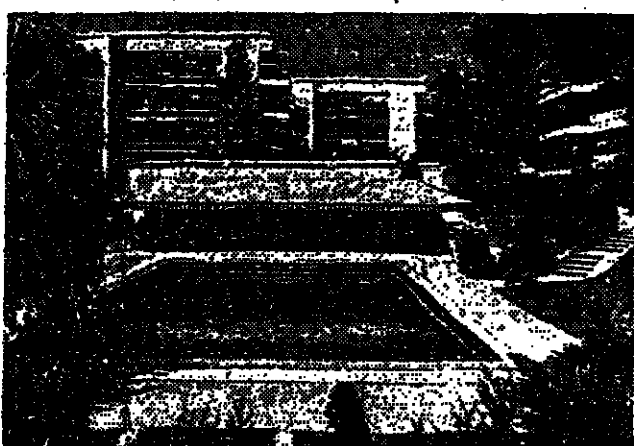
• Nouvelle tenture murale dans le séjour et l'entrée (10 coloris au choix).

• Nouveau carrelage en grès émaillé pour les cuisines (3 coloris au choix).

Les tout derniers immeubles :

2 ou 4 étages.

Grands balcons-terrasses.



Dans les deux dernières résidences, la plupart des immeubles n'ont que deux étages seulement.

Toutes les pièces ouvrent sur de grands balcons filants qui s'élargissent en une vaste terrasse devant le séjour.

Une ville-jardin bien équipée dans un environnement privilégié

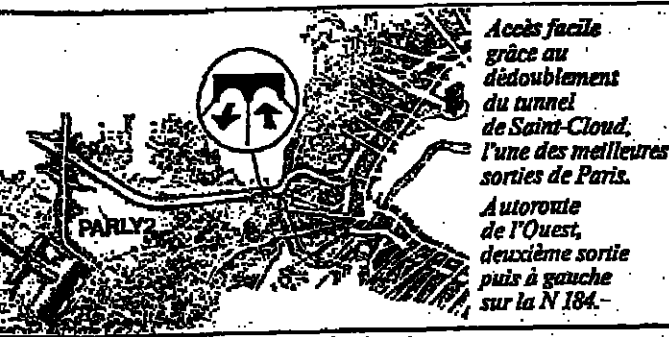


Centre commercial de Parly 2 (2 grands magasins, 105 boutiques et services, 5 salles de cinéma, restaurants).

7 courts de tennis.

Château de Versailles et Musée de l'Artre aux portes mêmes de Parly 2.

Eglise.



Accès facile grâce au dédoublement du tunnel de Saint-Cloud, l'une des meilleures sorties de Paris. Autoroute de l'Ouest, deuxième sortie puis à gauche sur la N 184.

Parly 2

Studios et appartements de 3 à 6 pièces
Les appartements-modèles sont ouverts tous les jours de 10 à 20 h.
Tél. 954.54.54

Envoyez ce bon avec votre carte de visite au CPH avenue Charles de Gaulle 78150 Le Chesnay, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation Parly 2.

NOM

ADRESSE

Tél.

SOCIÉTÉ

ENFANTS D'AUJOURD'HUI

(Suite de la première page.)

Du point de vue intellectuel, il faut savoir notamment que la maturation varie avec les âges (« on ne comprend vraiment les abstractions qu'après la puberté ») et les individus, que les progrès ne sont pas continus et que des « talents » apparaissent et disparaissent. Or, regrette le professeur Debré, « toutes ces connaissances s'ont pas pénétrées la vie scolaire ».

Comme lui, le docteur Guy Vermeil, pédiatre à l'hôpital d'Orsay, est un ardent défenseur de la qualité de la vie de l'école et de la façon de ses accueils est plus sévère. Il considère notamment que si « l'école est devenue une garderie c'est qu'elle n'est pas capable de faire autre chose dans ses locaux que de la grammaire et du calcul ». « Une bonne école, ajoute-t-il, s'estime au nombre de fractures ! » Il s'agit, certes, d'une boutade, mais il est vrai que dans bien des cours de récréation il est interdit de jouer ne serait-ce qu'un ballon.

Nécessaire à l'équilibre physique et mental, le mouvement spontané (qui n'a rien à voir avec l'éducation physique et sportive), le jeu — par lequel on « apprend les gestes de la vie avec plaisir » — devraient occuper deux à quatre heures dans la journée de l'enfant. En revanche, d'après les observations de plusieurs spécialistes, le nombre d'heures qu'un enfant peut consacrer au travail scolaire, leçons à la maison comprises, varie avec l'âge : 2 à 3 heures entre 6 et 7 ans, 2 à 4 heures entre 8 et 9 ans, 4 à

5 heures entre 10 et 11 ans. On en est loin dans la réalité. Sur les 6 heures passées en classe, les récréations sont trop brèves et remplies d'interdits.

L'un des troubles qui en découlent et dont se plaignent parents et maîtres, est le comportement « turbulent », agressif des enfants. Curieusement, ces difficultés, comme d'autres maux, disparaissent souvent pendant les vacances scolaires. Mais, précise le docteur Vermeil, « ce sont ces enfants-là qui sont normaux. C'est la société qui est malade pour les enfants et les rend malades. Ils souffrent très cruellement. Pour les tenir tranquilles, on invente n'importe quoi, y compris les médicaments ».

Comme lui, Mme Françoise Dolto, psychanalyste, considère que « les bons en classe sont les plus névrosés ». « Les autres, ajoute-t-elle, seront plus tard les plus créateurs, mais ils seront délinquants en attendant ». L'école, pour elle, est un « goulet », et bien des méthodes d'ont pas de sens pour l'enfant, comme de « répondre à la maîtresse ce qu'elle sait déjà ». Elle insiste particulièrement sur les « centres d'intérêt » que l'école devrait procurer au choix de l'enfant, tandis que « le fait de devoir réussir choquerait ses études doit disparaître ».

Pour bien des spécialistes de l'enfance, la « maison des enfants », réunissant sous un même toit disciplines scolaires, ateliers, terrains de sport, lieux de repos, apparaît comme un système souhaitable.

Le docteur Vermeil va jusqu'à établir l'emploi du temps idéal dans la maison des enfants. Après un petit déjeuner copieux, l'école participerait à diverses activités scolaires notamment. A midi, il prendrait son repas chez ses parents ou à l'école. Puis dans l'après-midi, il choisirait librement ses occupations : repos, jeux, mouvement, travaux manuels. Il fréquenterait cette école tous les jours de la semaine, mercredi et dimanche compris, ces interruptions ne se justifiant pas dans un système de vie ainsi équilibré. De même un mois de vacances serait suffisant et à la date choisie par les parents, la maison des enfants fonctionnerait toute l'année.

Trop de vacances ?

Utopique, a priori, cette hypothèse est en fait moins absurde que l'organisation actuelle du temps scolaire, ainsi que le montrent bien des recherches. Les travaux du docteur Magnin, par exemple, ont mis en évidence « la nocivité des courbes et de la non-continuité dans l'organisation de la semaine scolaire. Chaque jour de congé s'accompagne d'un lendemain d'accommodation et de fatigue ». Pourtant, cette coupe pure reste indispensable tant que la journée scolaire est à ce point surchargée que les enfants ne la supportent pas plus de deux jours. Pour les mêmes raisons, la durée disproportionnée des vacances scolaires relève de la même absurdité. D'autant plus que dans la plupart des familles les congés du mercredi, les petites vacances et

une partie des grandes posent des problèmes rarement résolus. On touche là à des intérêts qui dépassent largement ceux des enfants, et il est à craindre que pendant trop longtemps encore l'école ne soit pas faite pour eux.

Largement imprégnée de la vie scolaire, la vie familiale ne satisfait que rarement les besoins qui ne le sont pas à l'école. Au contraire, les parents ajoutent souvent, en toute innocence, leur charge aux difficultés scolaires. En cas d'échec, on consulte le médecin. Lorsqu'on le peut, on « aide » l'enfant à la maison.

Pas plus qu'à l'école, il ne trouve chez lui ou dans la rue la possibilité de jouer, de remuer, de créer, de faire ce qui lui plaît. Les conditions de logement et d'environnement, notamment, où la vie est régie par des interdits, provoquent des contraintes et des troubles.

Une enquête faite par une équipe de pédiatres (3) révèle chez les familles urbaines un « mal-être subjectif impressionnant ». Sur près d'un millier de personnes interrogées, ayant des enfants de moins de huit ans, 58 % des mères se plaignent d'être fatiguées (celles qui habitent un grand ensemble davantage que celles qui habitent un pavillon) ; 13,5 % des enfants de six à huit ans n'ont pas de lit individuel, 35 % des enfants examinés ont présenté des troubles du sommeil ; un sur trois des troubles du comportement. D'après les institutrices interrogées, 29 % des enfants du cours préparatoire présentent déjà des difficultés d'adaptation scolaire.

Ceux des catégories socio-professionnelles défavorisées présentent le plus de troubles. Mais les autres ne sont guère épargnés. Il y a, explique le docteur René Diatkine, psychiatre-psychanalyste, de jeunes ménages qui gagnent tout à fait normalement leur vie, mais qui se mettent dans des conditions de vie difficiles pour payer un appartement. Or même améliorées, les « conditions de logement n'ont pas entraîné une amélioration de la vie familiale. Au contraire, ce sont des lieux fonctionnels, mais qui ne sont pas des endroits pour vivre. Les architectes font un coin pour les enfants, comme s'ils ne devaient pas bouger ».

Dans ces conditions, auxquelles s'ajoutent la fatigue et le manque de disponibilité des parents, l'enfant dérange et est mal toléré par les adultes. Pour s'en « débarrasser », on a recours à des solutions de facilité. On couche les enfants tôt, à heures fixes, provoquant souvent des difficultés d'endormissement et éventuellement d'autres troubles. Si l'important de protéger le temps global de sommeil de l'enfant, il importe autant, estiment les spécialistes, de respecter le rythme de chacun.

Ce qui arrange le plus les adultes, car les enfants l'acceptent volontiers, c'est évidemment la télévision, qui a souvent même sa place à table.

Les spécialistes insistent davantage sur la qualité du temps passé avec l'enfant que sur la quantité. Une heure par jour (non compris les week-ends) semble un minimum, à condition que la mère comme le père soient disponibles et non pas occupés en même temps à d'autres tâches. Or, estime le docteur Diatkine, « 29 % seulement des enfants ont des parents capables de perdre du temps avec eux et avec plaisir ». Cette notion est importante, car les adultes risquent trop souvent en termes de rentabilité, allant sans le savoir à l'encontre du résultat recherché. C'est ainsi, constate Mme Agnès Firsirot, sociologue, qu'une partie non négligeable de leur temps est consacrée par les femmes à « l'assistance aux devoirs scolaires » (4) ce temps, souvent marqué par le conflit, ne serait-il pas mieux employé pour des échanges plus tendus ?

Critiquant abondamment l'absence des mères, on oublie trop souvent le rôle du père. Sa « démission » pourrait être grave, explique Mme Françoise Dolto. Il ne s'agit pas seulement d'aider la mère et de remplir un rôle maternel à sa place, mais aussi d'être « l'initiateur à la responsabilité ». Or, précise-t-elle, « on maintient l'enfant trop longtemps dans un état infantile » alors que l'âge de la « responsabilité » de soi s'est donné ans, et qu'à huit ans un enfant est tout à fait capable d'exercer un travail rémunéré, qu'elle estime tout à fait souhaitable, voire indispensable.

D'autre part, ajoute-t-elle, si l'enfant a peu de relations avec ses parents, « c'est d'autant plus grave qu'il n'a rien d'autre. Tout le social à trouver, c'est celui de chacun avec les autres, et il ne faut pas tout attendre des institutions ».

La démission des assistés

C'est poser là deux problèmes essentiels. D'une part, la communauté — proches parents, voisins, quartier, village — a disparu, alors qu'elle était si riche pour le développement de l'enfant. D'autre part, avant d'être le problème des enfants, l'« irresponsabilité » est celui des adultes. Tous les spécialistes le déplorent, certains vont même jusqu'à parler de société d'« assistés ». Ce climat a, à plusieurs titres, des répercussions sur les enfants, ne serait-ce que parce que « le monde de maintenant, ment, aggrave dans lequel ils vivent n'est pas apaisant pour leur moral », constate le professeur Debré.

Attendant tout de la société — qui prend déjà en charge la majeure partie de la vie des enfants, — les parents démissionnent de

leurs responsabilités individuelles. Et cela, dit Mme Dolto, d'autant plus qu'ils militent pour modifier cette société. La solution ne réside pas seulement dans un changement de système éducatif, les spécialistes en sont convaincus, qu'ils soient pessimistes ou optimistes sur l'avenir qui, de toute façon, comportera des moments difficiles.

La plupart des experts estiment impossible de fixer un seuil pour évaluer la gravité de tous ces phénomènes. Pour le docteur Diatkine, ce seuil « est déjà dépassé, mais tous n'en pâtissent pas de la même façon. Finalement, à l'âge de l'adolescence, ces problèmes sont lourds de conséquences ; les jeunes ne veulent pas vivre comme leurs parents, ce qui constitue un élément dépressif, car ils ne trouvent pas la solution ». Certains se révoltent, d'autres sombrent dans la délinquance.

Certes, ce sombre tableau concerne davantage l'enfant des villes que celui de la campagne. Encore que certains problèmes leur soient communs, d'autant plus que la campagne a tendance à s'urbaniser et que les familles se ressemblent sur elles-mêmes comme en ville. Sans vouloir en tirer de conclusion hâtive, une enquête effectuée, notamment en Lorraine, par une équipe du C.N.R.S. (3), apporte des éléments de réflexion intéressants sur l'enfant lorrain d'aujourd'hui.

« Heureux de vivre, comme tout enfant, un peu plus même, plus épanoui que d'autres dans son milieu, il est, en fait, moins libre que d'autres, désigné d'avance pour partir (...) limité de son jeune âge dans l'expression de sa personnalité (...). Surprotégé par son milieu, sur-ajusté à son environnement, insécurisé par le monde moderne qui le quete, inadapté à la ville : dans ces villages de Haute-Lorraine, un soir de décembre, dans le car glacé qui conduit l'enfant à Metz, nous ne pouvons plus entendre la rumeur parisienne du retour à la nature ».

Il apparaît évident que l'époque de l'« enfant-roi » est révolue, comme le note l'historien Philippe Ariès, qui se refuse, cependant, à caractériser la période actuelle, car le changement a se fait sous nos yeux. Sans préjuger l'avenir, on peut penser, comme il le perçoit, qu'aujourd'hui « la femme et l'enfant sont exploités et que le moment de leur revanche arrive ».

CATHERINE ARDITTI.

Prochain article :

PÈRE ET MÈRE

MÈRE COMBAT

par BRUNO FRAPPAT

(2) « Le jeune enfant et sa mère. Leurs difficultés dans le contexte urbain ». Enquête de Jacques Goudard, Lucie Georges-Jamet, Alain Lebas, Henri Lestradet. Publiée par la Caisse nationale d'allocation familiales.

(3) « Enfant en jeu ». Enquête de Marie-José Chombart de Lauze, Philippe Bonnin, Marie Mayeur, Martine Perrot, Martin de la Soude. Éditions du C.N.R.S.



Opel EuroKadett

CAV S.A.R.L.
80 bis, rue de Versailles
LE CHESNAY, Tél. 954.93.65.

Interview d'un nouveau venu à l'ordinateur

“Avec ses programmes d'applications, l'ordinateur IBM 32* est beaucoup plus qu'un outil de gestion. Il me permet de connaître vraiment mon entreprise.”

Depuis le début de l'année, des entreprises petites et moyennes ont mis en place des ordinateurs IBM 32 avec leurs programmes d'applications (PNA : Programmes Nationaux d'Applications). Ces programmes, après une mise en œuvre particulièrement rapide, permettent aux entreprises n'ayant pas l'expérience de l'ordinateur, de traiter elles-mêmes, sans informaticien, leur facturation, leur gestion de stock et leur comptabilité.

Jean-Marie Darcas, Directeur Général de la société CURVER à Tourcoing, répond à quelques questions.

Pourriez-vous nous décrire le cadre de vos activités ?

J.-M. Darcas : Nous distribuons des produits plastiques fabriqués principalement par les usines Curver en Hollande. Ici, à Tourcoing, la société, qui est française et de la dimension d'une P.M.E., se borne à assurer la distribution de ces produits en France.

Quels sont ces produits ? A qui s'adressent-ils ?

J.-M. D. : Des produits en plastique injecté qui s'adressent à deux marchés. Des caisses, bacs et barils pour l'industrie. Des produits plastiques de tous genres pour le grand public. Environ 800 références, en tenant compte des coloris, que nous distribuons à 900 clients réguliers.

Pourquoi êtes-vous venu à l'ordinateur ?

J.-M. D. : Vous avez raison de demander « pourquoi ? ». En effet nos besoins au niveau de la simple gestion ne sont pas encore considérables. Pour vous donner un exemple, nous émettons une vingtaine de factures par jour (500 par mois) de 20 lignes en moyenne. La facturation marchait convenablement, mais j'avais besoin de tirer de cette facturation des informations que, seule, la mise sur ordinateur pouvait m'apporter.

Pourquoi le 32 ? Pourquoi les PNA ?

J.-M. D. : Vous savez, je suis français mais, à force de travailler avec des Hollandais, je suis devenu comme eux, très économe. J'ai donc cherché systématiquement un ordinateur qui soit à la fois très performant et peu coûteux. Quant aux PNA, c'est un peu la même chose. Pourquoi se lancer dans une élaboration de programmes longue et compliquée (et donc coûteuse), alors qu'IBM me proposait des programmes « prêts-à-gérer » qui paraissent pouvoir s'adapter à mes besoins.

Comment s'est passée la mise en place de ces programmes ?

J.-M. D. : L'analyse a débuté en novembre 75. Fin décembre, on nous a livré le 32. En janvier nous avons fait les tests du PNA de facturation et en février nous sortions les premières factures. C'est

tout à fait le délai qui m'avait été annoncé.

Quels sont les résultats acquis ?

J.-M. D. : Je vous l'ai dit, nos besoins à ce niveau n'étaient pas criants. Toutefois, la facturation traitée par l'ordinateur est, après un travail de codification sérieux, plus simple et rapide qu'auparavant. En ce qui concerne la gestion des stocks, la différence est également sensible puisque nous pouvons connaître maintenant l'état détaillé de nos stocks au jour le jour. Et, de plus, nous possédons des informations qui nous permettent de faire des statistiques et d'en tirer des prévisions. Nous pouvons faire des plans, ce qui facilite considérablement le dialogue avec les usines.

Qui s'occupe de l'ordinateur ?

J.-M. D. : Dès le départ, j'ai formé un comité informatique composé de l'assistant-marketing, du chef comptable et de moi-même. Les personnes qui font fonctionner l'ordinateur étaient déjà dans la société. IBM les a formées en quelques jours. Elles s'en tirent remarquablement. Et avec plaisir, je crois.

Un dernier mot ?

J.-M. D. : Nous souhaitons des informations statistiques plus élaborées sur les comptes de nos clients. Ce sera chose faite dans quelques semaines avec la mise en place d'un PNA de comptabilité. Nous aurons alors un instrument de connaissance de l'entreprise complet et efficace.

IBM

Compagnie IBM France.
Division des Systèmes de Grande Diffusion.

Madame Turbet qui était facturée est devenue opératrice sur l'ordinateur 32 après trois jours seulement de stage chez IBM.



* Prix de location mensuelle : à partir de 5.236 F TTC.
* Prix de vente : à partir de 219.342 F TTC plus le prix des licences PNA.

Pour tout renseignement, contactez
M. DELAHAYE, téléphone 774 93 93, Tour Générale,
5 place de la Pyramide - Quartier Villoin,
Cedex 22 - 92088 Paris-La Défense.

Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2250F ?

voire Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris, tél. 755.77.90/380.55.58

(*) comprenant transport Paris/Bahamas et retour. Hôtel 1 semaine et transferts.



Cette année, les Bahamas!

صلى الله عليه وسلم

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Une Yougoslavie loin de la côte

LA SLOVÉNIE AVEC DE LA TERRE AUX SABOTS

La voiture allait doucement. Prudemment. Lorsque l'été slovène n'est plus déjà qu'un souvenir, le matin, souvent, trouve à son lever des brouillards épais enroulés aux sommets, et même au creux des vallées hautes, qui font du pays entier un pays masqué, impénétrable sous son masque. Sur les bords du chemin, des jardins déployés, des carrés de choux, des vergers où l'on avait laissé, exprès, sembler, une pomme jaune par-ci par-là pour témoigner de la belle saison envolée. Et des fermes, assoupies derrière leurs barrières de bois, une mince fumée au toit pour tout signe de vie.

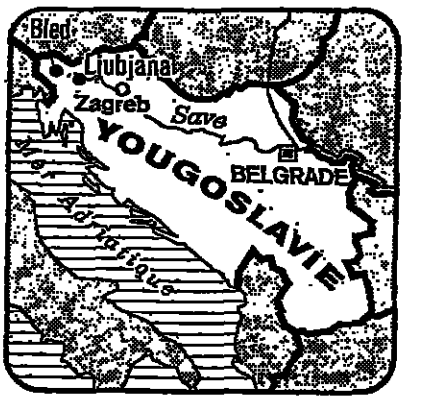
Slovénie des champs, des bois et des monts. Douce au regard, avec ses maisons couvertes de vignes-vierges, des faces fleuries à chaque fenêtre, dont on avait gainé de plastique les dernières roses pour prolonger un peu les beaux jours. Ses séchoirs à l'oin plantés à tout bout de prés, semblaient sous leur grande toiture à deux pans à des chapelles sans fidèles. Ses charlots tout en longueur, que tiraient de gros chevaux placides, un grelot tintant au collier.

La fermière était à son fourneau. « Ça brouillard, dit-elle, ça veut dire : l'automne... Parfois, il se lève, parfois il fait le paresseux, si bien que le soir arrive sans qu'il s'en soit allé ! » Tous les gens de la terre parlent la même langue, faite des mêmes mots : gélées, pluies, crages, tempêtes, rosées, fourrages, récoltes, labours. La cuisine sentait bon la potée de légumes où se cachait un farret de cochon.

Mais les touristes de l'été dernier ? « Des gens bien-comme-ça, bien aimables... Mais encore ? » En bien, des Anglais, des Allemands, des Français aussi... « Et puis ? » « Presque toujours en famille... Un enfant sur sa marmite, l'autre sur un tout petit diable blond. Non, ce n'est pas mon fils ! Mon petit-fils : je suis une grand-mère ! » elle consentait à raconter enfin. Un peu surprise qu'on puisse s'intéresser à tout cela.

Les enfants ? Pour sûr qu'ils sont heureux ici. Tout le jour sur les talons des hommes, de l'étable au poulailler et du potager à la grange, et même aux champs, aux bois, aux pâturages. Les parents, eux, c'est autre chose. Un petit sac sur le dos, le casse-croûte dedans, et les voilà partis, tôt le matin, sur les sentiers qui courent la forêt, grimpant les pentes, cernant les lacs. Le soir les ramène, fatigués, mais bien plus attachés encore.

un peu fraîches, la rustique conversation du fermier ? La Slovénie, prévoyant sans doute que cela puisse exister, a tout prévu. Et a répondu à tout : vous n'aimez pas nos fermes ? Qu'à cela ne tienne ! Nos hôtels peuvent satisfaire tous les goûts. Du plus simple, qui se contentent d'une



« pension », modeste mais impeccable, au plus anob. Qui : anob, le mot est juché. Au pays socialiste de Yougoslavie ? Certes... Le Grand Hôtel Toplice tourne vers le lac de Bled des façades qui ravivent les amoureux de l'hôtellerie des années 30 ; et regardent de tous leurs balcons un décor lui-même « rétro » à force de ressembler trop bien à toutes les cartes postales, glacées et en quatre couleurs, qu'on vend ici. En face, le château des évêques surplombe le lac, et de son haut de son nid d'aigle ; à gauche, l'étrange tour boisée d'une église fait pointer son clocher couleur de rouille ; au fond, la montagne ; par-dessus, le ciel bleu. Que souhaiter de mieux ? Et le dedans veut le dehors : concierges affables, et distingués, valets pressés, mobilier cosy, grand salon solennel, bar, chambres princières. Une autre façon de voir le pays.

Le voyage aux enfers

Fièvre, et à juste titre, de ces montagnes et de ses forêts, comme des souvenirs du maquis qui y resteront attachés (les paysans slovènes, tout juste capables, si l'on en croit l'auteur de Mein Kampf, « de casser du bois et de puiser de l'eau », s'étant très tôt montrés aussi capables de résistance acharnée), la Slovénie l'est peut-être plus encore des fabuleuses entrailles de son sol.

Longtemps ignorées, et même inaccessibles, au point qu'elles furent découvertes

seulement en 1818 par un berger probablement plus lité que les autres, les grottes de Postojna sont à coup sûr l'une des curiosités naturelles les plus remarquables du monde. Et c'est par millions que se comptent aujourd'hui chaque année le nombre de ses visiteurs.

Il faut dire que ce voyage au centre de la Terre à quoi elles conviennent vaut d'être entrepris. Même s'il commence mollement, par un trajet à bord de wagonnets du genre chers à bancs, comme on en voit dans tous les Luna Park du monde, qui s'enfoncent lentement dans d'étroites galeries bétonnées du haut en bas.

Mais tout commence lorsque les voyageurs sont invités à mettre pied à terre et, quelques instants plus tard, à serrer autour de leurs épaules les capes de loden louches à l'entrée en prévision des « averse » inattendues que dispense volontiers la voûte de roc, éternellement suintante, puis à suivre le guide qui parle leur langue préférée.

Étrange univers de fiction, où les stalactites deviennent tuyaux d'orgue et sonnent leurs sons clairs ou graves pour peu qu'on sache les frapper, juste et sec. Où les stalagmites se mettent à rassembler à des Glacemetti. Où le plafond de pierre renvoie les échos presque à l'infini, fusent-ils tenus comme le bruit d'une allumette à demi grattée. Où se succèdent la « Salle des congrès », cathédrale de silence, la « Pont russe », qui jette son arc pur par-dessus le torrent où vivent les plus vieux poissons du monde, de gros vers pâles, plutôt, qui sont, bien sûr, aveugles de naissance et se nomment protéas, le « Tartare supérieur », la « Grotte noire » et celle de la Pivka, la « Grande Montagne ». On reprend le train après une petite heure d'enchantement, soixante minutes au royaume du sur-naturel — une éternité, — heureux au fond de soi de s'en retourner vers ce bon vieux soleil et loin des ténèbres glacées. Vite un verre de silovitch pour oublier cette promenade aux enfers où ne manque que le feu ; un autre encore.

De nouveau, c'était la campagne slovène. Arrivée sans orier gare, la brume était retombée, insinuante, enveloppante, envahissante, qui taisait les termes indécises, les gens et les animaux flous, les arbres impalpables.

« Il y a des jours, vous savez, elle fait sa paresseuse », avait dit la fermière. Et le soir était venu sans qu'elle s'en soit allée. Cela voulait dire : l'automne. Mais nous étions prévenus.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.
★ Office de tourisme de Yougoslavie : 31, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 222-10-30.

AUSTÉRITÉ ?

M. Jacques Médéric, secrétaire d'Etat au tourisme, venu récemment assister au congrès de la Confédération pyrénéenne qui réunissait, à Toulouse, des spécialistes de la montagne aussi bien que des moines, des syndicats d'initiative, des hôteliers et des médecins d'établissements thermaux, a précisé que « le budget 1977 de son ministère est en augmentation de 30 % environ sur le précédent, mais il a souligné que l'effort porterait, dans les mois à venir, sur le tourisme social, dont les crédits qu'on entend lui consacrer dépasseront les 50 % par rapport à l'année écoulée ».

M. Jacques Médéric s'est encore expliqué sur les mesures qu'il entendait prendre quant à la préservation du milieu rural, en assurant un meilleur rapprochement des citadins et des campagnards de toutes les catégories socio-professionnelles.

Le secrétaire d'Etat devait déclarer : « L'austérité voulue par le plan du premier ministre ne doit pas nécessairement aboutir aux sacrifices. Le tourisme français veut, au contraire, intensifier ses efforts sur les marchés les plus rentables ».

Austérité. On sait depuis quelques années que les Français ont pris l'habitude de « consentir des efforts dans bien des domaines, mais de garder intact le poste budgétaire réservé aux vacances. La saison des sports d'hiver qui va s'ouvrir et où, dit-on, la vie est devenue chère sera un bon test pour vérifier si cette tendance à tout sacrifier aux loisirs se confirme ou si les recommandations du premier ministre trouveront un terrain sur lequel elles pourront s'employer.

EN AUTOMNE

l'idée c'est

jersey

l'île merveilleuse

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Les 75 000 habitants de ce curieux petit Etat indépendant — situé à 20 km des côtes françaises mais rattaché à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisines avec les hôtels confortables et les palaces de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs... et dans la capitale Saint-Hélier, un shopping détaxé à faire rêver.

Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour recevoir une documentation en couleurs, avec la gentillesse de retourner ce coupon, en timbrant à 1,40 F, à l'Office National du Tourisme, Service France L.P. 2, Jersey (Rue Anglo-Normande).

Nom : _____

Adresse : _____

BIA

Avec B.I.A., Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly Sud. Réservation : 066.88.80. Plusieurs vols par semaine.

Littoral	Hôtellerie	Aides
<p>PROPRE MAIS CHER</p> <p>La population des communes touristiques augmente l'été dans des proportions considérables, et les petites villes de la côte ont à faire face à des besoins que leurs ressources, bien qu'importantes, ne peuvent satisfaire. Ainsi, par exemple, de l'entretien et du nettoyage des plages. Pour aller de l'avant, nombre de communes obtiennent subvention de la rémunération du personnel requis à cet effet soit prise en charge par l'Etat.</p> <p>Ce n'est pas l'avis du gouvernement qui, dans une réponse orale à M. Michel Salnte-Marie, député de la Gironde (P.S.), a fait savoir qu'il n'était nullement question, pour l'instant, de modifier les dispositions légales en vigueur. L'entretien, le nettoyage et la surveillance des plages relèvent en effet des pouvoirs de police confiés aux maires d'après le code d'administration communale. Et si le gouvernement met à la disposition des maires des personnels de police ayant la qualification de « maître nageur sauveur », les collectivités locales sont tenues de rembourser à l'Etat les frais de mission de ces personnels.</p> <p>Ce refus d'aider davantage les communes ne devrait pas avoir de conséquences fâcheuses sur la sécurité des côtes administrées par des municipalités aux ressources insuffisantes. Peut-être peut-on craindre tout au plus que ces dernières réduisent leurs frais d'entretien et de nettoyage.</p> <p>Qu'une telle demande ait pu être formulée, que des maires en arrivent à vouloir abandonner une partie de leur pouvoir au bénéfice de l'Etat, voilà qui met en évidence, en tout cas, les déséquilibres que peuvent provoquer dans la gestion d'une petite commune un apport important de population saisonnière. Cela prouve d'autre part que les aides et subventions de tous ordres accordées aux municipalités dites « touristiques » ne compensent pas toujours l'inconvénient majeur de ce gonflement démographique.</p>	<p>LE LYCÉE PLEURE PARIS</p> <p>Le « cadeau » que l'Etat vient de lui faire, quelques semaines après qu'elle eût été son quarantième anniversaire, l'Ecole hôtelière de Paris s'en sentira volontiers paillard. « Mises en péril », « menace d'abandon », « condamnation à mort prochaine » : c'est en ces termes qu'on s'accorde, rue Médéric — siège du lycée technique Jean-Drouant, — à qualifier la décision du ministère de l'Éducation de transférer à Saint-Quentin-en-Yvelines pour la rentrée scolaire de 1978 l'établissement qui deviendra lycée d'Etat. Ce qui signifie ne plus utiliser dès lors les installations parisiennes existantes, mais, plus encore, supprimer du même coup — et totalement — l'enseignement hôtelier national dans l'académie de Paris, laissant à l'enseignement privé un « monopole » de fait en la matière.</p> <p>Lycée technique hôtelier de second cycle, doté de classes de techniciens supérieurs, le L.T.H. a été créé par la rentrée scolaire de 1978 l'établissement qui deviendra lycée d'Etat. Ce qui signifie ne plus utiliser dès lors les installations parisiennes existantes, mais, plus encore, supprimer du même coup — et totalement — l'enseignement hôtelier national dans l'académie de Paris, laissant à l'enseignement privé un « monopole » de fait en la matière.</p> <p>Dispensant un enseignement gratuit, l'école fonctionne avec un personnel d'administration et d'enseignement publics, nommé et rémunéré par l'Etat. Elle possède toutefois un statut particulier, celui des « écoles de métier », dont elle est l'une des dernières représentantes dans la capitale, les écoles Bouille et Estienne ayant été nationalisées.</p> <p>J.-M. D.-S.</p> <p>(Lire la suite page 17.)</p>	<p>LES SUBVENTIONS D'UN PAUVRE</p> <p>En 1976, les caisses d'allocation familiales se sont efforcées, compte tenu de leurs ressources, d'attribuer des bons-vacances au plus grand nombre possible d'enfants de familles aux revenus modestes. Elles ont également accordé des subventions d'investissement pour des centres collectifs de vacances. Le ministère de la santé, pour sa part, a favorisé le développement des maisons familiales, qui accueillent, en particulier durant la période scolaire, parents et enfants. Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, enfin, a fait un effort important en 1976 pour assurer une prise en charge progressive des frais de formation des animateurs de centres de vacances.</p> <p>On ne peut dire que le gouvernement reste inactif en ce qui concerne les vacances des Français. C'est du moins ce qui ressort d'une réponse à M. Fourneyron, député de la Haute-Loire (R.F.), qui attirait récemment l'attention du ministre de la qualité de la vie sur « le rôle des centres de vacances ».</p> <p>Une subvention chasse l'autre</p> <p>Mais les allégations détaillées du ministre ont-elles répondu autant qu'on pouvait s'y attendre à la question précise du député ?</p> <p>Il faut savoir, en effet, que, depuis 1960, l'Etat a considérablement réduit son aide aux centres de vacances. Elle couvrait à cette époque jusqu'à 50 % du prix des journées, alors que l'aide publique plonge aujourd'hui à 0,50 franc par journée-enfant. Les centres de vacances ont donc « payé » pour d'autres organismes.</p> <p>Voilà bien un exemple de la politique des loisirs : son budget est si faible qu'il ne permet que de définir les « priorités de l'heure », au détriment des réelles priorités. Sinon, comment com-</p>

L'ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

VOLS SPÉCIAUX
DEPART DE PARIS
DATES FIXES

DJERBA : 910 F.A.R.
avec 7 nuits d'hôtel
NEW-YORK : 1.450 F.A.R.
BANGKOK : 2.250 F.A.R.
1.400 F. Aller simple
BOMBAY : 2.350 F.A.R.
CALCUTTA : 2.400 F.A.R.
1.500 F. Aller simple
COLOMBO : 2.400 F.A.R.
1.500 F. Aller simple
TOKYO : 4.200 F.A.R.
2.450 F. Aller simple
TOUR DU MONDE : 7.300 F.
valable un an

4, rue de l'École Paris 17
3 bis, rue de Valenciennes Paris 11
01 74 26 8 24 29 - 01 74 26 8 24 29

bon
pour recevoir gratuitement
notre brochure 76

Nom, _____

Adresse, _____

Ville, _____

PLUS VITE MOINS CHER

Pour
l'Angleterre
prenez
l'Hoverlloyd

Encore moins cher
que cet été

En voiture
5 passagers gratuits
Calais - Ramsgate

à partir de
140^F

• jusqu'à 6 vols par jour
• 40 minutes de traversée
• formalités accélérées à l'hoverport
• autoroute directe jusqu'à Londres

En autocar
Paris - Londres

105^F

• également tarifs spéciaux étudiants et
moins de 18 ans
• émission des billets et départ des cars
Hoverlloyd
24 rue de St Quentin 75010 Paris
T. 607.50.61
• Service Bruxelles-Londres: Hoverlloyd
Centre International Rogier,
Rue de Brabant 38 Bruxelles T. 219.02.25

Passagers à pied
Calais - Ramsgate

60^F

• également tarifs spéciaux étudiants et
moins de 18 ans

HOVERLLOYD

Brochures, horaires et réservations:
Agences de voyages ou Hoverlloyd
Paris: 723.73.05 Calais: 34.67.10



M. _____
Ville _____
Adresse _____
Code postal _____

Désire recevoir gratuitement une brochure
Hoverlloyd.

A retourner à Hoverlloyd
Hoverport International - 62006 Calais

TOURISME

L'Équateur vu du mont Panecillo

A U sommet du mont Panecillo, l'une des excursions dominicales préférées des habitants de Quito, on découvre d'un seul regard la ville entière, capitale à l'espagnole d'un Équateur tout à l'indienne. Tout autour de ce grand conglomérat urbain plaqué au fond d'une vaste faille évasée dans la montagne, les petites maisons blanches, en rangs serrés, grimpent à l'assaut des pentes coteuses. Dès 9 heures, les « micros » cabotiers, s'agrippant désespérément au ruban d'asphalte cabossé qui serpente autour de la colline, déboulent au fait du Panecillo leurs vieux couples d'indiens en poncho rouge, au visage ridé, leurs théories d'équatoriennes rousses cherchant sans grand succès à gouverner des ribambelles d'enfants qui s'égaillent dans toutes les directions.

Les jeunes, eux, montent à pied, en groupes ou en couples, les garçons avec l'allure athlétique et les cheveux rasés des éternelles obligations militaires, et, à l'oreille, l'inévitable mini-transistor japonais qui ne se lasse pas de dégorger les sons tonitruants de la dernière cumbia colombienne. Les militaires parlent de football, les étudiants de nationalisation du pétrole. Ils prêtent à peine un regard distrait au vieux couple de touristes américains qui a gravi la colline dans le taxi de leur palace, et qui contemple le paysage d'un ample regard photographique.

Des larmes dans la vallée

Onze heures, l'heure de la messe. Au pied d'une énorme statue, devenue kitsch, de la Vierge qui, depuis des siècles, bénit la ville d'un geste ample, un autel de fortune a été dressé. Deux religieuses s'affairaient, invitant les fidèles par le truchement de leur micro à « remplir le précepte dominical ». Les convaincus s'approchent, mais la plupart des couples restent assis dans l'herbe, le regard fixe sur cette Quito des misères quotidiennes, qui, de là haut, paraît presque accueillante.

« Le Christ s'est fait homme dans cette vallée de larmes, et est venu partager toutes nos misères humaines, toutes, sauf le péché », dit au micro la voix du prêtre. Est-ce à cette vieille Indienne assise sur le sol qu'il faut le dire, qui regarde, l'air perdu, l'officiant ? Est-ce à ses enfants qu'il faut le dire, qui, derrière, passeront une fois de plus leur journée à vendre des journaux ou à cirer des chaussures, malgré une « obligation scolaire » que les parents, bien souvent, sont les premiers à ne pas faire respecter ? C'est pourtant cette même Indienne, peut-être, que l'on entendra sangloter le lendemain au fond d'une église de la capitale, invoquant en une longue litanie poignante un Dieu qui ne paraît s'être arrêté en Équateur que pour veiller à la construction des somptueuses églises aux murs dorés de

Quito. « Le Christ s'est fait homme dans cette vallée de larmes », répète, insistant, le micro.

Pour atteindre le sommet du Panecillo, il faut grimper le long de la rue Bahia. Qui dirait, à la voir de jour si anodine, quelle abîme une fois venue la nuit le Pigalle de la capitale ? Triste Pigalle, à la vérité, où les filles de « joie » méritent moins encore qu'ailleurs ce qualificatif. Des filles aux traits las, trop grasses pour une mini-jupe ajustée, qui attendent postées en file contre un mur le client. Au pied du petit hôtel en bois, un policier veille à tout hasard, hâtant avec ces demoiselles. Les tarifs sont bas : la loi de l'offre et de la demande joue de manière implacable et sont nombreuses toutes celles qui, seules, ou avec leur famille au complet, ont quitté vers quinze ans leurs villages de la montagne pour venir dans la capitale où

l'on ne sait trop de quoi on vivra.

Il y a deux Quito. Celle du centre, d'abord, la vieille ville de l'époque coloniale, aux ruelles tortueuses et pollées, éternellement engorgées par des embouteillages qui ne sont pas que le triste apaisage des capitales européennes. Marcher sur les trottoirs représente une expérience harassante, tant il faut fendre toujours une foule compacte et désordonnée, au sein de laquelle, année après année, les complets-veston prennent le pas sur les ponchos. Le dimanche, pourtant, la circulation est plus fluide ; mais de longues files d'attente s'étendent devant les cinémas, où l'on joue le dernier film de Kung fu ou, les bonnes semaines, une comédie américaine presque récente. Face à la file qui s'allonge, un vieil indien joue en tremblant d'un violon au son aigre, dans l'attente d'une aumône toujours trop mince. Entre deux

séances, il sommeille sur le trottoir.

Au nord, au-delà du « no man's land » dessiné par quelques parcs verdoyants, Quito devient tout autre. Ici, c'est le grand quartier résidentiel, où les belles demeures assoupies s'alignent sagement le long de larges avenues bordées de palmiers. Fini la foule bruyante et bigarrée des étroites venelles du centre ; seuls quelques groupes de jeunes gens en complet cintré et chaussures brillantes déambulent, ce dimanche, face aux cafés de style européen. N'est-ce pas un peu l'Europe ou les États-Unis, d'ailleurs, ce quartier, avec ses galeries commerciales « Bon Génie » et ses « drive-in » aux inscriptions en anglais, ses restaurants internationaux, « The Pub-bar anglais » ou « le bistrot-restaurant français » ? On est presque surpris de voir à un carrefour trotter ces deux riches

Indiens de la région d'Otavalo, longue tresse et poncho bien, éternels commerçants qui vendent aux quatre coins des Andes leurs objets artisanaux.

Mais sont-ils encore bien chez eux ? Entre les deux Quito, la coupure est profonde. Les bourgeois cossus du nord de la ville hésitent de plus en plus à descendre vers le centre bruyant et poussiéreux pour y faire leurs achats. Les riches familles de Quito se réunissent pour parler psychologie, commerce ou voyages à Miami, bien à l'abri des hautes grilles qui entourent leurs belles demeures. Elles feignent de tourner le dos au cœur profond de l'Équateur qui bat à quelques kilomètres de là, dans les étroites rues du centre, où les petits Indiens pressent le pas, alors qu'il commence à pleuvoir, ce dimanche soir, sur Quito.

THIERRY MALINIAC.

CARNET DE ROUTE

Un guide qui en sait long

Où trouver l'adresse de tel office de tourisme, comment se renseigner sur les formalités douanières en vigueur dans tel pays, quel vaccin est-il obligatoire pour franchir telle frontière ? Des questions que tout voyageur est amené à se poser souvent. Ce guide — qui est plus un instrument à l'usage du professionnel que du particulier — se divise en huit chapitres. L'air, le rail, la mer, la route, l'hôtellerie, les agences, en sont les principaux, que précèdent un nombre important de pages « documentation » (fuseaux horaires, climats, monnaies, change, etc.) et que suit une revue de différents services d'assistance et d'assurance aux voyageurs.

* L'écouter-Guide professionnel des voyages et du tourisme. Éditions Économica, 15 rue Beau regard, 75002 Paris. Tél. : 238-74-37. Un volume, 75 F.

Huit jours à la sicilienne

Demi-pension ou pension complète dans un hôtel de Taormina, en Sicile : dans le premier cas, une semaine coûtera (de Paris à Paris) 1185 francs, dans le second 1265 francs.

Mais la brochure *Evastion* propose aussi tout un choix de fins de semaine à Rome, Venise, Florence et Naples, à partir de 1 000 francs par personne. On part le vendredi, on revient le dimanche soir.

* C.I.T.-Evastion, 5, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél. : 073-45-30.

La Laponie, planches aux pieds

Le vent (attention ! il est souvent glacial), les troupes de rennes que garde un berger — bonhomme de neige, les pins et les bouleaux habillés de givre scintillant,

l'espace... La Laponie, incendiée de soleil boréal, semée de petites maisons de bois dont les balcons s'orientent, comme ailerons, de géraniums, de viande surgelée en guirlandes. Avec les skis aux pieds et le sac au dos.

Dix jours de Paris à Paris, via Helsinki, Rovaniemi et Ivalo, dont sept journées pleines de raid proprement dit. Prix : 3 350 F par personne.

* Transvols, 49, avenue de l'Opéra, 75002. Tél. : 742-47-39.

Haïti ou le triangle d'or ?

Vaudou, soleil, plages, cocotiers, pizzas dans la forêt ? Haïti, la « perle des Antilles », Douze jours dans l'île, hébergement dans un hôtel de première catégorie : de Paris à Paris, 3 250 F par personne.

Au même catalogue, des séjours « exploration » en Birmanie et au Népal. Et dans le fameux « triangle d'or », cette contrée du nord de la Thaïlande où les tribus Méo, Akha et Yao cultivent encore le pavot, travaillent le bois, le papier, la soie et la laque, à partir de Bangkok, une « excursion » de quatre jours, qui coûtera 1 730 F par personne.

* Air Alliance, 4, rue de la Michodière, 75002 Paris. Tél. : 073-63-50.

L'Afrique en tous sens

L'Afrique, toute l'Afrique. En séjours libres au bord de la mer, en altitude ou dans les capitales. En village-club pour les amateurs de sport. En circuits, pour découvrir à chaque tour de roue un nouvel aspect des pays visités. En safari-photos dans les réserves. En croisière. En « route libre », au volant d'un véhicule. Autant de formules, autant de propositions qui,

parfois, peuvent se combiner entre elles.

Quelques exemples : une semaine au Sénégal, à partir de 3 400 F, ou au Togo, à partir de 3 250 F. Une semaine en demi-pension aux îles du désert nigérien, à Niamey, à partir de 2 800 F. Et encore, dix jours pour rejoindre la capitale de la Haute-Volta à celle de la Côte-d'Ivoire (5 200 F), ou, caméra en main, le parc du Djoudj, au Sénégal, riche de milliers et de milliers d'oiseaux (4 500 F).

Quant aux grands circuits, ils durent de seize à dix-huit jours : ainsi, la randonnée ouest-africaine va du Sahara aux forêts tropicales, du Niger à la Côte-d'Ivoire, via le Mali et la Haute-Volta (6 800 F). Rare : un grand périple en Afrique du Sud, dix-huit jours partagés entre la voiture, le train et l'avion (9 190 F).

* Atravours, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 723-34-70. (Catalogue sur demande.)

Vingt et une façons de skier

Vingt et une stations de sports d'hiver à choisir dans le dernier catalogue de Jeunes sans frontières : en France, bien sûr, mais aussi en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en Italie, et encore en Laponie, en Roumanie, en Suisse et même au Maroc.

Au même catalogue, des voyages en Chine populaire, des expéditions au Yémen, en Thaïlande, au Niger, et des randonnées plus aventureuses, comme les méharées dans le désert jordanien de Wadi-Rum (prononcer : « rum »), le trekking au Népal.

A titre d'exemple : onze jours au Hoggar, dont huit sur le dos d'un méhari ; prix : 3 500 F par personne, tout compris.

* Jeunes sans frontières, 7, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 261-93-21.

Les Indiens de « Zizi »

« Eh bien ! mon copain, ce coup-ci, on part en Amazonie, chez les Indiens Tucumariques, filmer avec eux la chasse, la recherche d'orchidées sauvages... » Pourquoi les Tucumariques ? « Parce que j'ai vu des photos d'eux. Ils ont une bonne tronche... » Marcel Ley-Schwartz (« Zizi » pour ses amis) ne parle pas la langue des explorateurs, tout membre de la Société des explorateurs français qu'il est. Il « cause » avec le cœur et les yeux, pas avec une grammaire. Et il écrit ses livres sur le ton qui est le sien quand il raconte à ses copains tout ce qu'il a vu au fond des mers, au Congo, en Nouvelle-

Catédonie — ou au coin de la rue...

Le Brésil, paradis de l'aventure qu'il vient de faire paraître (et qu'il a dédié « aux frères Vilas Boas, les Schweitzer de l'Amazonie ») est de la veine de ses précédents récits. Fournissant d'anecdotes, de précisions, de révélations qui, même énoncées en argot, et où les clin d'œil remplacent les guillemets, ont valeur scientifique. Et, comme à l'accoutumée, magnifiquement illustré par un œil qui sait ce que Leica veut dire. — J.-M. D.-S.

* Presses de la Cité, collection « Coup d'œil sur le monde ». Un volume, prix : 36 F.

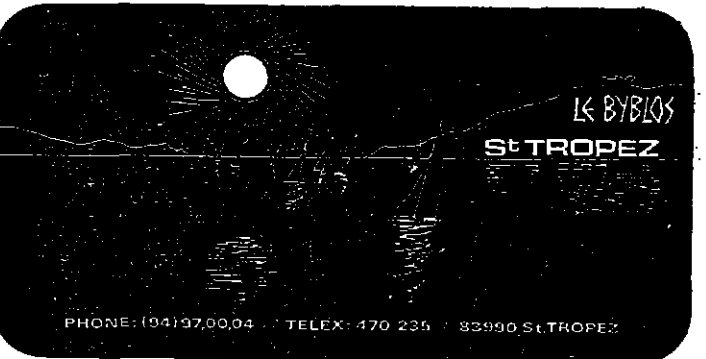
Décrochez pendant 8 jours. Partez au Népal !

JALTOUR vous propose plus de 20 séjours en Extrême-Orient. 20 séjours en Thaïlande, au Laos, à Bali, au Népal, en Inde, aux Philippines, en Corée, au Japon, etc.

Pour recevoir une documentation détaillée sur tous ces voyages,

retournez ce bon à Japan Air Lines, 75 av des Champs-Élysées, 75008 Paris.
Nom _____
Adresse _____

Jaltour



terres d'aventure

5, rue St-Victor 75005 PARIS — Tél. 033.63.51 et 324.50.98

- TREKKINGS
Népal/Mustang
Kilimandjaro
Villages Dogons
- EXPÉDITIONS :
Niger en Pirogue
Descente de la Rivière Kwai
Les Sporades du Nord en voilier
- Méharées dans l'Air
Expérience de solitude au cœur du Sahara
- Ski de Fond et Raquette
France-Laponie-Canada

CATALOGUE détaillé sur simple demande.

Toutes les formules réunies dans ce programme laissent une très large place à la participation physique, sportive de chacun

سكيا من الامم

TOURISME

DANS LE VENT DE BERCK

Des chars qui tiraient des bords...

Le dimanche de la Toussaint au Touquet, c'est généralement la pluie qui étend son rideau sur l'horizon des dunes et dépouille les arbres de la forêt ; c'est le vent alger qui souffle sur les rivages et claque dans leurs villas les vacanciers de Lille-Roubaix-Tourcoing. Or, l'autre jour, comme par une coïncidence de l'automne après l'été exceptionnel dont ont bénéficié toutes les stations balnéaires jusqu'à celles de la mer du Nord, un soleil radieux blanchissait le sable, allumant quelques voiles blanches sur la ligne d'horizon et faisant transparaître l'estuaire de la Canche dans une lumière de juillet.

Les bons bourgeois venus en nombre se ramener les poumons dans le micro-climat le plus salubre de France se baguenaudaient ainsi sur la digue avec femme et enfants après un lèche-vitrines précautionneux des boutiques de luxe dites « de Paris », restées ouvertes histoire d'éprouver leurs goussets. Les promenades familiales les avaient disséminés sur la plage, en chemise tout de même, et à grandes enjambées énergiques, certains groupes s'attroipaient pour suivre les évolutions labo-

rieuses de deux ou trois hommes-grenouilles s'acharnant à pratiquer le wind-surf, la planche à voile qui profite du vent. Mais le vent ce dimanche était nul, pas le moindre brise ne soufflait ni du large ni des terres. C'est bien ce qui contrariait le plus ceux qui désiraient, comme nous, assister aux Six Heures de Berck.

Blériot, Garros...

Les Six Heures de Berck sont des courses d'endurance de chars à voile qui se disputent à chaque Toussaint depuis 1906. Déjà, la veille, le vent était tombé et avait interrompu l'épreuve après deux heures de course. Quand, en fin de matinée, nous débarquâmes au Casino maritime de Berck, où paradoxalement Ecole-Club, on n'apercevait que des joueurs de pétanque se livrant paisiblement à leur sport favori sur les grèves miroitantes de la mer basse.

Les concurrents, concentrés sur la petite esplanade du Club House autour de leurs chars inutilisables, en étaient réduits à mouiller leur index en supputant une brise annoncée à 10 miles au large. Grand beau, ou le météo désemparante des réga-

liers ! Bientôt, le flot commença à remonter, et ce fut terminé pour la course dominicale.

Le lendemain lundi, un vrai temps de Toussaint devait opportunément « travailler » la course. Les dunes que nous longions étaient redevenues « la contrée morte, parcourue par le vent », où se terrait les contrebandiers de Van der Meersch et l'immensité du rivage de Berck, entre son église à contrefort et la façade sinistre de son hôpital maritime, évoquant ces plans d'eau d'intel, où les loutins de la terre et du ciel se confrontent comme dans les marines de Ruysdael.

Le départ de cette deuxième course pour l'honneur sur fleu à midi. Vingt chars, alignés au bas du Cerle maritime, y participaient encore. On retrouvait en ligne des engins bizarrement triangulaires à roulette de nez de draget, aux pneus fisses, dont le coque caréné est surplombé par une voile de 6,50 m² et qui peuvent rouler à des vitesses de pointe supérieures à 100 kilomètres à l'heure. Des chars à la dernière mode — roues de 2 CV, fourches de Vespa, voiles anglaises, — sans point commun avec les

aéroplanes de notre enfance que nous voyions voler, une roue en fait, sur le pique de Diard, aux mains des pionniers de l'aviation, Blériot, Roland Garros et Brindejane des Moulinais, réputée casse-cou par les familles mais éperdument admirée par les marmosettes des châteaux de sable !

Notre première surprise fut de voir la plupart des concurrents nous tourner le dos et l'océan vers la mer dans des gerbes d'eau, alors que trois d'entre eux seulement évoluaient parallèlement à la digue sur le sol ferme, évitant ainsi le franchissement des « baches », ces filets qui s'étendent à marée basse entre deux bancs de sable et si traîtres aux balnéaires. Mais le vent soufflait dans toutes les directions, et les chars disparaissaient du front de mer en l'ouvrant.

Voiles blanches

Tout au loin, vers la bouée de virage sud marquée par une caravane, on voyait se passer en désordre une armée de voiles blanches. On les voyait revenir d'un tour de main à toute al-

lure, ou stoppés net dans leur élan à la manière des araignées d'eau, et passer détachés devant les « stands » avec les pilotes couchés à la manière d'autres « allongés », singulièrement plus immobilisés, de la rive, encouragés au passage par leurs coéquipiers. Les relèves cependant n'allaient pas tarder à gêner les concurrents et la visibilité à se réduire dangereusement sur les 6 kilomètres du parcours. A 15 heures, il ne restait plus que onze équipages en course. Pour éviter les accidents, l'épreuve était arrêtée sur un classement qui donnait une victoire de consolation aux Belges Houtsaeger-Dumont, déjà bien placés derrière le jeune équipage berckois Descamps-Grimonpont, vainqueur officiel des Deux Heures du samedi.

Entre-temps, le gros des chars étrangers avaient repris la route sur la toile des voitures, Angles de Blackpool, Allemands de Cuxhaven, Hollandais de Bergen-Zee, Belges de La Penne, désertant les lieux enfin battus par les vents et livrant la place désormais aux « amateurs » du week-end.

OLIVIER MERLIN.

PAS D'ACCORD

Sauvage forêt gauloise

Après l'article intitulé « Les restes de la forêt gauloise » (le Monde daté 10-17 octobre 1976), M. Louis Auguste de Rome, nous a adressé les lignes suivantes :

Voilà quelques réflexions suggérées par l'analyse que votre collaborateur Jean Rambaud a faite du livre France, la forêt tout le comp. Non, l'énorme forêt amazonienne n'est pas détruite par des « exploitants-exploiteurs », mais par des éleveurs ou des paysans pauvres venus des zones sous-développées du Brésil et qui la grignotent. Oui, la surface de la forêt française s'accroît chaque jour et il s'agit bien, hélas ! d'une forêt naturelle et non pas de cette forêt artificielle que les écologistes combattent. Il s'agit en effet d'une forêt gagnée naturellement sur des terrains de culture abandonnés à la suite de la dépopulation des campagnes : il n'y a plus en France de guerre des Demoiselles fautes de combattants. Les ennemis de la forêt ne sont plus les paysans, mais ces messieurs des villes.

Oui et non, la forêt n'est ni une usine à bois, ni un bien public. Elle est les deux à la fois et les deux sont conciliables. Sur quoi le Monde serait-il imprimé à un prix raisonnable et n'y avait pas de forêt ? Sur du plastique tiré du pétrole (non renouvelable) ? La production de bois est donc d'intérêt public et le cas dans ce cas d'ailleurs, le cas dans ce cas d'ailleurs, si M. Rambaud et Gauthier sont capables de définir sans ambigüité la « vraie forêt » à laquelle ils se réfèrent. Non, les forestiers français (trop peu nombreux, hélas !) n'ignorent pas l'écologie ; c'est au contraire eux qui l'ont inventée il y a plus d'un siècle et

elle constitue encore le fondement de leur éducation et de leur métier de tous les jours. Non, les coupes rases n'entraînent pas l'érosion, la dégradation de l'environnement et il y a des cas où elles représentent la seule solution pour perpétuer la « vraie forêt ».

Je conclusai plutôt : « France, la forêt (sauvage) s'enlève parce que les habitants vivent dans les villes ». Sait-on en effet suffisamment que la France possède près de la moitié de la surface forestière du Marché commun et que, malgré cela, elle importe, aux dépens de sa balance commerciale, d'énormes quantités de produits forestiers ?

LES FRANÇAIS VERS L'IRLANDE

Si 1976 doit rester dans les annales touristiques françaises comme une « bonne année », elle sera pour l'Office national du tourisme irlandais en France une véritable année « grand cru ». En effet, à la fin du mois d'août dernier, le marché touristique français vers l'Irlande marquait une progression de 18 % par rapport à l'année précédente aux mêmes dates. En 1976, le nombre des Français qui s'étaient rendus en Irlande avait déjà progressé, passant de 36 000 en 1974 à 43 000 en 1975.

Si cette progression se maintient jusqu'à la fin de l'année en cours, c'est 50 000 environ qu'atteindra le nombre des Français qui auront pris des vacances irlandaises en 1976.

Le lycée pleure Paris

(Suite de la page 15.)

D'où une particularité, la structure double du L.T.H., dont la gestion est totalement assurée par un organisme privé, l'A.P.H.E.L. (Association professionnelle des hôteliers, restaurateurs et limonadiers), le département pédagogique étant, lui, assumé par le ministère de l'Éducation. Enfin, l'école est la propriété de l'association, qui avait réuni, en 1938, date de sa construction, 40 % du montant de la facture, l'État s'étant alors chargé du solde.

Questions sans réponses

Pourquoi la décision de l'éducation de transférer à Saint-Quentin-en-Yvelines l'école parisienne (même si ce transfert doit se traduire, matériellement parlant, par des avantages certains, les locaux de la rue Médéric étant insuffisants) suscite-t-elle cette levée de boucliers ?

D'abord, parce que ce choix géographique reste très contestable aux yeux des opposants au projet, du fait que la ville nouvelle qui se bâtit autour de Trappes est loin de posséder les infrastructures hôtelières indispensables à accueillir des étudiants tenus d'accomplir tout au long de leur scolarité des stages, à raison d'un jour par semaine ou d'une semaine par mois.

Ensuite, parce que les responsables de Jean-Drouant ont, semble-t-il, les meilleures raisons de croire que la privatisation de l'école restant à Paris devrait

suivre de peu le déménagement, et que, dès lors, les candidats de milieu modeste se trouveraient dans l'impossibilité financière de fréquenter des cours qui deviendraient nécessairement payants, tandis que bien des professeurs se verraient contraints de demander leur mutation.

Il y a longtemps déjà que le corps enseignant, comme les responsables et gérants de l'école, demande avec insistance la nationalisation de leur établissement, du moins la signature d'une convention aux termes de laquelle cette mesure prendrait les apparences d'une vraie promesse. « Mais le ministère s'en tient à de vagues réponses, généralement contradictoires, indique-t-on rue Médéric. Périodiquement, une note et périodiquement cette nationalisation n'a jamais eu lieu. De même, la convention A.P.H.E.L.-Éducation, souvent mise sur le tapis, n'a jamais vu la moindre ébauche de signature ».

La question que posent à présent les responsables de l'école hôtelière pourrait se résumer de la sorte : l'État est-il ou non désireux de se débarrasser de sa responsabilité dans l'enseignement hôtelier parisien ? « Dans l'affirmative, disent-ils, on imagine quel préjudice la ville subirait. Quant à l'éventualité d'une privatisation, elle serait, ajoutent-ils, significative de l'actuelle politique en matière d'éducation : l'abandon progressif de certains secteurs de l'enseignement (technique en particulier) aux bons soins d'organismes privés ».

Quoi qu'il en soit, les enseignants de Jean-Drouant restent « décidés à défendre ce qu'ils considèrent comme un service public, et à maintenir une présence de l'éducation nationale dans l'enseignement hôtelier à Paris ».

J.-M. D. S.

● La Subde change d'adresse. — Peu le « Service suédois d'informations touristiques » : désormais, l'Office de tourisme suédois existe, et, depuis le 18 octobre, s'est installé dans le Marais à l'Hôtel de Marie, 11, rue Payenne, 75003 Paris. Tél. 278-67-06.

A CANET-EN-ROUSSILLON

LA PLAGE RADIEUSE

Syndicat d'initiative : 66140 CANET-PLAGE, S.P. 22. Tél. (08) 35-03-88 - 35-00-65

01130 NANTUA (Ain) Dans un cadre magnifique, au milieu de 4 ha de parc (pêche à la truite dans la propriété).

Hubert, du Bistrot d'Hubert

vous annonce l'ouverture de son Restaurant***

L'HOTELLERIE DU CHATEAU DE PRADON

Sur la Route Nationale St-Lyon-Genève et des Savoies

SALONS DE 10 A 60 COUVERTS - Tél. (74) 76-91-11, le 440

NOS PRIX-CHARTERS : JUSQU'A 70 % DE RÉDUCTION SUR VOTRE BILLET D'AVION

le point 85

Voyages SS / CORLUC A 891.

85 bd saint michel paris 5 329.60.50

U.S.A.	NEW YORK	1650 ^F
	SAN FRANCISCO	2950 ^F
INDE	BOMBAY	2300 ^F
MEXIQUE	MEXICO	2625 ^F
PEROU	LIMA	2950 ^F
ILE MAURICE		2980 ^F

.....**GRATUIT**.....

Sur votre demande, nous vous adressons notre brochure charters (et sports d'hiver) 76/77.

Nom : _____ N° : _____

Ville : _____ Code postal : _____

VOYAGE CULTUREL NOËL - JOUR DE L'AN

L'ÉGYPTÉ DES PHARAONS

du 23 décembre 1976 au 2 janvier 1977

Avec le R.P. Christian EUGENE Egyptologue et Coptologue.

Renseignements et inscriptions : LES GRANDS ITINÉRAIRES DE BIELLE ET TRIERE SAINTE 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Tél. 260-31-66 - Lic. d'Etat 208 A

CROISIÈRE "CAP SUR MADÈRE ET LA CÔTE D'IVOIRE"

à bord de Massalia

le paquebot-soleil où il fait bon vivre

MAROC/MADÈRE/CANARIES/ILES DU CAP VERT SÉNÉGAL/CÔTE D'IVOIRE/GUINÉE

Départ de Marseille : 3-28 janvier 1977.

25 jours. A partir de 4 900 F.

Offrez-vous enfin la croisière de vos rêves : le Maroc Impérial et le Grand Sud Saharien. Madère l'île jardin, les Canaries et les îles du Cap Vert, ces paradis en plein Atlantique. Et puis l'Afrique : Dakar l'accueillante, Abidjan la magnifique, la flore et la faune sauvage de la Côte d'Ivoire, Conakry...

CROISIÈRES PAQUET MASSALIA

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet : PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 260-57-26 MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 51.81.21 NICE : 2, rue Hahvy 06000. Tél. 88.51.30

Passez un week-end avec un cheval.



Abandonnez tout. Oubliez tout. Quittez la grande ville et ses embarras pour partir à la conquête du cheval.

A Pompadour, tout est prévu pour ça, du débutant au cavalier confirmé : leçons - montages - parcours compliqués - promenades à travers la campagne. Vous resterez ainsi très près de la Nature avec le yoga, ping-pong, golf, saunas, tir à l'arc, tennis.

Vous verrez, vous allez vous sentir redevenir vous-même.

90 Champs-Elysées Paris 8^e - Rude la Boire 75003 Paris Cedex 02 - Téléphone : 264.52.92 ou Agence Héros-Voyages de votre ville.

Pompadour. Club Méditerranée.

cet hiver aux antilles: du soleil en location

La formule la plus économique.
Deux semaines à partir de 2 995 f. (avion compris)

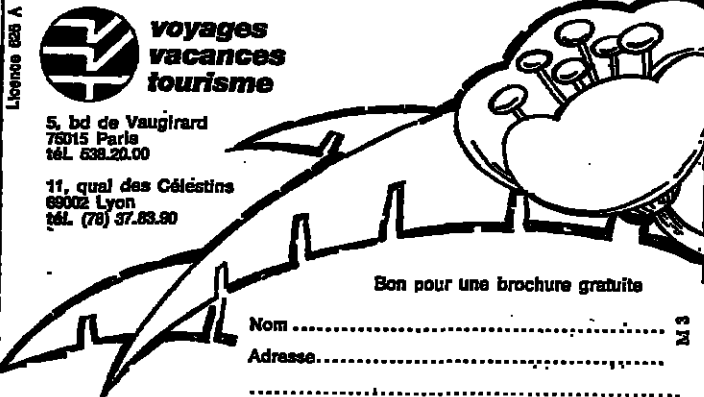
Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.

Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).

**voyages
vacances
tourisme**

5, bd de Valenciennes
75015 Paris
Tél. 238.22.00

11, quai des Célestins
69002 Lyon
Tél. (78) 37.83.80



**LA BROCHURE TRANS-ÎLES VOUS OFFRE
LE PROGRAMME LE PLUS COMPLET
SUR LES CARAÏBES**

HAÏTI 3270'
LA PERLE DES ANTILLES
12 JOURS
plages désertes, vaudou, peinture naïve,
langue de vivre des Caraïbes.

POSSIBILITÉ DE PROGRAMMES COMBINÉS :
LES BAHAMAS, SAINT-DOMINGUE,
LA JAMAÏQUE, PUERTO RICO,
LA GUADELOUPE, LA MARTINIQUE,
MIAMI BEACH ET DISNEY WORLD

Téléphonez, écrivez, demandez notre
brochure à votre agence, ou à

COMITOUR
761, rue St-Honoré - 75001 PARIS - Tél. : 260.38.55

les agences de voyages le tourisme français vous aident à mieux préparer vos vacances

Le **TOURISME FRANÇAIS** veut être, pour ses clients, plus qu'une simple agence de voyages. Comment ? En vous aidant à mieux préparer vos vacances, à mieux les vivre et à mieux les revivre au retour. Pour cela, le **TOURISME FRANÇAIS** vous suggère toute une gamme d'activités entièrement gratuites. Laissez-vous vous les présenter.



- 1° DES RÉUNIONS D'INFORMATION**
Une imagination trop fertile, de fausses idées sur un pays, peuvent parfois gâcher des vacances. Pour éviter de semblables inconvénients, notre formule est simple : une mini-conférence animée par un de nos spécialistes, qui commente à l'aide d'un film ou de diapositives le pays que vous avez choisi, répond aux questions et engage avec vous le dialogue.
- 2° NOS GRANDES CONFÉRENCES**
Rien n'est plus captivant que le récit des grands voyageurs. L'évocation de leur expérience (souvent insolite) aide à mieux découvrir un pays. Cette expérience, de grands noms du voyage la mettent, cette année encore à votre service. Pourquoi ne pas en profiter ?
- 3° LES DINERS-DÉBATS**
Cette formule vous offre un moyen de communication plus direct entre vous et un interlocuteur compétent. Cette année, nous organiserons près de 10 dîners-débats.
- 4° SOIRÉES RETROUVAILLES**
Avec nous, un voyage ne s'arrête pas au retour. Nos soirées Retrouvailles reconstituent un très grand succès. C'est l'occasion de passer une agréable soirée autour d'un verre en projetant ses diapositives et ses films avec d'autres compagnons de voyages. C'est se retrouver un peu en vacances.
- 5° LES APRES-MIDI LIVRES**
Faites la connaissance d'écrivains autour de livres touristiques lors de nos après-midi spécialisés. Vous pourrez y acheter et faire dédicacer les livres de votre choix.

Existe-t-il une autre organisation que le **TOURISME FRANÇAIS** pour vous en proposer autant ? Cet hiver, pour retrouver le soleil ou partir à la découverte du monde, faites confiance aux Agences de voyages **LE TOURISME FRANÇAIS**.

* Bien entendu, pour les dîners-débats (mais simplement pour les dîners-débats), nous vous demandons une participation.

le tourisme français

96, avenue de la Victoire 75429 Paris - Tél. 280.67.80
32, avenue Félix-Faure 75015 Paris - Tél. 280.67.80 poste 244
107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 337.82.82
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen - Tél. 280.67.80 poste 280
Succursales : CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, TOURCOING, BRUXELLES.

TOURISME

DES « DIAPOS » DANS LE BON ORDRE

L'UTILISATEUR d'images, ce n'est pas seulement le spécialiste qui dans son studio élabore des publicités ou des maquettes. C'est Monsieur-tout-le-monde, qui veut projeter des diapositives pendant un cours ou une conférence, qui a besoin d'illustrer un rapport. Animaux, végétaux, architectes, médecins, ingénieurs, sont tous confrontés un jour ou l'autre au problème de la recherche des images. Elles sont là, dans leur propre collection, mais se refusent à apparaître au moment où il en ont besoin. La mémoire se souvient très précisément du document recherché, mais celui-ci ne se trouve pas là où à tort elle le situe.

Comment organiser l'emploi rationnel et rapide de vos cinq mille ou dix mille documents photographiques ? La première étape consiste à ranger vos photos en choisissant les supports qui correspondent à votre documentation : diapositives de formats métrologiques, négatifs, tirages papier. Il existe des relieres équipées de bandeslettes pour retenir les négatifs ; encore faut-il réviser consciencieusement négatif et tirage pour n'avoir pas tout à manipuler quand on a besoin de nouvelles preuves ! Pour les diapositives, les matériels se multiplient : les feuilles en plastique translucide (La Renaissance, Danon) permettent d'embrancher d'un seul coup d'œil une vingtaine de documents et s'adaptent aux diverses largeurs de tirages ; les feuilles spécialisées (Journal, Abodia, Optia) donnent à voir d'un seul ensemble plusieurs centaines de documents, mais ils sont d'un coût élevé et demandent de la place ; enfin, les tirages Cien, s'ils ne présentent pas l'avantage d'une vision immédiate, par leur organisation interne variable, permettent le rangement des diapositives, des tirages papier et de tout document au format européen. Pour les collections de moindre dimension, les boîtes de rangement peuvent suffire : Karo-Clas ou Slinatic.

La seconde étape demande réflexion, car du choix de vos catégories de classement dépendra en partie le fonctionnement de votre système. Si vous n'avez pas d'axe d'utilisation très précis, le plus simple consiste à partir des images elles-mêmes en voyant quels sont les thèmes qui se dégagent. Si vous êtes dans une entreprise de peinture, peut-être les sujets représentés ne vous intéressent-ils qu'au second chef ; cependant que la rencontre des couleurs est pour vous primordiale ; si vous êtes professeur de géographie, chaque paysage appartient à une ère bien définie.

Exploration systématique

Selon le mode d'utilisation de vos documents, une analyse s'imposera à vous ainsi qu'un thème de classement. Mais il ne faut pas en rester là ; ce serait nier toutes les autres richesses de votre image. Très souvent d'ailleurs, vous serez gênés en ayant envie de placer des documents dans des catégories différentes car l'humain, le paysage, le cadre, vous paraissent dignes d'être retenus. Ce qui saute aux yeux pour certaines images se vérifie pour toutes et, en réalité, il faut se livrer à une exploration systématique de chaque document. Une série de questions, simplistes en apparence, permettant de classer tout document :

a) Comment a-t-il été prise cette photo ? Présente-t-elle un intérêt technique ? b) Quand... Il est des dates qui dénotent des significations. c) Qui... Cette question concerne le vivant, qu'il soit humain ou animal et qui entraîne un nouveau d) Comment ? La caractéristique du vivant est l'action et celle-ci mérite peut-être d'être notée. e) Quoi... L'univers des objets, construits ou naturels, ne manque pas, lui non plus, d'intérêt !

Tous ces aspects ne valent pas la peine d'être relevés à chaque image, mais cette discipline d'analyse élimine les oublis graves. On établit de la sorte, à côté de la photothèque, un fichier thématique où, à chaque « descripteur » retenu (1), correspond le numéro ou la localisation de l'image concernée. Cette méthode facilite la recherche directe des images en ne les limitant pas à une seule catégorie. L'idéal pour une exploitation totale de la richesse iconographique est d'attribuer les images de tout classement thématique, de les ranger par numéro d'entrée en photothèque et de procéder à une analyse approfondie de celle-ci. La recherche se fait alors en recourant à l'informatique. Cette dernière technique est actuellement l'objet d'expérimentation et de recherches.

GINETTE BLÉRY.

(1) Le mot-clé retenu qui permet de retrouver la photo.

* Ginette Bléry est l'auteur d'une œuvre récente (université de Strasbourg) sur la « Mémoire photographique ».

DESTINATION

Les sports d'hiver au bout du fil

OUTRE les grandes administrations — parmi lesquelles le secrétariat d'État au tourisme occupe la première place — concernées par les vacances de neige des Français et les organismes régionaux, départementaux et locaux (délégations régionales au tourisme, comités régionaux de tourisme, comités départementaux, offices de tourisme, syndicats d'initiative, etc.), existent plusieurs organismes propres aux sports d'hiver, auprès desquels le public peut directement obtenir des renseignements et dont, dans ce cas, nous indiquons l'adresse.

La Fédération française de ski

(43, rue Eugène-Flechat,
75017 Paris, tél. 754-00-38)

Constituée en 1934, la F.F.S. a pour but « de développer la pratique du ski sous toutes ses formes et par tous les moyens de propagande et d'action susceptibles d'être mis en œuvre ; d'établir dans le cadre des règlements de la Fédération internationale de ski et de la législation en vigueur tous les règlements de ses manifestations en France et dans les départements et territoires français d'outre-mer ; de grouper toutes les associations pratiquant le ski et régulièrement constituées en France et dans les départements et territoires d'outre-mer ; de rechercher et de faciliter la création de telles associations ; de diriger, de surveiller, de contrôler et de coordonner leur activité ». Parmi ses actions, on retiendra : l'organisation des épreuves ou manifestations sportives entrant dans le cadre de son activité ; la tenue d'un service de renseignements et de documentation relative à la pratique du ski et à son organisation ; la défense des intérêts du ski ; l'organisation de comités régionaux et, éventuellement, de comités départementaux.

Le Comité des stations françaises de sports d'hiver (49, rue Figeac, 75009 Paris, tél. 874-32-84).

Créée en 1945, cette association

groupe les maires de soixante-quatre stations de sports d'hiver. C'est elle qui obtient l'inscription au plan Monnet de l'industrie et du tourisme et, par voie de conséquence, de l'équipement de la montagne.

Union Ski-France

(28, rue Cardinet,
75017 Paris, tél. 727-02-37)

Issue du regroupement, en 1967, de quatre associations ou syndicats (Syndicat national des téléphériques et téléskis de France, Comité des stations françaises de sports d'hiver, Syndicat national des moniteurs du ski français, Fédération française de ski), qui dès 1965 avaient pris conscience de la nécessité d'harmoniser et de coordonner leurs actions en faveur des vacances d'hiver. Cette association a pour but de faire connaître toutes les possibilités des sports d'hiver en France, et de promouvoir en France et à l'étranger le développement de toutes les activités des vacances à la montagne.

Union Ski France dresse chaque année un programme d'opérations destinées à la France et à d'autres pays étrangers auxquelles le secrétariat d'État au tourisme apporte son appui. Ses objectifs : renforcer la notoriété et l'image de marque des sports d'hiver en France en fonction des marchés à attirer au ski de nouvelles couches de clientèle ; informer le plus précisément possible la clientèle ; porter les efforts vers les régions de France les moins favorisées par la propagande ski, l'Ouest et le Nord en particulier.

Stations-Villages-Savoie

Regroupement de stations savoyardes qui se sont attachées à préserver les villages : Les Carroz-Aranches ; Châtel ; Courmayeur ; Les Contamines-Montjoie ; Les Gets ; Le Grand-Bornand ; Notre-Dame-de-Bellecombe ; Pralognan-la-Vanoise ; Samoëns ; Valloire.

France Ski International

(3, rue Théodore-de-Banville,
75017 Paris, tél. : 720-70-50)

Regroupement de quatorze stations soucieuses d'assurer en commun leur promotion sur les marchés internationaux : Alpes d'Elves ; Arvieux ; Chamonix ; Courchevel ; Le Corbier ; Flaine ; Isola 2000 ; Megève ; Les Menuires ; La Plagne ; Tignes ; Val d'Isère ; Val-Thorens.

Le Syndicat national des téléphériques et téléskis de France regroupe deux cent cinquante adhérents exploitant environ mille deux cents remontées mécaniques. Il est chargé de défendre leurs intérêts professionnels.

Le Syndicat national des moniteurs du ski français regroupe les moniteurs de ski et organise la profession en créant partout où le besoin s'en fait sentir des écoles de ski français.

L'Association nationale des pisteurs et secouristes regroupe les employés du service sécurité des pistes. Le travail d'un pisteur-secouriste revêt des aspects multiples, depuis la sécurité et le transport des blessés jusqu'à l'entretien des pistes non seulement en hiver, mais aussi en été.

KLM. GUATEMALA.

A partir de 4.800F, nous vous offrons les pyramides de Tikal, le lac Atitlan et le marché de Chichicastenango.

Fermez les yeux. Vous êtes tout en haut de la pyramide du soleil, à Tikal. A vos pieds, les constructions prodigieuses mystérieusement abandonnées par les Mayas au X^e siècle. Autour de vous, la forêt impénétrable du Peten où régnent les toucans, les jaguars et les singes-argents.

Gardez les yeux fermés. Vous êtes à Panajachel, sur les rives du lac Atitlan. Face à vous, les deux volcans jumeaux bleussent dans le couchant.

Maintenant, vous êtes à Chichicastenango. C'est jeudi, jour de marché. Vous parcourez les ruelles, ivre de bruits et de couleurs, choisissant ici une couverture à motifs bleus, là une chemise au velours délicatement bariolé.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé : nous, KLM, vous offrons tous les trésors du Guatemala à partir de 4800 F pour 12 jours. Et pour vous y amener, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige.

Ecrivez ou téléphonez à KLM, 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 742-57-29 ou allez voir votre Agent de Voyages.



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

صوتنا من الامم

NEIGE

TOURISME

Enfants sur la bonne pente

On fait des enfants trop petits encore pour chausser les skis ? Pour permettre aux parents de skier tout à leur aise, ont été créées des garderies d'enfants dans la plupart des stations françaises. Le Comité des stations françaises de sports d'hiver édite chaque hiver la liste des stations proposant les services d'une garderie avec l'indication des tarifs, horaires et âges limites (envol sur demande).

Toutefois, plusieurs formules de garderies sont proposées, qui devraient permettre à chacun de choisir la solution la mieux adaptée à son rythme de vacances.

Les garderies proposées par les offices de tourisme accueillent généralement tous les enfants, quel que soit leur âge. Des baby-clubs et des nurseries existent actuellement dans une trentaine de stations françaises. Les horaires des baby-clubs sont généralement de 9 h à 13 h du matin à 18 h ou 18 h 30 suivant la station. Les tarifs en sont fixés par heure, journée ou demi-journée. Les garderies à domicile : le baby-sitting de particulier à particulier existe dans certaines stations. La liste des personnes gardant des enfants à domicile peut être consultée à l'office du tourisme de ces stations. Les garderies dans les hôtels : bien que peu nombreux encore, certains hôtels disposent d'une garderie. Les garderies dans les clubs et les organismes de vacances : les membres de clubs ou d'organismes de vacances peuvent bénéficier des services d'une garderie d'enfants, qui leur sont généralement proposés. Dans ce cas, les enfants sont pris en charge toute la journée. Dans les V.F.P. (5, bd de Vaugrand, 75015 Paris, tél. 538-52-13) selon un calendrier établi pour chaque village, la crèche-jardin d'enfants accueille les « tout-petits » jusqu'à trois ans. Le Club Méditerranée (place de la Bourne, 75002 Paris, tél. 268-50-60) accepte selon les villages les enfants à partir de quatre ans. On les fait skier, on s'occupe d'eux, on les fait déjeuner ou dîner, et les parents le désirent. Les enfants qui ne skient pas encore se voient proposer un grand choix d'activités.

Le village d'enfants est le champ d'expérience d'une nouvelle pédagogie pour les jeunes skieurs de trois à quatorze ans. Il s'agit généralement d'un village miniature composé de petites chalets de montagne, où les enfants disposent de leurs propres pistes de ski et de leurs remorques mécaniques (Avalon). L'enseignement du ski utilise une technique nouvelle : tout est fait

pour que l'enfant découvre lui-même la solution aux problèmes posés par le milieu qui l'environne. Les consignes verbales sont réduites au minimum, l'encadrement est entièrement qualifié, se compose de moniteurs, d'infirmières et de pédagogues.

La colonie de vacances ou le « stage de neige » offrent à l'enfant la possibilité de découvrir la neige pendant ses vacances scolaires dans le cadre de l'école du quartier, du village ou de l'entreprise de ses parents. Les centres de vacances admettent les enfants jusqu'à quatorze ans. Les stages d'adolescents jusqu'à dix-huit ans.

Les classes de neige sont constituées par des classes normales de l'enseignement primaire séjournant un mois minimum avec leur effectif habituel dans une agglomération de montagne. L'emploi du temps y est partagé quotidiennement entre la pratique du ski et la poursuite normale du programme scolaire. Le ski constitue l'activité privilégiée, mais non exclusive, des classes de neige. A côté de l'enseignement du ski, dispensé par des moniteurs, les enfants doivent bénéficier de séances de plein air : promenades, découverte de la nature, jeux, etc. leur permettant de bénéficier des bienfaits d'un séjour en montagne. L'encadrement prévoit, outre les instituteurs, une infirmière, un animateur et un moniteur de ski.

Le départ en montagne d'une classe est organisé par les collectivités locales (directeur de l'école), les départements et communes, en accord et sous contrôle des autorités académiques dont dépendent ces classes. Les collectivités locales assurent la plus grande partie du financement et l'Etat verse une subvention. Une contribution assez modeste, évaluée sur la base des allocations familiales, est demandée aux parents.

Les homes d'enfants de France. — L'Association nationale des homes d'enfants de France regroupe des établissements sélectionnés selon des critères sévères de confort, d'activités éducatives et sportives. Ils garantissent un à la fois : une surveillance médicale, un accueil réservé aux enfants, un directeur résident, qualifié et responsable.

Implantés dans presque toutes les régions de France, les homes reçoivent, selon leurs caractéristiques, un petit nombre d'enfants, âgés de trois à six ans, de six à quatorze ans, et des adolescents

de treize à seize ans. A la demande des parents, ces homes accueillent l'enfant : pour un séjour de vacances d'hiver ou d'été ; pour un temps scolaire à effectuer dans de bonnes conditions climatiques, avec effectif réduit ; pour une initiation ou un perfectionnement de la langue et de la culture française des enfants étrangers.

(Secrétariat de l'ANHEP : B.P. 7-81 430 Izay, Tél. : 941-11-97. Envoi de la liste des homes adhérents sur demande.)

Les organismes officiels : Touring Club de France : 65, avenue de la Grande-Armée — 75016 Paris — Tél. : 558-89-39. A partir de quatorze ans. Centre de coopération culturelle et sociale : 28, rue Notre-Dame-des-Victoires — 75002 Paris — Tél. : 231-70-84.

Club des quatre-vents : 1, rue Groselin — 75006 Paris — Tél. : 03-70-25. A partir de six ans. Camps de ski en hiver et à l'été.

Fédération unie des auberges de jeunesse : 11 bis, rue de Milan — 75009 Paris — Tél. : 874-66-78. A partir de sept ans. O.C.A.J. : 20, boulevard Poissonnière — 75009 Paris — Tél. : 770-23-60.

U.C.P.A. : 55, rue de la Glacière — 75013 Paris — Tél. : 336-05-20. A partir de seize ans. Transports quatre centres répartis dans les Alpes, les Pyrénées, le Massif central.

A partir de 5 ans. — Association Michel-de-Montaigne, 83, bd de Montmorency, 75016 Paris, Tél. : 535-52-23 ; Thomas Cook, 2, place de la Madeleine, 75001 Paris, Tél. : 280-33-20.

A partir de 4 ans. — Havas-Voyages, 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, Tél. : 073-66-41.

A partir de 6 ans. — Loists de France, 34, rue Godot-de-Maur, 75009 Paris, Tél. : 073-03-61.

A partir de 7 ans. — Comité d'Accueil Vacances de Jeunes, 83, bd Saint-Michel, 75006 Paris, Tél. : 733-61-41 ; Jeunesse et Avenir, 35, rue Saint-Georges, 75009 Paris, Tél. : 535-52-62.

A partir de 10 ans. — Loists et Sports, 14, rue de Brémery, 75013 Saint-Germain-en-Laye, Tél. : 933-53-07 ; Séjours en chalets-hôtels, Vacances Jeunes, 61, rue de Rome, 75008 Paris, Tél. : 232-20-29. Séjours culturels et sportifs en France et à l'étranger.

A partir de 16 ans. — Jeunes sans frontière, 6, rue Monsieur-le-

Prince, 75006 Paris, Tél. 325-58-82. A partir de 18 ans. — Club week-end, 16, bd Saint-Martin, 75003 Paris, siège : 32, rue Lucien-Sampaix, 75010 Paris, Tél. : 887-68-98. Loisirs et vacances de la jeunesse, 4, rue du Château-Landon, 75010 Paris, Tél. : 203-20-50. Hormis les organismes agréés par l'Etat, de nombreux clubs organisent des stages de neige pour les jeunes. Chaque comité régional détient la liste de ses clubs. Pour obtenir les adresses des comités régionaux, en faire la demande à la Fédération française de ski, 34, rue Eugène-Piachat, 75017 Paris, Tél. : 754-93-39.

Les planches et le rail. — A une question posée par M. Pierre Charles, Krieg, député (U.D.R.) de Paris, et portant sur les difficultés rencontrées par les voyageurs à destination de la montagne quant au logement de leurs skis dans les trains, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat chargé des transports, a apporté la réponse suivante : « Pour ce qui concerne la pose de bacs spéciaux pour entreposer les skis, la S.N.C.F. procède actuellement à une étude pour installer de tels bacs dans les éléments automobiles Diesel de construction récente. Par ailleurs, les voitures récentes à compartiments comportent dans le couloir un porte-bagages longitudinal permettant d'y placer des bagages et, par conséquent, des skis. »

LE MASSIF CENTRAL
Ski et sports d'hiver
plus de 100 millions d'hectares
DECOUVERTE
DU MASSIF CENTRAL

A Tignes, la différence.

Un rêve !
Pour 8.500 F, par exemple*, et à crédit,
des vacances pour la vie, luxe et service compris.
Des vacances qui prennent de la valeur.
Et qui ne sont pas "à fonds perdus".

A Inter-Résidences Tignes-Val Claret, nous avons le sens de la différence. Imaginez "votre" studio, pour 3 ou 4 personnes, que vous et les vôtres retrouverez chaque année, pour toujours, pour la ou les semaines que vous aurez choisies. Avec, pour le même prix, un luxe de détails de luxe (piscine intérieure, saunas, salon-feu de bois, interphones, etc.). Et vous bénéficiez de privilèges. Par exemple, "ski permanent" 365 jours par an ; gestion suisse (ça veut tout dire) ! Et tout cela à crédit ! Vous voulez certainement en savoir plus...

Si vous voulez éviter les vacances à fonds perdus, demandez très vite notre documentation sur les "Semaines-vacances à vie" d'Inter-Résidences Tignes-Val Claret.

NOM _____
ADRESSE _____
TÉL. DOM. _____ TÉL. BÜR. _____
Inter-Résidences,
5, rue du Helder, 75009 Paris, tél. 770.95.49/95.30

REALISATION ET GESTION : INTER-RESIDENCES MANAGEMENT GENÈVE (SUISSE)

COURCHEVEL 1850
Le New Solarium
Hotel ★★NN
offre un séjour GRAND LUXE d'une semaine en pension complète à partir de 1240 F avec piscine-sauna-gymnase cinéma privé-salle exceptionnelle - accès direct aux pistes
Rens. TEL 725 31 31 / 359 40 25
78, Champs Élysées, Paris 8^e

PISTES OUVERTES

Comme chaque année à pareille époque, le Comité des stations françaises de sports d'hiver (49, rue Pigalle, 75009 Paris, Tél. : 574-35-44), qui regroupe soixante-douze stations, vient de publier le calendrier des prévisions d'ouverture des pistes :

6 novembre : 74 - Chamonix ;
11 novembre : 73 - Tignes ;
4 décembre : 73 - Pralesman ;
La Vanoise ; 73 - Val d'Isère ;
10 décembre : 38 - Villard-de-Lans ; 58 - La Brèche ;
11 décembre : 73 - Méribel ; 73 - Les Menuires ; 65 - Montgenèvre ; 65 - Orcières-Merlette ; 66 - Font-Romeu ; 64 - Gourette-les-Bains-Bonnes ;
12 décembre : 73 - Bourg-St-Maurice ; Les Ares ;
15 décembre : 73 - Notre-Dame-de-Ballécambre ; 73 - Courchevel ; 74 - Megève ; 74 - Thonon-Jac-Ménilles ; 38 - Annecy ; 38 - Chamonix ; 58 - Les Deux-Alpes ; 64 - Le Saix ;
16 - Valberg ; 65 - Canterlet ; 45 - Saint-Lary ; 84 - Gérardmer ; 73 - Arches-Beaufort ; 74 - Cordon ; 73 - Saint-François-Loup ; 73 - Bessans ;
16 décembre : 38 - Alpes d'Huez ; 74 - Morzine-Avoriaz ;
17 décembre : 64 - Era-Loup ;
18 décembre : 74 - Châtel ; 74 - La Clusaz ; 74 - Les Carroz-Arèches ; 74 - Flumet ; 74 - Flumet ; 74 - Les Gets ; 74 - La Grand-Bornand ; 73 - La Plagne ; 74 - Saint-Gervais ; 66 - Auron ; 66 - Isola 2000 ; 65 - La Mongie ; 15 - Super-Lioran ; 88 - Métabief ;
19 décembre : 73 - Le Corbier ; 73 - Val-Cenis ; 73 - Valloire ;
20 décembre : 73 - Crest-Voland ; 73 - Combloux ; 73 - Bonneval-sur-Arns ; 63 - Le Mont-Dore ; 66 - La Colminiè-Vallée ; 65 - Les Orres ;
28 décembre : 74 - Samoens ; Noël : 69 - Ax-les-Thermes.

La Suisse — pas plus loin, pas plus cher

La Suisse : pour vos vacances d'hiver
La Suisse : où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend
La Suisse : avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo
La Suisse : 130 stations d'hiver offrant l'équipement le plus moderne
La Suisse : plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux
La Suisse : hôtels aux prix stabilisés depuis 1974
La Suisse : 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances
La Suisse : à votre porte, à votre portée

SUISSE

Cap sur la Suisse
cap sur la détente

Renseignements auprès de votre agent de voyages ou Office National Suisse du Tourisme, 11bis, rue Scribe, 75009 Paris, Tél. 073 59 92
Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver en Suisse et souhaite des informations sur la région de :
Adresse : _____

Jeunes

Quand vient le mercredi (suite)

NOUS terminons la publication d'adresses d'organismes de loisirs pour les jeunes dans le Monde du 16 octobre.

Ces listes sont loin d'être exhaustives. Les jeunes peuvent obtenir d'autres renseignements auprès du Centre d'information et de documentation pour la jeunesse (CIDJ), 101, quai Branly 75015 Paris (Tél. 566-40-20), qui dispose d'« antennes » dans certaines villes de province. On pourra aussi se renseigner dans les syndicats d'initiative, les offices municipaux de la jeunesse et les services départementaux de la jeunesse et des sports.

Musique

Concerts Colonne. — « Introduction au concert », le dimanche à 10 h. 15. Abonnement : jeunes, 40 F ; adultes, 70 F. Inscriptions par correspondance ou sur place du mardi au samedi de 11 à 18 heures. (13, rue de Tocqueville, 75017 Paris. Tél. : 924-18-03). Les concerts ont lieu au Théâtre du Châtelet.

Evolution musicale de la jeunesse. — Concerts éducatifs. Cycle préparatoire pour les 7 à 12 ans. A partir de 12 ans : les musiciens. Abonnement : de 50 à 77 F, selon le cycle et la place choisie. (Inscriptions : 11, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75004 Paris. Sur place, de 11 à 17 heures ; par correspondance ou par téléphone : 033-10-34). Les concerts ont lieu au Théâtre des Champs-Élysées, le mercredi.

Jeunesses musicales de France. — Cycle junior : concerts commentés. Abonnements : 30 F. (Inscriptions : 14, rue François-

Miron, 75004 Paris. Tél. : 278-19-24). Les concerts ont lieu au Théâtre de la Ville, le mercredi.

Association nationale de loisirs et de musique active (ALMA). — Pour les 3 à 6 ans : ateliers d'initiation à la musique. A partir de 6 ou 8 ans : musique de base et ateliers instrumentaux. Dimanches musicaux en dehors de Paris. (Renseignements : ALMA, P. 453, 75000 Paris cedex 17. Tél. : 788-14-19).

Groupe choral Saint-Germain-des-Prés. — Pour les garçons à partir de 7 ans. Inscriptions par correspondance : M. Pierre Rollin, 66, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél. : 325-04-23. Cotisation annuelle : 50 F.

Conservatoire municipal. — Se renseigner dans les mairies.

Danse

Atelier de la danse. — Danse contemporaine (à partir de 4 ans), atelier d'expression libre. Inscription : 20 F. Leçon : 24 F. Abonnement : 80 F à 195 F par mois ou 200 F à 320 F par trimestre (selon le nombre de séances hebdomadaires), (16, avenue Junot, 75018 Paris. Tél. : 606-44-44).

Ballets modernes de Paris. — Danse contemporaine (ateliers, jeux...). (Académie de danse, 104, boulevard de Clugny, 75018 Paris. Tél. : 076-77-71).

Centre de danse de Paris. — Studio Elégant, 252, faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 227-06-30.

Théâtre

Expression dramatique pour enfants (E.D.P.E.). — De 4 à 9 ans, jeux autour d'un conte (150 F par trimestre) ; à partir de 9 ans, atelier d'expression dramatique (175 F par trimestre). Cotisation : 25 F. Des cours sont organisés dans deux locaux : 7, rue Pecquay, 75004 Paris et à l'Eglise américaine, 63-65, quai d'Orsay, 75007 Paris (renseignements : 887-23-71, Mme Breitenbach).

École du Théâtre du Chien. — Initiation à l'art du théâtre (35, rue Séverine, à Issy-les-Moulineaux. Tél. : 642-18-63 ou 657-41-32).

Musées

Union centrale des arts décoratifs. — Conférences avec projections sur les grandes périodes de l'histoire d'art et les civilisations étrangères (entrée : 4 F ; 4 conférences : 14 F ; tarifs pour les groupes). Visites guidées sur deux thèmes : « La vie à travers les siècles » et « Métiers et Arts » (entrée : 3,50 F ; 45 F pour les groupes de 20 à 30 enfants). Des conférences avec projections peuvent être organisées à la demande des professeurs ou des animateurs de loisirs, des académies de la région parisienne (Service éducatif, 107-109, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 250-32-14. Renseignements tous les jours, de 14 h. à 18 h., sauf samedi).

Caisse nationale des monuments historiques. — Visites mensuelles sur le thème : « Paris à travers les âges ». A partir de 8 ans. Inscriptions : 40 F (50 F pour les parents). Des visites et conférences peuvent être organisées à la demande des enseignants (hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : 887-24-14 ou 277-59-20).

Sciences et techniques. **Club Jean-Perrin.** — Informations, astronomie, optique astronomique, physique, chimie, géologie, biologie végétale, écologie animale, entomologie, visites de centres de recherche. Inscription aux travaux expérimentaux : 30 F ; visites : 5 F. Adhésion à la société des amis du Palais de la découverte : 20 F (18 F pour les moins de 18 ans). (Avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 Paris ; tél. : 359-16-65.)

Langues vivantes

Mini-Schools et Mini-Schulen. — Anglais et allemand par le jeu, en groupes de 8 enfants dans un cadre familial. A partir de 7 ans. Inscriptions : 60 F. Participation : 140 F par trimestre. (Biais universitaires, 7, rue de Constantinople, 75008 Paris ; Tél. : 387-01-31, 387-90-32, 532-60-26.)

Mini-Clubs. — Anglais par le jeu. De sept à douze ans. Inscription : 60 F ; participation : 300 F par trimestre. (Club culturel international, 5, rue de Garibaldi, 92210 Saint-Cloud ; tél. : 602-64-33 et 602-80-27.)

Activités diverses

Centre international de séjour de Paris. Club Alpha Bravo Charlie : aéronautique (huit à dix-huit ans) ; photographie (treize à dix-huit ans) ; expression corporelle (quatre à huit ans) ; danse classique et rythmique, poterie, peinture, musique, philatélie, sports. De 130 à 330 F par an, selon le nombre d'activités. (8, avenue Maurice-Ravel, 75012 Paris ; tél. : 343-29-28, 343-19-01.)

Association Pliante 14 (club protestant). — Musique, poterie, tissage, marionnettes, peinture, menuiserie, photo, danse, bibliothèque, sculpture sur bois, bricolage... enseignement biblique (facultatif). De 10 à 23 F par mercredi, selon le temps passé. (32, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris. Tél. : 306-91-11.)

Inter club 17. — Journée continue avec ateliers au choix des enfants (30 F par mercredi, ou 150 à 350 F par trimestre selon les revenus) ; demi-journée (20 F) ; ateliers de danse, modelage, poterie, peinture, théâtre, musique (120 F par trimestre pour une activité) (47, rue de Saussure, 75017 Paris. Tél. : 227-68-81).

Association culturelle et sportive Marie-Montperrasse. — Activités manuelles, artistiques et sportives. Le mercredi et les autres jours de la semaine. Inscription : 60 F ; cotisation manuelle : 120 F ; trimestrielle : 330 F (8, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris. Tél. : 566-03-48).

Le Livre vivant. — Librairie et ateliers : expression plastique, musique, découverte, la lecture, l'expression dramatique et corporelle, atelier cinéma (10 à 16 ans), spectacles de théâtre (56, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 033-53-81).

Mode

L'ŒIL SUR LA

LA mode du printemps prochain vira par les couturiers et stylistes juniors met la jambe en vedette par un renouveau du court, oscillant entre la tunique grecque et la jupe à volants, et, qui mieux est, du court transparent ! La jambe, on ne voit qu'elle dans les innombrables modèles tendus sur la cuisse, dans les succédanés de la tunique de cet hiver, de même qu'elle apparaît au travers des jupes en cotonnades indiennes en tissages aérés.

Le moment est-il bien choisi pour lâcher ce ballon d'essai du très court, en vérité plus « déguisement » que vrai « vêtement » ? On peut se le demander, dans la mesure où les femmes, un peu lassées de leurs robes et de leurs strictes jupettes à mi-cuisse, sont prêtes à accepter les coupes amples au mollet. L'un n'empêche pas l'autre, certes, et les créateurs espèrent peut-être introduire un élément supplémentaire dans les penderies, sans toucher pour autant aux longueurs qui valent selon les circonstances et les tissus. En tout état de cause, il ne s'agit pas d'un retour à la « mini » à deux coutures : tous les modèles que nous avons pu voir sont élargis, travaillés, coupés en tranches par des volants, des plis ou de drapés, les plus intéressants se portant sur des jupons à volants, des pantalons étroits ou des shorts permettant de bouger. C'est amusant quand il fait chaud, cela peut être une folie pour un grand soir.

Les autres nouveautés de la saison paraissent venir tout droit de Marrakech, menées par Yves Saint-Laurent. Les « serouals », ces pantalons bouffants, resserrés à la cheville, qui portent encore aujourd'hui tout le Maroc traditionnel, ne manquent pas de charme et restent souples, comme les culottes de zouaves, pour des tenues du soir. Alliant la destination sportive à une coupe stricte et cadencée, le short long — bermuda ou évasé — s'arrête à une main au-dessus du genou. A haute ceinture, plus ou moins évasé, le bermuda existe à tous les prix et s'accommode de tous les hauts, du tee-shirt au blazer.

Chez Chloé, Karl Lagerfeld joue le thème de la vie au jardin : grandes jupes à tabliers en tissus rustiques ou précieux et en tons tendres, rose, prune, paille ou

brun clair souvent mêlés au noir et au blanc. Il appelle ses modèles au buste par des brassières à bretelles, des écharpes « lasso » qui partent d'une épaule pour s'enrouler autour de la taille, et autres effets de corselets noués.

Fernando Martinez a réussi sa première chez Balenciaga avec de superbes imperméables, des corsets légèrement blousants à manches cape à porter sur des pantalons, des jupes et des robes du soir en unis ou en imprimés.

Ten Giudicelli propose une collection de cotons de plein été (T-13), une autre de robes du

soir. La première est fraîche, en tissus de mouchoirs à fines rayures claires ou en volles de Bonasac à dessins exclusifs, en tons plus soutenus. Ses jupes plissées, ses tuniques fendues à taille haute coulissées et ses blouses à grandes manches cape sont faites pour la canicule. Giudicelli s'est fait une réputation de robes du soir originales et faciles à porter, en merveilleux tissus. Pour l'été prochain il suggère des maillots en une ou deux pièces, à jupes en forme de pagans drapés (imprimés, pailles, ou brodés dans des couleurs vives rappelant les toiles du Douanier Rousseau).



(Croquis de MARCO)

MIYAKE. — Sac au carré en toile noire ou rouge ; les poignées peuvent se transformer en bretelles.

DEVILLE. — Robe droite à carreau élargie en « orion » japonais lavable, faisant contraste des bandes beiges avec le bleu pâle de la silhouette.

JAUNET. — Modèle de Joël Maunant à corsage en jersey de coton jaune décollé bateau ; jupe de coton imprimée à la tchadienne de fleurs multicolores sur fond citron.

GAULTIER. — Short de popeline beige à ampleur retenue au genou, ceinture drapée et blouse à allongue écharpe de soie rayée dans la ceinture.

DE LUCA. — Ensemble mille-feuilles à corset noir, jupe en coton imprimé de fleurs multicolores, et blazer en maille noire gainée de bleu et de vert, assorti à une longue écharpe.

VOYAGEZ HORS DES HORDES

jumbo

Tunisie.....	890 F
Maroc.....	990 F
Sénégal.....	2.300 F
Mexique.....	2.990 F
Brésil.....	3.350 F
Antilles.....	2.870 F
Pérou.....	2.990 F
Ceylan.....	2.800 F
Thaïlande..	3.070 F

Ces prix comprennent : le transport aérien, les transferts, deux ou plusieurs nuits d'hôtel et 100 à 300 F de Jumbochèques.

POUR RECEVOIR NOTRE BROCHURE RENVoyer CE COUPON REPONSE A JUMBO-PARIS-SUD
Galerie marchande
28, av. Général-Leclerc
75014 PARIS
Tél. : 539-37-36 ou 46-71
Veuillez retourner la brochure JUMBO

Nom Prénom
Adresse
Ville
Code postal
Joindre 3 francs en timbres pour frais d'envoi

Si vous aimez les voyages, les contacts les échanges d'idées...



Sans interrompre votre activité professionnelle, apprenez les métiers du tourisme, de l'animation, les relations publiques, les langues étrangères (en laboratoire audio-visuel).



— Cours en fin de journée —
Ces enseignements peuvent être pris en charge par l'employeur.

Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre enseignement.

Nom Prénom
Âge Profession
Adresse Tél.

*IPSA Institut Privé Supérieur d'Animation et de Tourisme
71, 73 St-Honoré, 75008 Paris - 266.66.82 - 266.32.47.

L'AVENTURE

Mensuel d'Informations Internationales et de voyage

Le n° 8 est en vente dans votre kiosque

U.S.A.

Par Michel Jobert

L'Égypte aujourd'hui

Par Bernard Pierre et Lottallah Soliman

Mao démystifié

Par Philippe Robrieux

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

FREJUS PLAGE
IL ETAIT UNE FOIS N.N. Eau Préf. Méditerranée - Tél. : (94) 95-33-39

VILLEFRANCHE-SUR-MER
Motel WELCOM, bord de mer. Tél. : (93) 80-70-25.

Montagne

LE SAUZE 04400
Alpes du Sud
Hôtel « le Dahu » N.N. Altitude 1400 m. Prés des pistes, piscine chauffée, saunas. Rest. d'altitude.

Province

BORDEAUX
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
N. App. calmes 49 à 78 F T.T.C.

Centre d'affaires et spectacles
2, place de la Comédie, Bordeaux.
Parking assuré - Tél. : 52-64-03 et 06

Allemagne

FRANKFURT
PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale & Wiesendörferplatz 28 a. Tél. 1040-811/238571 TX 04-12808

Suisse

AROSA (Grisons)
HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une semaine forfaitaire de ski dès 520 FS. Placette couverte. Tél. 74233.

LEYSIN (Alpes Vaudoises)
Forfait 7 jours/6 nuits en demi-pension dès 5 F. Suisses 308.-, ramonées mécaniques comprises. Placette et piscine couvertes GRA-TUIT.

Office du Tourisme
CH-1824 Leyzin.
Tél. 1941/25/6 22 44.

EMPIRE FOURRURES

Une collection à vous couper le souffle

RENARDS à partir de 3500 F
VISON LOUP RAGONDIN

8, Avenue de Wagram (boutique d'angle)
Place de l'Etoile - 75008 Paris
Tél. 227.22.82 - 622.36.60

Fondateur B. Goldenberg, coupé d'or du bon goût français

ACTUELLEMENT AU

CCC

la collection Automne 76
signée

GUY LAROCHE
"monsieur"



C.C.C. : bien plus
que de l'imperméable

39/41, bd Haussmann

صوتك من الامم

Jeux

échecs

(Championnat de l'U.R.S.S., Moscou, 1976)
Blancs : A. KOTCHIKOV
Noirs : V. KORCHENKO
Début 244.

1. C2 d4 2. C3 d5 3. C4 d6 4. C5 d7 5. C6 d8 6. C7 d9 7. C8 d10 8. C9 d11 9. C10 d12 10. C11 d13 11. C12 d14 12. C13 d15 13. C14 d16 14. C15 d17 15. C16 d18 16. C17 d19 17. C18 d20 18. C19 d21 19. C20 d22 20. C21 d23 21. C22 d24 22. C23 d25 23. C24 d26 24. C25 d27 25. C26 d28 26. C27 d29 27. C28 d30 28. C29 d31 29. C30 d32 30. C31 d33 31. C32 d34 32. C33 d35 33. C34 d36 34. C35 d37 35. C36 d38 36. C37 d39 37. C38 d40 38. C39 d41 39. C40 d42 40. C41 d43 41. C42 d44 42. C43 d45 43. C44 d46 44. C45 d47 45. C46 d48 46. C47 d49 47. C48 d50 48. C49 d51 49. C50 d52 50. C51 d53 51. C52 d54 52. C53 d55 53. C54 d56 54. C55 d57 55. C56 d58 56. C57 d59 57. C58 d60 58. C59 d61 59. C60 d62 60. C61 d63 61. C62 d64 62. C63 d65 63. C64 d66 64. C65 d67 65. C66 d68 66. C67 d69 67. C68 d70 68. C69 d71 69. C70 d72 70. C71 d73 71. C72 d74 72. C73 d75 73. C74 d76 74. C75 d77 75. C76 d78 76. C77 d79 77. C78 d80 78. C79 d81 79. C80 d82 80. C81 d83 81. C82 d84 82. C83 d85 83. C84 d86 84. C85 d87 85. C86 d88 86. C87 d89 87. C88 d90 88. C89 d91 89. C90 d92 90. C91 d93 91. C92 d94 92. C93 d95 93. C94 d96 94. C95 d97 95. C96 d98 96. C97 d99 97. C98 d100 98. C99 d101 99. C100 d102 100. C101 d103 101. C102 d104 102. C103 d105 103. C104 d106 104. C105 d107 105. C106 d108 106. C107 d109 107. C108 d110 108. C109 d111 109. C110 d112 110. C111 d113 111. C112 d114 112. C113 d115 113. C114 d116 114. C115 d117 115. C116 d118 116. C117 d119 117. C118 d120 118. C119 d121 119. C120 d122 120. C121 d123 121. C122 d124 122. C123 d125 123. C124 d126 124. C125 d127 125. C126 d128 126. C127 d129 127. C128 d130 128. C129 d131 129. C130 d132 130. C131 d133 131. C132 d134 132. C133 d135 133. C134 d136 134. C135 d137 135. C136 d138 136. C137 d139 137. C138 d140 138. C139 d141 139. C140 d142 140. C141 d143 141. C142 d144 142. C143 d145 143. C144 d146 144. C145 d147 145. C146 d148 146. C147 d149 147. C148 d150 148. C149 d151 149. C150 d152 150. C151 d153 151. C152 d154 152. C153 d155 153. C154 d156 154. C155 d157 155. C156 d158 156. C157 d159 157. C158 d160 158. C159 d161 159. C160 d162 160. C161 d163 161. C162 d164 162. C163 d165 163. C164 d166 164. C165 d167 165. C166 d168 166. C167 d169 167. C168 d170 168. C169 d171 169. C170 d172 170. C171 d173 171. C172 d174 172. C173 d175 173. C174 d176 174. C175 d177 175. C176 d178 176. C177 d179 177. C178 d180 178. C179 d181 179. C180 d182 180. C181 d183 181. C182 d184 182. C183 d185 183. C184 d186 184. C185 d187 185. C186 d188 186. C187 d189 187. C188 d190 188. C189 d191 189. C190 d192 190. C191 d193 191. C192 d194 192. C193 d195 193. C194 d196 194. C195 d197 195. C196 d198 196. C197 d199 197. C198 d200 198. C199 d201 199. C200 d202 200. C201 d203 201. C202 d204 202. C203 d205 203. C204 d206 204. C205 d207 205. C206 d208 206. C207 d209 207. C208 d210 208. C209 d211 209. C210 d212 210. C211 d213 211. C212 d214 212. C213 d215 213. C214 d216 214. C215 d217 215. C216 d218 216. C217 d219 217. C218 d220 218. C219 d221 219. C220 d222 220. C221 d223 221. C222 d224 222. C223 d225 223. C224 d226 224. C225 d227 225. C226 d228 226. C227 d229 227. C228 d230 228. C229 d231 229. C230 d232 230. C231 d233 231. C232 d234 232. C233 d235 233. C234 d236 234. C235 d237 235. C236 d238 236. C237 d239 237. C238 d240 238. C239 d241 239. C240 d242 240. C241 d243 241. C242 d244 242. C243 d245 243. C244 d246 244. C245 d247 245. C246 d248 246. C247 d249 247. C248 d250 248. C249 d251 249. C250 d252 250. C251 d253 251. C252 d254 252. C253 d255 253. C254 d256 254. C255 d257 255. C256 d258 256. C257 d259 257. C258 d260 258. C259 d261 259. C260 d262 260. C261 d263 261. C262 d264 262. C263 d265 263. C264 d266 264. C265 d267 265. C266 d268 266. C267 d269 267. C268 d270 268. C269 d271 269. C270 d272 270. C271 d273 271. C272 d274 272. C273 d275 273. C274 d276 274. C275 d277 275. C276 d278 276. C277 d279 277. C278 d280 278. C279 d281 279. C280 d282 280. C281 d283 281. C282 d284 282. C283 d285 283. C284 d286 284. C285 d287 285. C286 d288 286. C287 d289 287. C288 d290 288. C289 d291 289. C290 d292 290. C291 d293 291. C292 d294 292. C293 d295 293. C294 d296 294. C295 d297 295. C296 d298 296. C297 d299 297. C298 d300 298. C299 d301 299. C300 d302 300. C301 d303 301. C302 d304 302. C303 d305 303. C304 d306 304. C305 d307 305. C306 d308 306. C307 d309 307. C308 d310 308. C309 d311 309. C310 d312 310. C311 d313 311. C312 d314 312. C313 d315 313. C314 d316 314. C315 d317 315. C316 d318 316. C317 d319 317. C318 d320 318. C319 d321 319. C320 d322 320. C321 d323 321. C322 d324 322. C323 d325 323. C324 d326 324. C325 d327 325. C326 d328 326. C327 d329 327. C328 d330 328. C329 d331 329. C330 d332 330. C331 d333 331. C332 d334 332. C333 d335 333. C334 d336 334. C335 d337 335. C336 d338 336. C337 d339 337. C338 d340 338. C339 d341 339. C340 d342 340. C341 d343 341. C342 d344 342. C343 d345 343. C344 d346 344. C345 d347 345. C346 d348 346. C347 d349 347. C348 d350 348. C349 d351 349. C350 d352 350. C351 d353 351. C352 d354 352. C353 d355 353. C354 d356 354. C355 d357 355. C356 d358 356. C357 d359 357. C358 d360 358. C359 d361 359. C360 d362 360. C361 d363 361. C362 d364 362. C363 d365 363. C364 d366 364. C365 d367 365. C366 d368 366. C367 d369 367. C368 d370 368. C369 d371 369. C370 d372 370. C371 d373 371. C372 d374 372. C373 d375 373. C374 d376 374. C375 d377 375. C376 d378 376. C377 d379 377. C378 d380 378. C379 d381 379. C380 d382 380. C381 d383 381. C382 d384 382. C383 d385 383. C384 d386 384. C385 d387 385. C386 d388 386. C387 d389 387. C388 d390 388. C389 d391 389. C390 d392 390. C391 d393 391. C392 d394 392. C393 d395 393. C394 d396 394. C395 d397 395. C396 d398 396. C397 d399 397. C398 d400 398. C399 d401 399. C400 d402 400. C401 d403 401. C402 d404 402. C403 d405 403. C404 d406 404. C405 d407 405. C406 d408 406. C407 d409 407. C408 d410 408. C409 d411 409. C410 d412 410. C411 d413 411. C412 d414 412. C413 d415 413. C414 d416 414. C415 d417 415. C416 d418 416. C417 d419 417. C418 d420 418. C419 d421 419. C420 d422 420. C421 d423 421. C422 d424 422. C423 d425 423. C424 d426 424. C425 d427 425. C426 d428 426. C427 d429 427. C428 d430 428. C429 d431 429. C430 d432 430. C431 d433 431. C432 d434 432. C433 d435 433. C434 d436 434. C435 d437 435. C436 d438 436. C437 d439 437. C438 d440 438. C439 d441 439. C440 d442 440. C441 d443 441. C442 d444 442. C443 d445 443. C444 d446 444. C445 d447 445. C446 d448 446. C447 d449 447. C448 d450 448. C449 d451 449. C450 d452 450. C451 d453 451. C452 d454 452. C453 d455 453. C454 d456 454. C455 d457 455. C456 d458 456. C457 d459 457. C458 d460 458. C459 d461 459. C460 d462 460. C461 d463 461. C462 d464 462. C463 d465 463. C464 d466 464. C465 d467 465. C466 d468 466. C467 d469 467. C468 d470 468. C469 d471 469. C470 d472 470. C471 d473 471. C472 d474 472. C473 d475 473. C474 d476 474. C475 d477 475. C476 d478 476. C477 d479 477. C478 d480 478. C479 d481 479. C480 d482 480. C481 d483 481. C482 d484 482. C483 d485 483. C484 d486 484. C485 d487 485. C486 d488 486. C487 d489 487. C488 d490 488. C489 d491 489. C490 d492 490. C491 d493 491. C492 d494 492. C493 d495 493. C494 d496 494. C495 d497 495. C496 d498 496. C497 d499 497. C498 d500 498. C499 d501 499. C500 d502 500. C501 d503 501. C502 d504 502. C503 d505 503. C504 d506 504. C505 d507 505. C506 d508 506. C507 d509 507. C508 d510 508. C509 d511 509. C510 d512 510. C511 d513 511. C512 d514 512. C513 d515 513. C514 d516 514. C515 d517 515. C516 d518 516. C517 d519 517. C518 d520 518. C519 d521 519. C520 d522 520. C521 d523 521. C522 d524 522. C523 d525 523. C524 d526 524. C525 d527 525. C526 d528 526. C527 d529 527. C528 d530 528. C529 d531 529. C530 d532 530. C531 d533 531. C532 d534 532. C533 d535 533. C534 d536 534. C535 d537 535. C536 d538 536. C537 d539 537. C538 d540 538. C539 d541 539. C540 d542 540. C541 d543 541. C542 d544 542. C543 d545 543. C544 d546 544. C545 d547 545. C546 d548 546. C547 d549 547. C548 d550 548. C549 d551 549. C550 d552 550. C551 d553 551. C552 d554 552. C553 d555 553. C554 d556 554. C555 d557 555. C556 d558 556. C557 d559 557. C558 d560 558. C559 d561 559. C560 d562 560. C561 d563 561. C562 d564 562. C563 d565 563. C564 d566 564. C565 d567 565. C566 d568 566. C567 d569 567. C568 d570 568. C569 d571 569. C570 d572 570. C571 d573 571. C572 d574 572. C573 d575 573. C574 d576 574. C575 d577 575. C576 d578 576. C577 d579 577. C578 d580 578. C579 d581 579. C580 d582 580. C581 d583 581. C582 d584 582. C583 d585 583. C584 d586 584. C585 d587 585. C586 d588 586. C587 d589 587. C588 d590 588. C589 d591 589. C590 d592 590. C591 d593 591. C592 d594 592. C593 d595 593. C594 d596 594. C595 d597 595. C596 d598 596. C597 d599 597. C598 d600 598. C599 d601 599. C600 d602 600. C601 d603 601. C602 d604 602. C603 d605 603. C604 d606 604. C605 d607 605. C606 d608 606. C607 d609 607. C608 d610 608. C609 d611 609. C610 d612 610. C611 d613 611. C612 d614 612. C613 d615 613. C614 d616 614. C615 d617 615. C616 d618 616. C617 d619 617. C618 d620 618. C619 d621 619. C620 d622 620. C621 d623 621. C622 d624 622. C623 d625 623. C624 d626 624. C625 d627 625. C626 d628 626. C627 d629 627. C628 d630 628. C629 d631 629. C630 d632 630. C631 d633 631. C632 d634 632. C633 d635 633. C634 d636 634. C635 d637 635. C636 d638 636. C637 d639 637. C638 d640 638. C639 d641 639. C640 d642 640. C641 d643 641. C642 d644 642. C643 d645 643. C644 d646 644. C645 d647 645. C646 d648 646. C647 d649 647. C648 d650 648. C649 d651 649. C650 d652 650. C651 d653 651. C652 d654 652. C653 d655 653. C654 d656 654. C655 d657 655. C656 d658 656. C657 d659 657. C658 d660 658. C659 d661 659. C660 d662 660. C661 d663 661. C662 d664 662. C663 d665 663. C664 d666 664. C665 d667 665. C666 d668 666. C667 d669 667. C668 d670 668. C669 d671 669. C670 d672 670. C671 d673 671. C672 d674 672. C673 d675 673. C674 d676 674. C675 d677 675. C676 d678 676. C677 d679 677. C678 d680 678. C679 d681 679. C680 d682 680. C681 d683 681. C682 d684 682. C683 d685 683. C684 d686 684. C685 d687 685. C686 d688 686. C687 d689 687. C688 d690 688. C689 d691 689. C690 d692 690. C691 d693 691. C692 d694 692. C693 d695 693. C694 d696 694. C695 d697 695. C696 d698 696. C697 d699 697. C698 d700 698. C699 d701 699. C700 d702 700. C701 d703 701. C702 d704 702. C703 d705 703. C704 d706 704. C705 d707 705. C706 d708 706. C707 d709 707. C708 d710 708. C709 d711 709. C710 d712 710. C711 d713 711. C712 d714 712. C713 d715 713. C714 d716 714. C715 d717 715. C716 d718 716. C717 d719 717. C718 d720 718. C719 d721 719. C720 d722 720. C721 d723 721. C722 d724 722. C723 d725 723. C724 d726 724. C725 d727 725. C726 d728 726. C727 d729 727. C728 d730 728. C729 d731 729. C730 d732 730. C731 d733 731. C732 d734 732. C733 d735 733. C734 d736 734. C735 d737 735. C736 d738 736. C737 d739 737. C738 d740 738. C739 d741 739. C740 d742 740. C741 d743 741. C742 d744 742. C743 d745 743. C744 d746 744. C745 d747 745. C746 d748 746. C747 d749 747. C748 d750 748. C749 d751 749. C750 d752 750. C751 d753 751. C752 d754 752. C753 d755 753. C754 d756 754. C755 d757 755. C756 d758 756. C757 d759 757. C758 d760 758. C759 d761 759. C760 d762 760. C761 d763 761. C762 d764 762. C763 d765 763. C764 d766 764. C765 d767 765. C766 d768 766. C767 d769 767. C768 d770 768. C769 d771 769. C770 d772 770. C771 d773 771. C772 d774 772. C773 d775 773. C774 d776 774. C775 d777 775. C776 d778 776. C777 d779 777. C778 d780 778. C779 d781 779. C780 d782 780. C781 d783 781. C782 d784 782. C783 d785 783. C784 d786 784. C785 d787 785. C786 d788 786. C787 d789 787. C788 d790 788. C789 d791 789. C790 d792 790. C791 d793 791. C792 d794 792. C793 d795 793. C794 d796 794. C795 d797 795. C796 d798 796. C797 d799 797. C798 d800 798. C799 d801 799. C800 d802 800. C801 d803 801. C802 d804 802. C803 d805 803. C804 d806 804. C805 d807 805. C806 d808 806. C807 d809 807. C808 d810 808. C809 d811 809. C810 d812 810. C811 d813 811. C812 d814 812. C813 d815 813. C814 d816 814. C815 d817 815. C816 d818 816. C817 d819 817. C818 d820 818. C819 d821 819. C820 d822 820. C821 d823 821. C822 d824 822. C823 d825 823. C824 d826 824. C825 d827 825. C826 d828 826. C827 d829 827. C828 d830 828. C829 d831 829. C830 d832 830. C831 d833 831. C832 d834 832. C833 d835 833. C834 d836 834. C835 d837 835. C836 d838 836. C837 d839 837. C838 d840 838. C839 d841 839. C840 d842 840. C841 d843 841. C842 d844 842. C843 d845 843. C844 d846 844. C845 d847 845. C846 d848 846. C847 d849 847. C848 d850 848. C849 d851 849. C850 d852 850. C851 d853 851. C852 d854 852. C853 d855 853. C854 d856 854. C855 d857 855. C856 d858 856. C857 d859 857. C858 d860 858. C859 d861 859. C860 d862 860. C861 d863 861. C862 d864 862. C863 d865 863. C864 d866 864. C865 d867 865. C866 d868 866. C867 d869 867. C868 d870 868. C869 d871 869. C870 d872 870. C871 d873 871. C872 d874 872. C873 d875 873. C874 d876 874. C875 d877 875. C876 d878 876. C877 d879 877. C878 d880 878. C879 d881 879. C880 d882 880. C881 d883 881. C882 d884 882. C883 d885 883. C884 d886 884. C885 d887 885. C886 d888 886. C887 d889 887. C888 d890 888. C889 d891 889. C890 d892 890. C891 d893 891. C892 d894 892. C893 d895 893. C894 d896 894. C895 d897 895. C896 d898 896. C897 d899 897. C898 d900 898. C899 d901 899. C900 d902 900. C901 d903 901. C902 d904 902. C903 d905 903. C904 d906 904. C905 d907 905. C906 d908 906. C907 d909 907. C908 d910 908. C909 d911 909. C910 d912 910. C911 d913 911. C912 d914 912. C913 d915 913. C914 d916 914. C915 d917 915. C916 d918 916. C917 d919 917. C918 d920 918. C919 d921 919. C920 d922 920. C921 d923 921. C922 d924 922. C923 d925 923. C924 d926 924. C925 d927 925. C926 d928 926. C927 d929 927. C928 d930 928. C929 d931 929. C930 d932 930. C931 d933 931. C932 d934 932. C933 d935 933. C934 d936 934. C935 d937 935. C936 d938 936. C937 d939 937. C938 d940 938. C939 d941 939. C940 d942 940. C941 d943 941. C942 d944 942. C943 d945 943. C944 d946 944. C945 d947 945. C946 d948 946. C947 d949 947. C948 d950 948. C949 d951 949. C950 d952 950. C951 d953 951. C952 d954 952. C953 d955 953. C954 d956 954. C955 d957 955. C956 d958 956. C957 d959 957. C958 d960 958. C959 d961 959. C960

Plaisirs de la table

RENTREES D'AUTOMNE

L'AUTOMNE à nos désirs est enfin ramené et amène avec lui de grandes satisfactions. L'an dernier ce fut le Châteauneuf de la rue Arsène-Housaye. Cette fois ce sera d'abord, et en tout premier, l'Auberge de l'Argoat. Peut-être le lecteur se souvient-il que l'événement avait été annoncé par le magazine L'Argoat, qui compte des maîtres de classe internationale, est d'être à nouveau l'honneur dans les compétitions internationales de haut niveau. Les champions disparaissent, mais le jeu de dames demeure, avec toujours ses pénétrations de grande stratégie, soulignant récemment Georges Post, maître national, maître problémiste et président de la F.F.J.D. depuis l'an dernier.

Combinaisons
Ces incitations à l'effort d'analyse, de synthèse et au développement de la mémoire visuelle conduisent de nouvelles générations de dames à disputer, à la pendule, des parties pouvant atteindre une durée de plus de six heures. Des heures pendant lesquelles les joueurs de bonne force ne voient pas le temps passer. Cet « oubli du temps » suppose quelques années de pratique accompagnée de l'étude de traités, de périodiques, de chroniques.

Dès lors que l'on n'est plus un « poussier de bois », ces efforts intellectuels deviennent un plaisir sans cesse renouvelé. Un plaisir qui peut passer, entre autres, d'une combinaison brillante, d'un « forcing », d'un « gambit », d'un enchevêtrement, d'une manœuvre d'encerclement, d'une compensation, d'un nouveau thème, d'un gain par opposition, d'un blocage d'une dame ou de plusieurs pièces dans une « trio-trac », au bas de la grande diagonale, sur les ailes, ou même encore au centre.

Le meilleur choix pour les chroniques ? Un chroniqueur sélectionne et propose des exemples, mais les lecteurs peuvent, au fil des semaines, faire connaître leurs préférences ou leurs désirs.

JEAN CHAZE.

haricots blancs, une andouillette cuite à la vapeur de cidre, une omelette, un paletot de canard braisé au cidre avec des galettes de pommes de terre et œuf. Un path biologique, un cidre de qualité, une cave assez riche et des sorbets « maison ». Je suis certain que la petite salle de cette provinciale Auberge de l'Argoat affichera bientôt complet. Ce sera la découverte de cet automne. Soyez, avec moi, les premiers à vous y régaler !

Réconciliation
L'Atelier Maître-Albert, comme je le signalais l'an dernier, vient de remettre de ses cendres. On connaît sans doute le décor de vieilles pierres (cachées ici et là par des toiles sélectionnées par Jean-Paul Caracalla), de poutres, de cheminées où ronfle un feu de bois. La nouveauté est dans le menu (unique, à 70 francs, vin compris, service en sus) qui offre un joli choix de très beaux plats cuisinés par le jeune Serge Rousseau. On pourra hésiter entre le flan d'avocat sauce noisette, la terrine de pieds de veau, les macarons à la biscaille, la mouclade, le mesclun œufs mollets, puis, délaissant les grillades, se régaler du civet de canard au saucisson, d'un excellent foie de veau à la lie de vin, de saumon quins en fricassée aux poireaux doux, et, surtout, de la porce charnante (filets de poisson sur embeurrée de poireaux). Bons fromages, joyeux desserts. C'est l'ambiance qui plaît aux femmes, mais la cuisine qui réconcilie les gourmands avec leur temps.

Nouvelle Cuisine
La carte propose : potage de grenouille ; aiguillettes d'anguille marinées, frites au coulis de tomates ; filets de fruits sautés au beurre vert ; cabillaud sauce crevettes ; crevisses pochées à la purée de carottes ; blancs de poulet aux cornichons ; canelons aux épinards ; côtes d'agneau panées à la blanquette de comarons ; émincé de langues de mouton aux comarons ; perdreaux rôtis au citron et à la bigarade ; stéack au beurre de raifort ; escalope de bœuf à la chicharée.

Mythologie
Faut-il, après cela, parler de l'Atelier de Bacchus ? Pourquoi pas, puisqu'il s'agit d'un nouveau restaurant dont le jeune patron est plein de bonne volonté, où la qualité de la viande est assez remarquable et les « spare-ribs » les meilleurs de Paris, m'assure un connaisseur. Malheureusement, à côté des œufs brouillés à la fourme, je trouve le jardin de Cléopâtre, la salade de Bacchus, le pâté de Cupidon, les comarons de Zeus, les bienfaits des dieux, la coupe de Vénus... N'en dites plus ! J'ai même Offenbach sur scène mais point dans les plats ! Enfin, trop de lettres de lecteurs « piégés » me demandent de

mettre en garde les autres à propos de ce restaurant récent, Le Maître-Albert, dont la cuisine est moyennée mais les prix exorbitants. Voilà qui est fait. A l'automne, les feuilles tombent mais les additions montent.

LA REYNIERE.
★ Auberge de l'Argoat : 27, avenue Belle (14^e), tél. 588-17-65.
★ L'Atelier Maître-Albert : 1-5, rue Maître-Albert (9^e), tél. 633-13-78 (le soir seulement).
★ L'Atelier de Bacchus : 1, rue Papillon (9^e), tél. 770-84-61.

Goût DES V.D.Q.S. A L'AMIANTE

80 à 90 % des cancers sont liés à des facteurs d'environnement. Ces dernières années, l'amiant est apparu comme un des cancérigènes les plus préoccupants parmi les polluants industriels. Ces lignes sont du professeur Bignon de l'hôpital Laennec, dans le Concours médical du 22 mai dernier.

La commission des Communautés européennes et l'Organisation mondiale de la santé font du vin, classé, cette année en question, depuis longtemps, dans la première catégorie des polluants. Mais depuis ce 22 mai le gouvernement n'a rien fait pour détendre le consommateur et il a fallu des tests dans le dernier numéro de Que choisir ? pour alerter le public. Sur dix vins de table huit contenaient de l'amiant. Sur trois V.D.Q.S., deux, sur onze A.O.C., quatre seulement ce qui est déjà beaucoup de trop.

Mais que faire direz-vous ? Eh, oui, que faire tant que des contrôles fréquents et sérieux n'aboutiront pas à des amendes considérables et, surtout, à la publication obligatoire par toute la presse des marques employées ? Mais pour cela il faudrait que l'amiant soit interdit. En attendant vous pouvez toujours boycotter les marques qui utilisent des litres en amiant, si vous les connaissez. Mais, au fait, pourquoi les honnêtes vigneron n'inscriraient-ils pas, sur leurs étiquettes, qu'ils n'utilisent pas, eux, ces litres criminels ? — L. R.

FRANCE - Cathédrale de Lodève.
Le système timbre, dans la série « touristique », 1976, sera consacré à la cathédrale de Lodève.

Visite générale le 15 novembre.
Le 15 novembre, de 9 h. à 13 h., par le bureau de poste temporaire ouvert à la mairie de Lodève. — Obligation « premier jour ».
Le 15 novembre, de 9 h. à 13 h., au bureau de poste de Lodève. — Obligation « premier jour ».

FRANCE - Foires-Expositions.
Parmi les neuf figurines prévues sur le programme 1976 dans les « divers », l'avant-dernière sera consacrée aux Foires-Expositions. Vente générale le 23 novembre.

Le 23 novembre, de 9 h. à 13 h., au bureau de poste de Paris-11, 5, avenue de Saxe, Paris (7^e). — Obligation « premier jour ».

NOUVELLE CALEDONIE - 18^e Conférence.
La Seizième Conférence de la commission du Pacifique-Sud, qui s'est tenue à Nouméa en octobre dernier, a été soulignée par l'émission d'un timbre-poste.

20 F C.F.P. polychrome. Dessin de Claude Andreotto, d'après une maquette de Patrice Nelly. Imprimé en Italie par Dédina S.A.

FRANCE - Retraits de timbres.
Au cours de ces mois de novembre, sept timbres-poste seront retirés de la vente des guichets des bureaux de poste.

Le 5 novembre : — 0,85 F : région Picardie ; émis le 15 novembre 1975 ; — 1,90 F : région « Poitou-Charentes » ; émis le 6 décembre 1975.
Le 12 novembre : — 0,85 F + 0,20 F : maréchal Moncey ; émis le 23 mai 1976 ; — 2,50 F : région « Nord-Pas-de-Calais » ; émis le 13 décembre 1975.
Le 19 novembre : — 0,70 F : carte postale « Jura-rouen » (entier) ; émis le 23 avril 1976 ; — 1,00 F : Cnos-Lucet, à Ambolise (touristique) ; émis le 21 juin 1973 ; — 2,80 F : Saint-Germain-des-Près (Normandie) ; émis le 24 janvier 1976.

FRANCE - Mermoz-Saint-Exupéry.
Le timbre « poste aérienne » de 20 F représentant Mermoz et Saint-Exupéry, émis le 19 septembre 1970, est imprimé désormais par feuilles de 10 figurines au lieu de 25.

BUREAUX TEMPORAIRES
O 78700 Confians-Sainte-Honorine (salle des fêtes, place Auguste-Romagné), les 6 et 7 novembre. — Exposition « Jumeaux ». — O 86290 Saint-Jean-Cap-Ferrat (salle du comité des fêtes), les 6 et 7 novembre. — 4^e Congrès régional philatélique Alpes-Maritimes et Corse. O 86000 Amiens (Musée de Picardie), le 11 novembre. — 60^e Anniversaire des batailles de la Somme. O 37000 Méricourt (salle des fêtes d'été), les 12 et 13 novembre. — XII^e Congrès de la Fédération nationale Leo-Lagrange. O 59100 Wattrelos, du 10 au 14 novembre. — VII^e Fête commerciale. O 53000 Bapaume (salle des fêtes du C.E.S., place Clemenceau), les 20 et 21 novembre. — Journée d'études pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. O 54300 Chénouillet-sur-Marne (salle des fêtes), le 13 novembre. — Exposition « Découverte des mondes ».

● A PARIS, jusqu'au 7 novembre inclus, à rue Jean-Goujon, se tient le Trentième Salon philatélique d'automne.
● A DOULAI, du 2 au 14 novembre, se déroule une exposition à la bibliothèque municipale, rue d'Arras.
● A AMIENS, du 7 au 14 novembre, la maison de Picardie abritera une exposition.
● A VANNES, du 11 au 14 novembre, dans les locaux de la piscine municipale, rue Lermoyez, se tiendra une exposition.
● A CHENNEVIERES-SUR-MARNE, du 11 au 14 novembre, se déroule une exposition dans la salle des fêtes, avenue du Maréchal-Ledot.
● A VILLEMER, les 13 et 14 novembre, à la mairie, ancienne salle de justice de paix, se tiendra une exposition.
● A SOREZE, les 13 et 14 novembre, se déroule une exposition dans les salons de l'école royale militaire.
● A TOULOUSE, les 13 et 14 novembre, le Foyer-Club de la Résistance, 15, rue Croix-Baragnon, hébergera une exposition organisée par les résistants.

ADALBERT VITALYOS.

Rive gauche

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
Cuisine traditionnelle et raffinée
Le Maniche
Moules, coquillages, spécialités
25, rue du Guic - Paris 6

Une Nouveauté... IN BOURGOGNE
130, r. St-Hippolyte (1^{er})
JEAN-LOUIS FOULQUIER présente
COGNAC et DELAUNAY
la TRIO ATHÈNE
DÉDY DUGAY
PATRICK SEBASTIEN
MARCEL ZANINI
FRANCK FERNANDEL

Cantarel
Déjeuners d'affaires
Le SOIR, un Dîner de Fête
pour 85 francs tout compris
12, Avenue du Maine (15^e)
tél : 548.59.35
fermé Samedi midi et Dimanche

YVONNE reprend en main sa Maison
16, CARREFOUR de l'ODÉON
Res-de-chaussée : 30 DRASSERIES
1^{er} et 2^e ét. : les 3 belles salles de son RESTAURANT.
OUVERT de 7 h. 30 à 2 h. du matin. 033-88-81.
SES PLATS : chaque jour renouvelés
FRUITS DE MER - Charcuterie du Morvan.

TOUR EIFFEL
Déjeuners d'Affaires
Dinners Spectacle
550-32-70

Alberto
GRANDE CUISINE ITALIENNE.
DEJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS
34, rue de Valenciennes (Métro Albert)
tél. 557 53 55

LE CAFE FRANÇAIS
5 OCTOBRE 1976
30 NOVEMBRE 1976
AUTOUR D'UN VIN DE LANGUEDOC FITOU
(appellation contrôlée)
et Spécialités régionales à discrétion
75^F, tout compris.
CAFÉ FRANÇAIS
17, Bd St-Jacques
PARIS 14^e - Tél. : 589.89.80
+ Facilité de parking.
Le soir Dîner 80 F
avec Georges Mel, son piano et sa guitare.

YVONNE reprend en main sa Maison
16, CARREFOUR de l'ODÉON
Res-de-chaussée : 30 DRASSERIES
1^{er} et 2^e ét. : les 3 belles salles de son RESTAURANT.
OUVERT de 7 h. 30 à 2 h. du matin. 033-88-81.
SES PLATS : chaque jour renouvelés
FRUITS DE MER - Charcuterie du Morvan.

La Bûcherie
41, r. de la Bûcherie - ODE 75-66
Jusqu'à 2 h. du matin. Tous les jours, toute la journée.
« La carte abonde en plats succulents et originaux. Une cuisine intelligente et un patron-chef qui ne s'enferme pas dans la routine. »
(La Reynière, « LE MONDE »).
Epave d'après une œuvre de ce chef.

Rive droite Lady L
Déjeuners d'affaires, Dinners Spectacles
« JEAN LADY, JEANNE SIFFET et FRANK »
(C'est à dire) :
La Bûcherie avec CHRISTIAN LADYMER et MICHEL SIFFET
4, rue Balzac (9^e)
Réservation : 225.21.96 et 92.99

Lapérouse
DEJEUNERS service compris DINERS
60 F GRANDE CARTE 90 F
51, quai des Grands-Augustins (9^e)
Réserv. 328-66-04 - R. d'été.

BEAU FIN BOFFINGER
DEJEUNERS, DINERS
SOUPERS jusqu'à 2h
ses spécialités
Banc d'huîtres
(100 F 200 F)
5, RUE DE LA BASTILLE (4^e)
ARC-87-82. Parking facile sur la Place
OUVERT DIMANCHE

Dessiner
MATTEO COLLIERI - RESTAURATEUR
7, place Percey. Paris 17^e - 754-74-14
CHARLOT Roi des Coquillages (Face Wepler)
Tous les produits de la mer
12, pl. Clichy (874-49-64). Park. grat. : 11, r. Forest
DEJEUNERS D'AFFAIRES - DINERS - SOUPERS JUSQU'À 1 h. DU MATIN

Julien
16, rue du Faubourg-Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
T.L. jusqu'à 1 h. 30, ferme le dimanche.

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

FLD LIVRE à DOMICILE
SON FOIE GRAS FRAIS
285-22-39

LE TOYEM
PANORAMA UNIQUE A PARIS - TERRASSE
DEJEUNER - REPAS D'AFFAIRES
Fermé le soir et le dimanche - N.L. 90-43
Maison de l'Europe - Palais de Chaillot

LE PETIT COLOMBIER
R. FOURNIER
Cuisine de Terroir et de Tradition
Tous les jours :
UNE FICHE technique à la voiture et ses GIBIERS FRAIS de nos régions
Salons pour repas d'affaires
42, rue des Arcades, Paris (17^e)
R.T.O. 28-24 et 08-01
Fermé sam. - Park. assuré

VINS DE CULTURE NATURELLE
sans engrais chim. ni pesticides, etc. BOURGOGNE rouge A.O.C. et BOURGOGNE Aligoté A.O.C. fait comme autrefois (soufrage mèche, fermentat. naturelle, conservation en fûts chêne). Un vin de chaque jour, sain, délicieux, gardant tout le bouquet du pur jus de raisin. VENTE DIRECTE, production limitée. TARIFS à : LUC SORIN, Vigneron, 101, rue de Paris - 95330 SAINT-BRIS.

MARIUS et JANETTE
Tous les fruits de mer et toutes les spécialités.
4, av. George-V - Tél. 71-75, BAL. 54-57

Château Léoville Las-Cases
GRAND CRU CLASSÉ DU MÉDOC
tous les ans fait un grand vin

Le Château de Cely HOTEL
SEMINAIRES - Réceptions - Cocktails
Présentation de Collections
Paris - Pièce d'eau
A 45 kilomètres de PARIS - Autoroute A6 - Réservation : 438-00-24

Le Châlot 94, boulevard des Batignolles (17^e)
Tél. : 387-26-94
SPÉCIALITÉS MARITIMES
La plus belle carte de poissons
SALLE CLIMATISÉE
Fermé dimanche et lundi

JOUR et NUIT
21, r. Berr, 12 h. à l'anhe, ELY 12-83
BANC D'HUITRES - SES VIANDES
les meilleures de Paris
Bureaux-Spect., 21 h. 30, menu 145 F T.D.

Environs de Paris
DOMAINE DE VILLEQUIER
A.O.C. - Domaine de Villesquiers
Restaurant panoramique sur la vallée de la Seine
PRÉSENTATION DE QUALITÉ
dans le cadre d'un beau parc
SALONS de réception
Tél. : 15 (01) 64.30.28 et 64.51.99 - MONTROUGE

Château Léoville Las-Cases
GRAND CRU CLASSÉ DU MÉDOC
tous les ans fait un grand vin

Le Château de Cely HOTEL
SEMINAIRES - Réceptions - Cocktails
Présentation de Collections
Paris - Pièce d'eau
A 45 kilomètres de PARIS - Autoroute A6 - Réservation : 438-00-24

A 40^e DE PARIS ET DE ROUEN - AUTOROUTE DE L'OUEST - Sortie de Gournay
TELEX CHAROL 692244 - ROLLEBOISE - Tél. 479.91.24 & 479.96.62
Château de la Corniche
UNE VUE PANORAMIQUE EXCEPTIONNELLE SUR LA VALLEE DE LA SEINE
GRANDE CARTE - CADRE RAFFINE
SES WEEK-ENDS GOURMANDS
CHIEF DE CUISINE J.F. ROUSSEAU "POULE D'OR 1973"
SALONS DE JEUX - SALONS DE MUSIQUE - TENNIS ECLAIRÉ
LOUAIRES - MANDARINES A BIOLETTE - JARDIN HAUTEUR
OUVERT TOUTS LES JOURS

SCIENCES

L'apaisement relatif de la Soufrière n'a pas calmé la polémique

Au moment où le préfet de la Guadeloupe a rapporté en grande partie les mesures ordonnant l'évacuation d'une partie de la Basse-Terre, la polémique entre M. Haroun Tazieff et l'Institut de physique du globe (I.P.G.) de Paris a rebondi. Le feu a été remis aux poudres par la publication, le 27 octobre dernier, de la décision de M. Claude Allègre, directeur de l'I.P.G., de décharger M. Tazieff de ses fonctions

de chef du service de volcanologie de l'I.P.G. Cette décision datait pourtant du 5 octobre dernier et le 27 octobre, le conseil de l'U.E.R. de l'I.P.G. n'avait fait que l'approuver à l'unanimité.

Après s'être abstenu pendant deux mois de toute prise de position, M. Claude Allègre a voulu rétablir « l'exacte vérité » des faits au cours d'une conférence de presse qu'il a réunie,

le 3 novembre, à l'I.P.G. Avant même cette conférence de presse, M. Tazieff et M. P.-N. Maynaud, membre du conseil de l'U.E.R. de l'I.P.G., nous avaient fait parvenir leurs opinions — divergentes, cela va sans dire — sur la sanction prise.

Pendant cette conférence de presse, Lucette Michaux-Chevry (P.S.), vice-présidente du conseil général de la Guadeloupe,

a tenu à rappeler les problèmes extrêmement graves auxquels toute l'île est confrontée. Et elle s'est étonnée que des constructions importantes aient encore été faites récemment sur les pentes du volcan les plus exposées. M. Allègre a fait remarquer que la France était le seul pays développé qui ait laissé vivre soixante-quinze mille personnes sur un volcan actif et potentiellement dangereux.

M. Allègre reconnaît que l'I.P.G. était mal préparé à la surveillance du volcan

Mis en cause à propos de la Soufrière, plusieurs fois depuis le 25 août, par M. Haroun Tazieff, M. Claude Allègre, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (I.P.G.), a réuni, le 3 novembre, une conférence de presse, en présence du docteur Jean Dry, président de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) et premier vice-président de la Conférence des présidents d'université, et d'un certain nombre de chercheurs de l'I.P.G.

La conférence a commencé par un bref échange de propos acerbes entre M. Allègre et M. Haroun Tazieff. Ce dernier, étant arrivé tout au début de la conférence de presse, s'est entendu dire : « Je ne souhaite pas votre présence ici. Je suis ici chez moi et je n'ai pas l'intention d'être dérangé. Mais je suis prêt à tout débat radio-télévisé avec vous. » « Je ne venais pas pour le plaisir d'ennuyer M. Allègre, expert dans l'art de

dire des contre-vérités, mais pour lever le bras dès que j'en entends un », a déclaré M. Tazieff, avant de sortir pour faire une contre-conférence de presse.

Le directeur de l'I.P.G. a d'abord précisé que les spécialistes des sciences de la Terre ne doivent pas assumer des responsabilités telles que la décision d'évacuation ou de retour de populations qui sont uniquement du ressort des autorités civiles. Tout ce que peuvent faire les scientifiques, c'est fournir à ces autorités des rapports fondés sur l'observation des faits.

M. Allègre a ensuite rappelé le principe de fonctionnement de son institut : une U.E.R. de l'université de Paris-VI qui groupe, d'une part, diverses équipes scientifiques et des laboratoires travaillant sur des sujets de recherche fondamentale ; d'autre part, des services créés pour répondre à des besoins nationaux ou inter-

nationaux précis (surveillance sismique ou volcanique, par exemple). En 1973 a ainsi été créé le service de volcanologie, dont la direction a été confiée à M. Tazieff.

Mais il y a eu probablement malentendu dès le début. Assumer la direction du service de volcanologie de l'I.P.G. implique des tâches d'administration et d'organisation qu'il faut assurer depuis Paris, ou sur place en cas de crise. Le 29 juillet, M. Tazieff, qui doit partir pour l'Equateur, écrit au préfet de la Guadeloupe pour recommander que le volcanologue anglais de Trinidad, John Tomblin, le remplace à la Soufrière. Personne ne conteste les compétences de M. Tomblin, mais un étranger ne peut assumer les responsabilités dévolues à l'I.P.G., qui, en outre, est en train de changer de directeur.

En août, la crise de la Soufrière est probablement la plus forte que

le volcanisme antillais ait connue depuis vingt-cinq ans. Il était logique, précise M. Allègre, d'entraîner la population qui aurait pu être menacée par l'éruption, et dont on ne peut décider du sort par un calcul des probabilités.

Lucette Michaux-Chevry, à la Guadeloupe, fin août, M. Allègre lui demande de rester sur place pour assurer la direction du service de volcanologie. « Je ne suis pas un fonctionnaire, je suis un expert », répond M. Haroun Tazieff. M. Allègre lui écrit alors, le 8 septembre, pour lui proposer de remplacer le service de volcanologie, « squelettique », par un service « observatoire volcanique » et par un groupe multidisciplinaire d'intervention volcanologique qui pourrait, dans le futur, bénéficier de la grande expérience pratique que vous avez acquise. N'ayant pas de réponse, M. Allègre confirme, par lettre du 5 octobre, qu'il met fin aux fonctions de directeur du service de volcanologie. Selon lui, cette décision a été prise par les gouvernements, les autorités voulant que M. Tazieff reste directeur de service à l'I.P.G., mais elle a été approuvée, le 27 octobre, à l'unanimité du conseil de l'U.E.R. (vingt-cinq présents sur vingt-sept membres).

Cette décision, a précisé M. Allègre, ne met nullement en cause ni le poste de M. Tazieff en tant que directeur de recherche au C.N.R.S., ni le traitement qui y est affecté, ni une collaboration ultérieure avec l'I.P.G.

M. Allègre reconnaît que l'I.P.G. était mal préparé à une tâche telle que la surveillance de la Soufrière. En 1975 et au début de 1976, M. Michel Feuillard était, seul pour assurer la surveillance sismologique du volcan pour l'I.P.G. et il a vu venir la crise de 1976 un an à l'avance.

Actuellement, une dizaine de personnes appartenant à diverses disciplines aident le volcan pour et nuit. Après quelques fausses manœuvres, on a installé des inclinomètres, des outils, selon les géophysiciens, pour détecter l'approche d'une éruption, puisque la montée du magma forme la surface du sol. L'activité sismique a baissé, mais depuis le mois d'août (deux cent soixante-cinq secousses par jour en moyenne du 16 au 31 octobre), mais on en enregistre encore une cinquantaine par jour. Si bien que nul ne peut, à moyenne échéance, prévoir l'évolution future de l'agitation de la Soufrière.

À partir de 1977, l'I.P.G. veut entreprendre un programme d'éducation de la population, et pas seulement dans les départements d'outre-mer qui possèdent un volcan actif (Guadeloupe, Martinique, Réunion), mais également dans les zones sismiques du territoire métropolitain, la Côte d'Azur par exemple. Savoir quoi faire en cas de catastrophe est souvent le meilleur moyen d'auto-protection.

YVONNE REBEYROL

CORRESPONDANCE

Les impératifs du service public

M. P.-N. Maynaud, membre du conseil de l'I.P.G., m'a écrit de recherches du C.N.R.S. nous a adressé la lettre suivante à ce sujet :

Je ne suis pas volcanologue, je suis géomagnéticien, peu importe ces mots scientifiques. Je ne suis pas un « expert », je suis un « naturaliste » qui sait par expérience que les phénomènes naturels ne se reproduisent jamais exactement de la même façon. Toute observation peut nous apprendre quelque chose, sinon maintenant, du moins dans une exploitation ultérieure.

Ce que je reproche à M. Tazieff, c'est de ne pas avoir compris la tâche du service public qui lui était confiée en tant que chef du service de volcanologie de l'Institut de physique du globe de Paris, non pas seulement pour prévoir avec son seul savoir d'expert, mais diriger les recherches pour réunir de nouveaux éléments permettant de mieux prévoir ces catastrophes naturelles qui peuvent causer le volcan de la Soufrière. Pour cela, il devait rester sur le terrain, pour organiser et animer toutes les observations que la technique permet de faire actuellement. Il devait chercher à apprendre et à comprendre, maintenant ou plus tard. La tâche de responsabilité du Service de volcanologie est, en même temps, il aurait fait œuvre de science : c'est ainsi encore qu'il aurait été « lucide », non pas face à l'incompétence officielle comme le dit M. Escarot dans son billet (le Monde du 29 octobre), mais face à la complexité de ces phénomènes naturels qui peuvent tuer.

ET MAINTENANT ?

par HAROUN TAZIEFF (*)

ENFIN autorisé, le retour chez elle de la population de Basse-Terre pose à nouveau le problème de la prévision des événements éruptifs. Paradoxalement, à la place du rassemblement d'un nombre abusif d'experts de calibres divers durant la période où, en août et septembre, aucun risque n'existait — pour la double raison que le volcan, alors, n'était pas redoutable et que les gens en avaient été éloignés, — ne demeure aujourd'hui, où des dizaines de milliers d'habitants se retrouvent sur les pentes du volcan, qu'une équipe réduite, techniquement excellente mais incomplète : il lui manque, en effet, et les spécialistes des gaz et ne serait-ce qu'un seul volcanologue de métier. On doit, dès lors, se demander si la sécurité de cette population est assurée avec tout le sérieux indispensable. Car l'éruption, qui est toujours à la deuxième phase, commencée le 8 juillet, ne peut, certes, pas être considérée comme terminée.

Il n'est pas inutile de rappeler, une fois de plus, qu'en matière de volcans la prévision est bien plus aléatoire encore et combien plus difficile que, par exemple, en météorologie (et chacun sait combien il est délicat de prédire le temps...). Il est nécessaire de rappeler que, le plus souvent, la prévision, même pour des volcanologues compétents et expérimentés, est simplement impossible. Mais aussi que, lorsque les circonstances le permettent, il arrive que l'on puisse prévoir quelques jours, voire quelques semaines, à l'avance, ce qui va se passer.

Cela avait été le cas à la Soufrière, à quatre reprises entre mars et septembre 1976, lorsque j'avais eu à répondre aux questions que me posaient les représentants de la population et les autorités. Grâce à ces circonstances favorables et après avoir interprété les mesures faites sur le volcan, après l'avoir parcouru et en avoir attentivement observé le comportement, après avoir discuté avec mes collaborateurs, j'avais chaque fois pu, en mon âme et conscience, faire un diagnostic rassurant.

J'ai eu accès à la Soufrière pour la dernière fois le 1^{er} septembre. L'avis rassurant que j'avais pu donner alors, peut-être vaut-il encore aujourd'hui, je l'ignore, mais, la situation éruptive ayant totalement évolué, un nouvel examen sérieux de la situation est désormais nécessaire. L'accalmie actuelle de la Soufrière peut aussi bien annoncer le retour au sommeil profond qui lui est habituel que préfigurer une reprise d'activité plus violente, capable de culminer éventuellement en paroxysme redoutable.

Pour prévoir ce qui va se passer au cours des semaines ou des mois à venir, il convient de mettre en jeu tous les moyens d'investigation disponibles, car la complexité du pro-

blème exige un maximum d'efforts scientifiques. Je le répète depuis près de vingt ans, et depuis 1973, où je ne suis retourné responsable du poste de chef du service volcanologique de l'Institut de physique du globe (I.P.G.) de Paris, dont je viens d'être relevé, j'insiste plus encore : il faut permettre la création d'une équipe volcanologique de qualité, créer des postes de chercheurs et de techniciens de haut niveau, acquérir une instrumentation moderne, allouer les indispensables crédits de fonctionnement... En vain.

La situation actuelle sur la Soufrière est quelque peu paradoxale. Le retour chez eux des habitants de Basse-Terre est décidé sans que, semble-t-il, l'avis d'aucun volcanologue expérimenté ait été pris. Il faut remarquer que, inversement, le 1^{er} septembre, ce fut contre l'avis d'un volcanologue expérimenté que l'état d'exception fut maintenu.

Il est grave qu'aujourd'hui, où la population réintègre ses villes et ses bourgades, elle ne se trouve plus sous la protection, quelque élastique qu'elle soit, d'une surveillance volcanologique maximale : les géophysiciens qui aident actuellement la Soufrière sont à coup sûr excellents, mais aucun parmi eux n'est jamais occupé de prévision éruptive, aucun ne possède l'expérience des éruptions. Leur directeur à l'Institut de physique du globe n'en a pas davantage : c'est celui-là même qui, depuis fin août, a abusivement induit en inquiétude les autorités responsables, les obligeant moralement à maintenir l'état d'alerte et celui d'évacuation.

Aurait-il acquis soudain les qualités qui jusqu'ici lui manquaient ? Est-il désormais qualifié pour conseiller les préfets et les ministres chargés de veiller à la sécurité à la Guadeloupe ? Si oui, tant mieux. Mais, dans le cas contraire, qui donc portera la responsabilité des mesures à prendre — ou à ne pas prendre — en cas de recrudescence, ou simplement de changement, de l'activité éruptive ?

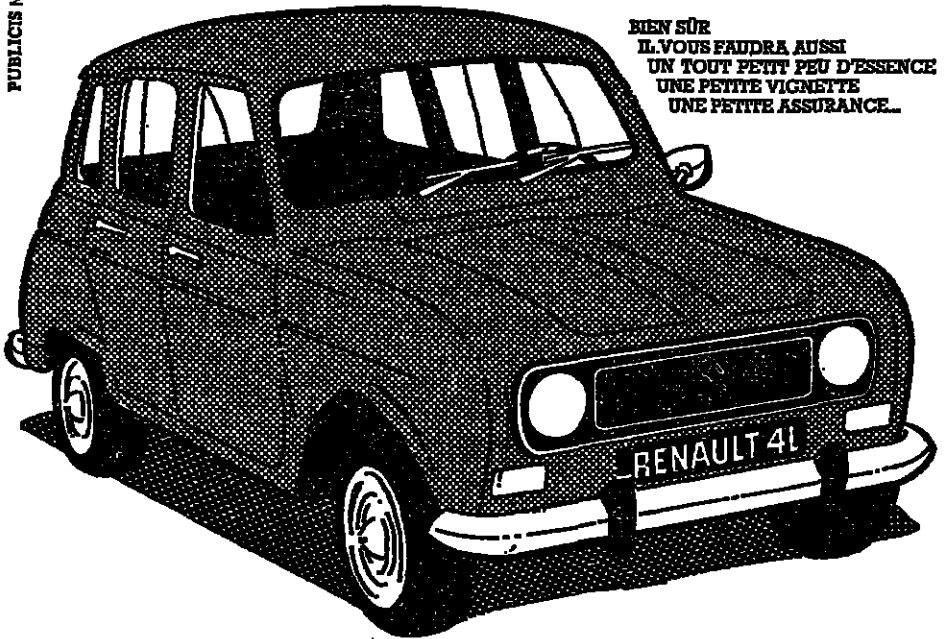
(*) Directeur de recherches au C.N.R.S.

● À l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, mercredi 3 novembre, en réponse à M. Henri Michel (P.S.), qui s'interrogeait sur le témoignage de M. Haroun Tazieff de l'Institut de physique du globe, Mme Alice Saunier-Seïte, secrétaire d'Etat aux universités, a indiqué que M. Tazieff avait été désigné par le conseil de cet institut pour diriger une section. « Cette direction lui a, a-t-elle dit, été retirée. » « Cela ne met pas en cause, a-t-elle ajouté, sa carrière au C.N.R.S., où il reste directeur de recherches, et où le directeur a mis des moyens à sa disposition pour qu'il puisse poursuivre ses recherches. »

VOTRE 'FORFAIT' TRANSPORT

298F

PAR MOIS*



*MENSUALITES LEASING 1^{ERE} ANNEE ET UN DEPOT DE GARANTIE DE 700F RECUPERABLE.

Loyer 1 ^{er} année	2 ^e année	3 ^e et 4 ^e années	Option d'achat finale
298 F	358 F	447 F	3.725 F

RENAULT 4L

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR SANS ENGAGEMENT DE MA PART, TOUTE INFORMATION SUR LES DIVERSES POSSIBILITES DE FINANCEMENT DE LA RENAULT 4L.

NOM : _____

ADRESSE : _____

RETOURNER CE BON A : R.N.U.R. BP 149 926 BOULOGNE-BILLANCOURT



Valais-Suisse

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisirs et joies. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Sid sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de FS 88.000.-

Service de location à disposition de chaque propriétaire

VENTE AUX ETRANGERS AUTORISEE

Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THYON-PROMOTION SA

CH-1973 Thyon (Suisse) Tél. 38 363 OURST CH

• Nom _____ Prénom _____

• Lieu/No postal _____

• Tél. privé _____ Tél. prof. _____

سكيا في الامل

AÉRONAUTIQUE

A CAUSE DE LA CONCURRENCE DE BOEING

Les constructeurs du Mercure-200 perdront 10 millions de francs sur chacun des trois cents premiers exemplaires vendus

révèle une étude du gouvernement

La domination de Boeing sur le marché mondial des courts et moyens-courriers civils est telle à ce jour que le gouvernement français envisage, d'ores et déjà, de perdre 10 millions de francs sur chacun des trois cents premiers exemplaires vendus du Mercure-200 qui pourraient être vendus si ce projet en coopération transatlantique voit le jour au terme des négociations en cours avec McDonnell-Douglas.

De source officielle, le prix de vente initial du bi-racteur Mercure-200 a été estimé à 13 millions

de dollars (environ 65 millions de francs), compte tenu du fait que le constructeur américain propose aujourd'hui son triracteur Boeing-727 à 10,5 millions de dollars, soit 52,5 millions de francs. La perte — à partager entre les différents coopérateurs — sur le prix de revient moyen établi à partir d'une série de trois cents Mercure-200 vendus a été évaluée à 10 millions de francs (environ 15 % du prix de vente) pour chaque appareil.

est de plus en plus difficile, à moins d'une reprise de la vie économique, notamment aux États-Unis.

De plus, les compagnies aériennes sont sollicitées par Boeing, qui présente un projet de 7 X 7 de deux cents places, et par McDonnell-Douglas, qui, malgré l'association avec Dassault et la SNTAS sur le programme Mercure-200, envisage de construire le moyen-courrier DCX-200 de deux cents places avec des ailes mal définies. Le projet de Douglas serait d'ailleurs moins bien accepté par la France qu'il l'est par les autres pays de l'Europe. La récession du trafic aérien dans le monde a interrompu les ventes de l'Albus à l'étranger, et la commercialisation de cet avion

A plus de 13 millions de dollars l'exemplaire, le Mercure-200, aux conditions économiques de 1976, a peu de chances de s'imposer sur le marché face à un rival, le Boeing-727, qui a déjà été acquis à plus de mille trois cents cinquante unités et qui représentera, pour la seule année 1976, environ 44 % de l'ensemble des livraisons — toutes gammes d'avions confondues — du constructeur américain. Et encore convient-il d'observer que le prix de vente d'un Boeing-727 baissera aujourd'hui, selon des experts français, à l'industrialisation de 1 et 2 millions de dollars de bénéfice en raison du succès commercial de cet avion, qui lui a permis d'amortir les chaînes de production.

Ces différents éléments d'information figurent dans des réponses du gouvernement à certaines questions de la commission des finances de l'Assemblée nationale et, en particulier, à l'un de ses rapporteurs pour le projet de budget de l'aviation civile pour 1977, M. Pierre Baudis, député républicain indépendant de la Haute-Garonne et maire de Toulouse.

Le rapporteur de la majorité considère donc que le programme Mercure-200, tel qu'il est esquissé actuellement, serait générateur d'un déficit de l'ordre de 3 milliards de francs pour ce qui concerne la construction de la série.

Principal initiateur de ce projet, le groupe privé Dassault-Breguet a demandé à l'État de compenser les pertes correspondantes à la vente de trois cents exemplaires au total. Si la société américaine Boeing décidait de se lancer à son tour dans la construction d'un tel moyen-courrier, son projet de Boeing-727, qui est un dérivé de l'actuel bi-racteur 737, lui conviendrait de considérer que la part du Mercure-200 n'est pas négligeable puisque le nombre des ventes se situerait entre quatre cents et six cents exemplaires.

Des garanties de l'État

Comme pour tous les autres avions civils ou militaires, les pertes diminuent et disparaissent au-delà d'un certain nombre de ventes, qui varient avec l'importance du programme aéronautique en cause. On estime généralement qu'un industriel commence à retirer des profits après quatre cents avions vendus.

Dans ses réponses à la commission des finances, le gouvernement remarque encore que le groupe Dassault-Breguet a réclamé l'aide de l'État pour couvrir entièrement la part française du développement et de l'industrialisation du Mercure-200. La part française de cette opération n'est pas définie puisqu'elle dépend de la répartition des responsabilités entre les différents partenaires. Douglas et la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), en particulier, et les autres coopérateurs de la mise au point et de l'industrialisation du Mercure-200 a déjà été estimée à 1 450 millions de francs sans compter les coûts de la recherche.

La société Dassault-Breguet a, enfin, demandé au gouvernement de bénéficier des régimes de couverture des risques économiques et des régimes de change, ainsi que de conditions compétitives de crédits à l'exportation.

M. Baudis révèle, d'autre part, qu'il paraît établi, à l'heure actuelle, que la société Douglas ne s'est pas engagée à ne pas concurrencer l'Albus franco-ouest-allemand, aucun engagement formel ne lui ayant été demandé sur ce point précis.

A plusieurs reprises, toutefois, le secrétaire d'État aux transports, M. Cavallé, a publiquement déclaré que la France ne participerait à aucun accord transatlantique.

FAITS DIVERS

● Accident d'automobile en Indonésie : vingt-quatre morts. Un Fokker de la compagnie aérienne indonésienne privée Bouras s'est écrasé, le 4 novembre, dans le sud de Bornéo. Sur les trente-deux personnes qui se trouvaient à bord, vingt-quatre ont été tuées, a déclaré un porte-parole de la compagnie à Djakarta. — (Reuters)

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POITIERS ANNULE LE REFUS DU RECTEUR DE VALIDER CERTAINS EXAMENS UNIVERSITAIRES.

(De notre correspondant.)

Poitiers. — Le tribunal administratif de Poitiers vient d'annuler une décision du recteur de l'académie qui, le 9 juillet dernier, avait refusé le visa national à plusieurs examens : sciences économiques (diplôme d'études universitaires générales), histoire (DEUG et licence), psychologie (DEUG, licence et maîtrise) et anglais (DEUG) (« le Monde » du 21 juillet). Le recteur, M. Joseph Vergin, estimait que le nombre d'examens d'enseignement assuré par l'université de Poitiers dans ces différents domaines était insuffisant. M. André Chassagnon, professeur à l'université, qui présidait l'un des jurys concernés, et le Syndicat général de l'enseignement national (S.G.E.N.), ont déposé des recours devant le tribunal administratif, soutenant que la décision attaquée procédait d'une extension abusive de la notion de « nombre » à posteriori instituée par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968.

Le tribunal administratif a estimé que le secrétaire d'État aux universités avait dû signer lui-même cette décision, en matière de diplômes nationaux. Les arrêtés du 24 mai 1974 et du 13 mars 1975, qui avaient donné cette délégation aux recteurs d'académie, émanant, selon le tribunal, d'abus de pouvoir. Le jugement a une portée de principe, mais peu de conséquences pratiques sur place : les sept cents étudiants touchés par la décision du recteur de Poitiers ont pu passer leurs examens en octobre.

LA COORDINATION PERMANENTE DES C.E.T. VEUT INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LA RÉFORME HABY

La coordination permanente des collèges d'enseignement technique (C.P.C.E.T.), proche de la C.G.T., a réuni, mardi 2 novembre, une conférence de presse pour préciser ses « objectifs de lutte ». La C.P.C.E.T., qui se présente comme « le syndicat de masse des collèges du technique », veut que la réforme Haby « tire pied » et « protège les enseignants aux mains d'une minorité, officialisant les inégalités sociales et cautionnant la ségrégation sociale ».

La C.P.C.E.T. fait circuler actuellement des « cahiers de revendications » que les collègues sont invités à compléter. Le bilan de cette campagne sera tiré au cours d'un forum organisé en janvier 1977. Elle sera complétée par une pétition, sous forme de cartes postales adressées au ministre de l'éducation, l'objectif prioritaire étant de « développer l'action contre la réforme Haby ». * C.P.C.E.T. : Bureau du travail, 20 rue de Valenciennes, 75001 Paris, 10100 Montreuil, téléph. : 556-81-82.

L'ITINÉRAIRE DU LIEUTENANT-COLONEL GUILLAUME

Des campagnes du Levant à l'université de Poitiers

De notre envoyé spécial

Poitiers. — Est-ce le génie du lieu ? A Mailly, hameau de sept cents âmes posé sur le marais vendéen, non loin de cette abbaye de Maillezais encore hantée par l'ombre de Rabelais, le lieutenant-colonel en retraite Joseph Guillaume se consacre à ses travaux, ceux de l'esprit et les autres, avec autant d'ardeur qu'Agrippa d'Aubigné, son bouillant concitoyen d'il y a trois cent cinquante ans.

En retraite ? Vraie. Après une carrière mouvementée qui l'a mené partout en Allemagne, en Afrique du Nord et dans ce qui était alors le « Levant », — « trente-trois déménagements en trente ans », — ce travailleur n'a pas baissé les bras. De 1957 à 1972, il transforme de ses mains en une coquette demeure l'ancien castel de Mailly, et remet en état le jardin, où il fait pousser, « sans poisons », salades et cognassiers. Mais rien ne le détourne de sa grande idée : aller à l'université et mener à bien des études supérieures.

Plus exactement, y retourner : il avait goûté à l'histoire de l'Eglise à la faculté de Marseille, en 1943 ; et au droit à Strasbourg, en 1946. Succèsivement détourné de saint Ignace de Loyola (un début de thèse) par les études de la Résistance, et de l'enseignement de l'histoire, il s'était juré de récidiver, plus tard.

C'est ce qu'il fit en 1972, à soixante et onze ans. « Pas question de suivre les cours de l'université du troisième âge », se défend-il. « Je ne voulais pas d'un enseignement pour vieux ». Et de s'inscrire à l'université de Poitiers, en première année de premier cycle, « comme tout le monde ». « Tout le monde a tout de suite été très bien, les profs et les autres étudiants, dont je pourrais être le grand-père. Rassuré de ce côté, content de constater que le mémoire fonctionnait encore à

« Tout cela me plaît bien »

Lorsqu'il affirme : « Je voudrais bien m'arrêter maintenant », il est difficile de faire le départ entre le souci de se reposer et la coquetterie. Faut-il pencher pour la seconde ? Il enlame cette année un troisième cycle — « C'est parce qu'ils m'ont tous demandé de continuer », — mais jure ses grands dieux que l'année prochaine, coup sûr... Pourquoi s'arrêterait-il, d'ailleurs, puisqu'il se trouve bien, au milieu de ces jeunes gens « qui gagnent à être connus », et qui lui passent gentiment le cours quand il a dû « s'écher » ; puisque « la recherche, le travail en bibliothèque, tout cela me plaît bien », et que 220 kilomètres en voiture dans une journée ne font que le reposer ?

Son épouse attentive, un peu soucieuse, suit, depuis toujours, ces allées et venues nombreuses en voiture (elle a quand même obtenu qu'il cesse, l'année dernière, de piloter des avions). Elle s'inquiète aussi du casse-croûte mangé à la hâte par son étudiant de mari, pour gagner du temps et parce que la timidité l'a empêché de franchir les portes du « restaurant ». Mais elle s'est bien habituée, et ses moments de solitude ne sont pas perdus : elle écrit pour le plus grand bonheur des enfants et petits-enfants « leurs mémoires ». MICHEL KAJMAN.

Les radicaux de gauche créent une organisation d'étudiants

Les radicaux de gauche ont désormais leur organisation d'étudiants : les étudiants radicaux de gauche (E.R.G.), dont la création a été annoncée jeudi 4 novembre, au cours d'une conférence de

presse. Cette organisation groupe, selon ses dirigeants, trois cents militants, adhérents du Mouvement des radicaux de gauche (M.R.G.) et du Mouvement des jeunes radicaux de gauche (M.J.R.G.), mais aussi « inorganisés », sympathisants de ce parti.

Les statuts des étudiants radicaux de gauche précisent que le bureau national du M.R.G. peut annuler toute décision de la délégation permanente, « exécutif » de la nouvelle organisation. Sans doute, les dirigeants du M.R.G. veulent-ils éviter des conflits du genre de ceux qui opposent fréquemment la majorité du P.S. aux étudiants socialistes, acquis pourtant à la plupart des thèses du C.G.R.S. Les étudiants radicaux de gauche réintègreront, en février 1977 ou en avril, après les élections municipales, un congrès constitutif. Ils n'envisagent pas pour l'instant d'inviter leurs adhérents à rejoindre un syndicat d'étudiants particulier et soulignent qu'ils comptent dans leurs rangs des membres de l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F.), de l'Union ex-Renouveau, du Comité pour un syndicat des étudiants de France (C.O.S.E.F.) et du Mouvement d'action syndicale (M.A.S.).

« La gauche n'a pas de projet universitaire. Nous non plus », reconnaît Jean-Paul Bredin, vice-président du M.R.G. en présentant la nouvelle organisation à la presse. Nous comptons sur les étudiants pour nous aider à y réfléchir. Convaincus du « délabrement quasi total de l'université », les étudiants radicaux de gauche entendent « lutter pour l'instauration d'une Université conforme au socialisme pluraliste et humaniste tel qu'il est défini par le M.R.G. ». Ils comptent publier prochainement un mensuel, le Radis républicain. Rouge dehors et blanc dedans ?

(1) 11, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. 222-34-00.

● Réouverture du collège d'enseignement secondaire Henri-Baumont de Beaumont. — Fermé par arrêté du maire le 22 octobre, le bâtiment B du C.E.S. Henri-Baumont de Beaumont (Oise) a accueilli à nouveau les élèves le jeudi 4 novembre. La commission d'enquête (Le Monde du 2 novembre) a conclu que les glissements des panneaux de la façade n'avaient causé ni la solidité du bâtiment. Des travaux ont été faits durant les congés. La préfecture de l'Oise a fait vérifier tous les bâtiments du même type implantés dans le département. — (Corresp.)

Faut-il se résigner ?

Le temps que le Mercure-200 puisse entrer en service commercial avant la fin de la décennie qui s'achève, et le constructeur américain aura peut-être réussi à attirer, pour des années, la marche occidentale avec son avion de ligne Boeing-727. Le succès de cet appareil a dépassé toutes les espérances. Aujourd'hui, ce succès est si éclatant que des compagnies aériennes, particulièrement aux États-Unis, ont fait appel à ce moyen-courrier pour remplacer toutes les lignes de long-courriers quadriracteurs DC-8 sur une partie de leur réseau.

Faut-il se résigner ou convient-il de tout faire — même au prix de certains investissements importants — pour empêcher le succès de cet appareil ? Les gouvernements européens qui souhaitent maintenir une industrie aéronautique, sont placés devant ce dilemme, et, avec sa décision de lancer ou non la construction du Mercure-200, la France, en particulier, est

aujourd'hui au pied du mur. Abandonner, c'est choisir de s'en remettre progressivement à Boeing, qui aura triomphé de ses concurrents de part et d'autre de l'Atlantique, du soin d'équiper les compagnies aériennes, à l'exclusion de celles des pays socialistes ; mais c'est aussi accepter de sacrifier à terme une construction aéronautique autre que celle du continent américain, avec tous les inconvénients liés à l'existence d'une industrie étrangère en état de monopole.

Continuer, c'est consentir à des dépenses sans cesse croissantes sans l'espoir de récupérer l'intégralité des sommes engagées, comme c'est le cas pour le Concord ou comme ce pourrait être pour l'Airbus. Il est évident que c'est aussi entretenir sa capacité d'innovation technologique, d'attirer la clientèle de pays amis, rester maître de son propre marché, et conserver ou développer les moyens industriels d'une certaine indépendance.

JACQUES ISNARD.

Une conférence du prélat traditionaliste à Alençon

Mgr Lefebvre veut continuer à former de « véritables prêtres »

De notre correspondant

Alençon. — En présence de plus de huit cents personnes rassemblées à la salle des fêtes le 4 novembre, à Alençon (Orne), Mgr Marcel Lefebvre a commencé une série de conférences en France. C'est la première depuis sa suspension d'exercice par le Vatican. Le supérieur du séminaire d'Alençon s'est tout d'abord déclaré d'être le chef des traditionalistes : « Je ne suis pas un mouvement, je ne suis pas un groupe, ce que je fais, c'est un vrai séminaire pour le bien de l'Eglise. Je n'ai jamais cherché la polémique. » Après avoir exprimé son regret de constater que les évêques de France sont hostiles à ce séminaire, Mgr Lefebvre a parlé de la réaction de Rome. « J'ai été condamné injustement », a-t-il dit. « Il est évident que je n'ai pas obéi à la décision du Vatican me demandant de supprimer la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X et son séminaire. Il n'y avait aucune raison que je me soumette à cette décision arbitraire. Je n'ai jamais décidé de continuer à former de véritables prêtres. Il y a une question de soumission ou de latin. »

Mgr Lefebvre s'en est pris aux assemblées épiscopales, qui sont, dit-il, un obstacle à l'autorité du pape ; à la Bible ecuménique avec ses formules équivoques ; à une brochure intitulée Jésus est-il dans l'histoire ? et diffusée par l'archevêché de Paris ; au fait qu'au Vatican on enlève les crucifix pour ne pas offenser les regards de ceux qui ne croient pas ; à la démarche du Vatican qui, à la demande du Vatican, la Colombie supprime l'article premier reconnaissant que la religion catholique y est religion

d'Etat. « Il veut mieux être avec Jésus-Christ contre le pape qu'avec le pape contre Jésus-Christ », a conclu Mgr Lefebvre. Le président de l'association Saint-Pie-X de l'Orne, qui avait organisé ce rassemblement, a donné lecture d'une pétition qui va être adressée aux évêques de Sées, Laval, Angers, Rennes et Le Mans, pour demander que, dans ces diocèses, des églises soient mises à la disposition de ceux qui veulent y faire célébrer la messe dite de saint Pie V. Avant de quitter Alençon, vendredi 5 novembre, Mgr Lefebvre a célébré une messe. Il doit continuer sa série de conférences en Normandie, le 6 novembre à Rouen, salle Sainte-Croix-des-Pelletiers, et le 8 novembre à Caen, salle des congrès.

L'évêque de Sées (Orne), Mgr Henri Deronet, n'a fait aucune déclaration avant la visite de Mgr Lefebvre à Alençon. Mais, le 3 septembre dernier, dans son bulletin diocésain, il déclarait « à propos de sujets internes à l'Eglise et monopolisés par la presse, les catholiques du diocèse ne se laisseront pas arrêter par ces débats fort secondaires. Continuons à rester résolument ouverts au monde dans la jalousie du conseil, des assemblées des évêques à Lourdes, dans la communion apostolique du Saint Père. » MARCEL VANNIER.

● A Saint-Etienne (Loire), des laïcs et des prêtres viennent de créer un mouvement ouvert à tous les catholiques de toutes tendances, appelé « A l'écoute du pape ». Il se propose d'être un lieu de rencontre, de réflexion, d'échange, d'amitié et de prière, et se réunira chaque mois.

CORRESPONDANCE

Les deux « messes » de Bay

UNE MISE AU POINT DE L'ARCHEVÊQUE DE BESANÇON

1) La suite de l'article « Les deux messes » de Bay, publié dans le Monde le 22 octobre, nous a paru une mise au point importante de Mgr Marc Lallier, archevêque de Besançon.

Tandis que je prenais part à l'assemblée plénière de Louvain, un de vos collaborateurs est venu enquêter dans un village de mon diocèse et il a publié, dans votre numéro du 29 octobre, un long article sur « Les deux messes » de Bay.

J'exprime le regret qu'il n'ait pas cherché à me joindre moi-même, fut-ce par téléphone à Lourdes, avant de publier cet article qui contient un certain nombre d'inexactitudes sur lesquelles je ne veux pas m'étendre. Si j'avais pu parler à Alain Woodrow, j'aurais nettement distingué les deux aspects de cet affaire.

1) Le départ de l'ancien curé, Paul Sotté. Contrairement à ce qu'on affirme, j'ai appris assez récemment que son aïeul avait été prêtre et qu'il était en réalité sa femme et que le conseil de paroisse avait accepté qu'elle le fût. Et, depuis le début de septembre, à bien des reprises, j'ai affirmé que ma décision de lui retirer la mission n'était pas, comme on l'a dit, de le « réintégrer à l'état laïc » ; n'avait aucun autre motif. Ma conscience d'évêque mobilisée à formuler cette demande, au sujet de laquelle Paul Sotté a écrit : « L'évêque prend ses responsabilités. C'est son droit et son devoir. »

2) L'autonomie du conseil de paroisse. S'il est absolument nécessaire que les laïcs aient une voix dans l'Eglise, les responsabilités qui leur reviennent, il en est une qui est propre à l'évêque, et, en son nom, au prêtre. C'est celle de porter la responsabilité première et inaliénable d'une communauté diocésaine ou paroissiale.

Tel était, dans le cas de Bay, le conseil de paroisse. Mais, moi-même toutes les décisions relatives à la vie de la communauté. Le curé n'y était que le témoin de la parole et l'exécuteur du conseil, disposant seulement d'un droit de veto si une décision ne lui semblait pas conforme à l'esprit de l'Evangile. C'est sur ce pouvoir de tout décider que je ne puis être d'accord et qu'il me faudra revoir, ces jours-ci, les responsables du conseil.

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

ÉTUDIANTS : FUTURS CHOMEURS ?

Je dois ajouter que cette date de l'ancien curé de Bay a reçu le soutien de la presse et que les prêtres du diocèse et qu'à trois reprises je lui « demandé » s'il était possible, de quelque façon, de lui rendre service. J'ai ajouté : « C'est pour moi une obligation dont j'ai tout à fait conscience. »

ODEON
THEATRE NATIONAL

PICCOLO TEATRO
en raison du succès
représentation
supplémentaire
dimanche 7 nov. à 20 h. 30

IL CAMPIELLO
(La petite place)
de
GOLDONI
mise en scène de
STREHLER
(spectacle en langue italienne).
Tous les soirs à 20 h. 30, sauf dim.
et lundi, matinée dim. à 15 h.
Renseignements et location :
325-70-32.

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

**DERNIERE
A AUBERVILLIERS**
la Dimanche 7
à 17 heures
Création en France

Quatre à quatre
pièces québécoises
de Michel GARNIER
Mise en scène de Gabriel GARRAN
« Un spectacle inhabituel, très
attachant, qui pose la condition
des femmes sous un jour inat-
tendu. »
Michel Gournot (LE MONDE)

Théâtre de la Commune
Centre Dramatique National
93 - Aubervilliers
réservation : 833-16-16
et Agences

**Théâtre de la
Renaissance**
20 boulevard Saint-Martin
* PARTIR DU
16 NOVEMBRE

**GUY
BEDOS**

Soirées 21 heures
Dimanches mat. 15h30
Relâches dimanches et lundis

Location :
Théâtre 206 16.50 et agences

LE MARAIS
28, r. du Temple - M^o H.-de-Ville

**CORNER
OF THE
CIRCLE... ou**
« La difficulté d'être
homosexuel... même à
New-York. »
Un film de Bill DAUGHTON

GRAND PRIX THONON 1975

Le 58^e étage
de la Tour Montparnasse
est ouvert au public
tous les jours de 10 h à 22 h.
Tel. 538-52-56.

58^e

**BALZAC ELYSEES - ST. ANDRE DES ARTS
GAUMONT OPERA - OMNIA BOULEVARDS
JEAN RENOIR - GAUMONT CONVENTION
CINEVOX ST. LAZARE**

**C'EST VRAIMENT L'AMOUR FOU, OU PLUTOT LE
SEXE FOU...** J.L. Bory - NOUVEL OBSERVATEUR

**L'EMPIRE
DES SENS**

ILLUSTRATION DE L'AMOUR PHYSIQUE ABSOLU...
CE FILM D'UNE BEAUTE FORMELLE, ADMIRABLE
ET D'UNE AUDACE ESTALE... Robert GROSSE-DEANVILLE

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

PUBLICIS ELYSEES • UGC BIARRITZ • MAX LINDER • PUBLICIS ST-GERMAIN
BOUL. RICH • MOULIN ROUGE • PARAMOUNT OPERA • UGC OPERA
PARAMOUNT MONTMARTRE • PARAMOUNT GALATIE • PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT ORLEANS • PARAMOUNT GODELINS • PARAMOUNT BASTILLE • PASSY
PARAMOUNT ELYSEES • LA CELLE-ST-CLOUD • PARAMOUNT LA VARENNE
PARAMOUNT ORLY • PUBLICIS DEFENSE
BUXY VAL D'YVERNES • CYRANO VERSAILLES • LES FLAMANDS SARCELLES
ULIS ORSA • MELIES MONTREUIL • ARTEL ROSNY • GAMMA ARGENTEUIL
ARTEL PORT NOGENT • UGC POISSY • CARREFOUR PANTIN • DOMMO MANTES

Film parfait à tous points de vue.
Robert CHAZAL (FRANCE SOIR)

Un film de la même famille que "Un Homme
et une Femme".
Jean de BARONCELLI (Le MONDE)

Laissez-vous emporter... sans condition,
sans réflexion.
Remo FORLANI (R.T.I.)

LELOUCH des plus grands jours, quelle fête !
SORTIR

Bourré d'oxygène, de vitamines, de glo-
bules rouges...
Michel FLACON (Le POINT)

On sort avec l'œil allégre et le cœur léger.
José BECOS (PARISCOP)

... on ressentait l'intense nostalgie du cinéma
de "Happy End".
Henri CHAPIER (QUOTIDIEN DE PARIS)

... deux actrices merveilleuses. **LELOUCH**
se divertit, et nous aussi.
Michel MOHRT (Le FIGARO)

Vous avez de la chance vous qui n'avez pas
encore vu "Si c'était à refaire" : vous allez
le voir...
François CHALAS (EUROPE N° 1)

**CATHERINE DENEUVE
ANOUK AIMEE**

LE NOUVEAU LELOUCH

SI C'ETAIT A REFAIRE
de CHARLES DENNER

FRANCIS HUSTER • JEAN-JACQUES BELO • NELS ARESTRUP
révisé par FRANCIS LAM • adapté de PIERRE BARRON
d'après son film de 1964 et son livre de 1975

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 20 h. : Elektra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Loren-
zaccio (suite réservée).
Châtelet, 20 h. 30 : Elizabeth On.
Salle Gémier, 20 h. 30 : Solitude.
la nuit.
Odéon, 20 h. 30 : Il Campiello.
Petit Odéon, 18 h. 30 : la Nuit...
T.E.P., 20 h. 30 : Comme il vous plaira.
Petit T.E.P., 20 h. 30 : Dialogues
d'enfer.

Les salles municipales
Nouveaux Carrés, 20 h. : Parole de
femme ; 21 h. 45 : Jean-Marie
Vivier.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : la
Vieillesse de la vieille dame.

Les autres salles
Atelier, 21 h. : Monsieur chasse.
Athènes, 21 h. : la Séquela.
Bouffes du Nord, 21 h. : la Servante.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre
de l'Espérance, 21 h. : Yury.
Centre culturel du XVII^e, 21 h. : le
Songe espagnol.
Centre culturel sud-est, 20 h. 30 :
la Lettre des cerisiers.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 :
Bouffes du Nord.
Comédie-Chen, 20 h. 30 : Je n'imagine
pas ma vie demain.
Daumesnil, 21 h. : le Portrait de Dorian
Gray.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Elysée-Montmartre, 20 h. 15 : Clotilde
Lacaze.
Galerie 55, 21 h. : Volpone.
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Une
aspirine pour deux.
Hochette, 20 h. 45 : la Cantatrice
cheue ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques.
L'As plus rien maintenant.
Mademoiselle, 20 h. 30 : Pami de vache.
Mathurins, 20 h. 45 : Les Mains sales.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Michodière, 20 h. 45 : Acapulco.
Madame.
Moderne, 21 h. : Qui est qui ?
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure,
même histoire.
Montferrand, 20 h. : la Musica ; Yen,
petit-dieu ; 22 h. 15 : le Jardin
d'été.
Nouveautés, 21 h. : Nina.
Olympie, 20 h. 45 : le Scénario.
Palace, 21 h. : les Troubadours.
Petite salle, 19 h. : Paris c'est
grand.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux
folles.
Pleinair, 20 h. 30 : il a... sont là.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac
et la sage-femme.
Régulier, 20 h. 45 : Tout contre un
petit bois.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et
le boucher.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : le Méde-
cin malgré lui.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : la Femme
de Scarron.
Théâtre de la Cité internationale,
la Galerie, 21 h. : Rex de marée.
La Rosette, 21 h. : Pasolini.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme
à homme.
Théâtre Essalon, 20 h. 30 : Notes.
22 h. : Vierge. — Salle II, 20 h. 30 :
les Caprices de Marianne.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Ar-
lequin poli par l'amour.
Théâtre du Marais, 21 h. : la Créole
opulente ; 22 h. 30 : Elvire
d'amour.
Théâtre d'Orsay, grande salle,
20 h. 30 : Equus. — Petite salle.

Les théâtres de banlieue
Antony, Théâtre Firmin-Gémier,
20 h. 45 : l'Eternel Mari.
Boulogne, F.B.S., 20 h. 30 : Signé
Boris Vian.
Cergy-Pontoise, Théâtre de Louvrais,
21 h. : Gros Caillou.
Chelles, Centre culturel, 20 h. 30 :
la Vie de Galilée.
Corbeil-Essonnes, Centre Pablo-Ne-
ruda, 20 h. 30 : les Esprits.
Le Vésinet, Centre des arts et loisirs,
21 h. : Orchestre de chambre
Jean-François Paillard.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipo,
20 h. 30 : Mère Courage.
Suresne-Brie, 21 h. : Georges Mou-
tard.
Versailles, Théâtre Montandier,
21 h. : Antigone et Monsieur
Barnet.

Festival d'automne
Bouffes du Nord, 20 h. 30 : les Ma-
moires d'un bonhomme.

Les concerts
Chapelle Saint-Louis de la Saipé-
rière, 20 h. 45 : le Conjoint
Sagaybhuman et la chorale Can-
tarel de Paris (Missa Criola).

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 5 novembre

20 h. 30 : Portrait de Dora.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 :
Antoine et Cléopâtre.
Théâtre de la Fenêtre, 20 h. 30 :
En attendant Godot ; 23 h. 30 :
Au-delà du rite.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : His-
toire d'une école.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Dracula
Travel.
Théâtre de la rue d'Ulm, 21 h. : la
Métaphysique d'un veau à deux
têtes.
Théâtre 13, 20 h. 45 : l'Alchimiste.
Théâtre 247, 20 h. 45 : la Veuve russe.
Tristan-Bernard, 20 h. 30 : l'Esprit
français.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Les théâtres de banlieue
Antony, Théâtre Firmin-Gémier,
20 h. 45 : l'Eternel Mari.
Boulogne, F.B.S., 20 h. 30 : Signé
Boris Vian.
Cergy-Pontoise, Théâtre de Louvrais,
21 h. : Gros Caillou.
Chelles, Centre culturel, 20 h. 30 :
la Vie de Galilée.
Corbeil-Essonnes, Centre Pablo-Ne-
ruda, 20 h. 30 : les Esprits.
Le Vésinet, Centre des arts et loisirs,
21 h. : Orchestre de chambre
Jean-François Paillard.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipo,
20 h. 30 : Mère Courage.
Suresne-Brie, 21 h. : Georges Mou-
tard.
Versailles, Théâtre Montandier,
21 h. : Antigone et Monsieur
Barnet.

CE SOIR 5 NOV.

Théâtre EDOUARD VII
Loc. 075.67.90 et Agences

Jean DESAILLY
Simone VALERE
Yvette CHAUVRE
Jean PAREDES

AMPHITRYON 38
Jean GIRAUDOUX

**ARESKI
BRIGITTE FONTAINE**
Jusqu'au 13 novembre

SPECTACLES EXCEPTIONNELS
Disques SARAVAH - Distribution R.C.A.

THEATRE FONTAINE - Direction : René DUPUY
10, rue Fontaine, 75009 PARIS - Métros Blanche et Saint-Georges.
Location : Tél. 574-32-34 - 3 FNAC et Agences.
Tous les soirs à 21 h. - Relâche Dimanche.

après 35 semaines
d'exclusivité

plus de **1.000.000**
d'entrées à Paris

**VOL AU DESSUS
D'UN NID DE COUCOU**

toujours en exclusivité
RIO OPERA 17, 27, bd des Italiens
CLUB Maisons-Alfort 15, EPI-CENTRE Epinay 15

Passé également au STUDIO-ALPHA en version originale.

سكنى من الامم

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème	La 3ème
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonnes)	40,00	46,70	
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04	
CAPITAUX DU	9,00	10,33	
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La 1ère	La 2ème
"Placeurs encadrés"	28,00	32,65
Bonifié insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	40,00	45,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,65

offres d'emploi

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE FORAGE « ALFOR »
FILIALE SONATRACH
RECRUTE POUR ALGER

- UN (1) EXPERT COMPTABLE CONFIRMÉ
- Age minimum : 40 ans ;
- Plusieurs années d'expérience.

POUR ALGER ET HASSI-MESSAOUD

- TROIS (3) INGÉNIEURS INFORMATIQUES
- Diplôme de l'Enseignement Supérieur ;
- Cinq ans d'expérience en Analyse de Projets « Informatique » ;
- Solides connaissances du Matériel de 3^e Génération et du système d'exploitation.

POUR SON CENTRE DE FORMATION DE HASSI-MESSAOUD

- DES INSTRUCTEURS
- a) EN TECHNIQUE DE FORAGE :
 - Niveau : Secondaire mini. ;
 - Age : 40 ans ;
 - Expérience de 15 ans dans Filière dont quelques années comme Chef de Chantier.
- b) EN ÉLECTRICITÉ :
 - Niveau : Secondaire ;
 - Age : 35 ans ;
 - Expérience de 5 ans comme Electricien de Sonde et Diesel.
- c) EN MÉCANIQUE :
 - Niveau : Secondaire ;
 - Age : 35 ans ;
 - Expérience de 5 ans en Mécanique de Sonde de Forage.

CONDITIONS GÉNÉRALES

- Libres rapidement.
- Libres de tout engagement.

SALAIRE SELON COMPÉTENCE ET EXPÉRIENCE.

ADRESSER CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ AVEC RÉFÉRENCES PROFESSIONNELLES ET PRÉTENTIONS A : « ALFOR »
1, PLACE BIR-HAKEIM - EL-BIAR/ALGER.

emploi régionaux

GRANDE BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST
de la France avec siège à NANTES
FISCALISTE
avant formation et expérience
en fiscalité des entreprises
Ecrire avec curriculum vitae H.P.
N° 654 - Mail Petites Annonces,
7 X, 4040 Nantes Cédex

offres d'emploi

Cie Générale de Géophysique
6, rue Calvaud, 91301 MASSY
recherche pour sa
Direction Financière
DEUX CADRES
destinés à pourvoir :
— 1 poste aux U.S.A. après complément formation en France pour supervision comptable, fiscale, administrative et financière des activités du groupe en Amérique du Nord (plusieurs filiales et établissements).
— 1 poste au siège social à MASSY pour contrôle des documents et intervention dans les implantations françaises et étrangères du groupe.
IL EST EXIGÉ :
— Une formation commerciale supérieure + DEC. ;
— Une expérience de quelques années en comptabilité et fiscalité.
— Une bonne maîtrise de l'anglais.
— 28 ans minimum.
Adresser C.V., photo et présentations au Département des Relations Humaines

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TÉLÉCOMMUNICATIONS
basiliens Sud-Ouest de Paris
recherche pour travailler en liaison étroite avec le Chef de sa comptabilité analytique

JEUNE CADRE
titulaire DEC ou diplôme
Institut Sciences Politiques
(section économique et financière)
Connaissances en informatique appréciées
Envoyer C.V. (avec photo) et présentations sous n° 83.783 CONTEXTE Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Centre René Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 Saint-Cloud
1) INFERMIÈRES D.E. NUIT
2) AIDE-SOIGNANTE NUIT
46 h. par semaine, salaire intéressant + prime 7,50 % Possibilités logement collégiale. Ecrire ou téléphoner : 062-70-50 poste 215

Rech. prof. retraité ou pas, pour aide et contrôle des comptes, d'un étudiant licencié de gestion et économie 1^{er} an. Empl. m. ou l'ère de l'ère. Ecr. av. 15 rue, util. à M. MOUCHE, 6, rue de Mézières, PARIS-6.
18^e PTE DE CLIGNANCOURT
INFERMIÈRE LIBÉRALE
ch. INFERMIÈRE D.E. MIQUE avec véhicule
Bon salaire - Situation stable
TEL : 235-19-11

Offres de particuliers
Part. vend. trébuchet chaise 46 phers 2 autres petites tables et 25 tps. longueur 2 mètres et 1,40. Ecr. E. ROBINETSON, 22 chemin des Tignes - 69119 LE CANNET - Tél. : 93-45-87-84

Biblioth. angl. fin XVIII^e scil. marquée (205X210) - T. 22-46-15
Import. vend. tapis Cachemire sole 190X125, 17 000 F. 465-40-90
Part. vd 1 manteau renard (Armenie) et 1 manteau noir T. 30 Px. v. inf. T. 724-44-26, soir.

Agencement
SPECIALISTE RESTAURATION vous offre ses services :
— Travaux divers, rénovation ;
— Carrelages, électricité, etc.
Tél. après 17 h. 15 : 739-62-58.

Ameublement
Ce mois-ci...
— changez vos vieux meubles.
— Nous les rachetons à la condition d'achat de neuf.
Tél. : 226-27-52.

Antiquaires
Brocante de la Pomponette
ANTIQUES
Meubles - Objets d'art
Tableaux - Armes - Curiosités.
ACHAT - VENTE
Tél. : 484-94-04
1, rue de la Libération, 77.800 - La Pomponette.

Arts
PEINTURES MURALES des personnages traditionnels du cirque - 227-88-54 (le jour).

Bateaux
Vente bateau ostréicole, 7,30 m. Construction Parvaux
Marenes 1992 - Moteur Couch Diesel 43 CV - 4 ans, S'adresser : M. Coum, 17 - ARVERT
Tél. : 34-42-43 - 34-42-52.

Bijoux
BIJOUX ANCIENS, BAGUES ROMANTIQUES, 36 chalcidiers chez GILLET, 19, rue d'Arcole Paris (7^e) - Tél. : 635-00-53.

Caravanes
SUPER CARAVANE DECKED IMPACT, type 30, Pd 50 kg., 4 pl., div. pouv. 900 W. 3 CV, Prix 12.000 F. S'adresser : M. BOTTILLA, 210, avenue Pierre-Brossolette - MALAKOFF.

offres d'emploi

RECHERCHONS « LA VOIX D'OR »
Pour prise de rendez-vous Clientèle existante
DIX ATTACHÉS COMMERCIAUX
pour vaste clientèle
Expérience commerciale réussie
Nous sommes une importante société de courtage d'assurance
Téléphonez ou écrivez pour rendez-vous à Mme ALABERGÈRE, 105, bd Péreire, 75017 Paris
Tél. : 788-12-44

UNION FÉMININE CIVIQUE ET SOCIALE
Association Education Permanente et de Consommateurs
recherche
UNE ANIMATRICE
pour formation NOIR-CHAMPAGNE
Résident de préférence en région parisienne.
Sérieuse expérience pédagogique souhaitée.
Envoyer C.V., photo et présentations à : U.F.C.S., 4, rue Bérenger, PARIS-14.

SIDAT TOYOTA FRANCE
recherche
ASSISTANT DIRECTEUR
PIECES DETACHEES
Pr son centre de CHERBOURG Ce cadre de 25 ans minimum, devra être dynamique, avoir des notions de gestion, au moins 5 ans d'exp. en mécanique auto et parler anglais couramment.
Les candidats devront envoyer leur C.V. détaillé et manuscrit, leurs prétentions et une photo d'identité à SIDAT TOYOTA FRANCE 1, r. de Normandie 92400 ASNIERES
à l'attention de M. Couraud.

TELEPHONE CENTRAUX PUBLICS
CHEFS DE CHANTIER
CHEFS D'EQUIPE
MONTEURS confirmés
MATÉRIELS CP 400
Env. C.V. avec photo, réf. à M. METAIS T.E. 14, rue Hassard - 75017 Paris.

CENTRE CHIRURGICAL MARIE-LANDELONGUE
Paris-13^e ch. pour son service personnel Jeanne Héloïse, 1 ou 2 ans de pratique. Lib. de suite. Tél. pour R.V. 70-22-29, poste 301.

PSYCHOLOGUE homme pour enseign. mathématiques, termin. C.T. Tél. pr R.V. 24-55-65.
Ch. professeur pour cours franc. Ecr. n° 53 227 M. Régis-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
Import. organ. privé de cours par corresp. ch. comptable à temps complet ou partiel, poss. éventuellement corriger en sus des devoirs, rémun. à l'unité. Env. photo, diplômes, réf. et prétentions à ARAA (rue M. 15) 47, rue de Liège, 75008 PARIS qui transmettra.

INFERMIÈRE D.E. JOUR
40 h. semaine, salaire intéressant + prime 7,50, possibilité logement collégiale. Ecrire ou téléphoner 602-70-50 poste 215

Secrétariat Direction Confirmée - Diplômée sup. scs. franç. et anglaise, gestion administrative commerciale et financière auprès de directions générales, connaît. importation notions comptabilité. RECHERCHE : poste responsabilité Paris (section 2.).

CADRE III A. - Spécialiste organisation industrielle, méthodes, gestion de production et du personnel, administration des ventes. RECHERCHE : direction ou contrôle d'activités, entrepôts - gestion ou animation - unité de production - conseil, direction du personnel ou relations humaines (section 3.).

CADRE III A. - Spécialiste organisation industrielle, méthodes, gestion de production et du personnel, administration des ventes. RECHERCHE : direction ou contrôle d'activités, entrepôts - gestion ou animation - unité de production - conseil, direction du personnel ou relations humaines (section 3.).

Psychologie
BIO-ÉNERGIE A LYON
GROUPE CONTINU CONDUIT par J.-M. FOURCADE PROCHAIN W.E. 12-14 NOV.

RENNES
R. J.-M. Fourcade 9 et 10-11 A LYON. Tél. : (70) 27-55-49.

Teinturiers
Nettoyage rideaux - volages - doublures, DALLAS rapides. GAVO - Tél. 327-06-01.

Troisième Age
40 km SUD PARIS, résidence luxueuse, 3 étages, 11 conf. Vte ou location : 3.100 F mens. + frais résid. Tél. 924-05-08.

Vacances
Tourisme
Loisirs

SKI
Tous les jours de la semaine 2200 F. 2200 F. 2200 F.

Tableaux
Part. vd portrait fem. XVIII^e s. Prix : 2.800 F - Tél. : 223-43-02.

Agenda du Monde
Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, batteurs, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannage, interprétation, location, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 232-44-21, postes 306 et 308.

HOTEL "NN" - HELVETIQUE
4, rue de l'Hôtel-des-Postes 06000 NICE
Centre ville, 16. 15 (93) 80-15-55. Chambres climatisées, radio, TV couleur, salle bains, chambre 1 pers. : 72 F. petit déjeuner, bain, carterie. Réduction 5 % sur présentation du journal.

Jeune prof. Irlandaise ch. poste au pair. Téléphone : 577-45-13.

DIRECTEUR DE PERSONNEL 58 a.
MET A LA DISPOSITION d'une entreprise une expérience de 25 années de métier dans tous ses aspects, acquise dans une société de 1.200 pers., en vue de PRENDRE EN CHARGE la formation de JEUNES CADRES destinés à occuper des postes à responsabilité. Importantes tâches de fonction. Conditions à débiter. Ecrire n° 83.379.

CONTEXTE PUBLI-CITE
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

AFRIQUE NOIRE GABON
Jne fme, 28 a., dynamique, libre suite, départ Gabon raisons familiales, ch. poste assistante commerciale, ch. poste responsable bureau. Ecr. n° 83.719, 24, rue Réaumur, Paris-2^e.

modèle 74, 1700 cc, 28.000 km
vitrins teintées, appuis-tête, antibruit, glaces avant électro-chauffées, 30.000 (install. radio-cassette, 4 haut-parleurs). Prix à débiter - 270-23-02

280 SE MERCEDES 75
aut. 1A, red., garant. 34-49-15.

BMW
320 - 2.5 - 228 - 30 S
Expert 74, neuve, 10.000 km, 63, rue Desnouettes - 33-49-95.

S.M. DE DIRECTION, toutes options, moteur, boîte de vitesses, embrayage neufs. 38.000 F. Tél. (21) 21-45-47.

Partic. vd AUDI 100 GL 1974, blanche. Prix à débiter. Tél. bureau M. Calvet - 77-11-60.

A vendre d'urgence JAGUAR XJ6, 4 l., 2, coupé 1970, première main, état neuf. Prix Argus. Tél. (27) 21-41-47.

Paris, 1^{er} arr. VARIK 6, modèle 1970, 91.500 km, option algues avant séparées. Côté 12.200 F à vendre 11.500 F. Tél. : 487-43-21 et 225-31-01.

assurances
ASSURANCE AUTO immédiate, prix compétitif groupe. Facilités paiement - 340-24-20.

représentation offres

STÉ INTERNATIONALE SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE DES PRODUITS PROFESSIONNELS HOSPITALIERS
ses équipes en décembre 1976-janvier 1977
3 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS
Expérience souhaitée 5 ans min. de négociation en milieu hospitalier soit :
UN POSTE A PARIS : nécessitant une bonne connaissance des hôpitaux de l'A.P. (chirurgie, anesthésie), Domicile Paris.
DEUX POSTES EN PROVINCE :
Secteur Nord - Domicile LILLE.
Secteur Bretagne - Domicile RENNES - NANTES.
Nous offrons dans le cadre d'une croissance rapide et soutenue :
— Rémunération motivante (fixe imp. + primes + frais de déplacements).
— Éléments possibilités de développement personnel.
Ecr. avec C.V. détaillé, photo (retournée) n° 83.837 ConTEXte Publi., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}) q. 1.

cours et leçons
Mettez au point votre ANGLAIS. Solutions personnalisées, cours particuliers ou petits groupes. Horaires souples. Professeur de longue expérience. Tél. 508-15-52.
Etud. allem. langues modernes (exam. Etat all. en vue doct.). donne lec. indiv. arien. et angl. Tél. 245-42-26. HARNES.
Jeune PROFES. IRLANDAISE donne cours anglais. 577-45-13.

occasions
BEAUX LIVRES
Achet comptant à domicile
Cours le plus haut
MER. 26-73
capitoux.com
proposent.com.
VENDEURS particip. mal. de SA affaire très import. de négoce détail. Bonneterie Confection. Ecr. n° 83.828, « le Monde », Paris-2^e, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGÉNIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE COMMERCIAL - 58 ans, grande expérience, direction de ventes, allemand et anglais courants.
RECHERCHE : poste commercial à responsabilité, à possible région parisienne (section 1.).

CADRE FEMININ - 6 ans expérience activité confection féminine, anglaise, espagnol courants, connais. allemand.
RECHERCHE : poste acheteur, région parisienne (section 2.).

Secrétariat Direction Confirmée - Diplômée sup. scs. franç. et anglaise, gestion administrative commerciale et financière auprès de directions générales, connaît. importation notions comptabilité. RECHERCHE : poste responsabilité Paris (section 2.).

CADRE III A. - Spécialiste organisation industrielle, méthodes, gestion de production et du personnel, administration des ventes. RECHERCHE : direction ou contrôle d'activités, entrepôts - gestion ou animation - unité de production - conseil, direction du personnel ou relations humaines (section 3.).

CADRE III A. - Spécialiste organisation industrielle, méthodes, gestion de production et du personnel, administration des ventes. RECHERCHE : direction ou contrôle d'activités, entrepôts - gestion ou animation - unité de production - conseil, direction du personnel ou relations humaines (section 3.).

Psychologie
BIO-ÉNERGIE A LYON
GROUPE CONTINU CONDUIT par J.-M. FOURCADE PROCHAIN W.E. 12-14 NOV.

RENNES
R. J.-M. Fourcade 9 et 10-11 A LYON. Tél. : (70) 27-55-49.

Teinturiers
Nettoyage rideaux - volages - doublures, DALLAS rapides. GAVO - Tél. 327-06-01.

Troisième Age
40 km SUD PARIS, résidence luxueuse, 3 étages, 11 conf. Vte ou location : 3.100 F mens. + frais résid. Tél. 924-05-08.

Vacances
Tourisme
Loisirs

SKI
Tous les jours de la semaine 2200 F. 2200 F. 2200 F.

Tableaux
Part. vd portrait fem. XVIII^e s. Prix : 2.800 F - Tél. : 223-43-02.

Agenda du Monde
Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, batteurs, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannage, interprétation, location, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 232-44-21, postes 306 et 308.

HOTEL "NN" - HELVETIQUE
4, rue de l'Hôtel-des-Postes 06000 NICE
Centre ville, 16. 15 (93) 80-15-55. Chambres climatisées, radio, TV couleur, salle bains, chambre 1 pers. : 72 F. petit déjeuner, bain, carterie. Réduction 5 % sur présentation du journal.

Jeune prof. Irlandaise ch. poste au pair. Téléphone : 577-45-13.

DIRECTEUR DE PERSONNEL 58 a.
MET A LA DISPOSITION d'une entreprise une expérience de 25 années de métier dans tous ses aspects, acquise dans une société de 1.200 pers., en vue de PRENDRE EN CHARGE la formation de JEUNES CADRES destinés à occuper des postes à responsabilité. Importantes tâches de fonction. Conditions à débiter. Ecrire n° 83.379.

CONTEXTE PUBLI-CITE
20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, c.t.

AFRIQUE NOIRE GABON
Jne fme, 28 a., dynamique, libre suite, départ Gabon raisons familiales, ch. poste assistante commerciale, ch. poste responsable bureau. Ecr. n° 83.719, 24, rue Réaumur, Paris-2^e.

modèle 74, 1700 cc, 28.000 km
vitrins teintées, appuis-tête, antibruit, glaces avant électro-chauffées, 30.000 (install. radio-cassette, 4 haut-parleurs). Prix à débiter - 270-23-02

280 SE MERCEDES 75
aut. 1A, red., garant. 34-49-15.

BMW
320 - 2.5 - 228 - 30 S
Expert 74, neuve, 10.000 km, 63, rue Desnouettes - 33-49-95.

S.M. DE DIRECTION, toutes options, moteur, boîte de vitesses, embrayage neufs. 38.000 F. Tél. (21) 21-45-47.

Partic. vd AUDI 100 GL 1974, blanche. Prix à débiter. Tél. bureau M. Calvet - 77-11-60.

A vendre d'urgence JAGUAR XJ6, 4 l., 2, coupé 1970, première main, état neuf. Prix Argus. Tél. (27) 21-41-47.

Paris, 1^{er} arr. VARIK 6, modèle 1970, 91.500 km, option algues avant séparées. Côté 12.200 F à vendre 11.500 F. Tél. : 487-43-21 et 225-31-01.

assurances
ASSURANCE AUTO immédiate, prix compétitif groupe. Facilités paiement - 340-24-20.

	La Type	La Type T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,89
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,89

REPRODUCTION INTERDITE

maisons de

JOHN CHEETHAM

PROPRIETES EN PROVEN
13410 LAMBESC

— Dans charmant village
— Provenance, Maison de noiafile
— Jardin, 12 pces. Gd gar. 350.000 F

— Grand terrain boisé. Vue
— Lubéron. Constructible.
12 hectares - 350.000 F

— Près AIX-EN-PROVENCE
— Petit dom. agricole et agréable
— Profiter de bon rapport. Bols.
— maison de maître. Piscine.
— dépendances. 24 ha - 1.500.000 F

AIX-EN-PROVENCE

— Région AIX-SALON. Vieux
magnifique demeure sur 23
bois et terre, vue panoram
à 50 km. Grande réception
chambres et s. de bains. Clo
chapelle. Bassins, fontaine
Uu urgence, prix sous val
2.600.000 F

(91) 28-00-14

YONNE, 6 km AUXERRE,
elle MAISON CAMPAGNE
L-pied, grand séjour, pou-
ppar., cheminée, cuis., ch-
d'eau, chf central, 2 gran-
miten. aménageables. Gre-
ardin. Px : 168.000 F. Cab-
OUVRET, 27, aven. Gamb-

domaines

**RANCH
POUR L'ÉLEVAGE
D'ANIMAUX**

**PUR SANG
PRIMÉS**

neilleurs pour l'élevage de race limousine, réussite exemplaire. Sol très fertile, longans. Production intensive, blé et de céréales. Eau en abondance, système automatique de contrôle de la température installé dans les pâturages, les états et la magnifique exposition de 61 m. chaudière ventilée qui comporte

capacité de 500 tonnes. Installations complémentaires complètes attenantes au ranch. Réception de 10 pièces entières enlevées, villa pr invités. Nombreuses possibilités de loisirs dans la région. Proposé au prix de 770.000 dollars, installation comprises.

Pour recevoir la brochure

Reviews in
International Real Estate Marketing Real Estate
909 17th Str., DENVER,
COLORADO 80202, U.S.A.
Téléph. (303) 534-4922.

QUERCY

Plusieurs groupes bâtiment
saisir. Prix 690.000 F com
CABINET JARGEAU,
7500 LIBOS. Téléph. 128 Fax

VOIR LA SUITE
DE NOTRE
IMMOBILIER

PAGE SUIVANTE

de
r téléphone

4-21
er 364

Figure 1. Schematic representation of the experimental design. The subjects were divided into two groups: the control group and the experimental group. The control group was divided into two subgroups: the control group and the control group. The experimental group was divided into two subgroups: the experimental group and the experimental group. The control group was divided into two subgroups: the control group and the control group. The experimental group was divided into two subgroups: the experimental group and the experimental group.

[illegible]

GRILLE A/G
78
 N°
 Dép.
 et grille

2500
 RÉVISABLE

2000
 FD

90%
 15

CF.
 prêt
 du Crédit
 Foncier

1974
 année de
 livraison et
 ...

Immeubles

Nombre d'app.

Maisons individuelles

Garages particuliers

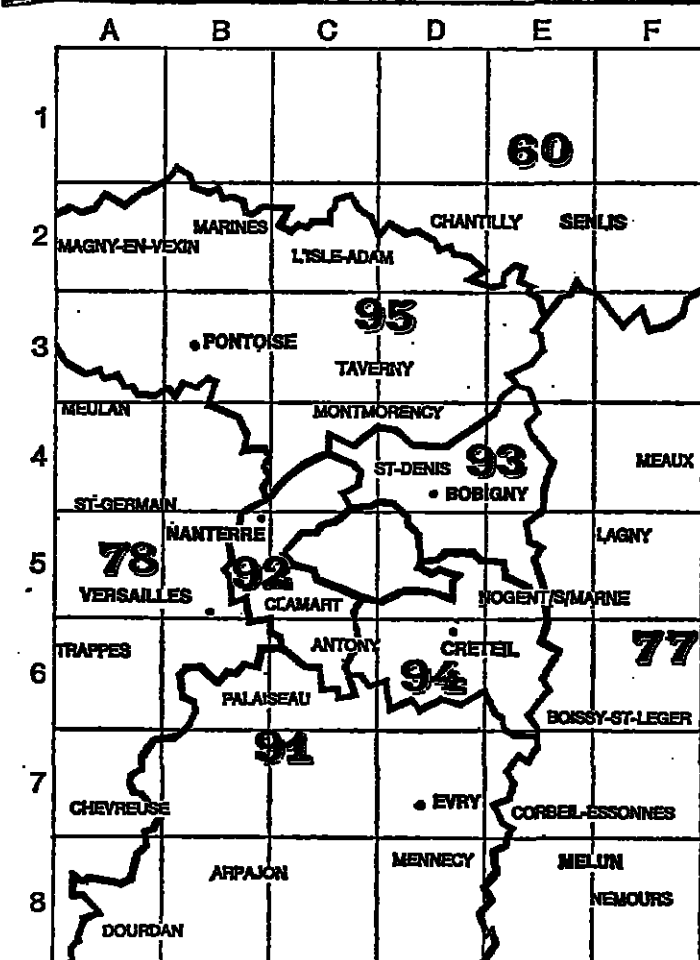
Garages en sous-sol ou box






Parkings en surface






Gare

R.E.R. Station

Autoroute
 et périphérique



b/s
78 **3.800** **30 %** **FD** **LIVRAISON** **IMMEDIATE** **82** 
   **158**  **QUEST**
RÉSIDENCE BOUGIVAL-MALMAISON - 24, rue
Yvan-Tourguenneff, Bougival - Dans magnif. parc boisé avec
piscine dominant la Seine/en retrait de la R.N. 13, nous vous
offrons, au calme, un construct. de petits imm. de 2 à 3 ét.
82 appts, du studio au 5 p. Vis. appt fém: sur place : vend.,
samedi, dimanche et lundi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. C.L.P.
21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 720-49-70.




C/5
92 **4.600** **80 %** **1977** **38**
FD **20**
    
MONTAIGNE **QUEST**






RÉSIDENCE DES FONTAINES - 7 à 5, rue des Pommerets, Sèvres. Située d'un site tr. privil., à 5 min. de la gare, au calme, au mil. d'un parc de 5 000 m², près centre ville, une construct. de 3 pet. imm. de 3 a à 4 ét. en pierre sur 2. Reste 20 appart. du stud. au 4 p. Vis. appt télex s/pl. ts les jrs, sf lundi, mardi de 14 h. 30 à 18 h. CIP, 21-23, av. Pierre-1^{er} de Serbie, 75116 Paris, 720-49-70.

C/5
92 **A PARTIR 17500!**
NON REVIS.

80 %
20

1977








RENT ET D'ANDE
FIN 77

52
72




A 13
A 16

LES JARDINS DU BOIS DE BOULOGNE -
40, rue Anne-Jacquelin à Boulogne. Face à la Seine, dans
Boulogne résidentiel, dans magnif parc boisé 5 000 m2,
construct. 3 petits imm. gd luxe 3 ét. Reste 36 opp. du stud.
ou 5 p.-et-1. App. tém. s. pl. : ts les jrs sf dim. 14 h 30
à 18 h 30 et sam. 10 h 30 à 12 h 30 et 14 h 30 à 18 h 30.
Rens. : **SECIM, 122, rue La Boétie 75008 Paris - 225-07-80.**




C/6
92 **3775** **80 %** **1**
FD **20** **1976** **7**

  **128**  **LIEN**
  **188**  **SCEAUX,**
FOURVINY-
AUX-BOIS  **SUD**
QUEST **A PRENDRE**

FLORILÈGE - Angle rue Mers-Darmoy et av. du M-Foch,
à Fontenay-aux-Roses - A 10 m à pied de la ligne de
Sceaux, dans un site agréable, dégagée et discrète résiduelle
du st. au 5 p. Appt primable 1 % patron. Bur. vente sur pl.
sf mar. et merc., 10 à 12 h. et 14 à 19 h. T. 702-25-41.
LA MAISON DU G. SCIC,
15, boulevard de Vauprind,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.



 Une répartition
CAPEI  

C/5
92 **FD** **80 %**
20 **1977**

RÉSIDENCE RACINE - 61, bd Bézout, Neuilly-s.-Seine -
un immeuble racé au confort raffiné. Sur place tous les jours
sf mar. et merc. de 10 à 12 h., de 14 à 19 h. T. 757-05-75.
LA MAISON DU G. SCIG, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

Une réalisation
 CAPRI

MARCEL SEMBAT 57 - 57, bd Marcel-Sembat, St-Denis
 A 500 m du métro, 2 immeubles d'excellente qualité offrant
 quelques appartements de 4 et 5 pièces. Prêt spécial à 3 %
 sur 15 % de l'acquisition et prêt bancaire. Appartements
 témoins tous les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi).


SERCO 14, rue Magellan PARIS (89) **723-72-00**

D/5
94

3.300
PRIX
MOYEN

80 %
20

LIVRAISON
IMMEDIATE

SAINT-MAURICE - Résidence du Manège, 121, 125,
rue du Maréchal-Leclerc, Saint-Maurice. — Appartements
2-3 à 5 pièces, loggias, jardin. Reste 15 appartements.
Visite : samedi et dimanche de 14 h. à 19 h. et sur
rendez-vous. Tél. : 823-19-82. PIERRE BARON S.A.
118-120, rue de Vouglirard, 75006 Paris. Tél. : 544-38-02.

« Le Monde Immobilier »
est une rubrique de publicité ouverte à tous
les constructeurs-promoteurs.
Elle est destinée à faciliter la démarche de
nos lecteurs dans la recherche et le choix
d'un programme immobilier.

**... et un prêt CDE
financera votre achat :**

cde

Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2^e - Tél. : 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

صِدْقًا مِنَ الْإِسْلَامِ

PRESSE

PREMIÈRE ÉTAPE D'UN PLAN DE DIX-HUIT MOIS

M. Hersant annonce la prochaine fusion de « Paris-Normandie » et du « Figaro »

Les chefs de service du quotidien « Paris-Normandie » ainsi que les délégués du personnel ont été convoqués, jeudi soir 4 novembre, pour être informés de la réunion tenue le matin même par M. Robert Hersant avant la rédaction du « Figaro ». Ils ont appris qu'un processus de fusion du quotidien normand avec « le Figaro » était engagé et aboutirait en mars 1977. Mais les responsables de « Paris-Normandie » n'ont pas pu garantir que le titre du journal serait sauvegardé, pas plus qu'ils n'ont pu se prononcer sur la liquidation éventuelle de la Société normande de presse républicaine (S.N.P.R.), editrice du journal normand.

L'avenir dépendra, auraient-ils laissé entendre, du redressement des finances de « Paris-Normandie » dans les trois prochains mois. Les compressions de personnel seraient également subordonnées à l'opération de fusion.

A l'hôtel Mériadien, à Paris, M. Robert Hersant a, en effet, réuni, jeudi matin 4 novembre, l'équipe de rédaction du « Figaro », conduite par M. Jean d'Ormesson, en présence de M. Pierre-Bernard Wolf, directeur de la rédaction de « Paris-Normandie ». Exprimant un plan de dix-huit mois de développement du « Figaro », M. Hersant a fait part de son intention de fusionner sous ce titre tous les quotidiens qu'il possède ou contrôle en province, soit une douzaine. La première étape de cette opération serait le « Figaro-Normandie ». Ce plan est fondé, bien entendu, sur la mise en place des unités satellites d'impression, grâce au fac-similé, dans plusieurs villes de province.

Pour réaliser ce premier « produit de synthèse », qui ne serait ni le « Paris-Normandie » actuel ni le « Figaro » traditionnel, une équipe-laboratoire de l'A.G.P.I. — agence interne au groupe Hersant — va s'installer dans les locaux de la rédaction du « Figaro ».

Rappelons que « Paris-Normandie » a été créé en 1945 à partir des biens du « Journal de Rouen », mis sous séquestre à la Libération. La société gérante S.N.P.R. était constituée, et ses parts confiées à trente-sept porteurs — anciens résistants, — qui avaient versé chacun 10 000 francs de l'époque. La direction de « Paris-Normandie » était confiée à M. Pierre-René Wolf.

En janvier 1971, la rédaction était informée par M. Wolf que M. Robert Hersant avait obtenu l'engagement de vente de treize associés de la société, ce qui lui conférait une majorité de blocage dans la S.N.P.R. Cette nouvelle provoquait une vive réaction parmi les journalistes, qui menaçaient de quitter le journal. M. Hersant, qui avait promis de recourir à la grève pour faire échouer cette intervention, qui selon eux ne se justifiait nullement, du fait de la bonne marche du journal. Ne pouvant enrayer le processus, la Société des journalistes de « Paris-Normandie » et les sections syndi-

cales déclenchaient, en mai 1972, une grève de huit jours qui aboutissait à une promesse de protocole d'accord.

La signature de ce protocole, qui garantissait les droits de la rédaction, intervenait le 29 juin 1972. Mais, deux ans plus tard, M. Robert Hersant, invoquant les difficultés économiques de « Paris-Normandie », révisait cet accord.

L'ACHAT DU « FIGARO »

L'Expansion publie un entretien de son directeur, M. Jean-Louis Servan-Schreiber, avec M. Robert Hersant. « Comment, lui demandait-il notamment, avez-vous financé les 55 millions du Figaro ? »

« Pour le Figaro », répond M. Hersant, compte tenu des fonds propres de ce journal, le prix a été de 44 millions, dont 30 millions à régler comptant. L'entreprise disposait d'une trésorerie de 10 millions, immédiatement mobilisable. Les 20 autres millions ont été trouvés en trois jours, en faisant le tour des banques avec lesquelles nous travaillons depuis dix ou vingt ans. Je disais à chaque banque : nous avons besoin de 3 millions. Arrivés à la septième, nous disposions des 20 millions nécessaires. Ce qui représente moins de 2 % du chiffre d'affaires que nous réalisons avec nos banquiers. Leur effort n'a donc rien d'extraordinaire. Il demeure dans le cadre habituel des rapports entre clients et banquiers. »

L'Expansion ajoute ce commentaire : « Depuis dix ans, à chaque acquisition de Robert Hersant, la question était posée : « D'où vient l'argent ? » Pour la première fois, celui-ci a répondu clairement : des banques. Compte tenu des chiffres cités, c'est possible. Il reste qu'aujourd'hui les banques prêtent avec réticence aux journaux. Sans s'ils sont bien gérés ou bien vus... »

SPORTS

Rugby

Pour affronter la Roumanie à Bucarest

AUCUN CHANGEMENT DANS L'ÉQUIPE DE FRANCE

Aucun changement n'a été apporté par les sélectionneurs dans la composition de l'équipe de France qui sera opposée à la Roumanie le 14 novembre prochain, à Bucarest. (Nos dernières éditions.)

Elle est composée de Jean-Michel Guitry (Bagnères), Dominique Barthe (Stade toulousain), Roland Bertranne (Bagnères), François Sangalli (Narbonne), Jean-Luc Avenard (Le Voulte), Jean-Pierre Festell (Béziers), Richard Astre (Béziers, capitaine), Jean-Claude Skreia (Stade toulousain), Jean-Pierre Bastia (Dax), Jean-Pierre Elvès (Stade toulousain), Guy Gasparotto (Montferrand), Gérard Cholley (Castres), Robert Puyauvrou (Fau), Alain Peco (Béziers), et Armand Vaquerin (Béziers).

Remplaçants : Christian Swierczinski (Béziers), Eric August (Mimizan), Gérard Roussel (Valence), Jacques Pouroux (Auch), Christian Badin (Brive) et Michel Drollecou (Montferrand).

En dépit de l'usage selon lequel on ne change pas une équipe qui gagne, on prévoit aux sélectionneurs l'attribution de procéder à des modifications, au moins à un changement qui, déjà, faisait frémir les partisans traditionnels de Richard Astre. Car c'était bien le demi de mêlée que l'on croyait menacé par une constante rivalité avec Jacques Pouroux. Chacun a ses mérites, mais Richard Astre avait, depuis le 30 octobre, au Parc des Princes, une telle démonstration de férocité, de vivacité et d'intelligence que son éviction aurait été inhumainement mise sur le compte d'une querelle de personnes. Les sélectionneurs ont eu la sagesse de ne pas prêter le flanc à cette critique. Fuisent-ils avoir cette de ne pas soumettre plus avant le demi biterrois à des tests répétés, comme si lui seul, sur les quinze joueurs, avait constamment à faire ses preuves.

Tennis de table

En championnat de la Ligue européenne

LA HONGRIE BAT LA FRANCE (4 à 3)

Miskolc (Hongrie) (A.F.P.). — A Miskolc, ville située à 200 kilomètres de Budapest, la France s'est inclinée d'extrême justesse devant la Hongrie par 4 à 3, jeudi 4 novembre.

Cette rencontre, qui comptait pour la troisième journée du championnat de la Ligue européenne de première division, opposait les deux premiers du classement général, à eu lieu devant près de trois mille personnes. Les Hongrois présentaient une équipe au grand complet, ayant à sa tête les champions du monde Istvan Jonyer et Gabor Gergely.

Messieurs (simple). — Gergely (Hon.) b. Secretin (Fr.), 14-21, 21-17, 21-17; Jonyer (Hon.) b. Brocheau (Fr.), 21-15, 21-13; Gergely (Hon.) b. Brocheau (Fr.), 21-16, 19-21, 21-12; Secretin (Fr.) b. Jonyer (Hon.), 21-10, 17-21, 21-14. Double. — Secretin-Brocheau b. Jonyer-Elmagne, 21-11, 21-15.

BASKET-BALL. — L'A.S.P.O. Tours a remporté, jeudi 4 novembre, sa première victoire après trois défaites dans la Coupe d'Europe des clubs champions. Dans leur salle, les Tourangeux ont eu cependant les plus grandes difficultés vaincre les joueurs de Vienne : 103 à 102 après une prolongation de cinq minutes, les deux équipes étant à égalité à la fin du temps réglementaire.

CYCLISME. — L'équipe formée de Bernard Thévenet (France) et de Günther Haritz (Allemagne fédérale) a gagné les Six Jours de Grenoble, qui se sont terminés le mercredi 3 novembre, à minuit. Elle précède celle de Moser (Suisse) — Pijnen (Pays-Bas) et celle de Serva (Belgique) — Gimondi (Italie).

SITUATION LE 5-11-76 À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 5 novembre à 0 heure et le samedi 6 novembre à 24 heures :

La nouvelle perturbation faible-messagère et accompagnée d'air marin un peu plus doux, qui affectait vendredi matin la moitié ouest de la France, continuera à progresser vers l'est. Elle sera peu active sur le pourtour méditerranéen. À l'arrière de cette perturbation de l'air un peu moins doux et instable pénétrera lentement sur nos régions du Nord et de l'Ouest. Samedi, sur le sud des Alpes et les régions méditerranéennes, le temps restera nuageux avec des éclaircies sur le reste de la France, le temps sera souvent très nuageux. On notera des pluies passagères, surtout dans le Sud-Ouest et le Nord-Est, et au nord des Alpes ; le soir, des précipitations de l'air un peu moins doux et instable pénétrera lentement sur nos régions du Nord et de l'Ouest. Samedi, sur le sud des Alpes et les régions méditerranéennes, le temps restera nuageux avec des éclaircies sur le reste de la France, le temps sera souvent très nuageux. On notera des pluies passagères, surtout dans le Sud-Ouest et le Nord-Est, et au nord des Alpes ; le soir, des précipitations de l'air un peu moins doux et instable pénétrera lentement sur nos régions du Nord et de l'Ouest.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Paris, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 13 et 9 ; Bordeaux, 13 et 8 ; Brét, 12 et 7 ; Caen, 11 et 7 ; Cherbourg, 11 et 7 ; Dijon, 9 et 0 ; Grenoble, 5 et 4 ; Lille, 11 et 8 ; Lyon, 6 et 2 ; Marseille, 14 et 3 ; Nancy, 13 et 8 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 13 et 6 ; Pau, 11 et 8 ; Perpignan, 14 et 8 ; Strasbourg, 14 et 3 ; Tours, 11 et 7 ; Toulouse, 10 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 24.

Températures relevées à l'étranger :

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 5 novembre :

UNE LOI
● Autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République gabonaise, signée à Paris le 12 février 1974.

UN DÉCRET
● Relatif à la rémunération des personnes chargées de enquêtes sociales en matière de divorce et de séparation de corps.

Transports

● Tout sur les transports routiers. — La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) vient de publier une brochure sur le transport routier, un secteur d'activité qui compte trente-trois mille entreprises et qui emploie trois cent soixante mille personnes. (Publi-éditions, 10, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. : 755-72-30. Prix : 15 F.)

Le Monde

Service des Abonnements
1, rue des Halles
75201 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4267-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
96 F 175 F 222 F 336 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
128 F 355 F 523 F 696 F

ÉTRANGER
(par mandat)
I - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 230 F 335 F 440 F

II - TUNISIE
163 F 305 F 448 F 594 F

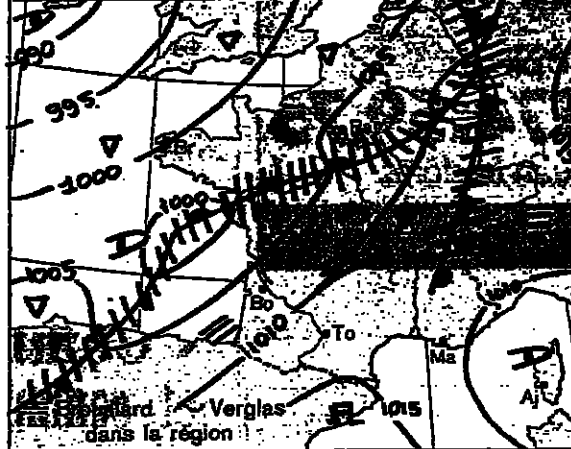
Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : Les abonnés qui envoient leur demande par chèque postal ou virement doivent joindre à leur demande la dernière bande d'envoi à toute correspondance, de façon à éviter tout retard dans la réception de leur journal.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 6-11-76 DÉBUT DE MATINÉE



Alger, 16 et 6 degrés ; Amsterdam, 12 et 5 ; Athènes, 21 et 16 ; Berlin, 10 et 3 ; Bonn, 9 et 0 ; Bruxelles, 10 et 4 ; Les Canaries, 27 et 19 ; Copenhague, 9 et 5 ; Genève, 9 et 5 ; Lisbonne, 18 et 12 ; Londres, 11 et 7 ; Madrid, 12 et 4 ; Moscou, -5 et -9 ; New-York, 18 et 9 ; Palma-de-Majorque, 17 et 8 ; Rome, 19 et 10 ; Stockholm, 1 et 3 ; Téhéran, 18 et 6.

Visites, conférences

SAMEDI 6 NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calons nationaux des monuments historiques, 14 h. 45, portail de l'église, avenue Ledru-Rollin. Mme Legrand : « Le faubourg Saint-Antoine et la Bastille. Exposition à Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts. — 15 h. grille de l'Esplanade, Mme Garnier-Anbault : « Les Invalides, fondation de Louis IX et le tombeau de l'empereur ». — 15 h. 30, quai Conti, Mme Penne : « Le Vau à Paris : la chapelle de l'Institut, la colonnade du Louvre ». — 15 h. 45, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch : « L'hôtel de Sully et l'opposition Piranesi ».

CONFÉRENCES. — 15 h. Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M. Jean Houllé : « Que serait le monde sans chimie ? ». — 16 h. 15, rue Etienne-Marcel : « Rénover la tension nerveuse, c'est changer la vie » (Méditation transcendantale) (entrée libre). — 16 h. 45, Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, Mme Pierrette Baril : « Mariage d'amour et mariage de raison ». M. Henri Quéfloc : « La lumière enchaînée ». Mme Pascal Bompard : « Les problèmes de la majorité et Jacques Chirac » (Club du Faubourg). — 17 h. bibliothèque Buffon, 15 bis, rue Buffon, M. Michel Brigue : « Le Beau chaos » (Les Causeries du samedi) (entrée libre).

loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAL	MAISON	FINALES ET NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	MAISON	FINALES ET NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	14 401	611	tous groupes	500	7	14 407	17	tous groupes	150
	79 711	2	groupe 2	2 000		1 287	87	tous groupes	150
	7 651	10 000	groupe 2	5 000		3 807	057	tous groupes	500
		autres groupes	groupe 2	1 000		6 957	277	tous groupes	500
2	14 402	782	tous groupes	500		79 717	1 287	groupe 1	2 000
	79 712	342	tous groupes	500			3 807	groupe 2	5 150
	23 632	10 000	groupe 2	2 000			6 957	autres groupes	1 150
		autres groupes	groupe 1	5 000			79 717	autres groupes	5 000
			autres groupes	5 000				groupe 1	1 000
3	14 403	883	tous groupes	500				autres groupes	5 150
	8 943	14 403	groupe 1	2 000				groupe 2	1 000
	9 713	8 943	groupe 2	5 000				groupe 2	5 000
	79 713	9 713	autres groupes	1 000				groupe 4	10 000
			autres groupes	5 000				autres groupes	1 000
			groupe 2	10 000				groupe 4	10 000
4	14 404	4	tous groupes	70				autres groupes	1 000
	5 194	14 404	tous groupes	220				autres groupes	5 000
	79 714	394	tous groupes	570				autres groupes	1 000
		544	tous groupes	570				autres groupes	5 000
			groupe 1	2 070				autres groupes	5 000
			groupe 2	5 070				autres groupes	1 000
			autres groupes	1 070				autres groupes	1 000
			autres groupes	5 220				autres groupes	5 000
5	14 405	485	tous groupes	500				autres groupes	5 000
	2 995	14 405	groupe 1	2 000				autres groupes	5 000
	4 655	2 995	groupe 3	5 000				autres groupes	5 000
	12 215	4 655	autres groupes	1 000				autres groupes	5 000
	79 715	12 215	autres groupes	100 000				autres groupes	100 000
			autres groupes	5 000				autres groupes	5 070
			groupe 2	2 000 000				autres groupes	5 070
			autres groupes	50 000				autres groupes	
6	14 406	56	tous groupes	150				autres groupes	
	5 446	14 406	tous groupes	500				autres groupes	
	5 625	5 446	groupe 1	2 000				autres groupes	
	6 546	5 625	groupe 4	5 000				autres groupes	
	79 716	6 546	autres groupes	5 000				autres groupes	
	3 238	79 716	autres groupes	1 000				autres groupes	
	4 546	3 238	autres groupes	1 000				autres groupes	
			autres groupes	10 000				autres groupes	
			autres groupes	1 000				autres groupes	

TRANCHE DE LA SAINT-HUBERT
TIRAGE DU 4 NOVEMBRE 1976
PROCHAIN TIRAGE
LE 10 NOVEMBRE 1976
à MALAKOFF (Haut-de-Seine)

LOT 8 9 30 33 40 46 3
TIRAGE No 24 NUMERO COMPLEMENTAIRE 3
PROCHAIN TIRAGE LE 10 NOVEMBRE 1976 VALIDATION JUSQU'AU 9 NOVEMBRE APRES-MIDI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1605

HORIZONTALEMENT

I. Convulsion d'un être sur le point d'expirer : Règle de trois. — II. Toujours une somme, parfois un fardeau : Mesure. Symbole. — III. Preuve que les travaux de la campagne ont porté leurs fruits. — IV. Mer épelée. — Un nuage suffit à le troubler tout en l'éclaircissant : Ne faut-il rien savoir ? — V. Possessif : Vraiment désole. — VI. Où le supérieur, placé à l'arrière, ne pouvait voir que le postérieur de son inférieur (pluriel) : Nécessaire une pose dans le travail. — VII. Cours étranger : Reçoit une clientèle de passagers. — VIII. S'attache à ses victimes : Ne craint pas le chasseur. — IX. Grande à l'étranger : Souventes fois taquinée dans le passé : C'est une spruue. — X. Ne dure que un temps : Grecque. — XI. Rend moins dangereux : Note. — XII. Est quelque peu péjoratif : Organe de droite ou de gauche : Elle est morte dans les bois, en plein hiver. — XIII. Pleux registre ;

Transpire : Orientation : Terme musical : — XIV. Élément d'un clavier : Se glissent furtivement dans des fissures. — XV. Chemine dans les bois : Méritent cinq colons à la « une ».

VERTICALEMENT
1. Ont toujours percé dans le bâtiment : Rude pour ses parents.

— 2. Cours : Préfixe ; Eau courante. — 3. Morceau de corrompu : Echantillon sans valeur ; Effet charmant d'un geste gracieux. — 4. Coule en Italie : Très fin. — 5. Terme de jeu : Mise en lieu sûr ; Note. — 6. Souillures ; Conjonction. — 7. Louper : Leur peau est mise à prix. — 8. Moyen de transport agréable et pratique. — 9. Se jette à l'occasion : Verbe latin. — 10. Providentielle par définition : Fêtes antiques ; Adverbe. — 11. Inspecté : Sevit dans certaines sphères ; Nombreux sont ses enfants qui ont connu l'Amour alors qu'ils étaient encore très jeunes. — 12. Genre de poire : Refroidissements. — 13. Chef de maison : Attribué ; D'un auxiliaire. — 14. Permet de boucher ; Pronom : Coule en Angleterre. — 15. Son père subvint aux besoins de ses sujets ; Font signe de monter.

Solution du problème n° 1604

Horizontalement

I. Reils (monnaies) : Upas. — II. Avoir (comptabilité) : Eve. — III. Oïen. — IV. Statuaire. — V. Oï. Altus. — VI. Nasses. — VII. Na. — VIII. TSP. — IX. TSP. — X. Ra. — XI. Sévérié. — XII. Ra. — XIII. Caresse.

Verticalement

I. Renaissance ; Oc. — 2. Ev. — 3. Tota ; Sala. — 4. Si. — 5. Tota ; Sala. — 6. Roulottes. — 7. Laisières. — 8. Averté. — 9. Sérés. — 10. Averté. — 11. Averté. — 12. Averté. — 13. Averté. — 14. Averté. — 15. Averté.

GUY BROUTY.

مركز الامم المتحدة

du Liberté à l'Opéra, il faut 12 minutes.

(12 mn de RER. Le temps que vous prenez habituellement pour garer votre voiture.)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 774.59.75
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

POUR RÉUSSIR UN COUPLE « PRODUIT-MARCHÉ »

L'INTUITION NE SUFFIT PAS

L'Institut National des Techniques Commerciales et Marketing — Institut spécialisé du groupe I.F.G., Institut Français de Gestion — patronné par l'IN.M., Institut National du Marketing.

— L'année, le 25 novembre prochain, deux sections nouvelles :

« ÉTUDES COMMERCIALES »

destinée aux cadres d'entreprise ayant à mener ou à exploiter des études et destinées de rester maîtres d'œuvre dans leurs relations avec les spécialistes.

« DIRECTION DES PRODUITS »

destinée aux cadres d'entreprise concernés par les problèmes de gestion et de diversification des produits ou de lancement de produits nouveaux.

Chaque section propose un cycle de perfectionnement de 25 jours, répartis sur un an à raison de deux à trois jours par mois, avec pour objectifs :

- de permettre une approche claire et complète des rôles de chargé d'études et de chef de produits dans le système marketing;
- de définir leurs relations avec les autres fonctions de l'entreprise;
- pour la section « études commerciales », d'optimiser les moyens de recherche et d'exploitation de la connaissance des marchés;
- pour la section « direction des produits », d'étudier les techniques propres à la spécialité : stratégies marché, produits, prix, distribution, action.

Reinscriptions et inscriptions :
M. TABOURET - INMARKETING
GROUPE I.F.G., 37, QUAI DE GRENELLE, 75735 PARIS CEDEX 13.
Tél. : 578-61-32.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Tribunal de Commerce de Paris

JUGEMENT DU 4 AOUT 1976

POUR : SIA RADIO-PYGMALION,
CONTRE : LA FNAC et SIA OCCAPHOT.

CONCURRENCE PHOTO-PYGMALION : La FNAC, utilisant des procédés déloyaux, cause un préjudice moral important (jus à 50.000 F. RADIO-PYGMALION demande 10.000 F. de dommages et intérêts pour procédure abusive de la FNAC. L'accusation de concurrence déloyale de la FNAC contre RADIO-PYGMALION n'est pas fondée.

USAGE DU MOT PYGMALION : L'usage du mot PYGMALION ne constitue pas, en soi, concurrence déloyale, mais prend ce caractère s'il est utilisé par modification d'enseigne par un magasin se mettant à vendre des produits concurrents du volon immédiat, installé dans la même commerce et sous l'enseigne PYGMALION depuis 1939.

Si le mot PYGMALION n'est pas susceptible d'appropriation par RADIO-PYGMALION, son utilisation par PHOTO-PYGMALION, deux-trois ans après, révèle l'intention de créer une confusion.

L'usage du mot PYGMALION constitue tel concurrence déloyale.

PUBLICITES : Utilisant un graphique très semblable à celui de RADIO-PYGMALION et susceptible de créer confusion, OCCAPHOT a annoncé l'ouverture du magasin « PHOTO-RADIO-HIFI » et invité la clientèle à se rendre à la FNAC. Elle a reproduit mot pour mot le texte des conditions de RADIO-PYGMALION.

Ces agissements constituent concurrence déloyale.

LES APPAREILS D'OCCASION : Les panneaux publicitaires affichent : « APPAREILS DE SECONDE MAIN ». RADIO-PYGMALION estime déloyale l'offre de produits d'occasion, alors que RADIO-PYGMALION ne vend que des produits neufs.

OCCAPHOT a pour activité la vente d'appareils d'occasion. Or il n'existe ni en France ni à l'étranger du magasin « PHOTO-PYGMALION ». OCCAPHOT a agi de manière déloyale. Le trouble

causé est de nature déloyale.

Le Tribunal dit que OCCAPHOT a été condamné à payer à RADIO-PYGMALION 10.000 F. (préjudice matériel).

Le Tribunal dit que OCCAPHOT a été condamné à payer à RADIO-PYGMALION 10.000 F. (préjudice matériel).

Le Tribunal dit que OCCAPHOT a été condamné à payer à RADIO-PYGMALION 10.000 F. (préjudice matériel).

Le Tribunal dit que OCCAPHOT a été condamné à payer à RADIO-PYGMALION 10.000 F. (préjudice matériel).

Le Tribunal dit que OCCAPHOT a été condamné à payer à RADIO-PYGMALION 10.000 F. (préjudice matériel).

Le Tribunal dit que OCCAPHOT a été condamné à payer à RADIO-PYGMALION 10.000 F. (préjudice matériel).

Le Tribunal dit que OCCAPHOT a été condamné à payer à RADIO-PYGMALION 10.000 F. (préjudice matériel).

Le Tribunal dit que OCCAPHOT a été condamné à payer à RADIO-PYGMALION 10.000 F. (préjudice matériel).

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

APRÈS LA PUBLICATION DU RAPPORT GUICHARD

Les maires sont-ils prêts à partager leurs pouvoirs ?

En recevant, il y a quelques jours, des mains de M. Olivier Guichard, le rapport sur le développement des responsabilités des collectivités locales, M. Giscard d'Estaing a dit : « La réforme des collectivités est fondamentale, elle peut être une révolution tranquille » (Le Monde - des 23 et 28 octobre).

Dans les prochaines semaines, le gouvernement va s'attacher — au cours de plusieurs réunions interministérielles — à l'étude détaillée des propositions du

rapport, afin, comme le chef de l'Etat s'y est engagé publiquement, de préparer pour la prochaine session parlementaire un projet de loi. Il n'est pas exclu, d'autre part, qu'un certain nombre de propositions puissent faire l'objet de décisions réglementaires.

Rappelons, d'autre part, que M. Guichard a suggéré dans la lettre qu'il a adressée au président de la République en lui présentant ses travaux d'organiser un référendum — qui ne pourrait de

toute façon prendre place qu'après les élections municipales — sur les orientations générales du rapport.

Nous publions ci-dessous deux points de vue qui ouvrent le débat public sur cette réforme : ceux de M. Marc Faure, président de l'association du quartier Notre-Dame-Vincennes à Pontoise, et de Daniel Hymans, docteur en droit, ainsi que les remarques sur le rapport Guichard de M. Marcel Rosette, membre du comité central du parti communiste.

« Communes-fictions » et communes « nationalistes »

par DANIEL HYMANS

La publication du rapport Guichard est l'occasion de repenser les conditions de fonctionnement de la démocratie locale en France. Pendant quelques semaines, celles-ci seront au centre de l'actualité, mais il est à craindre — les exemples en d'autres matières sont nombreux — que l'intérêt ne demeure passager. L'objectif essentiel doit être la participation du citoyen, de l'habitant, à la vie de sa ville, de son village, de sa commune, et, en l'état actuel, l'examen de cette participation amène à formuler un constat assez pessimiste.

Ce constat se présente comme la résultante de quelques chiffres, de quelques faits, dont le premier est le nombre des communes. Il y a près de trente-six mille cinq cents communes en France, c'est-à-dire pratiquement autant que dans tous les autres pays de la Communauté économique européenne. Parmi celles-ci, 82 % ont moins de dix mille habitants et représentent une population moindre que les 2 % restants. Plus encore, 80 % des communes françaises ont moins de mille habitants. Un tel phénomène est encore accentué par l'urbanisation, et s'accompagne du vieillissement des petites communes.

Le nombre des maires et des conseillers municipaux est à la mesure du nombre des communes. Il y a en France plus de cinq cent mille maires et conseillers municipaux près des trois cinquièmes des communes de moins de cinq cents habitants, soit six millions de Français. Par contre, les douze millions de Français qui habitent les villes de plus de cent mille habitants (0,1 % des communes) ne sont guère représentés que par environ mille cinq cents élus.

Un autre fait est celui de la répartition socio-professionnelle et par âge des maires. Les ouvriers (37 % de la population) ne représentent que 4 % des maires. Les maires qui proviennent des professions libérales sont deux fois plus nombreux que les maires ouvriers, mais les retraités comptent plus de 25 % des maires dans ce pays. Le déséquilibre en fonction de l'âge se révèle de même. Plus de 64 % des maires ont plus de cinquante ans, tandis que 28 % seulement de la population a plus de cinquante ans.

Il faut enfin rappeler que les maires des villes de plus de quatre-vingt mille habitants sont pratiquement tous des parlementaires. Le problème posé est alors celui du choix donné à l'électeur selon qu'il vote pour son maire ou pour son député. S'il élit un maire, il en fera vraisemblablement un député, et si son maire est battu, il perdra sans doute sa représentation. La règle devrait être la possibilité d'élire l'un et l'autre sur des critères sensiblement différents. Ce choix clair est aujourd'hui refusé à l'électeur.

Il est indispensable de mettre en place les rouages d'une démocratie plus directe. Une telle approche suppose tout d'abord l'établissement, entre élus et population, de structures de dialogue telles que les commissions extra-municipales, comprenant certains conseillers municipaux mais largement ouvertes aux habitants. De même, l'information périodique et accessible — par exemple par l'intermédiaire du bulletin municipal — devrait être obligatoire pour toutes décisions prises, notamment budgétaires. Mais l'essentiel serait d'accorder des droits et des responsabilités aux associations.

Où aux référendums

Pourquoi, aussi, ne pas donner la possibilité aux municipalités d'utiliser le référendum par quartier ou pour une ville sur des thèmes précis ? Les habitants devraient pouvoir sur ces thèmes — à la condition d'être en nombre suffisant, par exemple 1/3 de la population concernée — imposer à leurs élus une consultation référendaire. Il est permis de penser qu'une telle procédure aurait évité, dans de nombreux cas, la construction de tours aujourd'hui déplorées.

Enfin, des conseils municipaux de quartier devraient être élus dans les grands centres urbains. Ils atténueraient la disparité de représentation entre communes moins peuplées et villes importantes. A ces lignes directrices devraient s'ajouter deux mesures de grande importance mais d'application plus facile. Il s'agit du non-cumul des mandats électifs et du droit de vote des résidents étrangers.

Il est admis que les tâches d'un maire d'une commune de vingt mille habitants demandent un travail à temps complet. Comment donc un maire qui est parlementaire, et qui, de plus, est souvent président d'une communauté urbaine, membre d'un conseil général ou d'un conseil régional, ou des deux à la fois, peut-il exercer des fonctions autrement qu'en les déléguant soit à des adjoints soit à des fonctionnaires ? La rémunération des maires est intimement liée au problème du non-cumul des mandats. Le maire d'une commune de cent cinquante mille habitants perçoit une indemnité de 4.500 F, alors que ses obligations et responsabilités sont au moins celles d'un parlementaire, dont la rémunération est environ quatre fois la sienne. Il est clair que, dans ces conditions, sont privilégiés soit ceux qui peuvent sacrifier leur temps sans avoir de problèmes de revenus, soit ceux dont les revenus sont suffisants, c'est-à-dire ceux qui appartiennent aux classes sociales aisées ou les retraités.

De nombreux électeurs se demandent désormais si leur participation à la vie de leur ville, de leur village, doit se limiter à un bulletin glissé dans l'une des boîtes aux lettres... Les conclusions du débat public suscité par le rapport Guichard devraient être mises en œuvre sans crainte d'aller vite et loin. Une démocratie qui se veut vivante s'affirme d'abord au plan local.

Rien à attendre des notables bien assis

par MARC FAURE

La démocratie locale est en crise. C'est le constat qu'on peut établir, non pas, a priori, au nom d'une idéologie ou d'une ambition politique, mais après quatre ans d'expérience d'une petite association de quartier confrontée à un projet de restructuration urbaine. Une association toujours à la recherche d'un interlocuteur valable.

Lorsqu'un conseil municipal décide d'une opération d'urbanisme en bravant sa propre opinion publique, c'est souvent parce que cette assemblée se croit obligée de reprendre à son compte des choix arrêtés à un niveau départemental, régional ou national. Aujourd'hui, la mise au point des plans d'occupation des sols (POS) est l'occasion de mesurer le malaise des citoyens devant les projets de réorganisation de leur cadre de vie.

Mais il est évident que les considérations locales ne suffisent pas à expliquer la multiplication d'associations où les citoyens réclament un meilleur cadre de vie. La faiblesse des formations politiques pour prendre en charge cette nouvelle forme d'aspiration à un mieux-être, leur incapacité à intégrer cette revendication dans une analyse globale et cohérente de notre société nous contraignent à réapprendre la politique par la base. Le bilan des promesses non tenues nous y fera progresser plus rapidement :

— A l'Assemblée nationale, le projet de loi sur les associations de défense de l'environnement a été amputé par les députés de la majorité de tout ce qui pouvait lui assurer une efficacité.

— Les procédures d'enquête d'utilité publique n'ont toujours pas été modifiées en pratique.

— Les sociétés d'économie mixte, soutenues par l'administration, se comportent comme le relais des intérêts privés : que signifie la procédure d'expropriation, lorsque, en dernier ressort, le bénéficiaire de l'utilité publique sera un promoteur privé qui achètera un terrain à bâtir, viabilisé par des fonds publics ?

— L'attitude de l'administration préfectorale nous a enlevé nos dernières illusions sur sa « neutralité ». En dépit des directives présidentielles, nous n'avons pu obtenir, depuis 1974, un entretien avec le préfet de notre département qui refuse de recevoir les associations de quartier en conflit avec leur maire... lorsque ce dernier appartient à la majorité.

Nous ne devons donc compter que sur nous-mêmes, et nous défier de toutes les tentatives de malinisme et de récupération. Aujourd'hui, la défense de la qualité de la vie ne viendra pas de déclarations de bonnes intentions, quelle que soit la compétence de leur auteur, mais elle sera le fait des citoyens, eux-mêmes, par le moyen d'une démocratie locale rendue à son efficacité.

Ceci suppose, d'une part, que l'autorité communale retrouve son indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics par un allègement de la tutelle des collectivités locales et une plus large autonomie financière.

Il est également souhaitable que les mandats des élus locaux soient correctement indemnisés, ce qui permettra de lutter plus légitimement contre le cumul des mandats électoraux qui permet à un élu d'acquiescer démesurément son pouvoir. Enfin, le cumul de mandat public et de charges privées, en particulier dans le domaine immobilier, doit être réglementé et sévèrement contrôlé.

M. MARCEL ROSETTE (P.C.) : une construction préfabriquée

M. Marcel Rosette, maire de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), membre du comité central du parti communiste, estime que quel qu'il est plus particulièrement chargé des questions relatives aux collectivités locales — commenta-t-il dans l'« Humanité » du jeudi 4 novembre les conclusions du rapport Guichard.

Estimant que le ministre d'Etat s'est fait « illusionniste », M. Rosette écrit à propos de « la construction préfabriquée à plusieurs étages » proposée par le rapport :

« En bas, la commune conserve son conseil municipal, un conseil et un maire sont élus ; mais, au-dessus, on ne peut pas dire que c'est un conseil municipal, mais, les communes devront se fédérer en communautés auxquelles elles transféreront leurs pouvoirs ; le conseil de la communauté, composé de représentants des conseils municipaux délégués à son tour ses pouvoirs à un syndicat ; comme le rapport ne précise pas qu'il sera choisi parmi les élus, nul doute que ce sera un haut fonctionnaire, dirigeant une assemblée non élue au suffrage universel.

« Plus haut, on arrive au département. Le conseil général ne sera plus seulement composé d'élus au suffrage universel, mais aussi de représentants désignés des communautés. Ce système serait plus efficace que les charbonnages cantonnés pour l'ausser les volontés du suffrage universel. »

DU NOUVEAU CHEZ GAULT-MILLAU

Primo, un guide de Paris de 43 pages, détachable, avec, ce mois-ci, les quarts les plus tendus et les plus drôles, les restaurants à découvrir et 103 adresses de bonnes tables. Secundo, une grande rubrique « banc d'essai » avec le test sans pitié de tous les nouveaux produits. Ne riez pas Le Nouveau Guide Gault-Millau de novembre. En vente chez tous les marchands de journaux.

du Liberté à l'Etoile, il faut 7 minutes.

(7 mn de RER, c'est beaucoup moins que votre périple quotidien.)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 774.59.75
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES



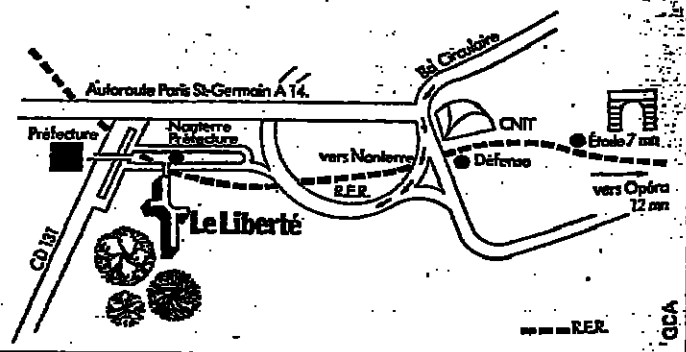
NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-À-PORTER

CHAMISES - PULLS
PANTALONS - JEANS
SPORTSWEAR
COSTUMES - IMPERS
PARDESSUS

berdy

79, av. des Ternes - 75017 Paris
tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

du Liberté à votre bureau: 2 ou 3 stations de RER.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'OPPOSITION A LA RÉFORME DU FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

L'UNION DES H.L.M. : nous ne pouvons adhérer au projet tel qu'il se présente

M. Albert Denvers, président de l'Union nationale des organismes d'H.L.M., a présenté, jeudi soir 4 novembre, la motion adoptée par le congrès extraordinaire de cet organisme à propos de la réforme du financement de la construction soumise par le gouvernement au Sénat. Ce long texte, après avoir rappelé le désir permanent du Mouvement H.L.M. d'obtenir « une refonte de la politique de l'habitat »

Maintenant que l'ensemble des mesures envisagées par le gouvernement sont connues, l'Union des H.L.M. observe qu'elles « ne garantissent ni un progrès sensible de la qualité des logements construits, ni, dans le temps, le pouvoir d'achat de la nouvelle aide personnelle, ni une véritable réduction, au profit des plus défavorisés, des inégalités devant l'habitat et devant les aides au logement, ni, dans le secteur de l'accession à la propriété, la survie des constructeurs à caractère non lucratif ». En revanche, « la sous-estimation des prix, loyers et mensualités [dans le projet gouvernemental] ne rend pas crédibles les objectifs sociaux annoncés. En particulier, les ménages modestes demeureront hors d'état d'accéder à la propriété sans y consacrer 30 à 40 % de leurs revenus ».

« Dès lors, le Mouvement H.L.M. fait connaître qu'il ne peut adhérer à ce projet de réforme, tel qu'il se présente actuellement. Il se tourne vers le Sénat et l'Assemblée nationale [et] appelle solennellement leur attention sur les risques que ferait courir l'adoption de cette réforme, en son état actuel ; il leur demande de modifier et de compléter l'ensemble du projet, de manière à ce qu'il devienne véritablement social, effectivement applicable, de nature à maintenir un secteur social dans l'habitat ».

Soulignant « la menace d'un fléchissement sensible de la construction en 1977 », l'Union des H.L.M. annonce qu'avec des prix-plafonds très insuffisants et des conditions de financement dont le renchérissement est annoncé pour le 1^{er} janvier, il lui sera plus difficile que jamais de lancer le programme de logements dits « sociaux », dont le volume sera au demeurant réduit par rapport à 1976. La priorité, ajoute le texte, « doit être donnée à l'amélioration des mécanismes et financements actuels ». L'Union « dépose sa responsabilité à l'égard des difficultés que connaîtront à bref délai les professions du bâtiment ». Elle « attire tout par-

et les propositions qu'il avait faites à cet effet en 1975 dans son Livre blanc, indique qu'en juillet dernier les dirigeants d'H.L.M. avaient « approuvé certaines orientations » des projets gouvernementaux, mais « exprimé plusieurs réserves et critiques ». L'Union des H.L.M. avait alors précisé aux pouvoirs publics qu'elle « ne pouvait « jouer le jeu » de la réforme sans que diverses modifications et divers compléments soient adoptés ».

ticulièrement l'attention sur la situation des familles à faibles ressources, qui, malgré le caractère de l'allocation-logement, ne peuvent faire face à une charge logement reconnue insupportable par le gouvernement lui-même ».

« À travers la grande diversité de leurs opinions, conclut la motion, les membres des cinq conseils fédéraux du Mouvement H.L.M. ont adopté [ce texte] à l'unanimité. [Cetle motion] ne procède donc d'aucun esprit partisan. Elle exprime la position de praticiens, experts des problèmes de l'habitat, et soucieux de remplir leur mission sociale. En prusiens, forts de l'appui de plusieurs organisations professionnelles, ils soulignent, à l'adresse des pouvoirs publics et de l'opinion, le caractère trop technocratique, les insuffisances et les omissions du projet ».

« Ne pas bercer les Français d'illusions »

En commentant cette motion unanime, M. Denvers a précisé : « Nous disons « non » aujourd'hui, mais sans claquer la porte. C'est-à-dire avec l'espérance que demain, face à un projet renoué, nous serons en mesure de donner une autre réponse. Si le projet n'était pas modifié, nous dirions les positions qu'il contenait de prendre. Probablement les dirigeants d'H.L.M. décourageraient-ils les candidats propriétaires d'acheter un appartement, par crainte que ceux-ci ne puissent ultérieurement, faute de garanties de l'État, faire face à leurs échéances. « Ce serait plus moral que de les laisser s'engager dans l'aventure, alors que l'État, lui, refuse de s'engager ».

Questionné sur les modifications qu'il lui paraissent indispensables pour que l'Union des H.L.M. dise « oui » au projet gouvernemental, M. Denvers a cité l'indexation de l'aide personnelle au logement (la nouvelle A.P.L.), une amélioration substantielle des

moyens prévus pour améliorer la qualité de l'habitat, une redistribution sociale des fonds consacrés à l'aide au logement, une modification des dispositions prévues en matière de loyers, enfin un financement garanti des organismes d'H.L.M. L'Union des H.L.M. a fait — et continuera de faire — des propositions dans ce sens ».

Mais « nous ne croyons pas que l'on puisse bercer les Français d'illusions. Depuis quelques semaines, des milliers de gens nous disent : « Nous reportons à janvier nos projets de logement, puisque le gouvernement l'a annoncé, nous pourrions alors devenir propriétaires à bon compte... » Il y a de la poudre de Perlimpinpin dans tout cela, et surtout — ô paradoxe ! — pour l'accession à la propriété. La réforme va reculer la ségrégation sociale par l'habitat, maintenir l'aide fiscale aux familles aisées et ne guère aider les plus pauvres ».

« Il n'est pas admissible qu'un ménage avec deux enfants, gagnant 4 200 francs par mois (un conducteur d'autobus marié à une dactylo, par exemple), doive payer une H.L.M. plus chère que le prix de l'achat de l'habitat, qu'un ménage gagnant 3 500 francs doive consacrer 36 % de ses ressources pour accéder à la propriété de son logement ; que les barèmes soient moins « familiaux » qu'aujourd'hui. Cela n'est ni juste, ni efficace, ni même crédible. Les prix de construction pris en compte dans les calculs étant minorés ».

Défense du Franc...

offrez du CHAMPAGNE !
toutes marques chez KIATOU
SIÈGE : 44, rue du Bac et
SUCCURSALE : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)
Commandes : 222-37-08

LE COMITÉ POUR UNE POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : les propositions ne peuvent déboucher sur une réforme globale et sociale.

Le Comité national de l'Union pour une politique sociale de l'habitat, qui réunit notamment, aux côtés de l'Union des H.L.M., l'Association des maires de France, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., l'UNAF et plusieurs associations familiales, la Confédération pour le cadre de vie, les deux confédérations de locataires (C.N.L. et C.G.L.), la Fédération des constructeurs-promoteurs, le Comité pour l'amélioration de l'habitat et l'Union des caisses d'épargne, a adopté le 4 novembre une résolution très critique à l'égard du projet de réforme.

Il lui reproche « son caractère limitatif, ses omissions, ses imprécisions », son « refus de l'indexation de l'aide au logement, seule garantie véritable de la solvabilité des familles », le « caractère limitatif de la redistribution sociale opérée », la sous-estimation des prix et des loyers et le « caractère électoraire » du financement proposé. « Confirmant son adhésion à une véritable « réforme globale et sociale » de la politique du logement, le Comité estime ne pouvoir « considérer le projet actuel comme susceptible de réaliser une telle réforme ».

Il demande « des mesures immédiates destinées à remédier aux graves insuffisances et aux blocages de la situation actuelle qui amèneront une nouvelle diminution de la construction sociale alors que des besoins considérables demeurent ».

(Publié)
COSTA BRAVA
AMPURIABRAVA
Baie de Roses
Votre appartement ou votre villa dans la plus grande marina résidentielle d'Europe (30 km de la frontière) 15 km de caux navigables
Accès direct à la mer depuis votre propriété. Prix sans concurrence. Rentabilité garantie. Fiscalité luxembourgeoise week-end.
A Paris du 2 au 13 novembre.
SOLIDCASA, Hôtel Mayfair, 3, rue Rouget-de-Lisle (1^{er}).
Tél. : 260-38-14
En Espagne : SOLIDCASA, Box 225, Roana (Ce) Espagne.

Application compromise ?

(Suite de la première page.)

On bien le texte sera approuvé par les deux Assemblées, mais son application restera difficile, les dirigeants des H.L.M. faisant en quelque sorte la grève des crises en chantier, faute d'avoir obtenu pour leurs organismes et pour les candidats au logement les garanties morales élémentaires qu'ils réclament.

On n'en est pas encore là, mais la partie s'annonce serrée pour le gouvernement. D'autant plus qu'autour de l'Union des H.L.M. s'est constitué un front dépassant très largement les limites habituelles de l'opposition de gauche : on y trouve aussi bien Force ouvrière que l'Association des maires de France — que préside M. Pocher — l'UNAF, les promoteurs, les fédérations de locataires, les caisses d'épargne. Chacun de ces mouvements souhaite « une réforme globale et sociale » de la politique du logement (voir ci-contre), mais, précisément, le projet actuel ne leur paraît pas répondre à cet objectif, en dépit des déclarations du gouvernement.

La liste des griefs faite au texte en discussion est fort longue. M. Denvers, président de l'Union des H.L.M., l'a dressée, jeudi, au nom de ses adhérents unanimes (bien que politiquement fort divers) : pas d'indexation de la nouvelle aide au logement, pas de garanties supplémentaires pour l'avenir financier des organismes d'H.L.M., effort excessif demandé aux Français moyens désireux d'accéder à la propriété, maintien — qu'avait refusé M. Barre, dans son rapport de l'an dernier — des privilèges fiscaux aux familles aisées achetant un logement, maintien probable de la ségrégation par l'argent dans l'habitat, hautes excès de loyers pénalisant les plus démunis, effort insuffisant pour améliorer la qualité de l'habitat... Découvrir, au fil des documents officiels, tous ces défauts est, pour les dirigeants des H.L.M., un réveil fort pénible, alors qu'ils avaient accompagné avec faveur la préparation du projet, dans l'espoir de pouvoir l'améliorer d'étape en étape.

« Nous ne claquons pas la porte », a souligné M. Denvers. « Nous

faisons et continuerons à faire des propositions pour transformer le projet en une bonne réforme », l'écrit-il, constructrice, qui préserve l'unité de l'Union. Mais on sent bien que le cœur n'y est plus tout à fait. Et que l'on envisage déjà la contre-attaque à lancer si le gouvernement refuse de céder et contraindre sa majorité à le suivre.

Non seulement les responsables de la construction sociale ont l'impression d'avoir été trompés par l'avenir — le principe, qu'ils acceptent, d'un glissement de l'aide « à la pierre » vers l'aide « à la personne » n'étant pas, selon eux, correctement appliqué dans les faits, — mais encore ils constatent que, dès à présent, la politique suivie par le gouvernement est en train de détruire le secteur du bâtiment, ou la crise s'étend. Par rapport au calendrier habituel des mises en chantier, un retard de 10 à 15 % a été pris cette année par la construction sociale. Par rapport au calendrier attendu des prix-plafonds, pour 1977, on prévoit une réduction de 18 % de la construction locative H.L.M., une baisse de 14 % à l'accession à la propriété, peut-être encore aggravée par une nouvelle réduction de huit mille logements de l'objectif initial (pour permettre à l'État de compenser la cherté de l'argent que lui prêtent les caisses d'épargne).

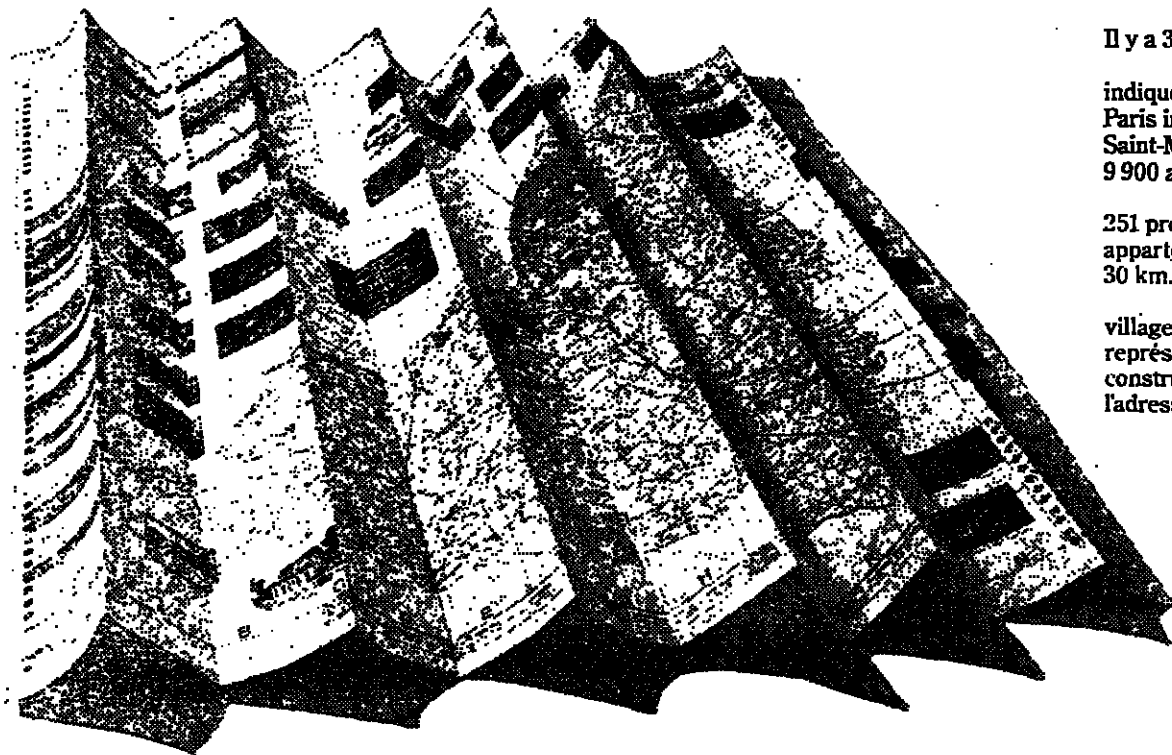
Il faut redresser tout de suite la situation, répètent les dirigeants d'H.L.M., et pour l'avenir « apporter les précisions nécessaires. Or, on ne nous a répondu que par la confusion : parfois une fin de non-recevoir, parfois une solution positive, souvent de bonnes paroles », a déploré M. Denvers. Notre devoir est aujourd'hui de refuser qu'on berce les Français d'illusions. La balle est maintenant dans le camp des parlementaires. Sauront-ils convaincre M. Fourcade de consentir les concessions nécessaires ? Ou bien le gouvernement choisira-t-il l'option de la force ? Au point où en sont les choses, la vérité impose d'écrire que ce qui devait constituer la plus grande réforme de la construction depuis vingt ans risque fort de tourner au fiasco.

GILBERT MATHIEU.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	5 1/2	3 1/4
1 mois	4 3/4	5 1/4	3 3/8
3 mois	5 1/2	6 1/2	4 1/2
6 mois			5 1/4

POUR TROUVER VOTRE APPARTEMENT, VOTRE MAISON OU VOTRE TERRAIN, INTERROGEZ LES CARTES.



France-Soir lance les cartes immobilières. Un produit aussi nouveau que révolutionnaire.

Avec les cartes immobilières vous localiserez d'un seul coup d'œil les appartements, les maisons et les terrains qui se construisent à Paris et dans la région parisienne.

D'un seul coup d'œil vous savez tout. Le nombre de terrains, de maisons ou d'appartements disponibles, le nombre de pièces, la surface, le prix au m², la formule de

financement dont vous bénéficiez et surtout vous savez, grâce à leur localisation précise sur le plan, comment vous y rendre sans vous tromper.

A titre d'exemple

sur le plan	Adresses, constructions, renseignements et notes	Nombre de pièces	Surface	Prix	Crédit	Financement
● A8	"Région" 7-5, r. Curial 19, tél. SC24, boîte 52, 10, rue de Chaligny, Byrnes, 254.96.78, sur place les l. 14 à 19 h - sam. et dim. : 10 à 19 h.	389	169 m ²	169 m ²	80%	Imp. d'Etat, 80%

Il y a 3 cartes immobilières France-Soir.
1 La carte rose. Elle recense et vous indique 198 programmes immobiliers pour Paris intra-muros, Neuilly, Boulogne et Saint-Mandé. Soit un choix d'un peu plus de 9 900 appartements.

2 La carte bleue. Elle indique en tout 251 programmes. Soit plus de 11 000 appartements en banlieue, dans un rayon de 30 km.

3 La carte verte. Elle vous indique 71 villages (groupement de maisons) représentant plus de 3 300 maisons, 35 constructeurs de maisons individuelles avec l'adresse de leurs maisons expo, et 40

groupements de terrains viabilisés (soit plus de 1 300 terrains) dans un rayon de 60 km.

Nouvelles, pratiques, maniables, remises à jour rigoureusement chaque mois, les cartes immobilières France-Soir c'est la solution la plus simple et la plus économique pour trouver votre future maison, votre futur terrain, votre futur appartement.

Chaque mois dans les kiosques et les marchands de journaux.

3,50 F

Cartes Immobilières France-Soir.

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

M. Barre : la hausse des prix restera forte en novembre

L'indice des prix sera « mauvais » en novembre, en raison de la décision « utile et courageuse » d'augmenter le prix de l'essence, a déclaré le premier ministre, M. Raymond Barre, au cours d'une interview accordée, le 4 novembre, à Radio-Monte-Carlo.

Mais, a-t-il ajouté, « au fur et à mesure que les mesures gouvernementales vont porter leurs effets, nous assisterons, je crois, à une baisse du taux d'inflation. Si je crois, en particulier, que la baisse de la T.V.A., qui va intervenir au début de l'année prochaine, exercera un effet de modération sur la hausse des prix ».

A propos des dérogations au logement des prix, publiées au Bulletin officiel des services des prix de ce vendredi 5 novembre, M. Barre a souligné : « J'ai dit, dès le départ, que nous n'appli-

querions pas une politique de gel des prix qui soit absurde, c'est-à-dire qui ne tiennent pas compte de certains éléments auxquels on ne peut pas échapper (hausse des matières premières ou de certains produits importés, tels que le café ou le cacao). De surcroît, il existe certaines entreprises qui risquent, du fait du gel des prix, de fermer. Par conséquent, il est souhaitable, pour des raisons qui tiennent à l'emploi, d'accorder une dérogation en la matière ».

Enfin, à propos des hausses du foie gras et du boudin blanc, le premier ministre a estimé que, dans les circonstances actuelles, ceux qui désirent bénéficier de ces produits de luxe pour le réveillon fassent en matière de prix un effort supplémentaire ».

L'emprunt de 3,5 milliards de francs pour les P.M.E.

LES MODALITÉS D'OCTROI DES PRÊTS SONT FIXÉES

Les petites et moyennes entreprises qui souhaitent bénéficier de l'emprunt national de 3,5 milliards de francs (lancé en octobre dans le cadre du plan Barre) peuvent, d'ores et déjà, déposer leurs dossiers auprès des établissements habilités à fournir les prêts (1).

L'entreprise doit remplir un certain nombre de conditions pour figurer parmi les bénéficiaires. Elle ne doit pas avoir réalisé plus de 100 millions de francs de chiffre d'affaires (a.t.) au cours du dernier exercice et ne pas être une filiale d'une société cotée ou réalisant un chiffre d'affaires de plus de 100 millions (a.t.).

Les prêts devront être destinés au financement d'investissements industriels productifs ayant une durée d'amortissement à long terme. Ils seront également accordés pour des investissements créateurs d'emplois ou destinés à économiser l'énergie. Le montant du prêt pourra s'élever jusqu'à 50 % du montant (a.t.) du programme d'investissement engagé entre le 1^{er} juillet 1976 et le 31 décembre 1977.

Ces prêts sont d'une durée de quinze ans. Ils comportent un différé d'amortissement de deux ans. Le taux d'intérêt est fixé à 8/5 % pendant les cinq premières années et à 11 % pour les années suivantes.

(1) Sociétés de développement régional, Caisse centrale de crédit bancaire, commercial et industriel, Crédit national, Crédit coopératif, Caisse centrale des Banques populaires, Crédit agricole, Groupement interprofessionnel P.M.E., I.D.I.

Le C.N.P.F. souligne un assombrissement du climat des affaires

« Alors que les nouveaux efforts entrepris pour assurer le réajustement des grands équilibres n'ont pas encore pu porter leurs fruits, les perspectives d'activité se sont plutôt assombries », écrit le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) dans sa dernière analyse de conjoncture.

Toutefois, ajoute-t-il, la dégradation récente, et surtout psychologique, du climat des affaires « n'a rien d'irréversible » et « le maintien de l'activité à son niveau actuel paraît globalement assuré jusqu'à la fin de l'année ».

« Au-delà, souligne le C.N.P.F., beaucoup dépendra de l'attitude des autorités, qui, tout en restant dans le cadre des grandes orientations qui ont été définies à la rentrée, ont, dans une large mesure, les moyens d'opérer un réglage de la demande (...). Une inflexion de la politique conjoncturelle pour soutenir l'expansion devrait permettre de maintenir l'économie sur une pente de croissance raisonnable. L'inflexion sera d'autant plus efficace qu'elle sera plus précoce pour tenir compte des délais de réponse de l'économie. La lutte contre l'inflation n'est pas pour autant compromise, bien au contraire ».

Pour le C.N.P.F., « l'activité, qui avait enregistré, au lendemain des congés d'été, des résultats assez satisfaisants, connaît, depuis le début d'octobre, une évolution moins favorable ». La consommation des ménages « semble à nouveau se stabiliser, voire régresser pour certains types de produits ».

Depuis, l'investissement des entreprises « demeure l'aspect le plus préoccupant de la conjoncture », alors que, « pour éviter le retour des tensions inflationnistes et maintenir la compétitivité de l'économie française, il faudrait procéder, dès aujourd'hui, à des dépenses d'équipement accrues ».

Enfin, les commandes intérieures sont soumises à l'aggrava-

tion de la concurrence internationale, « qui se traduit jusqu'au dumping », et les perspectives sont « peu encourageantes » en matière de commandes publiques.

Le patronat estime aussi que, « pour les prochains mois, le retour à l'équilibre commercial ne paraît pas un objectif inaccessible, mais les chances d'y parvenir seront d'autant plus grandes que le franc résistera mieux sur le marché des changes ».

Après avoir souligné qu'« un nombre de plus en plus important d'entreprises rencontrent des difficultés à recruter la main-d'œuvre dont elles auraient besoin » (il s'agit, le plus souvent, de personnel qualifié, mais, dans certains cas, de personnel non qualifié), le C.N.P.F. note que « le blocage des prix s'avère très difficile à appliquer, en particulier en ce qui concerne la prise en compte des hausses de matières premières », puisque « l'on assiste à un certain recul des anticipations inflationnistes ».

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.



● ACCROISSEMENT DU BÉNÉFICE NET DES COMPAGNIES FRANÇAISES OPÉRANT SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN.

Pour les trois premiers trimestres de l'année 1976, les résultats financiers des principales sociétés pétrolières opérant sur le marché américain laissent apparaître un accroissement de leurs bénéfices par rapport à la même période de 1975. Exxon voit ses bénéfices net passer de 1,86 à 1,96 milliard de dollars; Mobil Oil voit le sien atteindre 679 millions de dollars contre 633 millions; Gulf Oil, 589 millions contre 530; et Shell, 566 millions de dollars contre 382.

ancien élève de l'école polytechnique (1965) et du lycée national supérieur des mines de Paris (1968), M. Cousin fut chargé de mission au Comité de la région Rhône-Alpes de 1971 à 1974, avant d'être, depuis cette date, chargé de mission au S.C.I.I.

Immigrés

● POUR HARMONISER LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE EN EUROPE, la commission de la C.E.E. suggère, dans une directive adoptée le 4 novembre, à Bruxelles, d'assurer une « meilleure information des travailleurs migrants », et un « contrôle adéquat aux frontières et sur les lieux de travail, notamment dans les entreprises de travail temporaire, de sanctionner les employeurs contrevenants et leurs complices, d'atténuer le préjudice subi par le travailleur migrant illégal de bonne foi en lui garantissant un droit de recours contre toute décision d'expulsion. En fait, cette directive généralise les intentions proclamées par la plupart des gouvernements de l'Europe des Neuf.

Salaires

● LES SALAIRES DANS LES BANQUES sont majorés de 2,38 % à dater du 1^{er} novembre, annonce l'Association française des banques (A.F.B.), la valeur du point passant de 5.162 F à 5.285 F. Selon l'A.F.B., cette majoration porte la garantie de ressources minimales mensuelles à 1.685 F brut, ce qui, compte tenu des 14,5 mensualités versées annuellement dans la profession bancaire, correspond à un salaire de 2.036 F brut par mois.

Le C.G.T. et la C.F.P.T., lors de leur journée d'action du 28 octobre, avaient réclamé un salaire d'embauche minimum de 2.000 F, sur quatorze mois et demi, soit 2.416 francs sur douze mois. De son côté, la Fédération des employés et cadres F.O. estime que les prévisions patronales, portant sur une hausse des prix de 9,50 % en 1976, se trouvent, comme l'augmentation annoncée, « en deçà de la réalité ».

Depuis le début de l'année, les salaires du secteur bancaire ont été majorés de 9,68 %, y compris la nouvelle majoration de 2,38 %.

L'IMPÔT SÈCHESSE DEVRA ÊTRE PAYÉ AVANT LE 22 DÉCEMBRE

Le décret précisant les modalités de recouvrement de l'impôt sèchesses « devrait être signé au début de la semaine prochaine. Tous les versements devront être envoyés aux contribuables avant le 22 novembre, et ceux-ci auront jusqu'au 22 décembre à minuit pour payer cette majoration de l'impôt sur les revenus ou pour se libérer par un emprunt ».

Ne sont touchés par cette mesure que les deux millions et demi de contribuables dont l'impôt (payable en 1976 sur les revenus de 1975) se trouve compris entre 4 500 et 20 000 francs et les cinq cent mille contribuables dont l'impôt d'a cette année, excède 20 000 francs. Les premiers devront payer 4 % de majoration ou se libérer en totalité de cet impôt en souscrivant à un emprunt d'État au taux de 4,5 % remboursable en cinq ans. Les seconds paieront une majoration de 8 % et pourront se libérer pour moitié par la souscription à cet emprunt.

Des délais de paiement — au 15 février — sont prévus pour les contribuables dont le revenu principal (+ de 30 %) est une retraite, une pension ou une rente viagère. D'autre part, le décret facilitera les conditions dans lesquelles une remboursement anticipé de l'emprunt sera possible (contre, mise à la retraite, perte d'emploi, chômage).

Conflits et revendications

● DES COUPURES DE COURANT LE 9 NOVEMBRE ? — A l'F.E.F., les fédérations C.G.T. et C.F.P.T., qui, pour protester contre les conséquences du plan Barre sur leurs rémunérations, organisent une journée d'action le mardi 9 novembre, déclarent que des coupures de courant pourraient être effectuées, ce jour-là, entre 9 heures et 11 h 30.

Emploi

● LICENCIEMENTS AUX BENNES MARCEL et Saint-Etienne.

La direction des Bennes Marcel a annoncé, le 4 novembre, son intention de procéder à cent cinquante licenciements dans son usine d'Andrézieux-Bouthéon (Loire), qui occupe environ quinze cents personnes. Les horaires hebdomadaires seront ramenés pendant quatre mois à 40 heures (au lieu de 42 h. 30 pour les ouvriers et de 40 h. 30 pour les mensuels).

La direction des Bennes Mar-

FAITS ET CHIFFRES

rel (dix-sept usines, quatre mille salariés au total, 80 % de la production française des pompes hydrauliques) explique ces décisions, notamment par les difficultés actuelles dans le bâtiment et les travaux publics, qui ont amené des entreprises de ce secteur à assurer elles-mêmes la fabrication de composants hydrauliques qu'elles avaient confié dans le passé aux Bennes Marcel.

Europe

● M. YVES COUSIN, ingénieur des mines, a été nommé secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (S.C.I.E.), en remplacement de M. Albert Costa de Beauregard, actuellement conseiller technique au cabinet du premier ministre.

(Agf de trente et un ans,

Pourquoi faut-il visiter le



22^e Salon international de l'Emballage, du Conditionnement et de la Présentation ?

parce que : ● toute entreprise a besoin aujourd'hui de réduire au minimum ses coûts de fabrication dont l'emballage constitue une part non négligeable,

● l'évolution des techniques dans ce domaine est permanente.

Ce 22^e Salon vous offre une gamme exceptionnelle de matériaux, d'emballages, d'accessoires et surtout de machines en provenance de tous pays.

Vous y trouverez des idées, des conseils et des produits qui vous permettront d'abaisser vos prix de revient.

Un Congrès organisé par l'Institut Français de l'Emballage et du Conditionnement aura lieu dans le cadre du Salon sur le thème : « Conditionnement des produits alimentaires, problèmes actuels, techniques de pointe ».

Aux mêmes dates également aura lieu :

EURO-PLV, l'exposition spécialisée du matériel de présentation et de publicité sur le lieu de vente.

Ne manquez pas de visiter ces 2 manifestations du 15 au 20 Novembre 1976

Porte de Versailles • PARIS • de 9 h à 18 h.

1.600 firmes groupées en 655 stands vous y attendent

Renseignements : SEPIC-Emballage - 40, rue du Collège - 75008 PARIS - Tél. : 256.38.94

PROJET INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE

PROGRAMME « ÉLECTRICITÉ »

Avis d'Appel d'Offres International POUR LA FOURNITURE DE DEUX POSTES DE TRANSFORMATION

Dans le cadre du Projet, Infrastructure, Touristique financé avec l'aide de la Banque Mondiale et la K.F.W., l'Office National du Tourisme Tunisien lance avec le concours de la S.T.E.G., maître d'œuvre, un Appel d'Offres International pour la fourniture de deux postes de transformation 30/10 KV, 5 MVA.

Les offres portent sur l'étude, la fabrication, le transport et le montage à pied d'œuvre, ainsi que la mise en service et les essais.

Les Entreprises agréées, intéressées par cet appel d'offres peuvent retirer les cahiers des charges à l'adresse suivante : 28, rue de l'Inde, TUNIS.

L'ouverture des plis sera effectuée le 16-12-1976 à 11 heures par la Commission d'Appel d'Offres à l'adresse sus-citée.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

PORTES OUVERTES A PALENTE Les « Lip » travaillent à la mise au point d'accessoires médicaux

De notre correspondant
Besançon. — Une journée « portes ouvertes » est organisée à l'usine Lip le 6 novembre. Les ouvriers entendent mettre à profit cette journée pour démontrer qu'ils sont demeurés fidèles à l'image quasi légendaire que le conflit de 1973 avait donné d'eux.

En 1973, l'organisation des travailleurs, souligne le communiqué de presse de la section C.F.D.T., le travail en commission, l'imaginaire déployé, la démocratie exprimée, avaient séduit la population. Tout cela est à l'œuvre dans la Lip d'aujourd'hui. Et d'inviter le public à venir en juger sur place.

De fait, si les ouvriers de Lip, pris cette fois-ci en charge à 90 % par l'ASSEDIC, n'ont pas éprouvé la nécessité de fabriquer et de vendre des montres pour leur propre compte, ils n'en sont pas pour autant demeurés inactifs. Quatre cents à quatre cent cinquante d'entre eux passent, au moins une fois par semaine à l'usine de Palente, assistant aux assemblées générales, déposant et reprenant leurs enfants à la garderie installée dans l'usine, prennent leurs repas au restaurant géré par les ouvriers, jettent quelques touches de couleur sur une assiette de faïence blanche, transforment des pendulettes de voiture en pendulettes de bureau, consistent à broder et à fabriquer des objets divers.

Un certain nombre sont en permanence mobilisés par des manifestations, des rencontres, avec d'autres ouvriers provenant d'usines occupées ou non, des défilés, des réunions de commission.

Ici, on a constitué fébrilement une sorte de petite chaîne pour coller, plier, assembler, mettre en place les pièces du « chomageopol », ce jeu dont la vente, si elle ne laissera guère de bénéfices, contribuera à montrer que l'imaginaire des « Lip » sait encore se manifester. Imagination aussi du côté du bureau d'études. Des chercheurs qui, un temps, s'étaient amusés à fabriquer des gants, ont décidé de s'atteler à des recherches plus utiles. En collaboration avec des médecins agissant, à titre personnel, ils ont entrepris de travailler à la mise au point de certains accessoires médicaux : membrane destinée à faciliter l'étude de la circulation sanguine au niveau de la peau, micro-aliment permettant la fermeture des paupières et supplantant ainsi une canne musculaire, appareils divers de contrôle, etc.

L'aptitude de l'usine et de ses ouvriers à réaliser des micro-mécanismes, des modèles plastiques de précision et des systèmes de mesure et de régulation, peut, il est vrai, entrer en conjonction avec les besoins des médecins et des mala-

LA SECONDE ENTREPRISE DE CHAPELLERIE FRANÇAISE EST MISE EN LIQUIDATION

Le tribunal de commerce de Montbéliard (Doubs) a ordonné mercredi 3 novembre la liquidation des biens de la Société Industrielle de Chapellerie, qui avait déposé son bilan le 29 octobre. Cette société employait cent soixante-douze personnes à Châtelain-sur-Lyon (Loire) et avait réalisé en 1975 un chiffre d'affaires hors taxes de 9,796 millions de francs. Deuxième entreprise française spécialisée dans la production de chapeaux de feutre en poils de lapin, elle était la deuxième firme du secteur de la chapellerie classique de France.

Depuis dix ans, ses ventes avaient cessé de décliner. C'est la première année depuis la création de la mode, défavorable au port du chapeau.

CLAUDE FABERT.

Le C.N.P.F. va diffuser une brochure défendant la publicité

« La publicité n'est qu'un des éléments du coût total d'un produit payé par le consommateur. Son emploi, entre des frais qui pourraient être importants, et la publicité renforce puissamment la concurrence, incite les entreprises à la qualité et à la garantie de leur marque. » « Dire que la publicité conditionne l'audience, c'est le tenir en bien piètre estime et faire peu de cas de son bon sens et de son jugement. » Ces phrases sont extraites d'une brochure intitulée « La publicité en questions », publiée par le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) et qui sera diffusée essentiellement aux chefs d'entreprise et aux cadres.

M. Paul Simonet, président de la commission industrie-commerce-consommation du C.N.P.F., qui a présenté cette brochure à la presse, en compagnie de M. Guy Delchail, qui préside le groupe publicité au sein de cette commission, a précisé qu'il ne s'agissait pas pour le C.N.P.F. de présenter une analyse de la doctrine du C.N.P.F. en matière de publicité, mais bien plutôt de fournir aux chefs d'entreprise un aide-mémoire leur permettant de répondre aux accusations dont la publicité fait parfois l'objet.

L'initiative du C.N.P.F. sera sans doute bien accueillie par les responsables des agences de pu-

blicité, qui font preuve d'un optimisme relatif en cette fin d'année. Les revenus des cent agences adhérentes de l'Association des agences conseils en publicité (A.A.C.P.) s'établissent en effet à environ 600 millions de francs (pour un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs), soit une hausse de 14 à 15 % par rapport à 1975. Simultanément le nombre de personnes employées par la branche a augmenté de 2,5 %. C'est la première année depuis la crise de l'énergie que les entreprises connaissent un renversement de tendance qui leur soit favorable. Ainsi, en 1974 et 1975, l'augmentation du revenu des agences avait été inférieure à la hausse des prix, et la baisse de l'emploi avait atteint 20 % des effectifs. Au 31 décembre 1975, le C.N.P.F. comptait sur une subtilité de leur activité et de leurs effectifs, la tendance des entreprises étant de sous-traiter les travaux supplémentaires pour éviter des embauches insuffisamment sûres.

Opel City

SANTO ARGENTEUIL S.A.
1, rue de la Grande Ceinture
ARGENTEUIL. Tél. 961.70.61

Europcar loue des voitures, camionnettes et camions

europcar

645.21.25

Du haut fourneau au stimulateur cardiaque: le même savoir-faire.

Sans réfractaires, pas de verre, pas de béton, pas d'acier, pas d'industrie du feu et parfois même, pas de vie : certains coeurs ne battent que grâce à un stimulateur cardiaque dont le boîtier est en tétradraine.

Sans ce matériau capable de résister à de hautes températures et à de nombreuses attaques physiques et chimiques, rien de ce qui nous est devenu indispensable ne serait possible. C'est à LAFARGE que les tédradrains sont produits. Avec un savoir-faire unique.

Avec les 7 sociétés et les 17 usines de C.E.C., le groupe « Réfractaires et Fours » de Lafarge occupe une des premières places en Europe.

Diversité des formes, des emplois, des contraintes techniques... Diversité des tailles, du plus petit (1 gramme) au plus grand (6 tonnes).

Pour pouvoir les faire, il faut vraiment savoir les faire.



Le savoir-faire est le ciment de nos activités.

Préfectures du Doubs, de la Côte-d'Or, du Haut-Rhin, du Jura et du Territoire de Belfort

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES

Premier avis

Voie navigable mer du Nord-Méditerranée
Liaison Saône-Rhin de Laperrière-sur-Saône (Côte-d'Or) à Niffer (Haut-Rhin)
Travaux mis à grand gabarit
Avis d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête hydraulique

Messieurs les préfets du DOUBS, CÔTE-D'OR, HAUT-RHIN, JURA
TERRITOIRE DE BELFORT

Informent le public que conformément à la décision de prise en considération du ministre de l'équipement du 1^{er} mars 1976, sera soumise à enquête publique et à enquête hydraulique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'avant-projet de mise à grand gabarit de la liaison mer du Nord-Méditerranée entre la Saône à Laperrière-sur-Saône (Côte-d'Or) et le grand canal d'Alsace à Niffer (Haut-Rhin).

1) L'enquête d'utilité publique s'ouvrira à la préfecture du Doubs où sera déposé du 15 novembre 1976 au 14 janvier 1977 inclus le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet. Il sera joint à ce dossier un registre d'enquête où le public pourra consigner ses observations, ou joindre toute lettre adressée au président de la commission d'enquête. Le dossier sera consultable tous les jours ouvrables — sauf le samedi — de 9 h. 30 à 12 h. et de 15 h. à 17 h. (2^e direction, 2^e bureau, M. Perrot ; tél. : 81-80-80, poste 415).

Le dossier pourra être également consulté dans les mairies des cent quarante-cinq communes du Haut-Rhin du Territoire de Belfort, du Doubs, du Jura et de la Côte-d'Or, concernées par le projet, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Il sera joint également à ce dossier, dans chacune des mairies, un registre subsidiaire où le public pourra consigner ses observations par écrit, ou joindre toute lettre qui sera alors annexée audit registre par le maire.

2) Pendant la durée du délai prescrit, les observations des intéressés pourront également être adressées par écrit à M. le président de la commission d'enquête sur l'utilité publique de la liaison Saône-Rhin et envoyées à la préfecture du Doubs.

Les observations faites sur l'utilité publique du projet seront, en outre, reçues par un des membres de la commission d'enquête pendant les quatre derniers jours ouvrables de l'enquête, du 11 au 14 janvier 1977, entre 16 h. et 19 h., aux préfectures du Doubs et du Territoire de Belfort, aux sous-préfectures de Mulhouse et de Dole.

La commission d'enquête sera composée des sept membres suivants :

Président : M. Jean Vincenot, géomètre-expert, 24, rue Saint-Michel, 25120 Malche.

Membres : M. Bernard Boileau, ancien président de la chambre d'agriculture, Chissey-sur-Loue, 39380 Mont-sous-Vaudrey ;

M. Louis Jempey, chef de division honoraire, 8, boulevard Joffre, 90000 Belfort ;

M. Georges Foray, ingénieur d'arrondissement des ponts et chaussées en retraite, 11, avenue Jean-Moulin, 39000 Lons-le-Saunier ;

M. Louis Jempey, D.T.P.E. en retraite, 35, rue des Moulins, 21000 Dijon ;

M. Yves Steinmetz, architecte, 12, avenue Robert-Schuman, 68000 Mulhouse ;

M. Robert Truche, trésorier principal en retraite, 41, rue du Foyer-Familial, 25000 Besançon.

3) Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport de la commission d'enquête, contenant ses conclusions motivées, sera déposée dans chacune des mairies des communes concernées ainsi que dans les préfectures et sous-préfectures des départements où se trouvent ces communes.

La communication des conclusions de la commission d'enquête pourra être faite à toutes personnes en faisant la demande au préfet du département intéressé.

Dans les communes ou groupements de communes dont la liste suit, l'enquête portera également sur les anciens plans d'urbanisme directeurs ou de détail encore en vigueur, des plans d'occupation des sols approuvés, de telle sorte que ces plans soient rendus compatibles avec le projet.

4) Simultanément à l'enquête d'utilité publique s'ouvrira à la mairie de chacune des communes concernées une enquête hydraulique portant sur les modifications susceptibles d'être apportées au régime des eaux par le projet. Un registre et un dossier seront déposés à cet effet dans chacune des communes.

La liste des communes où seront ouvertes l'enquête publique et l'enquête hydraulique est la suivante :

Département de la Côte-d'Or : Laperrière-sur-Saône, Saint-Seine-en-Bache, Samerey, Saint-Symphorien-sur-Saône ;

Département du Jura : Abergement-la-Ronce, Champagny, Damparis, Tavaux, Chissey, Cressay, Dole, Brévans, Palletans, Rochefort-sur-Nenon, Eclans-Nenon, Lavangeot, La Barre.

Bavans, Lavans-lès-Dole, Our, Orcha, Strepigny, Rans, Ranchot, Dampierre, Frasnans, Evans, La Bretenière, Salans, Montplain, Audelange ;

Département du DOUBS : Saint-Vit, Rosel, Fians, Oselles, Abbray-Dessous, Bousières, Evans, Baume-lès-Dames, Hyèvre-Paroisse, Hyèvre-Magny, Roche-lès-Clerval, Torpes, Thoraise, Montferrand-le-Château, Bussy, Ramcey, Avanne-Avenay, Beure, Besançon, Montfaucon, Chazeville, Châtigny, Thise, Roche-lès-Beaupré, Valre-Arcier, Novillars, Vaire-le-Petit, Deluz, Brognard, Vieux-Charmont, Sochaux, Blussange, Grandfontaine, Routelle, Byans-sur-Doubs, Villars, Saint-Georges, Morre, Champville, Laissey, Ronlans, Ougney-Douvot, Fourbaine, Branne, Sanché, Chaux-lès-Clerval, Clerval, Fompre-sur-Doubs, Saint-Georges-Armont, Baume-Mancennes, Appenans, Médière, La Prérière, L'Isle-sur-le-Doubs, Blussangeaux, Saint-Maurice-Colombier, Longeville-sur-Doubs, Colombier-Fontaine, Lougryes, Evans, Bavans, Dampierre-sur-le-Doubs, Barba, Voujeaucourt, Bart, Courcelles-lès-Montbéliard, Sainte-Suzanne, Montbéliard, Esincourt, Etupes, Feschel-le-Chatel, Allenjoie.

Département du TERRITOIRE DE BELFORT : Mézière, Bourgoigne, Froidefontaine, Chamois, Brebotte, Aubreche, Bragny, Montreux-Château, Novillars, Morvillars.

Département du HAUT-RHIN : Montreux-Jeune, Montreux-Vieux, Magny, Valduc-Lutran, Elbach, Retzwiller, Traubach-le-Bas, Wolfersdorf, Gommersdorf, Hagenbach, Buethwiller, Eglingen, Belschwiller, Saint-Bernard, Spach-le-Bas, Heldenwiller, Didenheim, Ilfurth, Froening, Zillisheim, Hochstatt, Didenheim, Brunstatt, Mulhouse, Riedelsheim, Ilzach, Sausheim, Rixheim, Ottmarsheim, Hombourg, Petit-Landau, Niffer, Kembs.

Les documents d'urbanisme suivants devront être mis en révision :

HAUT-RHIN

Mulhouse : plan d'urbanisme directeur approuvé le 3 juillet 1972 ; Kembs : plan d'occupation des sols publié le 24 mars 1976 ; Riedelsheim : plan d'occupation des sols publié le 19 décembre 1975 ; Brunstatt : plan d'occupation des sols approuvé le 21 août 1975 ; Ilfurth : plan d'occupation des sols approuvé le 9 août 1975 ; Ilzach : plan d'occupation des sols publié le 19 décembre 1975.

DOUBS

Montferrand-le-Château : plan d'occupation des sols approuvé le 11 août 1975 ; Avanne : plan d'occupation des sols approuvé le 4 octobre 1972 ; Avenay : plan d'occupation des sols approuvé le 4 novembre 1974 ; Montfaucon : plan d'occupation des sols approuvé le 1^{er} avril 1975 ; Roche-lès-Beaupré : plan d'occupation des sols approuvé le 30 mai 1975 ; Ronlans : plan d'occupation des sols approuvé le 6 février 1975 ; Isle-sur-le-Doubs : plan d'occupation des sols approuvé le 30 juillet 1974 ; Chazeville : plan d'urbanisme de détail approuvé le 3 août 1970 ; Beuregard-Brégille-Prie de Vaux (commune de Besançon) : plan d'urbanisme de détail approuvé le 25 novembre 1970 ; La Malbommie (commune de Besançon) : plan d'urbanisme de détail approuvé le 2 décembre 1970 ; Saint-Vit : plan d'urbanisme directeur approuvé le 9 avril 1970 ; Besançon : plan d'urbanisme directeur approuvé le 7 mai 1959 ; Montbéliard : plan d'urbanisme directeur approuvé le 2 juin 1959 ; G.U. de Montbéliard (1) : plan d'urbanisme directeur approuvé le 17 octobre 1959 ; Baume-lès-Dames : plan d'urbanisme directeur approuvé le 28 mai 1971.

JURA

Damparis : plan d'urbanisme directeur approuvé le 29 août 1969 ; Dole : plan d'urbanisme directeur approuvé le 29 août 1969.

Il n'y a pas de document à modifier dans la Côte-d'Or et le Territoire de Belfort.

(1) Sur le territoire des communes de Bavans, Voujeaucourt, Bart, Courcelles-lès-Montbéliard, Sainte-Suzanne, Esincourt, Etupes, Feschel-le-Chatel, Allenjoie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE DE RÉASSURANCES

Le conseil, réuni le 3 novembre 1976, a décidé, afin d'adapter le capital de la société à l'expansion de son chiffre d'affaires et de l'équilibre avec les réserves libres constituées au cours des dernières années, de porter ledit capital de 30 à 40 millions de francs par incorporation de 10 millions de francs prélevés sur la réserve des plus-values nettes à long terme et distribution d'une action gratuite pour trois anciennes.

MERLIN GERIN

Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 1976 s'élevait à 961 millions de francs contre 771 millions pour la période correspondante de 1975, soit une progression de 24,6 %. Le résultat du premier semestre 1976, avant amortissement et avant impôts, ressort à 42,7 millions de francs.

Océ-van der Grinten N.V.

La Société Océ-van der Grinten N.V. poursuit son expansion commerciale en Extrême-Orient et est à Singapour, avec la Société hollandaise Hagemeijer N.V., une filiale commune dénommée Océ-Hagemeijer (Singapore) Pte. Ltd.

COFIMEG

Les recettes de loyers de la Société sont élevées au cours des neuf premiers mois de 1976 à 68 480 000 enregistrant une progression de 11,1 % par rapport à celles de la période correspondante de 1975. Il s'y est ajouté 3 584 000 F de primes à la construction et de produits accessoires, portant le total des recettes de ces neuf premiers mois de l'exercice à 69 074 000, contre 62 970 000 F pour la même période de 1975.

سكيا من الامم

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE
- 2-3. EUROPE
2. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : la président Sarkis a nommé un officier libanais à la tête de la force arabe de dissuasion.
4. ASIE
5. AMERIQUES
5. AFRIQUE
- La négociation de Genève sur la Rhodésie.
- 6-7. L'ELECTION DE M. CARTER A LA PRESIDENCE DES ETATS-UNIS
- 8 à 12. POLITIQUE
- Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.
- L'AFFAIRE DASSAULT : un point de vue de M. Waquet.
- La préparation des élections municipales.
13. JUSTICE
- Délinquance et mass media ou congrès de criminologie.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

Pages 15 à 23

Une Yougoslavie loin de la côte : la Slovénie. Les nouveaux voyages : l'Egyp-
te, la Tunisie, l'Algérie. Les sports d'hiver au bout du fil. Les plaisirs de la table : Ben-
guet, d'automne. CLIN D'OEIL : Grandeur nature. Mode : Maison ; Jeunes ; Jeux ; Philatélie.

24. SCIENCES

— La polémique entre MM. Al-
légre et Tazieff à propos de
la Soufrière.

25. AERONAUTIQUE

— Les radicaux de gauche
créent un mouvement d'atta-
quants.

25. EDUCATION

— Les radicaux de gauche
créent un mouvement d'atta-
quants.

25. RELIGION

— La grande prière du roman de
l'Académie à Pierre Schoen-
derfer.

27 à 29. ARTS ET SPECTACLES

— FESTIVALS : Brecht en
Kabyle.

33. SPORTS

— Après la publication du rap-
port Guichard.

36 à 38. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— CONJONCTURE : le C.N.P.F.
souligne un assombrissement
du climat des affaires.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (35)
Annonces classées (30 à 32) ;
Aujourd'hui (32) ; Carnet (36) ;
« Journal officiel » (33) ; Loterie
nationale (33) ; Loto (33) ;
Météorologie (33) ; Mots croisés
(33) ; Bourse (39).

LES NOUVEAUX TISSUS EN VOGUE

COUTURE

Etamines imprimées
Lainages écossais
Draps réversibles
Velours imprimés
Jerseys Jacquard
Colons d'hiver
Crêpes de soie

DÉCORATION

Velours contemporains
Toiles et chintz imprimés
Tissus Jacquard "Design"
Tweed et carreaux
Lampes et tapisserie de style
(Tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Ecole d'orgue

1 heure par semaine - 140 F par mois
de 6 F droit d'inscription

ORGUES

hamm

436/437 rue de Rennes
75006 PARIS - Tél. 644 38-05

A B C D E F G

LE PRÉSIDENT PODGORNY FÉLICITE M. CARTER

Moscou (U.P.I.). — Le président Podgorny a adressé, vendredi 5 novembre, à M. Carter un télégramme le félicitant de son élection à la présidence des États-Unis. Le chef de l'État soviétique rappelle que « les relations entre l'Union soviétique et les États-Unis se sont améliorées ces dernières années grâce aux efforts communs des deux États ». Il exprime l'espoir que la venue à la Maison Blanche de M. Carter confirmera cette orientation, « qui se situe dans le sens des intérêts des peuples soviétique et américain, des intérêts de la consolidation de la paix et de la sécurité internationale ».

● M. Raymond Barre, premier ministre, devait se rendre vendredi 5 novembre en fin d'après-midi à l'ambassade d'U.R.S.S. où une réception était offerte à l'occasion de la fête nationale.

L'ENVOYÉE SPÉCIALE DU « NOUVEL OBSERVATEUR » A QUITE ISRAËL

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Mme Josette Alia, journaliste au *Nouvel Observateur*, qui devait comparaître le 7 novembre devant le tribunal de Haïfa (le Monde du 3 novembre), a quitté Israël dans la journée du 4 novembre par un vol régulier de la Lufthansa.

La police de frontières israélienne avait reçu ordre d'empêcher Mme Alia de quitter le territoire israélien jusqu'à sa comparution Néanmoins, il est vraisemblable qu'en quittant Israël Mme Alia n'a, d'un point de vue strictement formel, violé aucune législation israélienne, puisque l'ordre donné aux postes-frontières ne lui avait pas été notifié officiellement.

Il est possible que Mme Josette Alia, qui utilise un pseudonyme, ait quitté le territoire israélien en présentant le passeport avec lequel elle était entrée dans le pays, et qui porte son nom réel : Mme Josette Ben Brahm. — A. Sc.

Le numéro du « Monde » daté 5 novembre 1976 a été tiré à 585 990 exemplaires.

A la conférence générale de l'UNESCO

Le projet contesté sur l'information va être discuté

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'Union soviétique a refusé un premier point, jeudi 4 novembre, à la dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO en obtenant qu'un projet de déclaration d'experts sur l'information soit discuté en commission des programmes et non pas renvoyé sans débat devant le groupe restreint de discussion chargé d'examiner les questions controversées. Ce projet de déclaration sur l'information, qui suscite l'inquiétude des Occidentaux, a été adopté en décembre dernier par des experts de pays socialistes et du tiers-monde, lors d'une réunion intergouvernementale dont s'étaient retirés les représentants de quatorze nations, notamment ceux des États-Unis et des neuf pays de la Communauté européenne (le Monde du 28 octobre). Jeudi, en séance de nuit, une proposition brésilienne de renvoi, sans débat, du projet devant le groupe de rédaction et de négociation a donné lieu à un certain « caillouillage » en commission des programmes. Plusieurs délégués, notamment le Néerlandais, au nom des Neuf du Marché commun, ont appuyé le Brésil. Mais les Soviétiques, leurs alliés et plusieurs pays du tiers-monde se sont élevés contre une procédure destinée visiblement à éviter un débat public et général en commission, pour confier l'étude du projet à un groupe restreint à vingt-cinq membres et siégeant à huis clos.

Le représentant de la France est intervenu à deux reprises, notamment pour « lancer un appel solennel » aux trois auteurs (l'Anglais, l'Irak et l'U.R.S.S.) d'un projet de résolution qui ne se contentait pas d'appuyer le projet des experts, mais anticipait sur son approbation en invitant déjà la direction générale de l'UNESCO à présenter dans deux ans un rapport sur les mesures à prendre pour mettre en œuvre cette déclaration, notamment en ce qui concerne les besoins d'information des Admis au sein de l'UNESCO, depuis quelques jours seulement, l'Anglais n'était pas qualifié pour signer un tel projet de résolution, n'ayant pas encore signé l'accord instituant l'Organisation internationale.

Les motions d'ordre se succédant, le délégué brésilien a fini par faire marche arrière en déclarant que son intention n'était sûrement pas d'« empêcher la discussion », mais bien de favoriser un consensus sur une question bien délicate. En d'autres termes, il a retiré sa proposition de renvoi sans débat devant le groupe de rédaction et de négociation. La commission des programmes, au sein de laquelle siègent tous les États membres, a suivi le conseil du représentant du Vietnam qui, paraphrasant un dicton, a déclaré : « Aidons-nous d'abord, le groupe de rédaction et de négociation nous aidera après ».

Vendredi matin, à l'ouverture d'un débat auquel se sont inscrites cinquante et un orateurs, le délégué néerlandais est intervenu, au nom des Neuf, pour annoncer son refus de discuter sur le fond le projet de déclaration et à partir d'une tentative de « maximisation de l'état sur la libre information ». Il a indiqué que, en revanche, les pays membres de la Communauté européenne étaient prêts à contribuer à toute discussion sur la procédure pour faciliter un consensus. Autrement dit, les Neuf semblent résolus à subir un débat dont ils ne voulaient pas et semblent avoir renoncé à quitter la salle, comme il en avait été question, semble-t-il, avant l'ouverture de cette séance.

Les cinq pays scandinaves (Islande, Danemark, Finlande, Suède et Norvège) ont alors fait savoir qu'ils adoptaient une attitude identique à celle des Neuf. Le délégué américain a ensuite pris la parole pour demander le renvoi devant le groupe de rédaction et de négociation du projet de déclaration, qui est, a-t-il dit, « en conflit avec les Constitutions de certains États, avec celle de l'UNESCO elle-même et avec la Déclaration universelle des droits de l'homme ».

L'opposition sans retour de plusieurs pays occidentaux à certains aspects du projet de déclaration des experts (notamment la référence à une résolution des Nations unies assimilant le sionisme au racisme) comme l'attachement que semble lui manifester l'Union soviétique et ses alliés arguent en commission des programmes. Mais il est possible que, au terme d'un débat acrimonieux, cette commission politique décide de renvoyer l'affaire devant le groupe de rédaction et de négociation, où elle pourrait alors être traitée dans une atmosphère plus calme et plus discrète.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

L'affaire Dassault

LA COMMISSION D'ENQUÊTE TIENDRA SA PREMIÈRE RÉUNION LE 10 NOVEMBRE

La commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique se réunira le mercredi matin 10 novembre, pour constituer son bureau. Cette commission comprend quinze députés dont dix de la majorité et cinq de l'opposition. Il s'agit pour l'U.D.R. de MM. Roger Crespin (Marne), Jacques Cressard (Ile-et-Vilaine), Joël Le Theule (Sarthe), Jacques Limouzy (Tarn), Maurice Plantier (Pyénées-Atlantiques) et Pierre Raynal (Gard) ; pour les républicains indépendants, de MM. Jean Charnat (Yonne) et Claude Gerbet (Eure-et-Loir) ; pour les socialistes, de MM. Rémy Montagne (Eure) et Roger Partrat (Loire) ; pour les radicaux de gauche, de MM. Jean-Pierre Cot (Savoie), Raymond Forni (Favoriole-de-Saône) et André Labarrière (Pyénées-Atlantiques) ; et pour les communistes, de MM. Maxime Kallinsky (Val-de-Marne) et Robert Montdargent (Val-d'Oise).

(Voir également page 12.)

A Paris

DEUX RESSORTISSANTS IRANIENS SONT DÉFÉRÉS AU PARQUET APRÈS L'ATTENTAT CONTRE UN DIPLOMATE

Deux ressortissants iraniens, MM. Mohamed Tahiri, né en 1946, et Nader Oskoni, né en 1948, ont été déferés, ce vendredi matin 5 novembre, au parquet de Paris. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à l'attentat commis le 2 novembre contre M. Homayoun Khatami, conseiller à l'ambassade de Téhéran. Ces deux jeunes gens faisaient partie d'un groupe d'une dizaine d'iranien interpellés tôt dans la matinée du mercredi. M. Tahiri et Oskoni nient toute responsabilité dans cet attentat depuis qu'ils sont en garde à vue, mais le procureur général de l'attentat les a retenus.

D'autre part, à Montréal, selon le quotidien « Le Journal de Montréal », trois personnes ont été arrêtées pour le même motif peu après leur arrivée à l'aéroport de cette ville. Mais la police française reste réservée sur leur degré d'implication dans l'attentat commis à Paris.

Enfin, l'Union des étudiants iraniens en France, dans un communiqué récemment diffusé, accuse la police française d'avoir traité certains de leurs adhérents avec brutalité. Cette Union affirme que M. Khatami est un agent notoire de la Savak, cette organisation iranienne de renseignements fondée en 1957.

L'ACCORD DE LIVRAISON DIRECTE DE PÉTROLE BRUT PASSÉ AVEC L'ARABIE SAOUDITE VA ÊTRE RENOUVÉLÉ

La Compagnie française des pétroles et le groupe ELF-Aquitaine devraient signer prochainement avec la société d'Etat saoudienne Petrokim le renouvellement du contrat d'approvisionnement de pétrole brut signé en 1974. Appelé alors « mini-contrat », cet accord, conclu à l'initiative de M. Michel Jobert, alors ministre des affaires étrangères, portait sur la livraison par l'Arabie Saoudite à la France de 9 millions de tonnes de pétrole brut (qualité « Arabian Light ») pendant trois ans (1974 à 1976) à un prix égal à 93 % du prix posté. Son intérêt pour les compagnies françaises se situe selon le niveau du prix du marché. L'actuel contrat en discussion ne devrait pas être très différent de ce qui concerne le prix, la quantité et la durée du contrat de 1974. Il permettra aux sociétés françaises de maintenir des relations étroites avec Petrokim, dont les ventes directes de brut sur le marché vont en s'accroissant.

LE REDRESSMENT DE LA LIVRE SE POURSUIT

Amorcé jeudi 4 novembre, le redressement de la livre sterling s'est poursuivi assez vigoureusement vendredi sur le marché des changes, son cours atteignant un peu moins de 1,64 dollar à Londres, contre 1,62 dollar la veille et 1,59 dollar mercredi. A Paris, elle valait 8,17 francs contre 8,09 francs. Ce redressement, qui fut spectaculaire jeudi, sur des rumeurs d'économies budgétaires, démenties par M. Callaghan, est imputable en grande partie à des achats de livres en provenance du continent et notamment d'Allemagne fédérale, où les opérateurs se hâtent de solder des engagements spéculatifs à la baisse. Il a également été attribué à une action concertée des banques centrales et à l'acquisition de livres pour régler des livraisons de pétrole. Le dollar s'est également bien comporté, atteignant 2,525 deniers à Francfort, contre 2,41 deniers mercredi. Le franc allemand, qui s'est redressé jeudi et vendredi, a également été attribué à l'annonce de l'élection de M. Jimmy Carter. A Paris, son cours s'est établi à 4,985 francs, contre 4,98 francs. Le franc est resté stable par rapport au deutschemark, qui s'est maintenu un peu au-dessus de 2,06 francs.

Venez visiter nos 5 étages d'exposition



Le plus grand choix de marques de Paris
Neuf et occasion toutes marques
Location - Vente - Achat - Réparations - Accord - Transport

hamm Pianos Orgues
Instruments de musique

135-139 r. de Rennes - Paris 75006 - Tél. 544 38-56
Parking - Prés gare Montparnasse

GRANDE BRADERIE (jusqu'à épuisement des stocks)
sièges, salons... tous styles
de très grand standing
à des prix sans concurrence.
SIEGES MAJ fabricant 67 rue de la Roquette, Paris 11^e, 805.23.92
ouvert le dimanche matin

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,60 à 12,20%**

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 601 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques
sous le n° LEM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris
et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



vincara bijoux

Paris :
8, place de l'Opéra
Les Boutiques de Paris, Porte Maillot.
"rive gauche" 53, rue de Sévres.
Lyon :
Centre Cal La Part Dieu, 131
Demandez catalogue N° 7

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES

françaises - italiennes
ELECTRO-MÉNAGER
Sèche-cheveux - Miroirs
BROSSIERIE - COUTELLERIE
CADEAUX - GADGETS UTILES
DIDIER NEVEUR
39, Rue Marbeuf - Tél. : BAL 61-70
20, Rue de la Paix - PARIS
Ouvert du lundi au samedi de 9 à 18 h.

AFRIQUE DU SUD

LE MONDE ENTIER EN UN SEUL PAYS

Je vous donne ma paix, ne soyez pas inquiets; je m'en vais, mais je reviendrai. JÉSUS

Pour connaître JÉSUS, il faut lire l'ÉVANGILE

Je désire gratuitement, sans engagement l'Évangile

NOM _____

ADRESSE _____

Ecrire à La Cheminière, R. Colbert, 84200 Carpentras

صلى الله عليه وسلم